هكذا من الأصل

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE N° 11392 — DERNIÈRE ÉDITION — MARDI 15 SEPTEMBRE 1981

LES TENSIONS MONÉTAIRES

- **La couronne suédoise dévaluée de 10 %**
LIRE PAGE 46
- **Forte baisse du dollar**
LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 l. ; Liban, 325 P ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

M. Haig exhorte l'Europe à renforcer sa défense

L'agence Tass a qualifié, dimanche 13 septembre, de « calomnies » les accusations formulées à Berlin-Ouest par M. Alexander Haig le même jour, et selon lesquelles l'U.R.S.S. et ses alliés utilisaient des armes chimiques en Afghanistan et en Asie du Sud-Est.

Le secrétaire d'Etat américain avait lancé cette accusation à l'occasion du discours qu'il a prononcé dans l'ancienne capitale allemande, et dans lequel il a invité les nations de l'Europe de l'Ouest à consentir les sacrifices nécessaires au renforcement de leur défense face au surarmement soviétique.

La venue de M. Haig à Berlin-Ouest a donné lieu à une violente manifestation, qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes scandant des slogans pacifistes et anti-américains.

De notre correspondant

Bonn. — Au cours de sa visite de dimanche à Berlin-Ouest, le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, n'a pas seulement réaffirmé avec éclat la garantie du statut de l'ancienne capitale du Reich, il s'agit selon lui d'un « *pilier de l'engagement américain en Europe* ». Dans un discours très « musclé », le chef de la diplomatie des Etats-Unis a également exhorté les alliés occidentaux à faire face de façon solidaire et résolue à la menace que l'effort soviétique dans le domaine des armements fait, selon lui, peser sur toute l'Europe.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 6.)

Réarmement moral

S'il avait fallu aux auditeurs de M. Alexander Haig — et quelle que fût leur conclusion personnelle quant à l'analyse du secrétaire d'Etat américain — une preuve de la réalité du « danger » pacifiste qu'il dénonçait, les manifestants de Berlin-Ouest se seraient chargés de la leur fournir.

Si le discours de M. Haig a fait à ses interlocuteurs européens l'effet d'une harangue particulièrement vigoureuse, ce n'est pas seulement aux circonstances agitées dans lesquelles il a été prononcé, ou même à son contenu, qu'il le doit. C'est avant tout au ton employé par le secrétaire d'Etat américain.

Sur le fond, en effet, les propos de M. Haig s'inscrivent dans le droit fil des préoccupations exprimées, avant et après son élection à la Maison Blanche, par M. Reagan lui-même. Une des grandes controverses qui avaient opposé ce dernier au président sortant était précisément l'évaluation du danger soviétique, et donc l'urgence d'une modernisation de l'arsenal nucléaire occidental.

Dans la forme, en revanche, la vigueur avec laquelle M. Haig a dénoncé le « pessimisme », le « manque de foi en la démocratie » des Européens de l'Ouest et les menaces que font peser sur la paix « non pas les efforts défensifs de l'OTAN », mais « les tanks soviétiques », est destinée à provoquer un effet de choc. Manifestement, on a estimé, à Washington, qu'il était grand temps de réagir contre la vague de pacifisme, de neutralisme et d'anti-américanisme qui déferle actuellement sur une partie importante de l'Europe occidentale.

C'est sans doute en Allemagne fédérale que ce courant a pris les formes les plus spectaculaires — et, compte tenu de l'importance géostratégique de la R.F.A. dans le dispositif de défense occidental, les plus préoccupantes — pour Washington. Mais plusieurs pays scandinaves, la Belgique, les Pays-Bas, aujourd'hui l'Angleterre — le dernier congrès des syndicats britanniques l'a bien montré, — connaissent également des mouvements de cet ordre. Ces mouvements pacifistes, que les Etats-Unis craindraient en toutes circonstances, sont plus redoutables encore au moment où, dans différentes capitales, y compris d'ailleurs à Washington, les problèmes de défense sont posés en termes budgétaires.

La France, elle, se trouve triplement exclue du champ des préoccupations du secrétaire d'Etat américain. Elle dispose d'une défense nucléaire propre, pour laquelle elle n'a cessé de consentir des efforts financiers importants. Elle est, jusqu'à présent, épargnée par la campagne pacifiste et anti-américaine. Enfin, M. Mitterrand n'a pas caché, à plusieurs reprises, qu'il voyait lui aussi dans le rééquilibrage de la balance des forces en Europe, pour l'instant fort défavorable à l'Occident, un préalable à l'ouverture de nouvelles négociations sur le désarmement.

Berlin, jadis haut lieu de la guerre froide et de la « paix armée », était évidemment pour M. Haig suffisamment chargé de souvenirs et de symboles pour qu'il puisse espérer que son appel y serait mieux qu'ailleurs entendu. Le camp soviétique voit dans son discours des accents de guerre froide ; mais c'est là un reproche que l'on accepte manifestement d'encourir à Washington, où l'on estime nécessaire un réarmement occidental qui ne soit pas seulement militaire, mais aussi moral.

AU JOUR LE JOUR

INSUFFISANT

La rentrée des classes coïncide avec celle de M. Marchais. Pas étonnant, donc, que le vocabulaire et le ton du leader communiste soient ceux des professeurs.

La hausse du SMIC ? Un effort, mais c'est encore insuffisant... L'impôt sur la fortune ? Bien, mais insuffisant... Les nationalisations ? Insuffisant... Ainsi le maître Marchais apprécie-t-il le travail de l'élève Mauroy.

On se souvient qu'il y a trois mois, quand furent connus les scores électoraux du P.C. l'élève Marchais reçut un carnet de notes sur lequel figuraient des observations sévères : « Très médiocres résultats. Pourrait beaucoup mieux faire. »

FRANÇOIS GROSRICHARD

AVANT LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE

• L'État va offrir aux entreprises une prime à la création d'emplois

• Le P.C.F. souhaite des mesures énergiques contre le chômage et l'inflation

• Le P.S. est sensible à la nécessité d'un compromis avec le « pouvoir économique »

Le discours que M. Pierre Mauroy devait *prononcer mardi 15 septembre devant l'Assemblée* nationale serait largement consacré à la lutte contre le chômage. Outre un certain nombre de projets visant à mieux partager le temps de travail — possibilité de retraite, mi-temps, lutte contre le cumul emploi-retraite, — le premier ministre devait annoncer qu'une prime sera attribuée aux entreprises créant des *emplois supplémentaires*.

M. Georges Marchais a laissé entendre, au cours de la fête de « l'Humanité », qu'il affirmera la nécessité de mesures énergiques contre le chômage et l'inflation. M. Roland Leroy, membre du bureau politique, a exprimé des intentions identiques. Le secrétaire général du P.C.F. a en outre indiqué qu'il demanderait la *reconduction de son mandat à la tête du* P.C.F.

Samedi, M. Lionel Jospin avait précisé qu'il serait candidat à sa propre succession au poste de premier secrétaire du P.S., lors du congrès que son parti réunira à Valence au mois d'octobre. Ce congrès ne verra apparaître ni majorité ni minorité puisque le comité directeur a adopté *une motion unique. Les « rocardiens » n'ont toutefois* pas pris part à la rédaction de ce texte, bien qu'ils fussent partisans d'une synthèse.

Le texte de la motion approuvée fait apparaître que le parti socialiste est sensible à la nécessité d'un compromis avec le « pouvoir économique ».

L'une des idées-forces de M. Mauroy, pour lutter contre le chômage, est de donner des subventions aux entreprises qui créeront des emplois. Une somme importante est prévue à cet égard au budget de l'Etat pour 1982 : 2 milliards de francs, semble-t-il. Ce qu'on appelle déjà, dans les milieux gouvernementaux, l'« *aide marginale à l'emploi* » ne bénéficiera qu'aux entreprises qui augmenteront réellement leurs effectifs.

Cela pour éviter une accélération du « *turn over* », qui aboutirait à faire sortir des travailleurs par une porte pour en réembaucher d'autres. Cette mesure d'incitation sera d'application difficile, dans la mesure où le contrôle réel de l'embauche posera de délicats problèmes aux pouvoirs publics.

(Lire la suite page 45.)

UN « PARTI AU GOUVERNEMENT »

(Lire page 10 l'article de PATRICK JARREAU.)

M. Mauroy s'engage à développer l'arme nucléaire et maintient à un an la durée du service

La France modernisera son armement nucléaire stratégique et tactique, et, dans l'immédiat, elle maintiendra à un an la durée du service militaire qui sera rendu plus opérationnel. C'est ce qu'a annoncé, ce lundi matin 14 septembre, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), après avoir rappelé que cette institution était l'héritière du Collège des hautes études de défense nationale, créé en 1936 par Léon Blum (lire page 48).

On lira, ci-dessous, le début d'une série de trois articles de M. Yvon Bourges (R.P.R.), ministre de la défense de 1975 à 1980, qui a tenu à rappeler les grandes lignes de la politique de défense du dernier septennat.

Point de vue

Quelle politique de défense ?

I. — Priorité aux sous-marins

par YVON BOURGES

Le choix de notre stratégie fut réellement fait par le général de Gaulle en 1966 lorsqu'il a replacé *sous la seule autorité du gouvernement* français les forces armées de la nation. Cette décision *découlait de ce que nous* disposions des premières armes nucléaires et que la possession de telles armes implique, en raison de leur nature même, qu'on en dispose librement. Elle répondait aussi, pour ne pas dire surtout, au sentiment qu'avait le fondateur de la Ve République du rôle et de l'autorité qui devaient être ceux de la France en Europe et dans le monde. L'armement nucléaire lui en donnait les moyens. De l'héritage du général de Gaulle, c'est sans doute un des éléments essentiels : le dernier de ses successeurs le découvre en s'installant dans ses fonctions et, comme il est légitime, semble bien ne pas vouloir priver la France de l'indépendance qu'elle lui assure dans les relations internationales.

Considérant *toujours*, et à juste titre, que la sécurité de la France est liée à celle de l'Europe, nous continuons à être membre de l'alliance atlantique. L'engagement de notre armée aux côtés des alliés exige une décision propre de notre gouvernement en fonction de l'analyse qu'il peut faire de la menace. C'est pourquoi nos forces ne tiennent plus, au sein du dispositif allié de « *créneau* » : c'est pourquoi notre participation à la défense commune inscrit nos unité *comme* des réserves des *forces* du pacte atlantique Nous avons mis en place des missions de liaison auprès des principaux échelons de commandement de l'OTAN pour faciliter, si le moment devait venir, notre engagement aux côtés de nos alliés, l'efficacité exigeant que soit établi en permanence un réseau d'informations et de communications. Des contacts réguliers de notre état-major et de celui de l'OTAN, ainsi que des manœuvres d'entraînement animent les rapports ainsi définis.

(Lire la suite page 12.)

Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble *marin en une montre d'or et d'acier.*

Marque et modèle déposés

FRED
JOAILLIER

6, rue Royale Paris 8e. Tél. : 260.30.65. Le Claridge, 74, Champs-Elysées. Hôtel Méridien, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes. Hôtel Loews, Monte-Carlo. Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly - Beverly Hills, Houston.

POINT

La fin du quadrillage

Ainsi, le ministère de l'intérieur a décidé d'abandonner la carte d'identité informatisée. Comme le souligne le communiqué de M. Defferre publié samedi, il y avait là un danger sérieux de fichage des Français. Née de l'imagination fertile de technocrates de la Place Beauvau, portée sur les fonts baptismaux par M. Bonnet sous prétexte de lutte contre le terrorisme, la carte « new look » avait reçu l'absolution de la commission informatique et libertés dont ce fut, malgré les scrupules qui l'animèrent jusqu'au bout, le premier faux pas.

La nouvelle carte était non seulement informatisée mais infalsifiable. Six centres, dont trois existent déjà, étaient prévus pour sa fabrication. Afin de prévenir les fraudes, certaines données d'état civil étaient conservées en mémoire. Les ordinateurs des six centres ne devaient pas être reliés entre eux, mais rien, techniquement, ne s'opposait à leur interconnexion. L'ombre de Big Brother planait sur les Français.

Les socialistes s'étaient suffisamment alarmés du procédé pour que l'on sache la nouvelle carte condamnée. La décision n'allait pas de soi pour autant : la mise au point du projet et la création des trois centres existants avaient coûté cher : plus de 100 millions de francs. Ces investissements auront été décidés en pure perte, même s'il est envisagé d'utiliser certaines installations à la fabrication de nouvelles cartes, non informatisées mais, dorénavant, difficilement falsifiables. Le nouveau procédé pourrait retenir, de la carte imaginée par les services de M. Bonnet, la plastification et la trame.

La décision de M. Defferre n'est qu'un premier pas. Le communiqué du ministère de l'Intérieur ne dit rien des cartes de séjour actuellement délivrées aux étrangers, informatisées elles aussi. Le gouvernement devra montrer sa bonne volonté sur ce point aussi. Restent les textes « scélérats » sur la généralisation des contrôles d'identité adoptés dans la foulée de la loi « sécurité et liberté ». M Badinter a promis leur abrogation. Lorsque cela sera fait, il ne restera plus rien du quadrillage mis en place sous le septennat précédent.

LA MORT D'EUGENIO MONTALE

Ce que la poésie n'est pas...

Considéré comme le plus grand poète italien du vingtième siècle, prix Nobel de littérature 1975, Eugenio Montale est mort, samedi soir 12 septembre, à Milan, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Dans un télégramme, le chef de l'État italien, M. Sandro *Pertini*, a rendu un *vibrant hommage* à son « amour de la vérité ».

Est-il dérisoire, pour la « décence » montalienne, de commencer par dire que Montale aurait fêté, dans un *mois jour pour jour, son quatre-*vingt-cinquième anniversaire ? Est-il trop cruel de rappeler, à l'heure des oraisons, que nous avons été trop peu attentifs, de ce côté des Alpes, *aux ultimes travaux du vieil homme ?* Lui-même avait assez d'humour, en dépit des amertumes accrues de l'inévitable comparaison avec son aîné Ungaretti, le bien-aimé, pour s'en amuser : « *Quand mon nom parut sur presque tous les journaux, une gazette française avança l'hypothèse que je n'avais jamais existé* » — et pourtant ! sans ces quelques articles au moment du prix Nobel, on se demande où culminerait notre méconnaissance.. C'est le silence, *à peu près, qui accompagne la publi*cation, en 1976 et 1979, des quatrième et cinquième recueils de ses *Poésies* (Gallimard, trad P.-D. Angelini). On attend toujours quelque extrait, après ceux d'*Argile* (nos 19-20, trad M. Fusco), de son importante œuvre en prose.

« *Hasta la vista, à bientôt, I'll be seeing you, rendez-vous ridicules : on sait bien qu'on ne se reverra pas...* »

JEAN-CHARLES VEGLIANTE.

(Lire la suite page 22.)

AFRIQUE

Changement de climat

Moins que jamais la France ne saurait se désintéresser de l'Afrique Jacques Raphaël-Leygues se réjouit du changement de climat qu'il constate dans leurs relations grâce à l'arrivée de M. *Mitterrand* à l'Elysée. Mais l'éducation politique des peuples africains est une *tâche* de longue haleine, comme le relève Jean Copans, à propos d'une *expression* de Jean-Claude Pomonti pour qui l'observateur ne peut se placer, en l'occurrence, qu'à *ras* de *terre*.

par JACQUES RAPHAEL-LEYGUES (*)

S'IL est un domaine où l'incohérence du pouvoir précédent nous avait mis dans une situation dangereuse sans que *l'opinion publique s'en emeuve*, c'est bien l'Afrique noire.

A dire vrai, plus le temps passe, moins le fil conducteur qui a guidé là l'ancien président de la République dans ses démarches — *surtout les dernières années* — *parait perceptible*.

Il y aura beaucoup de choses à dire plus tard, de Kolwezi par exemple. L'intervention, dans l'immédiat, a rassuré des gouvernements et des *populations à qui* nous lient des *accords*. Beaucoup de nos amis se sont dit que la France n'hésitait pas à intervenir quand cela lui était demandé et réussissait *là où les Américains avaient échoué en Iran*. On rapprochait le succès de Kolwezi du succès israélien d'Entebbé, et également de ce qu'avaient réussi les Allemands à Mogadiscio.

Certes, il faut féliciter l'ambassadeur *Ross, le général Gras*, le regretté colonel Erulin et les parachutistes qui ont fait leur métier parfaitement. En revanche, est-on absolument sûr que ce sont uniquement *les gendarmes katangais* qui *ont* tué les Français ? Est-on certain donc de ne pas s'être trompé d'ennemi à un moment donné ? Croit-on que Kolwezi était, dès l'abord, une opération *de sauvetage de vies humaines, ou* tout autre chose ? Il s'est créé une légende qu'il faudra bien, un jour, démythifier, car Kolwezi nous cache les vrais ratages africains du précédent *septennat, et notamment* le *drame* du Tchad, où nous avons tout perdu à cause de l'incohérence de la France et de son président...

En tout état de cause, il était temps pour notre survie en Afrique que cesse ce poujadisme militaire et diplomatique du gouvernement d'hier et du chef de l'Etat précédent qui ne se faisait ses opinions que d'après les avis des agents de renseignements, des financiers et des fonctionnaires *en mission, sans consulter les responsables africains* qui sont chez eux.

Plusieurs fois, j'ai cru saisir le *point où le précédent* président de la République voulait aller. Il semblait vouloir faire le contraire de ce qui s'était passé sous la IVe République et au début de *la* Ve. *Il avait, chacun le sait*, le goût du changement — et c'était louable, — mais, comme il n'avait pas le contact avec l'Afrique noire vraie ni avec ses collaborateurs de terrain, il se trompait d'amis et, je l'ai dit, il se trompait surtout d'adversaires, et le résultat était *toujours le contraire de ce* qu'il avait prévu.

Le fil directeur dans tout cela m'échappe encore.

Depuis trente ans, nos anciennes *possessions d'Afrique noire* ont connu parfois des luttes locales meurtrières ; elles n'ont pas souffert de véritables guerres comparables à celles d'Indochine ou d'Algérie.

« On respire mieux qu'il y a six mois »

L'accession à l'indépendance *s'est faite en trois temps, de façon* assez harmonieuse. D'abord par l'U.D.S.R. de Pleven et de Mitterrand, qui est devenue un parti de gouvernement, avec *comme animateur africain* Félix Houphouët-Boigny. Ensuite par la loi-cadre Defferre (dont Pierre Messmer était le collaborateur le plus proche). Enfin et surtout, par l'indépendance bien négociée et à *temps par le* général de Gaulle.

Les éléments *représentatifs* en Afrique noire francophone ne sont donc pas nos adversaires, mais d'anciens amis, toujours amis ou redevenus amis après certains *orages*.

L'Afrique noire francophone supporte mal la froideur et le calcul dans la stratégie (ce qui n'empêche aucune rouerie dans la tactique journalière). Les choses se règlent parfois plus par *le sentiment* que par la raison. En Afrique, si l'on change trop souvent d'amis, on n'est plus pris au sérieux par ses nouveaux amis qui se disent : « Il changera encore ! »

Or il semble, depuis quelques *semaines, que* M. Mitterrand ait pris les contacts nécessaires en Afrique, et surtout en France, directement, et qu'il ne dise pas blanc à l'un et bleu à l'autre et rouge à un *troisième*. En bref, un *peu partout en Afrique* francophone, on respire mieux qu'il y a six mois. L'amitié sincère et réelle de trente-cinq ans qui unit *les présidents* Houphouët-Boigny et Mitterrand est, à ce sujet-là, d'une importance primordiale.

Il y a six mois, l'Afrique francophone était un chaos. *Il y a déjà quelque chose de changé.* Il a suffi de quelques conversations calmes entre le président Mitterrand et le président Houphouët-Boigny, par exemple, pour *que l'atmosphère générale se détende* un peu. Chacun a raisonné posément ; des décisions sont en préparation, et cela tient justement à ces rapports nouveaux entre quelques *hommes*.

(*) *Ancien ambassadeur de France à Abidjan.*

Sur la politique « à ras de terre »

par JEAN COPANS (*)

UNE phrase me choque et m'irrite dans l'article de J.-C. Pomonti (*le Monde* du 19 août 1981) sur la nouvelle politique africaine : « *En raison de sa sous-administration et de siècles d'asservissement, l'Afrique noire demeure le continent de la politique à ras de terre, parce qu'elle ne parvient toujours pas à intégrer les vastes bouleversements en cours.* » L'Afrique noire est notre dernière grande terre de légendes et d'illusions. Ce qu'on n'oserait affirmer à propos de la France ou du monde occidental sans multiples vérifications semble aller de soi dès qu'on franchit le Sahara. Et qu'on ne me dise pas : voilà encore le spécialiste africaniste, spécialiste dans son bureau, qui fait la leçon. André Gide, dont on vient de republier *Voyage au Congo*, était bien moins africaniste que nous tous, et pourtant il a bien mieux compris l'Afrique que nombre de ses contemporains « africanistes ».

Une grande idée a fait la fortune des fameuses théories de la modernisation et de la construction nationale (*Nation-building*), à la mode dans les années 50 et 60 : celle de la sous-administration de l'*Afrique*. *Ces théories* politistes ou sociologiques, d'origine souvent américaine, postulaient que le progrès allait de pair avec la mise en place des attributs institutionnels de l'Occident : l'Afrique noire était sous-développée parce que sous-administrée. Il s'agit là d'une vision coloniale, parce qu'on a pu donner l'impression pendant cinquante ans que l'histoire de l'Afrique s'identifiait à *celle* de son *administration coloniale* (c'est-à-dire cinq mille personnes). Mais l'Afrique noire d'aujourd'hui est plutôt suradministrée.

Mais c'est surtout l'appréciation portée sur l'Afrique, « *continent de la politique à ras de terre* », qui prête à discussion. Ecartons d'emblée l'interprétation mesquine, qui signifierait que les *dirigeants africains* ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Au contraire, les affaires continentales et internationales occupent beaucoup les dirigeants, ce qui permet de les « *distraire* », à *tous les sens du terme*, des graves affaires intérieures. En fait, ce jugement sur le peu de sérieux, sur l'étroitesse d'esprit et de perspective de la politique en *Afrique*, est très largement partagé par *tous ceux* qui parlent de l'Afrique (chercheurs, journalistes, diplomates...). Il provient d'une vision qui prend les choses par en haut, qui limite la politique à son seul jeu « *national* », *plus ou moins* organisé.

Qui dit national dit aussi malheureusement officiel. Depuis quelque temps des anthropologues, des sociologues, des *spécialistes en sciences politiques*, essaient de voir les réalités politiques par le bas et non plus par le sommet. Une telle démarche ne s'improvise pas, et elle exige des outils théoriques et méthodologiques qui vont à contre-courant des théories dominantes (y compris certaines variantes du marxisme). De plus, ce type d'approche exige qu'on quitte les bureaux et les bars climatisés de la *capitale pour les arrière-cours des villages et des* bidonvilles. Ainsi j'ai mieux compris la conjoncture du changement entre M. Léopold Sedar Senghor et M. Abdou Diouf dans les quartiers populaires et les usines de *Dakar, en décembre dernier*, que l'élection de M. François Mitterrand dans les salons et laboratoires de la rive gauche parisienne.

Un long processus

Une dernière lecture, la plus actuelle et la plus subtilement dangereuse et illusoire, s'impose enfin. C'est celle qui réduirait la *politique* à *une sociabilité* communautaire de *petite* envergure et oublierait les grandes traditions étatiques et impériales de l'Afrique noire. Comme le poids immense des dominations *économiques, politiques et culturelles*. La « nouvelle coopération » recherche son inspiration : les choix sont difficiles, et les besoins idéologiques et programmatiques immenses.

L'Afrique connaît des classes bourgeoises et bureaucratiques. Mais la valorisation des projets de base, « utiles », « productifs », qui valorisent l'autonomie villageoise et ethnique oublie souvent que *ces valeurs fonctionnent avec* les instruments de la gérontocratie, de l'unanimisme idéologique, du respect des hiérarchies sociales les plus élémentaires. Les *dominations* étrangères se font sentir jusque dans les derniers recoins de l'Afrique, mais la politique qui les condamne est plus visible dans ces mêmes lieux.

L'éducation politique des peuples africains est un long et douloureux *processus*, *nous en* sommes tous convaincus. Qu'elle prolifère pour le moment à ras de terre la rend peut-être difficile à saisir.

(*) Du centre d'études africaines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

NI L'UNE NI L'AUTRE

par JEAN-CLAUDE POMONTI

« *LA négritude est née en Europe* », prononce Ngugi wa Thiong'o, un Kikouyou devenu chef de file du roman social en Afrique noire. « *Je ne redoute personne davantage que l'africaniste ou le mercenaire ou le prostitué* », écrit, *de son côté*, Taban Lo Liyong, *figure* solitaire et *controversée* du monde littéraire africain. Des formules à l'emporte-pièce, sans doute injustes, même quand elles en disent long sur les blessures de leurs *auteurs ou le recul qu'ils ont* pris. *Ne nous y arrêtons pas trop*. Retenons seulement que, pour avoir drainé des dizaines de milliers de paysans sur les places de marché, la dernière satire sociale de Ngugi, *écrite* et *jouée en langue kikouyoue, a valu à son auteur onze mois de* confinement solitaire. La coupure entre les « rives droite et gauche » et certains produits du terroir africain — Ngugi s'est enraciné dans son hameau — *n'est pas toujours si évidente*.

« *En Occident, les chantres du néo-colonialisme ont mis du temps à s'habituer à la terminologie post-coloniale de l'Afrique « instruite » ; à comprendre que sous les affiches « marxistes », « socialistes » et autres ils pouvaient retrouver leurs alliés les plus sûrs. Le moment d'inquiétude passé, ils se sont rassurés, se félicitant du coup, à mots ouverts; de voir émerger le « socialisme africain », la « démocratie africaine », de se voir qualifiés de « camarades » en Afrique, de « citoyens » selon l' « authenticité » de leurs hôtes et amis de toujours. Tout cela est bon pour l'Afrique, pour les Africains, puisque cela leur fait plaisir et que l'ordre des choses n'a pas tellement changé.* » Je ne remets sûrement pas en cause ces lignes, écrites voilà moins de trois ans (1), et persiste à penser, avec le philosophe kényan Henry Odera, que « *ce qui est de toute évidence un processus actif de sous-développement (de-development, en anglais) ou un pseudo-développement est décrit comme le développement* » et que « *le monde blanc est invité à admettre que c'est du développement, mais, naturellement, un « développement africain* ».

Que « *les affaires continentales et internationales* », pour reprendre la formule de Jean Copans, soient un moyen de « *distraire, à tous les sens du terme* », les dirigeants africains de leurs « *graves affaires intérieures* » est incontestable. Mais ce constat n'explique peut-être pas tout, même quand pèse d'un poids écrasant les liens avec l'Ouest, l'Est, et, bien entendu, les Blancs d'Afrique australe. Il y a également la part du *renoncement ou, si l'on veut*, du confort. L'art *contemporain africain* témoigne abondamment de déceptions et d'amertumes face à des classes dirigeantes qui « trahissent », accréditant ainsi l'image du « dédoublement » du Noir.

Périodes de transition

Au sud du Sahara et même au-delà de cette zone sahélienne de transition vers une Afrique tropicale, puisque l'on dit « énigmatiques » les ruines de Zimbabwe, la mémoire des empires, nomades et semi-nomades, pastoraux *ou guerriers, sans doute* demeure, en dépit du brutal processus d'urbanisation amorcé pendant la période coloniale et accéléré depuis. « *Les périodes d'effacement semblent ne devoir être que des périodes de transition, durant lesquelles l'Afrique se « reprend » et cherche à se refaire.* » Ce sentiment de Georges Balandier, exprimé voilà un quart de siècle, est-il *toujours* valable ? *La transition est-elle terminée* ? On peut en douter, que l'on prenne le processus à son point de départ — l'environnement remis en cause du village — ou à son aboutissement — celui du chaotique et miséreux bidonville, complément *apparemment* indispensable de la cité actuelle. La bourgeoisie bureaucratique profite davantage du présent qu'elle ne prépare son avenir.

C'est à ce niveau, celui du « ras de terre », que la prudence d'un « non-africaniste » peut l'inviter à observer, le désarroi des petits étant *d'une autre nature que celui* des grands. L'Africain — *réfugié*, déplacé, « moins avancé », pour reprendre une formule à la page — crève. Ni « curiosité archéologique » ni « illusion d'optique » : l'observateur blanc ne peut oublier — tous *les actes de la vie sont là pour le lui rappeler* — *qu'au sud du* Sahara il n'est jamais qu'un *voyeur*, *et que* les voyeurs ne sont jamais acceptés et pas même tolérés.

(1) *L'Afriqu...*, Hachette, 1979.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
296 F	497 F	639 F	880 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

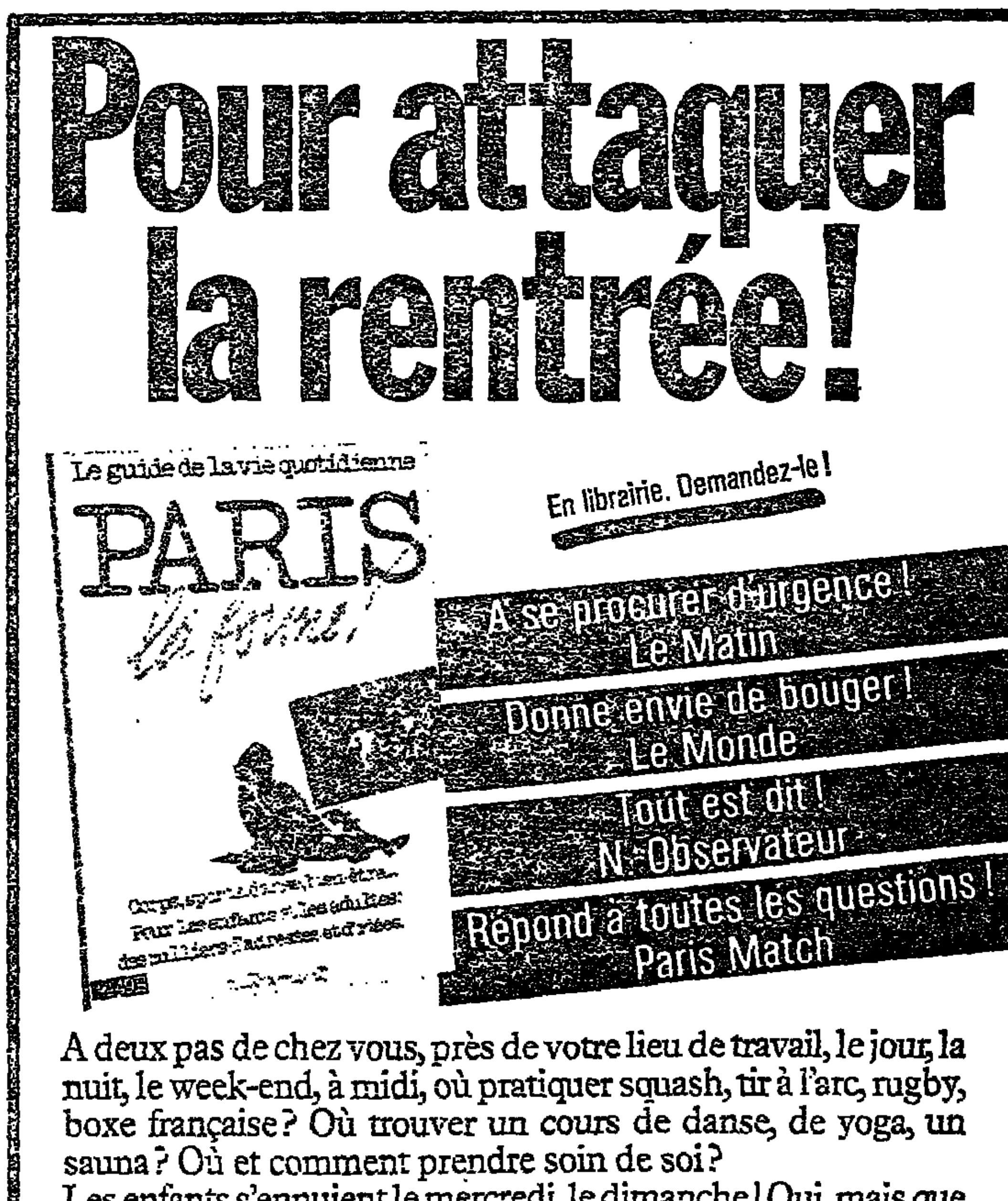
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une *semaine* au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute *correspondance*.

Veuillez avoir l'obligeance *de* rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger.
Exemplaire spécimen sur demande



Turquie

UN AN APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

Le retour à la vie démocratique demeure un objectif lointain

De notre correspondant

Ankara. — Un an après avoir *« volé au secours de la nation »*, selon les termes employés le 3 août par le général Evren, chef de l'État, l'armée turque envisage-t-elle de regagner un jour ses casernes ? Le retour à la vie démocratique n'est pas imminent, mais une nouvelle *étape se prépare : l'Assemblée* consultative chargée de préparer la Constitution se réunit le 23 octobre. 11 564 personnes ont fait acte de *candidature pour les 160 sièges, à pourvoir.* Le Conseil national de sécurité choisira parmi elles (*le Monde* du 3 juillet).

Quel bilan peut-on dresser de cette année de pouvoir militaire ? Une *restructuration de l'autorité de l'État,* une amélioration perceptible de l'économie, une victoire accentuée face au terrorisme, et, sans doute, le maintien de la confiance dans une bonne partie de la population. A maints égards, les différences sont sensibles avec les suites des précédentes interventions de l'armée dans la vie politique depuis 1960.

Avant tout, contrairement à ces expériences caractérisées par les rivalités entre clans d'officiers, la hiérarchie militaire semble avoir maintenu son unité. L'avancement en *fonction du mérite* a inspiré le remaniement traditionnel du mois d'août, et les échelons supérieurs n'ont pas été embouteillés, grâce à la création de postes de commandants adjoints d'armes, pour suppléer les cinq membres du Conseil national de sécurité qui conservent leurs fonctions militaires.

Le commandant de la première armée d'Istanbul, le général Urug, a, ainsi, été nommé commandant adjoint des forces terrestres. Il assume, depuis le début de septembre, les fonctions de secrétaire général du C.N.S. et du chef de l'État. Son prédécesseur dans ces deux fonctions difficiles, considéré comme un des cerveaux les plus influents du régime militaire, le général Saltik, est parti remplacer le général Urug pour un temps de commandement qui lui ouvre la voie à d'autres postes-clés.

Le bilan de la lutte antiterroriste

L'intégrité des dirigeants militaires, leur refus de s'octroyer des avan*tages supérieurs à ceux des* cadres civils, sont également reconnus, notamment par des personnalités étrangères en poste à Ankara.

Un certain assouplissement est *intervenu sur le chapitre des libertés.* Le délai de garde à vue a été ramené de quatre-vingt-dix à quarante-cinq jours. Les syndicats non suspendus, affiliés à la centrale modérée Turk-Is, *ont été autorisés à reprendre* partiellement leur activité. Mais le droit de grève reste suspendu, et les conventions collectives se concluent selon les normes fixées par un haut-conseil d'arbitrage, à des taux salariaux jugés trop bas par la Turk-Is.

Enfin, contrairement au précédent de 1960, le pouvoir militaire s'est abstenu de procéder à des purges dans l'administration, la justice et les universités.

Les statistiques permettent de constater un succès indéniable face aux menées terroristes : alors que l'on déplorait une moyenne journalière de 44 actions anarchiques (meurtres, hold-up, plasticages) en septembre 1979, et de 27 en 1980, cette moyenne est tombée à 5 à la fin d'août dernier.

Le nombre des victimes, qui était *de 2 865 entre le 12 septembre* 1979 et le 12 septembre 1980, a été de 533 au cours de l'année écoulée, passant de 20 tués en moyenne, notamment en août 1980, à moins de 1 en août dernier. Sur les 70 746 personnes placées en garde à vue depuis le 12 septembre 1980, 20 365 ont été inculpées. En un an également, 577 000 armes à feu et 2,3 millions de cartouches ont été saisies au cours d'opérations des forces de l'ordre. Onze exécutions de terroristes auteurs d'assassinats ont eu lieu. Les dénonciations de pratiques de la torture se font de *plus en plus rares,* et *la grève de* la faim observée par un groupe de détenus de l'extrême gauche à la prison militaire d'Ankara, pour protester contre les conditions de *détention, a pris fin récemment sans* que la vie des auteurs de ce mouvement ait été mise en danger.

S'élevant contre l'accusation de violations des droits de l'homme en Turquie, l'amiral Biren, coordonnateur du secrétariat du C.N.S., fait observer :

« Nous n'avons créé aucun tribunal spécial. Nous n'avons aboli aucun organisme juridictionnel existant, et nous n'avons procédé à aucune modification dans le code pénal turc. Aucun membre de la Cour de cassation militaire qui statue en dernier ressort n'étant révocable, la justice est totalement indépendante. » L'amiral souligne : *« S'il y a des politiciens et des syndicalistes qui sont à présent incarcérés, ils ne le sont pas en leur qualité de politicien ou de syndicaliste mais uniquement en raison de liens qu'ils auraient eus avec des mouvements subversifs. Ceux qui ne sont pas coupables retrouveront leur liberté. »*

Les grands absents du débat de la normalisation seront, évidemment, *« les politiciens de 1960 »* auxquels les militaires vouent encore une méfiance caractérisée. Libres de *leurs mouvements,* MM. Demirel et Ecevit, respectivement anciens chefs du Parti de la justice et du Parti républicain du peuple, ne peuvent, en revanche, faire aucune déclaration de caractère politique, ainsi que l'impose le C.N.S. Le procès des dirigeants du Parti du salut national (pro-islamique), et celui des dirigeants du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite) se poursuivent. La centrale ouvrière progressiste, la DISK, demeure toujours suspendue, et plusieurs de ses dirigeants attendent d'être jugés, comme ceux de l'association des instituteurs progressistes, la TOB-DER.

La majorité des intellectuels turcs, satisfaits surtout du climat de sécu*rité, ont adopté une position plutôt* mitigée envers le régime militaire, sans toutefois s'identifier à lui. Contrairement, par exemple, à la Grèce des colonels, on ne saurait *donc nullement parler, du moins* actuellement, d'une *résistance* des intellectuels turcs, dont certains continuent à exprimer leurs vues et à passer au crible certains textes *gouvernementaux,* tel l'actuel *projet* de loi sur les universités, qui, à leurs yeux, compromet leur autonomie administrative et scientifique. L'autocensure demeure assez répandue dans la presse.

Les projets du « nouvel ordre »

*Les représentants du pouvoir mili*taire insistent en toutes occasions sur le caractère spécifique de leur intervention d'il y a un an : elle avait des objectifs à long terme pour remédier aux maux turcs en jetant les bases d'un *« nouvel ordre politique, démocratique et viable ».*

Plusieurs réformes institutionnelles sont donc préparées. Sans que soit envisagé un régime de type présidentiel, le futur chef de l'État aura des pouvoirs accrus. Un représentant du pouvoir militaire nous a déclaré à ce propos :

« Nous préférons le système semi-présidentiel. Un président élu par l'Assemblée sera à l'abri de la polarisation politique créée inévitablement autour des candidats proposés au suffrage universel. Le futur président de la République aura surtout pour tâche de contrôler le bon fonctionnement de l'administration. »

La Cour constitutionnelle et le Conseil d'État seront maintenus, mais de nouvelles dispositions empêcheront les tribunaux suprêmes de paralyser l'exécutif. Ils se borneront uniquement au contrôle de la légalité.

Un poste de médiateur pourrait être créé afin d'aider les citoyens à faire face à l'administration.

Enfin, l'éventail politique futur sera probablement fermé aux partis extrêmes (communistes, fascistes et pro-islamiques). Les ministres kémalistes, champions du juste milieu, préfèrent un régime bipartite et feront probablement adopter un système électoral qui accroîtra les chances des formations plus importantes.

Pour éviter une intervention militaire directe dans l'avenir, la nouvelle *Constitution* prévoira sans doute un régime d'état d'urgence, permettant, notamment, aux autorités civiles de faire appel aux troupes en cas de désordres.

ARTUN UNSAL.

Grèce

Le duel entre les socialistes et le centre droit dominera les élections du 18 octobre

De notre correspondant

Athènes. — La Grèce se prépare à voter le 18 octobre prochain mais ne bouillonne plus comme autrefois. Les temps ont changé. Les épreuves, les déceptions et les désillusions ont rendu les Grecs plus sceptiques, moins perméables aux polémiques politiques. L'opposition, quant à elle, n'a pas cessé de réclamer la dissolution du Parlement et des élections anticipées, depuis l'élection en mai 1980 de M. Constantin Caramanlis à la présidence de la République. La dissolution interviendra le 19 septembre.

Sur plus de quatre-vingts partis politiques légalement déclarés, une vingtaine pourraient tenter leur chance, comme en novembre 1977, quitte à ne recueillir que quelques centaines, voire quelques dizaines de voix. La partie se jouera essentiellement entre la Nouvelle Démocratie et le parti socialiste grec.

Depuis le début de l'année, divers sondages indiquent un recul de la Nouvelle Démocratie et une progression du parti socialiste grec. La qualité de ces sondages peut prêter à *discussion, mais* les dirigeants du parti au pouvoir depuis 1974 constatent avec embarras que leur popularité se réduit comme une peau de chagrin. En effet, en novembre 1974, bénéficiant de l'euphorie qui suivit le rétablissement de la démocratie et le retour au pouvoir de M. Caramanlis, la Nouvelle Démocratie obtint 54,37 % des voix. Elle tomba à 41,85 % aux élections de novembre 1977 et certains évaluent son score du 18 octobre à 40 %.

Ces prévisions ne semblent pas troubler outre mesure le premier ministre, M. Georges Rallis, et les autres chefs de file de la Nouvelle Démocratie. Ils les tiennent pour trop logiques et découlant d'analyses rigoureuses en apparence seulement. En Grèce, tout est toujours possible et la Nouvelle Démocratie peut tirer son épingle du jeu, en récupérant les voix perdues *sur sa droite*, en attirant une importante frange des électeurs libéraux déroutés par l'effondrement du centre et en ameutant tous ceux qui redoutent *de voir* leur pays connaître pour la première fois un gouvernement socialiste.

La dynamique du changement

La Nouvelle Démocratie a publiquement déclaré qu'elle se refusait à toute forme de collaboration avec l'Alignement national (extrême droite), qui obtint 7 % en novembre 1977. En sous-main, elle s'est assuré le concours d'anciens candidats de cette tendance qui disposent d'une certaine force électorale dans leurs circonscriptions. Au surplus, ce ne sont pas des revenants comme le royaliste M.S. Theotokis ou le « progressiste » M. S. Markezinis qui peuvent pleinement exprimer la colère des électeurs de droite dressés contre la Nouvelle Démocratie. Ce parti peut donc espérer regagner une partie des voix perdues sur sa droite en 1977.

La Nouvelle Démocratie devrait également attirer une partie de l'électorat centriste qui, de 20,42 % *en 1974, est tombé à* 11,9 % en 1977. Aujourd'hui, cinq formations se réclament du centre, qui connut ses heures de gloire : l'Union démocratique du centre, présidée par M. M.-J. Zigdis, l'Alignement centriste, fondé par M. Mavros, le parti socialiste démocrate, dirigé par M. J. Pezmazoglou, le parti libéral ressuscité par M. N. Venizelos, et le parti des paysans et des travailleurs de M. A. Baltazis.

Des tentatives de regroupement sont en cours, mais le gros des électeurs centristes oscillera entre la Nouvelle Démocratie et le parti socialiste grec. Enfin, la Nouvelle Démocratie s'efforce de convaincre la masse électorale qui flotte traditionnellement entre la droite et le centre.

Le parti du président de la République bat le ban et l'arrière-ban des forces viscéralement hostiles à la gauche et dispose, aujourd'hui, du puissant appareil politique forgé par la droite depuis un demi-siècle. En face, le parti socialiste grec, présidé par M. André Papandréou, espère, *plus que jamais*, culbuter son adversaire. En novembre 1974, ce parti avait obtenu 13,50 % des voix et, en novembre 1977, il passait à 25,33 % des voix. Aujourd'hui, implanté dans tout le pays, regroupant toutes les tendances de la gauche, il a de fortes chances de gagner.

Certain de retrouver la totalité de son électorat de 1977, il bénéficiera également d'un important apport des voix centristes et de la masse disponible de ceux qui veulent un changement, et donc en finir avec la droite. Ils voteront beaucoup plus contre la Nouvelle Démocratie que pour le parti socialiste grec, et ce, en dépit des efforts tentés par la droite pour présenter ce dernier parti comme devant disloquer la Grèce et ramener la dictature. Le parti socialiste grec profitera des retombées de la victoire des socialistes en France.

Au sein du parti socialiste grec, certains pensent que, si les élections du 18 octobre ne leur donnent pas la majorité absolue, une nouvelle consultation populaire sera inévitable, comme ce fut le cas après la demi-victoire de l'Union du centre en novembre 1963. Mais les Grecs sont payés pour savoir qu'il y a des victoires à la Pyrrhus, comme celle de la droite en octobre 1961 et celle de l'Union démocratique du centre en *mars 1964.*

Pour sa part, le parti communiste grec (dit de l'extérieur), qui se présente comme le porte-drapeau du camp marxiste, sait que les circonstances objectives révolutionnaires n'existent pas, et il joue à terme. En novembre 1977, il obtint 9,29 % des voix, après avoir grignoté le parti communiste dit de l'intérieur, la gauche unifiée EDA et les autres formations d'extrême gauche. Le parti communiste grec devrait nettement améliorer son dernier score et se retrouver pour la première fois avec une vingtaine de députés.

Les Grecs se demandent toutefois dans quelle mesure les *prochaines* élections dégageront des solutions concrètes à leurs problèmes et leur procureront des assurances contre leurs inquiétudes. Ce n'est que dans les derniers jours de la campagne électorale qu'il sera vraiment possible de voir de quel côté ils feront pencher la balance.

MARC MARCEAU.



Italie

CRITIQUÉE DEPUIS TROIS SEMAINES PAR LA MINORITÉ

La stratégie de M. Berlinguer est approuvée par la direction du parti communiste

De notre correspondant

Rome. — Le quotidien communiste *l'Unita* a publié, le 13 septembre, en première page, l'intervention faite l'avant-veille par le secrétaire général communiste, M. Enrico Berlinguer, à la réunion de la direction du parti. Cette dérogation à l'obligation de réserve, qui s'applique généralement aux travaux de l'organisme dirigeant communiste, marque la victoire du secrétaire général sur la minorité — et en premier lieu sur M. Giorgio Napolitano, qui, depuis trois semaines, mettait en cause la « ligne » de M. Berlinguer (*le Monde* du 9 septembre).

Le texte de M. Berlinguer, approuvé à l'unanimité par la direction communiste, reprend l'essentiel de l'analyse que développe le dirigeant communiste depuis le « tournant » politique de novembre 1980 : l'abandon explicite de la ligne du compromis historique et son remplacement par la stratégie de l'*« alternative démocratique »* au pouvoir démocrate-chrétien. M. Berlinguer insiste sur la crise et la dégénérescence du système de pouvoir installé en trente ans par la *démocratie chrétienne* et sur l'importance accrue que prend, face au scandale, la *« question morale »*. Il met en valeur la nécessité pour le P.C.I. de marquer *« sa différence »*. Il insiste aussi sur le fait que les gouvernements de centre gauche et la participation du P.S.I. au gouvernement ne représentent pas un *« défi réformiste »*, mais que, au contraire, se constitue une *« organique alliance démocrate-chrétienne socialiste »* destinée à isoler le P.C.I.

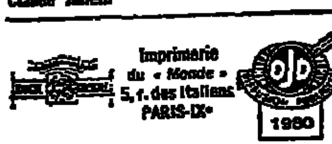
Sur un ton extrêmement dur, M. Berlinguer dénonce l'*« offensive anticommuniste »* et *« les adversaires du changement qui tentent de nous donner un coup décisif en essayant de nous diviser au niveau du groupe dirigeant »*. Il rappelle que le débat au sein du P.C.I. *« doit se dérouler selon les coutumes et le style propres des communistes »*.

Ces attaques visent M. Napolitano, qui, commentant le 21 août l'héritage politique de Palmiro Togliatti, avait critiqué les positions du secrétaire général sans pourtant jamais le nommer. M. Napolitano s'inquiétait du risque de repli sur soi du P.C.I. et insistait sur *« les légitimes aspirations des socialistes à se renforcer et à acquérir un rôle autonome »*. Cette opinion sur la nécessité de la *reprise de rapports unitaires* entre les deux partis de la gauche italienne était peu ou prou partagée par de nombreux cadres communistes directement engagés dans les *assemblées régionales,* les municipalités ou le syndicat.

Le P.S.I. s'est renforcé aux dernières élections municipales partielles (il a atteint en général *près de 14 % des suffrages*). Son secrétaire général, M. Bettino Craxi, ne cache pas sa volonté de vouloir poursuivre cette stratégie et « rééquilibrer la gauche » en renforçant son parti face à un P.C.I. qui représente 30 % des électeurs.

MARC SEMO.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

EUROPE

Pologne

Il faut « tout faire pour le salut national, sur la base d'une entente entre tous »

affirme un membre du bureau politique

De notre correspondant

Varsovie. — Quatre jours après la fin de la première phase du congrès de Solidarité, le temps semble suspendu en Pologne. Le pouvoir n'a toujours pas fait connaître sa réaction aux résolutions votées à Gdansk. Les « mass media » observent une discrétion remarquée, après deux mois de violentes attaques contre le syndicat. Enfin, les déclarations des rares dirigeants qui se sont exprimés en public depuis jeudi restent très mesurées.

Loin, ainsi, de vitupérer le syndicat pour les positions qu'il vient de prendre, M. Kubiak, membre du bureau politique, a estimé samedi qu'il fallait en finir avec les distinctions entre les membres du parti et les sans-parti, entre les membres de Solidarité et ceux qui ne le sont pas. « *C'est ce qui nous fait le plus grand tort* », a-t-il déclaré devant une assemblée de jeunes communiste, tout en expliquant qu'une « *lutte politique* » opposait « *deux conceptions de la Pologne* », celle définie par le neuvième congrès et celle de « *forces* » qui ont « *une vision différente du développement du pays, une vision contraire au programme du parti* ». Mais ni ce constat étonnament serein ni le reproche presque courtois fait à Solidarité de « *ne pas prendre en considération le fait qu'il n'y a pas de place dans cette partie de l'Europe pour une autre Pologne qu'une Pologne socialiste* » n'ont amené M. Kubiak à la polémique. « *Les Polonais*, a-t-il seulement dit, *doivent mesurer tous les dangers existants et tout faire pour le salut national, sur la base d'une entente entre tous.* »

M. Olszowski, en affirmant surtout que le parti n'avait pas d'alternative à la politique de l'entente, ne s'était guère montré plus agressif, vendredi. Quant au troisième membre du bureau politique à avoir commenté le congrès de Gdansk, M. Czyrek, il était, après l'« *adresse aux ouvriers des pays de l'Est* », dans son rôle de ministre des affaires étrangères en dénonçant la menace que ferait peser le syndicat contre la « *raison d'Etat* ».

Il ne s'est trouvé au total jusqu'à maintenant que les dirigeants du comité du parti de Varsovie et le directeur de la radiotélévision, M. Loranc, pour avoir réellement haussé le ton. Les premiers ont appelé à un « *regroupement des forces* » contre Solidarité, en accusant le syndicat « *d'avoir opté pour une stratégie de la confrontation avec les autorités* » ; le second a catégoriquement repoussé, dimanche, au cours d'une émission télévisée, les revendications syndicales sur l'accès aux « mass media » dont le but serait, selon lui, « *d'accélérer un processus déjà entamé* » de « *multiplication des centres de pouvoir* ». Mesuré dans la forme, le propos était très dur sur le fond. Mais les téléspectateurs ont pu voir quelques instants plus tard un long reportage sur l'installation solennelle du nouveau primat à l'archevêché de Gniezno (1). Devant M. Walesa, M. Kulaj, le président de Solidarité rurale, M. Ozdowski, l'unique membre catholique du gouvernement, et quelque cent-cinquante mille fidèles, Mgr Glemp a souligné le rôle de médiateur de l'Eglise, rappelé qu'elle n'avait « *jamais abandonné la nation* », prêché l'entente et le respect de l'Etat et, très clairement aussi, demandé un pluralisme des ondes...

La seule chose qui ait filtré de l'entretien de jeudi entre M. Kania et l'ambassadeur soviétique est que M. Aristov aurait vivement déploré que les autorités polonaises n'aient pas prévu la tournure qu'allait prendre le congrès de Solidarité. Il s'est dit sans aucun doute beaucoup d'autres choses, et le calme d'aujourd'hui pourrait n'être que momentané.

En attendant, les discussions ont repris à la Diète en vue d'un compromis sur l'autogestion. Les syndicalistes ont avancé une nouvelle proposition permettant aux autorités d'opposer un veto, pourvu qu'elles en exposent les motifs, à la nomination d'un directeur par les futurs conseils ouvriers.

M. WALESA : nous sommes un peuple différent.

Un dialogue difficile continue donc, ou plutôt reprend, tandis que le directeur de l'institut de planification et l'un des experts de Solidarité devaient quitter ce lundi Varsovie par le même avion pour aller à Washington p'aider de concert la cause de la Pologne auprès des représentants des banques occidentales. De même, c'est beaucoup plus pour obtenir des appuis concrets à son pays que pour gagner à Solidarité des sympathies déjà acquises que M. Walesa devrait se rendre prochainement en France puis aux Etats-Unis.

Les mots de « *salut national* » employés samedi par M. Kubiak n'ont peut-être pas été lancés au hasard. Le même jour, M. Walesa déclarait, de son côté, à Gniezno : « *Il est possible de faire une bonne Pologne. Ni le capitalisme ni autre chose (2) ne nous vont, car nous sommes un peuple différent.* »

L'idée d'un accord politique minimum soutenu directement ou indirectement par toutes les forces du pays et permettant à la Pologne d'éviter l'abîme suscite depuis quelques semaines des contacts aussi nombreux que surprenants et discrets. L'entreprise, d'une tout autre dimension que la création des syndicats libres, est à peu près impossible. Elle serait, dans la meilleure des hypothèses, trop liée aux problèmes de l'équilibre des forces en Europe pour pouvoir commencer à s'ébaucher avant que soient connus les résultats de la visite que M. Brejnev fera les 23 et 24 octobre à Bonn. Mais si cette entreprise est malgré tout tentée, c'est sans doute qu'elle est celle de la dernière chance.

BERNARD GUETTA.

(1) Nommé le 7 juillet dernier par le pape à la succession du primat de Pologne, Mgr Wyszynski, Mgr Glemp devait d'abord être installé évêque de Gniezno, berceau du christianisme polonais, avant de l'être à Varsovie le 24 septembre prochain.

(2) Autrement dit, le modèle de socialisme existant dans les pays du pacte de Varsovie.

Grande-Bretagne

Mme Thatcher prépare un remaniement ministériel

De notre correspondant

Londres. — *Le premier ministre britannique devrait annoncer, d'un jour à l'autre, un remaniement du gouvernement, arrivé pratiquement à mi-parcours d'une législature commencée en 1979. Des rumeurs circulent à ce sujet depuis plus d'une semaine, à la suite du traditionnel week-end de rentrée que Mme Thatcher a passé avec la reine dans sa résidence d'été de Balmoral, en Ecosse.*

En modifiant la composition du cabinet et du gouvernement, le premier ministre cherche à relancer une politique actuellement critiquée de toute part : par les syndicats et le parti travailliste, ce qui n'étonne guère, mais aussi par une large fraction du parti conservateur — quand ce n'est pas par des ministres. Beaucoup reprochent à Mme Thatcher son « *dogmatisme* » en matière économique, et craignent que les échecs enregistrés dans ce domaine ne conduisent les tories à de cuisantes défaites.

Un remaniement ministériel sera pour Mme Thatcher un exercice délicat. Elle doit, d'une part, s'entourer de fidèles pour renforcer la cohésion d'une équipe gouvernementale dont les observateurs estiment qu'elle est l'une des moins harmonieuses que la Grande-Bretagne ait connues depuis longtemps ; mais elle doit aussi tenir compte des tendances existant au sein de son parti, et elle ne peut exclure totalement ceux qui passent, à ses yeux, pour « modérés ».

Le chef des modérés au sein du gouvernement est M. James Prior, secrétaire d'Etat à l'emploi. Mme Thatcher aurait bien aimé le charger de l'Irlande du Nord, en remplacement de M. Atkins : elle le juge, en effet, trop critique vis-à-vis de sa politique économique et trop réservé sur la réforme des syndicats. Mais M. Prior vient de faire savoir indirectement au premier ministre qu'il se trouvait bien à son poste actuel et qu'il n'accepterait d'en bouger que pour assumer une haute responsabilité économique. Or il paraît exclu que Mme Thatcher se sépare de Sir Geoffroy Howe, chancelier de l'Echiquier — ce qui reviendrait à renier sa propre démarche économique et monétaire, ou de Sir Keith Joseph, secrétaire à l'industrie, qui a été son parrain politique et son inspirateur.

M. Prior a ainsi lancé une sorte de défi au premier ministre. Mme Thatcher se voit maintenant reprocher d'avoir trop tardé à annoncer le remaniement, encourageant les spéculations et les manœuvres. Pour y couper court, elle devrait prendre une décision rapide. Mais elle se heurte à un dilemme : ou elle laisse M. Prior au secrétariat à l'emploi, et elle paraît céder à la pression des modérés, renforçant ainsi leur courant, ou elle accepte une épreuve de force et propose à M. Prior un autre portefeuille, mais elle court ainsi le risque d'une démission spectaculaire qui, à court terme, n'améliorerait pas l'image de marque du gouvernement et qui, à moyen terme, pourrait pousser certains députés conservateurs dans le camp des sociaux-démocrates.

Cette dernière éventualité est d'autant moins aléatoire que la nouvelle formation regroupant les dissidents travaillistes a le vent en poupe, alors que les sondages ne sont guère favorables aux conservateurs. Selon le *Times*, les tories n'obtiendraient que 30 % des suffrages si une élection devait avoir lieu prochainement — perdant ainsi 15 points par rapport à 1979. Les travaillistes, eux, ne gagneraient qu'un point (39 %) ; mais une formation composée des libéraux et des sociaux-démocrates obtiendrait 41 %, devenant ainsi la plus importante force politique du pays.

DANIEL VERNET.

Le ministre soviétique de la défense accuse « la réaction impérialiste » de « miner les bases du système » dans les pays socialistes

De notre correspondant

Moscou. — Les manœuvres militaires qui ont rassemblé depuis le 4 septembre dans les républiques baltes, en Biélorussie, et sur la mer Baltique, c'est-à-dire aux frontières de la Pologne, quelque cent mille hommes des forces terrestres et navales soviétiques, se sont achevées, samedi soir 12 septembre, par un discours du maréchal Oustinov, qui commandait l'ensemble des opérations. Les propos du ministre soviétique de la défense prennent une résonance particulière au moment où s'organise à Moscou la riposte de la presse et des syndicats à Solidarité, au lendemain du congrès de Gdansk.

Le maréchal Oustinov commence par louer la « *grande maturité politique* » des soldats soviétiques et « *leur volonté de défendre solidement notre patrie socialiste, nos amis et alliés* ». Il dénonce les efforts de « *la réaction impérialiste* » pour « *miner les bases du système social* » dans les pays socialistes, « *ce dont témoignent*, dit-il, *les tentatives permanentes de l'Occident de s'immiscer dans les événements de Pologne* ». Il conclut : « *Les soldats soviétiques, en alliance étroite avec les soldats des pays frères membres du traité de Varsovie, en commun avec les armées d'autres pays socialistes, gardent solidement les acquis du socialisme et veillent aux intérêts de la communauté socialiste. Ils disposent de tout ce qui est nécessaire* donné, dimanche 13 septembre, *à n'importe quel agresseur.* »

L'indignation « spontanée »

La Pologne n'est pas le seul sujet d'inquiétude de M. Oustinov, qui s'en prend avec force à « *la course aux armements sans précédent* » favorisée par les dirigeants des Etats-Unis. Cependant, dans les circonstances présentes, cette question est probablement la plus préoccupante pour Moscou. Ainsi le principal reproche fait à M. Haig par l'agence Tass, dimanche soir, en réponse à l'interview du secrétaire d'Etat au *Washington Post*, est-il de « *poursuivre son ingérence grossière dans les affaires intérieures de la Pologne* ».

La contre-offensive soviétique au congrès de Solidarité continue d'être menée par le moyen d'appels de travailleurs à leurs « *frères de classe* » polonais. Après les ouvriers de l'usine Likhatchev de Moscou, ceux de l'usine Kirov de Leningrad et ceux d'une usine de poids lourds de Naberejnié-Tchelny, sur la Kama, en Tatarie, ceux d'une usine de tracteurs de Minsk, en Biélorussie, ont exprimé leur indignation en réponse au message de Solidarité aux travailleurs des pays de l'Est (1).

Les uns et les autres accusent Solidarité de détruire l'économie du pays, de faire obstacle aux efforts des Polonais « *honnêtes* », de lutter contre le parti, voire de contester son rôle dirigeant (Tass avait indiqué d'une manière ambiguë que le congrès de Gdansk avait « *mis aux voix* » une motion en ce sens, sans préciser le résultat du vote). « *Défendre le socialisme est notre cause commune sacrée* », affirment par exemple les ouvriers de Leningrad, qui reprennent en conclusion dans leur lettre la formule employée par M. Brejnev au vingt-sixième congrès du P.C.U.S. et citée ensuite dans la lettre du comité central soviétique au comité central du POUP, le 5 juin : « *Que nul ne doute que nous n'abandonnerons pas la Pologne fraternelle dans le malheur.* »

La *Pravda*, organe du parti, a donné, dimanche 13 septembre sous la plume de son commentateur Vladimir Bolchatov, le sceau de la légitimité à ces protestations que l'on feint de croire spontanées. S'élevant, comme les ouvriers de Leningrad, contre « *la véritable bacchanale antisocialiste et antisoviétique* » qu'a été le congrès de Gdansk, l'auteur estime que celui-ci a été utilisé par les organisations contre-révolutionnaires « *comme une sorte de revue des forces qui se préparent à la lutte pour le pouvoir dans le pays en vue de restaurer le capitalisme* ».

D'autre part, la *Pravda* accorde dimanche une large place à la vigoureuse prise de position de *Rude Pravo*, organe du P.C. tchécoslovaque, contre « *la grossière et inadmissible ingérence de Solidarité dans les affaires des pays frères* ». Elle fait de même lundi pour celle de *Nepszabadsag*, organe du parti hongrois, qui vitupère ceux qui veulent « *affaiblir la communauté des pays socialistes* ».

On notera qu'aucun grief n'est explicitement formulé contre le POUP. Cependant l'étonnement qu'expriment les auteurs des diverses « *lettres aux ouvriers polonais* » devant la liberté d'action laissée aux « *contre-révolutionnaires* » montre assez que Moscou n'est pas satisfait de l'attitude du parti polonais, et que le nouveau crédit accordé à M. Kania par M. Brejnev après leur rencontre de Crimée pourrait bien lui être mesuré.

THOMAS FERENCZI.

(1) En Bulgarie aussi il y a eu des meetings dans des usines pour protester contre « *cette inadmissible immixtion dans les affaires intérieures des pays socialistes* ».

LIVRES POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-l'Ile, Paris-4e
Tél. 326-51-09

PROCHE-ORIENT

JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ CORRESPONDANT DU « MONDE » EST EXPULSÉ DU CAIRE

Notre correspondant au Caire, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, a été *convoqué, dimanche 13 septembre*, par l'ambassadeur Chafei Abdel Hamid, chef de l'administration égyptienne de l'information, qui lui a fait part d'une mesure d'expulsion, lui intimant l'ordre de quitter le pays dans un délai de trois jours. Ce délai a été porté à une semaine à la demande du chargé d'affaires français au Caire, « *pour des raisons humanitaires* ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, qui est en poste au Caire depuis huit ans, est accusé, dans un communiqué officiel, d'avoir « *manqué d'objectivité dans ses articles, d'avoir axé ses analyses sur les résultats négatifs du régime, imaginé des faits sans fondement pour mettre en doute la stabilité de l'Egypte, et enfin de traiter constamment des questions économiques et militaires d'une manière peu objective* ». Le communiqué déclare que le gouvernement est soucieux de renforcer la compréhension entre les peuples, que de ce fait « *il n'était plus possible de laisser ce journaliste déformer l'image de son peuple et de son régime* », et qu'une « *fin devait être mise à ce sabotage prémédité* ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz est le deuxième correspondant étranger en Egypte à faire l'objet d'une mesure d'expulsion à la suite des décisions prises par le président Sadate contre l'opposition politique et religieuse. Jeudi 11 septembre, Chris Harper, correspondant de l'American Broadcasting Company (A.B.C.) avait été prié de quitter le pays dans les vingt-quatre heures.

[Nous nous abstiendrons de tout commentaire avant le retour de notre correspondant à Paris.]

Égypte

Selon l'hebdomadaire officiel « Mayo »

L'U.R.S.S. aurait fomenté un complot pour renverser le président Sadate

Le Caire. — L'hebdomadaire *Mayo*, organe du parti du président Sadate, a accusé lundi le parti socialiste français d'« *avoir émis un jugement hâtif sur les mesures prises en Egypte à l'encontre de la sédition confessionnelle* ».

Le journal, qui se référait au communiqué publié mercredi dernier par le bureau exécutif du P.S., qui s'élevait contre « *l'arrestation de personnalités politiques n'ayant aucun rapport avec l'extrémisme religieux* », estime qu'il s'agit là d'« *un tissu d'erreurs qui mérite d'être révisé* ». Il ajoute : « *Le parti socialiste s'est érigé en juge alors qu'il ne détenait pas d'informations sur la situation.* »

Dans la capitale égyptienne, dix-neuf personnes ont été arrêtées vendredi 11 septembre à leur sortie de la mosquée pour « *avoir provoqué un rassemblement* », indique la presse cairote de lundi.

L'hebdomadaire du parti au pouvoir affirme, d'autre part, que les services de sécurité égyptiens ont découvert un complot soviétique visant à renverser le président Sadate. Selon le journal, deux diplomates soviétiques ont servi d'intermédiaires entre les conspirateurs et Moscou. Des agents du K.G.B., un ancien vice-premier ministre, M. Mohamed Abdel Salam Al-Zayyat, plusieurs anciens ministres et députés, des universitaires et des journalistes égyptiens sont impliqués dans ce complot, dont le nom de code était « *le Marois* ». L'hebdomadaire ajoute que les agents du K.G.B. ont demandé aux membres du réseau, qui pour la plupart ont été arrêtés, d'entrer en contact avec les intégristes musulmans et de leur fournir des données sur le nombre de chrétiens et leur influence en Egypte.

L'heure étant aux révélations, *Mayo* indique que l'Eglise copte d'Egypte aurait conclu en 1979 un « *accord secret* » avec le Front libanais pour entraîner militairement 1 300 coptes dans les camps phalangistes. L'hebdomadaire précise que l'accord a été conclu par l'entremise d'un marchand d'armes libanais et que, par ailleurs, une cargaison d'armes destinée aux coptes est arrivée en Egypte en mars 1979. Les coptes étaient rassemblés dans la région du Kesrouan, au Liban, où ils étaient entraînés au maniement des armes, à la demande de l'ancien président libanais, M. Camille Chamoun. Ce sont les services de renseignements et le parti démocrate-chrétien allemands, la C.I.A. et le Conseil mondial des Eglises qui auraient financé le séjour des coptes au Liban, dans le but de « *renforcer les mouvements communautaires* », selon l'hebdomadaire.

L'organe du parti au pouvoir accuse également l'ancien président libanais M. Charles Hélou de tenter de « *former un mouvement chrétien au niveau du Proche-Orient, à l'instar des Frères musulmans* ». M. Hélou s'efforcerait de rassembler des fonds auprès de la diaspora chrétienne de l'étranger, précise le journal.

Le ministre égyptien de la défense, le général Abou Ghazala, a annoncé que les manœuvres militaires égypto-américaines auront lieu à la fin du mois de novembre prochain. — *(A.F.P., Reuter.)*

Israël

DEUX PÈLERINS ITALIENS SONT TUÉS AU COURS D'UN ATTENTAT A LA GRENADE DANS LA VIEILLE VILLE DE JÉRUSALEM

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Dans une ruelle du quartier chrétien de la vieille ville de Jérusalem, un groupe de pèlerins italiens a été victime d'un attentat à la grenade au début de la soirée du samedi 12 septembre. Un homme, âgé de soixante-dix ans, M. Pietro Bocchio, a été mortellement blessé. Un autre Italien a succombé à ses blessures lundi. Plusieurs pèlerins ont été hospitalisés.

Cet attentat a causé une vive émotion à Jérusalem, car il marque une sensible recrudescence du terrorisme, après de longs mois d'accalmie. Au cours des dernières semaines, après une fusillade contre un autocar non loin de Jérusalem en juillet (quatre Israéliens avaient été blessés), plusieurs engins explosifs ont été découverts et désamorcés dans la ville et la région avoisinante. Le 23 août, un touriste ouest-allemand avait été tué d'une balle à la tête, Via Dolorosa, au cœur de la vieille ville. Le porte-parole de la police a déclaré que, pour l'instant, il ne semblait pas y avoir de lien entre cet attentat et celui dont ont été victimes les pèlerins italiens. Il a d'autre part ajouté que les enquêteurs n'avaient pas la preuve qu'il existe actuellement un plan de campagne terroriste particulièrement dirigé contre les touristes étrangers à Jérusalem, afin de les dissuader de se rendre dans la Ville sainte. — F. C.

LA CRISE EN IRAN

• Les attentats et les exécutions se multiplient • L'élection présidentielle est fixée au 2 octobre

Téhéran (*A.F.P.*). — *L'élection* présidentielle iranienne, en vue de remplacer le président Radjaï, tué *le 30 août dernier* lors d'un attentat, a été fixée au 2 octobre. L'annonce de ce scrutin, qui sera couplé avec des législatives partielles, survient alors que la poursuite des attentats et la nouvelle tactique de manifestations publiques inaugurée par les Moudjahidin alourdissent chaque jour un peu plus l'atmosphère.

Une nouvelle série de manifestations de rue a fait au moins deux morts samedi 12 septembre à Téhéran, alors que l'imam Khomeiny a appelé le peuple iranien à venger la mort de l'ayatollah Madani, tué vendredi dans un attentat à la grenade, à Tabriz.

Le ministre des affaires exécutives, M. Behzad Nabavi, a insisté, samedi au cours d'une conférence de presse, sur la nécessité de créer une puissante organisation de renseignement et sur la justice révolutionnaire pour faire face à la campagne actuelle d'attentats et de manifestations menée par les opposants.

Une telle organisation de renseignement, a dit M. Nabavi, « *devra être créée avec la collaboration du peuple et n'aura donc rien à voir avec la SAVAK* » (police politique du chah).

« *Les éléments infiltrés*, a reconnu M. Nabavi, *sont l'un des principaux problèmes.* » Cette infiltration dans les organes officiels s'explique, selon le ministre, par le caractère de « *grand mouvement populaire* » de la révolution iranienne, et a été favorisée par « *le gouvernement provisoire et M. Bani Sadr* ». « *Des gens ont pu s'infiltrer dans les organes gouvernementaux, dans l'administration et dans l'armée* », a déclaré le ministre.

Dimanche, l'ayatollah Khalkhali a estimé, dans une interview au quotidien *Azadegan*, que les tribunaux révolutionnaires devaient « *en finir avec les groupuscules, pour qu'il ne se manifestent plus pendant un siècle* ».

« *Le peuple*, a-t-il dit, *attend une justice plus ferme.* » L'agence officielle Pars a donné cependant une preuve de la diligence des tribunaux révolutionnaires, en annonçant soixante-dix-huit exécutions d'opposants, de jeudi à samedi, à Téhéran et dans huit villes de province, pour « *soulèvement armé contre la République islamique, participation à des assassinats, vol à main armée et attaque de banques* ».

Les attentats isolés se sont poursuivis samedi : d'après les journaux, un pasdar a été tué à Bandar-Abbas (sud du pays), et un membre de la Croisade pour la reconstruction a été grièvement blessé à Tabriz. A Téhéran, une permanence du PRI a été gravement endommagée par l'explosion d'une grenade.



Cambodge

La Thaïlande accepte que les tentatives de formation d'un gouvernement d'opposition aient lieu sur son territoire

Bangkok. — La Thaïlande vient d'accepter que le comité *ad hoc* créé lors du récent sommet de Singapour par les trois « grands » de l'opposition cambodgienne afin de mettre sur pied un gouvernement de coalition puisse se réunir sur son territoire. « *Je vais le convoquer dans quelques jours* », nous a déclaré M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), bien que les Khmers rouges n'aient pas encore désigné leurs représentants à ce comité.

« *Il est important d'engager, avant la réunion, à partir de la mi-septembre, de l'Assemblée générale de l'ONU, qui doit discuter de la représentation du Kampuchéa, le processus d'unification de la résistance cambodgienne, afin de prouver à la communauté internationale que la déclaration conjointe signée à Singapour n'est pas lettre morte* », souligne-t-on dans certains cercles officiels, qui précisent : « *Tout dépend de la Chine.* »

D'aucuns souhaiteraient en outre que M. Son Sann, en tant que premier ministre désigné par le prince Sihanouk, ancien chef de l'Etat, et M. Khieu Samphan, premier ministre khmer rouge, puissent conduire la délégation du Kampuchéa démocratique lors de la prochaine session de l'ONU. Les démarches faites en ce sens n'ont pas encore abouti. Au reste, personne ne nourrit d'illusions sur la possibilité de

De notre correspondant

former dans l'immédiat un gouvernement de coalition. « *Cela prendra au moins un ou deux ans* », affirment des membres de l'ASEAN.

Une fois leur siège à l'ONU sauvé, les Khmers rouges ne seront-ils pas incités à faire monter les enchères ? Quoi qu'il en soit, M. Son Sann ne transigera pas. « *Comment diriger un gouvernement si je n'ai pas la majorité des portefeuilles ?* », explique-t-il. En revanche, le nombre, et les noms des Khmers rouges condamnés par lui à l'exil en Chine est négociable. « *Le président du F.N.L.P.K., compte tenu de la faiblesse de ses moyens militaires, est condamné pour le moment à se montrer intransigeant, sous peine d'être avalé par plus puissant que lui* », note-t-on du côté de Kuala-Lumpur.

Pour prévenir le danger khmer rouge, il est nécessaire aux yeux de certains membres de l'ASEAN de créer une troisième force nationaliste. A cet égard, les dissensions entre le prince Sihanouk et M. Son Sann ne sont pas, selon eux, insurmontables, bien que ce dernier continue d'exiger que ce rassemblement s'organise sous la bannière du F.N.L.P.K.

Les nécessités du moment imposent la formation d'un gouvernement de coalition avec les Khmers rouges, mais nul n'ignore, au sein de l'ASEAN, que l'indispensable dialogue avec Hanoï sera impossible aussi longtemps que les gens de Pol Pot occuperont le devant de la scène. Or, à les en croire, la création d'une troisième force est à terme la seule issue pour engager le débat avec l'« *autre côté* ». « *C'est le signal que nous devrons envoyer au Vietnam pour lui faire savoir qu'il y a une solution possible* », nous a indiqué M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères.

De son côté, s'il se refuse à « *anticiper sur l'avenir puisque la tâche prioritaire est aujourd'hui de libérer le Kampuchéa* », M. Son Sann n'en reconnaît pas moins « *la nécessité de songer dès maintenant à bâtir des relations de bon voisinage avec le Vietnam, puisque nous sommes appelés à vivre côte à côte* ».

L'important aujourd'hui, aux yeux de certains membres de l'ASEAN, est de donner aux groupes *nationalistes les moyens de* leurs ambitions, sachant, comme le remarque M. Ghazali Shafie, que « *le soutien de l'Union soviétique au Vietnam ne faiblira pas* ». Il est vraisemblable que, à cet égard, la Chine ne fera rien qui puisse à la longue renverser l'équilibre des forces au détriment des Khmers rouges.

Le plus clair du soutien doit *donc venir des « pays libres », et* singulièrement des Etats-Unis. Jusqu'à maintenant, les Etats-Unis se sont contentés de prodiguer un soutien moral à la résistance cambodgienne. Soucieuse de contenir l'influence soviétique, l'administration Reagan décidera-t-elle d'aller plus avant ? « *L'opinion américaine n'est pas encore prête* », constate M. Son Sann. Son Front a commencé de recevoir de Washington une aide humanitaire ; il souhaite en outre obtenir un concours financier pour multiplier les bureaux d'information à l'étranger. Quant à une assistance militaire, « *la Maison Blanche attend qu'une démarche commune de l'ASEAN soit faite en ce sens pour se déterminer* », précise le président du F.N.L.P.K.

On laisse entendre, dans certains cercles de l'ASEAN, que la « *principale raison* » de cette réserve américaine tient à la crainte de détournements des livraisons d'armes. Les Etats-Unis voudraient être assurés que les équipements militaires destinés aux forces nationalistes ne seront pas, en cours de route, « *confisqués* » par la Thaïlande puisque celle-ci est le point de passage obligé vers la frontière du Cambodge. Aussi étudie-t-on sur place les moyens les plus sûrs d'acheminer à bon port d'éventuelles cargaisons. l'idée étant de confier la responsabilité du transport et de la livraison à la Malaisie ou à Singapour Bangkok en prendra-t-il ombrage ?

JACQUES DE BARRIN.

(1) *Philippines, Indonésie, Malaisie,* Singapour et Thaïlande.

Japon

Malgré l'opposition des pays du Pacifique sud Tokyo a l'intention de rejeter à la mer ses déchets radioactifs

Tokyo. — A la suite de la décision du gouvernement américain de lever les restrictions ***imposées au Japon en matière de retraitement*** **du combustible nucléaire irradié, la centrale de Tokaimura sera prochainement autorisée à retraiter 210 tonnes de combustible par an (le Monde du 5 septembre). D'autre part, Washington ne** ***s'opposerait plus à la construction*** **par le Japon d'une deuxième usine de retraitement, d'une capacité de 1 200 tonnes par an,** ***qui pourrait entrer en service en 1990.***

On se félicite dans les milieux officiels de ces décisions qui renforceront la maîtrise par les Japonais du cycle nucléaire complet et réduiront leur dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers.

De notre correspondant

La poursuite de l'ambitieux programme nucléaire nippon (le deuxième du monde après les Etats-Unis), ralenti ces derniers mois à la suite des fuites répétées de la centrale de Tsuruga (*le Monde* du 21 avril et du 28 mai), continue à se heurter à de fortes oppositions, au Japon et chez certains de ses voisins, notamment ceux du Pacifique sud (Micronésie). Ceux-ci sont opposés au projet japonais d'immersion des déchets nucléaires de leurs vingt et une centrales dans une fosse marine *située au nord de l'archipel* des Mariannes. La polémique s'est accentuée après que MM. Sonoda, ministre des affaires étrangères, et Nakagawa, directeur de l'Agence pour la science et la technologie, eurent décliné une invitation à participer à la troisième réunion de ces pays qui s'est tenue à Guam au début du mois.

Après avoir pris la décision de procéder à leur opération déchets, les autorités japonaises ont dépêché, à plusieurs reprises, des missions pour tenter de convaincre les Micronésiens de son caractère inoffensif, compte tenu des précautions et des contrôles qui doivent l'entourer.

Cependant, cette politique d'information par des missions subalternes n'a guère convaincu, jusqu'à présent, *des populations qui vivent en osmose* étroite avec la mer. Elles refusent de devenir le « *dépotoir radioactif* » de l'industrie nucléaire nippone et font valoir, avec bon sens, que si *l'opération déchets est réellement* inoffensive, les Japonais peuvent fort bien la réaliser chez eux ! Les Micronésiens, ainsi que d'autres peuples du Pacifique sud, les Mélanésiens et Polynésiens en particulier, sont extrêmement sensibilisés à ces problèmes ayant, depuis des années, subi, directement ou indirectement, les conséquences des expériences nucléaires américaines et françaises (*le Monde* du 22 octobre 1980 et du 26 novembre 1980). Le projet du gouvernement japonais (qui sait, par ailleurs, tirer le plus grand avantage du sentiment antinucléaire national lorsque cela sert sa politique) va directement à l'encontre des Constitutions antinucléaires de *la République de Belau (ex-Palau)* et des Etats fédérés de Micronésie (Ponape, Kosae, Truk et Yap). Ces nations redoutent aussi d'être utilisées dans la stratégie nucléaire *régionale des Etats-Unis.*

L'Agence pour la science et la technologie avait prévu de procéder au premier largage expérimental de conteneurs radioactifs d'ici à avril 1982, à environ 900 kilomètres au sud-est du Japon et à un millier de kilomètres du nord des Mariannes, dans une zone où la profondeur atteint 6 000 mètres. Peut-elle passer outre à l'avis défavorable et à l'opposition de ses voisins ? « *Même si le déchargement est sans danger, un pays développé dépendant de l'énergie nucléaire* (comme c'est le cas du Japon) *n'a pas le droit d'imposer sa politique aux autres* », écrivait *l'Asahi Shimbun* dans un éditorial récent. Mais rien n'indique que Tokyo soit disposé à ouvrir une véritable négociation, au niveau le plus élevé, pour parvenir à une *solution acceptable par toutes les* parties.

La situation paraît bloquée. D'autant qu'à l'opposition des Micronésiens, soutenus par les mouvements *antinucléaires japonais, s'ajoute au* sein du cabinet celle du puissant ministère des pêches. On le comprend : pour 80 %, l'approvisionnement du marché nippon en thon vient du Pacifique sud.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

LAUSANNE PALACE

Pour vos affaires, pour votre plaisir, un havre de paix situé au cœur de la ville

Simple de FF 290 à 450
Double de FF 395 à 570

Petit déjeuner, service et taxes compris.

1002 LAUSANNE (Suisse).
Tél. 1941/21/20 37 11 - Tx 24,171.

15.000 TAPIS D'ORIENT
avec certificat d'origine
Crédit gratuit et immédiat sur demande
Tous les jours DIMANCHE INCLUS de 10 à 19 h
15 R. DIEU 75010 PARIS T. 239.32.00 Mo République

Depuis 37 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce
En vente partout : 2,50 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

niveau BAC (ou plus)
devenez
PROGRAMMEURS-ANALYSTES
en 360 heures

Savez-vous que d'ici 1985, il faudra en France 65 000 informaticiens nouveaux ?
Vous pouvez devenir programmeurs-analystes par une formation intensive à plein temps dont mi-temps sur terminaux connectés à un ordinateur Hewlett-Packard 3 000.
TEST D'APTITUDE PRELIMINAIRE

institut du groupe Seric

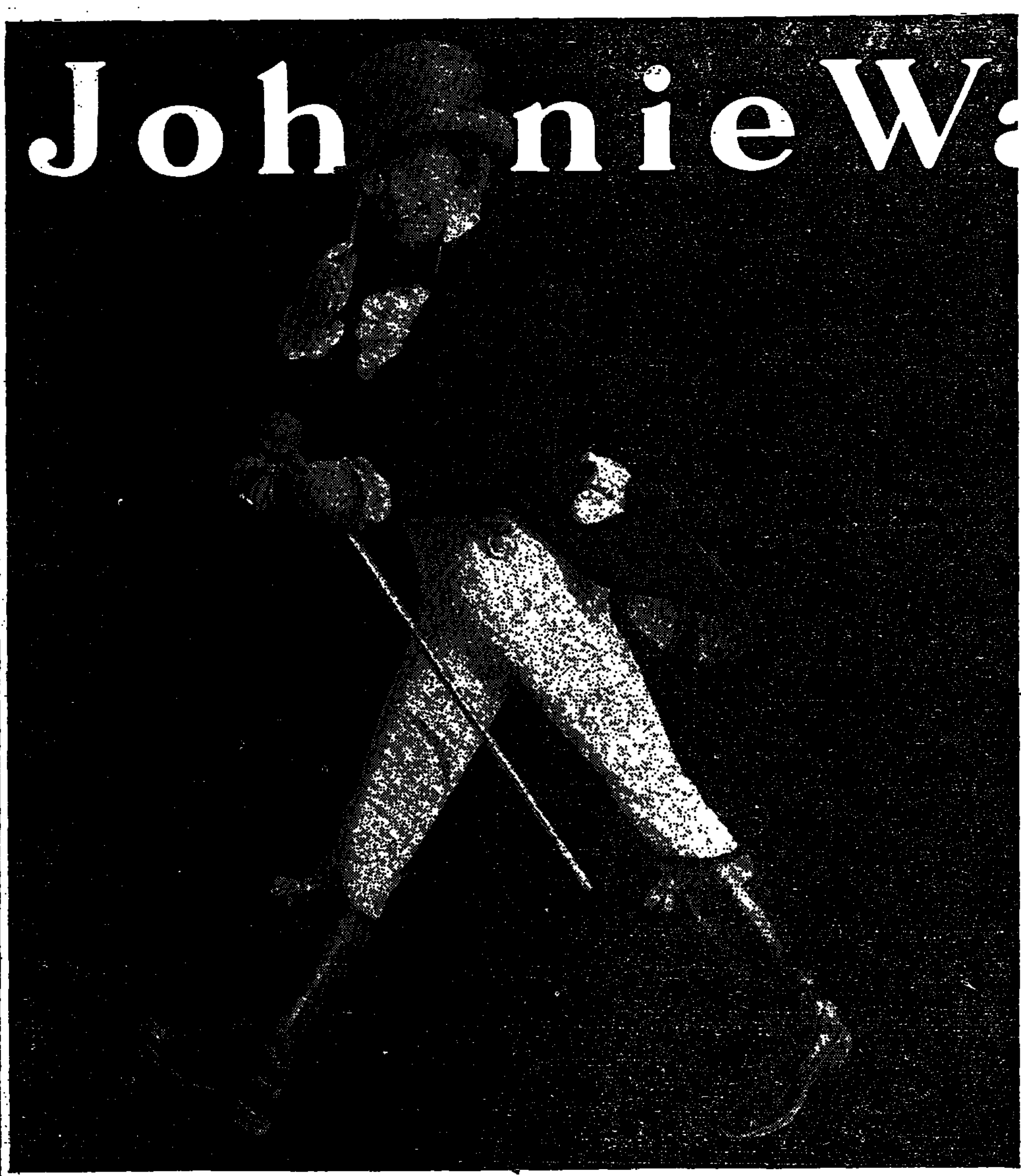
Possibilité d'application de la Loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue.
Renseignements et inscriptions : tél. 562-43-20.
Institut SERIC, Etablissement Privé d'Enseignement continu.
32 rue de Penthièvre 75008 PARIS.

média-system



Lic A 981
PACIFIC HOLIDAYS
163, av. du Maine
75014 PARIS
☎ 539.37.36
M° : Mouton-Duvernet

Si vous ne pouvez passer chercher ce guide, nous vous l'enverrons contre 5 F en timbres exclusivement.
M......



DIPLOMATIE

Le secrétaire d'Etat américain met en garde les Européens contre leur « manque de foi dans la démocratie »

De violentes manifestations, au cours desquelles plusieurs dizaines de policiers ont été blessés, ont marqué le passage à Berlin-Ouest de M. Alexander Haig, dimanche 13 septembre. Les manifestants entendaient protester contre la politique américaine en matière de défense, et les efforts de modernisation de l'arsenal nucléaire de l'OTAN. La veille, un nouvel attentat anti-américain avait eu lieu à Francfort, où des inconnus avaient tenté de mettre le feu à la résidence du consul des Etats-Unis.

Le secrétaire d'Etat américain était arrivé en fin de matinée à Berlin-Ouest, venant de Belgrade, où il avait eu des entretiens avec les dirigeants yougoslaves (« le Monde » daté 13-14 septembre). M. Haig, nous indique notre correspondant Paul Yankovitch, a confirmé à ses hôtes la volonté de la nouvelle administration américaine de poursuivre le dialogue avec Belgrade « dans le respect des principes d'indépendance et de souveraineté, d'égalité et de non-ingérence dans les affaires intérieures ». M. Haig a également réaffirmé « le ferme soutien des Etats-Unis à l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Yougoslavie ». Cette coopération devrait également se poursuivre dans le domaine économique.

Avant de se rendre à Belgrade, le secrétaire d'Etat américain avait rencontré durant trois heures, samedi près de Malaga, le prince Fahd, vice-président du conseil d'Arabie Saoudite. M. Haig a notamment évoqué avec le prince héritier l'éventualité de la vente d'avions américains à son pays, notamment des radars volants AWACS, et les derniers développements de la crise au Proche-Orient. Il lui a en outre transmis une invitation à se rendre en visite officielle aux Etats-Unis, invitation que le prince Fahd a acceptée. La visite pourrait avoir lieu fin septembre.

Dans l'important discours qu'il a prononcé dimanche après-midi à Berlin-Ouest, avant de gagner Bonn où il devait s'entretenir avec le chancelier Schmidt, M. Haig a reproché aux Européens de « manquer de foi dans la démocratie », de s'abandonner au « pessimisme » et d'utiliser « deux poids, deux mesures », selon qu'il s'agit de juger Moscou ou « ceux qui chérissent la diversité, tolèrent la dissidence et cherchent le changement dans la paix ». Il a en outre implicitement accusé l'Union soviétique d'avoir recours à des armes chimiques en Afghanistan et en Indochine, affirmation que l'agence Tass a qualifiée, dimanche soir, de « monstreuse calomnie ».

Dans une interview au « Washington Post », l'ex-président Carter, de son côté, sortant du silence qu'il s'était imposé depuis sa défaite électorale, a vivement critiqué les choix opérés par son successeur en matière de défense. Il a notamment reproché au président Reagan de « faire de l'Union soviétique une sorte de Superman, d'épouvantail ».

M. Haig accuse l'U.R.S.S. et ses alliés d'utiliser des armes chimiques et biologiques

Voici les principaux points du discours prononcé dimanche par le secrétaire d'Etat américain devant la presse berlinoise :

● Utilisation d'armes chimiques et biologiques par l'U.R.S.S. — « *Depuis quelque temps déjà, la communauté internationale s'inquiète d'informations répétées, selon lesquelles l'Union soviétique et ses alliés ont utilisé des armes chimiques mortelles, au Laos, au Kampuchea et en Afghanistan. (...) Nous avons maintenant des preuves matérielles venant d'Asie du Sud-Est, qui ont été analysées et ont permis de déceler, à des niveaux anormalement élevés, trois substances puissamment toxiques de type mycotoxines (1), qui ne proviennent pas de la région et qui sont hautement toxiques pour l'homme et les animaux.*

» L'utilisation de tels poisons en temps de guerre est strictement interdite par la convention de 1975 sur les armes biologiques. Nous allons donc prendre des mesures pour que ces preuves soient soumises aux Etats et soient portées à l'attention à la fois du secrétaire général de l'ONU et du groupe d'experts qui, sous ses auspices, enquête sur cette question. Demain, dans ma capitale, les Etats-Unis auront davantage à dire à ce sujet. »

● Progrès social et politique de défense. — « *Un dollar de plus pour les militaires, dit-on dans mon propre pays comme en Europe, c'est un dollar de moins pour le bien-être, pour la société et pour tous les autres avantages sociaux nécessaires. Nous avons entendu cet argument auparavant. A sa base, on trouve un manque de confiance dans la société démocratique, qui ne pourrait pas assurer à la fois le progrès social et une défense adéquate. Pourtant, les démocraties ont prouvé à maintes reprises depuis la seconde guerre mondiale qu'elles sont capables de réaliser ces objectifs.* »

● L'installation des euromissiles et les négociations sur la réduction des armements. — « *Les négociations eurostratégiques ne peuvent aboutir avec succès que si l'OTAN applique son plan de modernisation des forces nucléaires de théâtre. (...) Le contrôle des armements ne peut se faire dans le vide. Il est partie intégrante d'une politique cohérente alliée de sécurité. Cette politique souligne le rôle essentiel de l'équilibre au niveau militaire comme base de tout contrôle efficace des armements. La double décision de l'OTAN en 1979 sur les forces nucléaires de théâtre reflète cette philosophie (...).*

» Ce sont les tanks soviétiques et non pas les efforts défensifs de l'OTAN contre ces tanks qui menacent la paix de l'Europe. C'est l'expansion rapide de l'arsenal nucléaire soviétique sur le théâtre européen qui a contraint l'OTAN à prendre des mesures de son côté. Nous avons fait savoir clairement que nous sommes prêts à répondre de manière positive à une modération soviétique. Nous aimerions voir la limitation des armements des deux camps. Mais les espoirs de telles limitations sont condamnés si notre peuple succombe aux arguments spécieux qui font porter, à tort, la responsabilité de l'état troublé du monde non pas sur l'agression, mais sur l'effort pour se défendre contre elle.

» Quant les démocraties deviennent trop faibles ou trop craintives pour résister à des dictatures, qu'y a-t-il alors pour défendre la démocratie ? »

● *La menace soviétique. — « L'Union soviétique occupe l'Afghanistan depuis 1979. La religion, la culture et la vie nationale des Afghans sont en danger de destruction. Un cinquième de la nation tout entière a été exilée. Le peuple de l'Afghanistan chérit sa liberté et ne va pas abandonner son combat. Mais pourquoi les voix de la conscience qui sont parmi nous et se révoltent contre l'agression sont-elles silencieuses ? (...) Malgré ses professions de paix et de bonne volonté, l'Union soviétique s'est engagée dans un énorme effort militaire, au-delà de tous les besoins de sa défense. Elle a également armé et encouragé ses intermédiaires pour qu'ils promeuvent le changement par la violence qui sert ses objectifs stratégiques. »*

● Berlin. — « *Berlin constitue un bon endroit pour renforcer la foi dans le pluralisme démocratique. Cette magnifique cité est un bel exemple du succès de l'Occident, mais il existe de l'autre côté du mur de Berlin une alternative. C'est un triste spectacle : une révolution qui a perdu tous ses attraits. Les slogans qui autrefois enthousiasmaient, aujourd'hui ennuient. Les institutions, qui devaient offrir l'espoir à des millions, au lieu de cela les oppriment.* »

M. Alexander Haig a conclu en mettant en garde les Européens contre le « *manque de foi dans la démocratie* », l'« *introspection excessive* » et le « *pessimisme* », et en les invitant à ne plus utiliser « *deux poids deux mesures* » selon qu'il s'agit de juger l'U.R.S.S. ou « *ceux qui chérissent la diversité, tolèrent la dissidence et cherchent le changement dans la paix* ».

(1) Substances toxiques élaborées par des champignons microscopiques.

L'Europe est exhortée à renforcer sa défense

(Suite de la première page.)

Comme on pouvait s'y attendre, M. Haig a défendu la double résolution de l'OTAN qui prévoit des négociations avec le Kremlin sur les euromissiles et, en cas d'échec, l'implantation en Europe des fusées Parshing-2 et des missiles de croisière. Le secrétaire d'Etat américain *n'a pas craint non plus de dire qu'on assistait à une « évolution inquiétante »* dans le monde occidental. Les Européens seraient dangereusement portés à l'« *introspection* » et au « *pessimisme* ». Les Occidentaux, selon lui, sont portés à l'autocritique, alors que personne, ou presque, ne proteste contre l'occupation de l'Afghanistan par l'armée rouge, celle du Cambodge par le Vietnam ou celle du Tchad par les Libyens.

Un affrontement très dur

M. Haig ne pouvait pas évidemment ignorer que sa propre visite était *l'occasion d'une importante manifestation* anti-américaine organisée à Berlin par les jeunesses du S.P.D. et du F.D.P. ainsi que par les communistes et de très nombreux groupements d'extrême gauche. Le cortège, qui comptait près de cinquante mille participants, a tout d'abord défilé de façon pacifique au centre de l'ancienne capitale. Comme toujours, cependant, un millier de « *casseurs* » *ont trouvé l'occasion d'un affrontement* très dur avec les quelque sept mille policiers qui avaient été mobilisés afin d'assurer la protection du visiteur américain. Berlin a donc connu, une fois de plus, le spectacle des voitures en feu, des vitres éclatées et des magasins pillés, en dépit des gaz lacrymogènes et des lances hydrauliques mises en action par la police.

Cette démonstration a d'ailleurs permis aux chrétiens-démocrates de critiquer très durement le chancelier Schmidt et ses collègues du S.P.D. *Ceux-ci se voient reprocher de ne pas avoir agi avec suffisamment d'énergie* pour empêcher les membres de leur parti de se joindre à une manifestation anti-américaine dans une ville dont l'existence dépend avant tout de l'engagement des Etats-Unis. Il est vrai que, au dernier moment, une centaine de députés sociaux-démocrates ont envoyé, à Berlin, une lettre condamnant l'initiative *des protestataires. De même le président* du S.P.D. à Berlin, M. Glotz, et le *chef* du groupe S.P.D. à l'Assemblée parlementaire de l'ancienne capitale, M. Vogel, avaient fait savoir samedi qu'ils désapprouvaient la manifestation. En même temps, toutefois, ils ont cru bon de rappeler aussi que bien des gens n'étaient pas d'accord avec la *politique* étrangère de Washington.

Les choses ont donc apparemment changé à *Berlin depuis le temps où John Kennedy et M. Carter* étaient *acclamés par* des *foules* enthousiastes. Face à *cette situation, c'est* peut-être M. Haig lui-même *qui* a réagi de la manière la plus habile.

Il a bien entendu souligné le contraste entre la liberté qui règne à Berlin-Ouest et la tyrannie qui s'exerce de l'autre côté du mur. Mais s'il ne pouvait que regretter lui aussi la manifestation anti-américaine, il s'est adressé *directement aux protestataires* pour leur dire que « *même si nous ne sommes pas d'accord avec ce que vous dites, nous sommes prêts à défendre votre droit de le dire* ».

Dimanche soir, M. Haig était revenu à Bonn, où le chancelier Schmidt a offert un dîner en son honneur. Le chef du gouvernement fédéral rentrait de Rome, où il venait d'évoquer la politique américaine avec ses *interlocuteurs italiens. M. Schmidt et le président du Conseil italien,* M. Spadolini, ont *averti* Washington que les Européens devraient être consultés de façon plus étroite lorsque les Etats-Unis envisagent d'importantes décisions politiques.

Le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, assistait également à ce « dîner de travail » ainsi que *l'ambassadeur américain à* Bonn, M. Arthur Burns, l'ambassadeur de la R.F.A. à *Washington,* M. Peter Hermes et M. Lawrence Eagleburger, qui dirige la section européenne au département d'Etat. Les échanges de vues devaient se poursuivre ce lundi, avant d'être conclus par une conférence de presse commune de M. Haig et de M. Genscher.

JEAN WETZ.

● *Une délégation du groupe des démocrates européens de progrès* de l'Assemblée européenne, conduite par M. Christian de la Malène, a *terminé,* le vendredi 11 septembre, une visite de cinq jours en Martinique et en Guadeloupe, au cours de laquelle elle a étudié les problèmes relatifs à *l'intégration* économique des Antilles dans la C.E.E.

M. MAURICE DESHORS EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN R.D.A.

Le Journal officiel du 13 septembre a annoncé la nomination de M. Maurice Deshors, consul général de France à Zurich, au poste d'ambassadeur en République démocratique allemande, en remplacement de M. Xavier de Nazelle, nommé à ce poste en janvier 1981. M. de Nazelle est le seul en poste à avoir présenté sa *démission lors de la formation du* gouvernement Mauroy, estimant qu'il ne pouvait plus remplir ses fonctions en R.D.A. après l'entrée de ministres communistes au *gouvernement.*

[*Né en 1921, ancien élève de* l'ENA, M. Maurice Deshors est entré au ministère des affaires *étrangères en 1953. Affecté à la* direction des affaires économiques, il fut en poste successivement à Rio-de-Janeiro, à la direction des affaires marocaines et tunisiennes (1958-1961), à Cracovie, à Bonn (1967-1972), puis à Athènes et à Zurich.]

● *La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU*, qui siégeait à Genève depuis le 3 août, a adopté, samedi 12 septembre, par quinze voix contre deux (les experts soviétique et roumain) un projet de résolution préconisant la création d'un poste de haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme. Cette idée avait été avancée depuis plusieurs années par les Occidentaux et par des représentants du tiers-monde, *notamment des Africains,* mais était systématiquement repoussée par les pays de l'Est. C'est la première résolution en sa faveur qui a pu être votée par un organe de l'ONU. — *(Corresp.)*

● *Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang,* représentera la Chine au sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique, les 22 et 23 octobre, a déclaré, le 10 septembre, M. Susumu Nikaido, l'un des dirigeants du parti libéral démocrate japonais, à l'issue d'entretiens avec les responsables de Pékin. — *(A.F.P.)*

M. Reagan maintient la priorité à l'augmentation des dépenses militaires

De notre correspondant

Washington. — Ce n'est pas le Pentagone qui fera les frais des nouvelles économies décidées par M. Reagan. Au lieu de réduire de 30 milliards de dollars l'accroissement des dépenses militaires dans les trois années à venir — comme le réclamait le directeur du budget, M. Stockman, — la Maison Blanche a décidé de ramener ce chiffre à 13 milliards. De quoi ravir le secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui se battait avec acharnement depuis plusieurs semaines pour conserver l'essentiel de son dû.

Le temps n'est plus où cet austère Californien, surnommé « Cap the Knife » (« Cap le Couteau »), dirigeait le budget de M. Nixon et poussait les ministres aux économies. On l'appelle maintenant « Cap the Warrior » (« Cap le Guerrier »). Sa victoire est indiscutable. La diminution décidée ne représente que 1,8 % de la somme totale envisagée pour le Pentagone en 1982, 1983 et 1984. Il ne s'agit pas, en effet, de réduire les dépenses militaires mais de freiner légèrement leur très forte progression.

La nouvelle a été annoncée un samedi soir, le 12 septembre, ce qui est tout à fait inhabituel. La Maison Blanche voulait profiter de la fermeture des marchés des changes, craignant sans doute des réactions émotives de Wall Street, où l'on souhaite des coupes importantes dans le budget. Une telle annonce permettait, d'autre part, au général Haig de se présenter en Allemagne fédérale avec un argument supplémentaire : les Etats-Unis, qui réclament des efforts militaires à leurs alliés, sont toujours décidés à aller eux-mêmes de l'avant, quel qu'en soit le prix.

Les économies décidées au cours du week-end se répartiront de la manière suivante : 2 milliards de dollars en 1982 (pour un budget militaire de 222 milliards), 5 milliards en 1983 et 6 milliards *en 1984. Cela ne devrait affecter* aucun programme essentiel du Pentagone et ne conduire à aucun rapatriement de soldats américains d'Europe. Il semble, en revanche, *qu'on renoncera* à augmenter les effectifs de cent mille hommes et qu'on ne consolidera pas aussi sérieusement que prévu les forces de réserve. Le stockage de munitions en Europe et en Asie du Sud-Est se verra réduit. L'armée de l'air n'achètera pas autant de F-15 qu'elle l'envisageait. Quant à la marine, elle mettra cinq navires hors service et n'en commandera que cent trente nouveaux (au lieu de cent quarante) au cours des cinq prochaines années.

Tailler encore dans les programmes sociaux ?

M. Reagan a donc tenu, pour l'essentiel, ses promesses électorales. Le budget de la *défense* augmentera de 7 % environ en valeur réelle d'une année sur l'autre. Ce sera le plus fort accroissement jamais réalisé en *temps de paix. Au lieu de drainer* un quart des dépenses de l'Etat, comme c'est le cas actuellement, le Pentagone disposera du tiers en 1984.

Mais M. Reagan avait promis aussi *que, à cette date,* le budget fédéral serait équilibré. Ses projets post-électoraux, soumis aux deux Chambres et approuvés dans leurs grandes lignes, faisaient état d'un surplus d'un demi-milliard *de dollars* en 1984. Ayant refait les calculs à la *lumière* des nouvelles données conjoncturelles, l'office budgétaire du Congrès vient de s'apercevoir qu'il y aurait en fait... 50 milliards *de déficit.* D'autres évaluations, encore *plus* pessimistes, laissent entrevoir un trou de 75 milliards.

Les milieux financiers de Wall Street s'inquiètent, malgré leur sympathie pour le conservatisme de M. Reagan. Ils n'ont jamais cru *qu'on pouvait,* à la fois, réduire les impôts, augmenter les dépenses militaires et équilibrer le budget. A leurs yeux, déficit budgétaire signifie *inflation,* et celle-ci *peut, à son tour, amener* des restrictions du crédit et un ralentissement de l'activité.

Pour calmer Wall Sreet, la Maison Blanche laisse entendre par *moments que le déficit n'est pas* fondamental et que l'inflation se combat par des mesures monétaires. Mais, la plupart du temps, elle affirme sa volonté d'équilibrer à *tout prix le budget.*

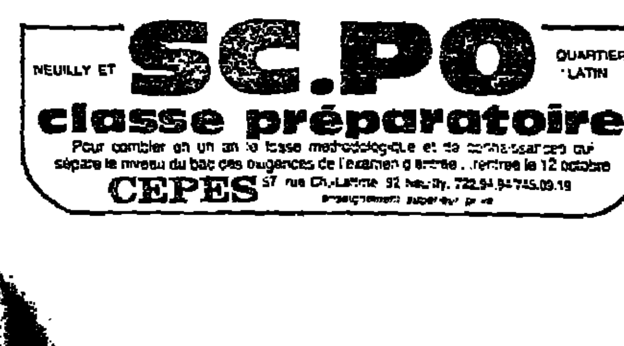
Equilibrer, comment ? M. Reagan ne peut trop miser sur la théorie très discutée des « nouveaux économistes » californiens, selon lesquels une *baisse* des impôts relance l'activité et finit par donner à l'Etat plus de recettes qu'il n'en a perdu dans un premier temps. Pour équilibrer le *budget — ou en donner l'impression,* — il n'y a actuellement que trois remèdes possibles : augmenter les impôts ; réduire les dépenses *militaires envisagées,* ou tailler un *peu* plus dans les programmes sociaux.

Les impôts, il n'est pas question d'y toucher. Le président *s'est longuement battu pour leur* réduction. On le voit mal revenir en arrière, du moins cette année. Les dépenses militaires permettraient *les plus* grandes coupes *possibles, puisque c'est* le seul chapitre du budget en nette augmentation, mais M. Reagan vient apparemment d'y renoncer.

Restent les dépenses dites civiles. Si vraiment le président s'est juré d'équilibrer le budget avant la fin de son mandat, il lui faudra tailler quelque 70 milliards de dollars supplémentaires en 1983 et en *1984.* On réduirait, en somme, *deux fois plus que prévu* les programmes sociaux.

Les républicains, au Congrès, suivront-ils M. Reagan aussi loin ? Les élections législatives de l'année prochaine commencent à faire *hésiter nombre d'entre eux. Une* déclaration significative a été faite dimanche par le président républicain de la commission budgétaire du Sénat, M. Pete Domenici. Selon lui, « *une majorité de membres du Congrès souhaite des coupes plus importantes dans les dépenses militaires* ». Il a cité les chiffre de 30 milliards de dollars, soit exactement ce que réclamait le directeur du *budget.* « *Cap the Knife* » *sera-t-il obligé de partir* en guerre ?

ROBERT SOLE.



AFRIQUE

Tchad

AVANT DE SE RENDRE EN FRANCE

M. Goukouni Oueddei aurait refusé une nouvelle proposition de fusion avec la Libye

N'Djamena *(A.F.P.).* — Le président tchadien Goukouni Oueddei, qui doit être reçu à l'Elysée jeudi 17 septembre, a repoussé « *de façon catégorique* », une nouvelle proposition de fusion entre le Tchad et la Libye, formulée le 3 septembre à Tripoli par le colonel Kadhafi, a-t-on appris *dimanche 13 septembre,* de source autorisée, dans la capitale tchadienne. « *Mon frère, tu es désormais le dernier obstacle à une fusion que les peuples de nos pays réclament* », aurait notamment déclaré le colonel Kadhafi — selon les mêmes sources — devant le refus du président du gouvernement d'union *nationale* du Tchad (*GUNT*).

La proposition de fusion aurait été faite en présence de M. Yasser Arafat, *président* de l'O.L.P., lors de la célébration du douzième anniversaire de la révolution libyenne. Pour marquer sa réprobation, le chef de la révolution libyenne aurait refusé de prendre en charge les frais d'hébergement de la délégation tchadienne à Tripoli, composée, outre M. Goukouni, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'économie et des finances, d'anciens ministres et de chefs coutumiers originaires du Sud, *une région hostile à la présence militaire libyenne au Tchad.*

La venue à Tripoli de ces *anciens* ministres et notables sudistes a *été diversement* commentée à N'Djamena. Pour des sources proches du GUNT, elle indique « *clairement* » la volonté du président Goukouni Oueddei de « *démontrer* » à des hommes qui lui sont politiquement hostiles sa détermination à rejeter les forces libyennes hors des frontières tchadiennes.

En revanche, pour la population de N'Djamena, de plus en plus opposée à la présence libyenne au *Tchad,* le *séjour* à Tripoli de ces anciens ministres et notables du Sud est un « *nouveau pas* » franchi par le GUNT vers l'acceptation des militaires libyens dans le pays. Le GUNT entend d'ailleurs accentuer sa *coopération économique* avec la Libye. Pour M. Kosnaye Ngambet, ministre de l'économie et des finances, et proche du président Goukouni Oueddei, cette coopération, *souhaitée* de part et d'autre, doit être *renforcée.* M. Ngambet a notamment annoncé la réouverture, mardi, de la Banque arabe tchado-libyenne (BATAL) à N'Djamena, et la *mise en* place de projets bilatéraux agro-industriels.

D'autre part, des sources sûres, à N'Djamena, ont confirmé la prise récente, par les forces de M. Hissène Habré, de Guéreda, près de la frontière soudanaise (*le Monde* du 9 septembre). A aucun moment, ont-elles précisé, les troupes *lybiennes* n'ont participé aux combats dans cette localité tenue auparavant par des partisans de M. Acyl Ahmat, ministre tchadien des affaires étrangères. Aucune *précision,* en revanche, n'a pu être obtenue sur la situation à Iriba, dans l'est tchadien. Aussi bien, M. Hissène Habré que le gouvernement tchadien, par l'*intermédiaire de son* ambassade à Paris, ont affirmé que leurs troupes respectives contrôlaient la région.

Centrafrique

● UNE MISSION DE « BONNE VOLONTE » centrafricaine, conduite par le ministre des affaires étrangères, le lieutenant-colonel Jean-Louis Gervil Yambala, est arrivée dimanche 3 septembre à Paris. Cette mission doit remettre à M. Mitterrand un message du président du Comité militaire de redressement national (C.M.R.N.), le général André Kolingba.

Ouganda

● ATTENTAT. — Un car transportant des civils a sauté samedi 12 septembre sur une mine dans la forêt de Namande, à huit kilomètres de Kampala, entraînant la mort de vingt-deux personnes. Le ministre *ougandais* de l'intérieur, cité par Radio-Kampala, a attribué la responsabilité de l'attentat à des bandits déjà coupables, a-t-il dit, d'une série d'incidents analogues, ces dernières semaines, dans les environs de Kampala. Le ministre a déclaré que trente personnes avaient été tuées par l'explosion d'une mine de terre jeudi au nord de la capitale. — *(Reuter.)*

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT DU CAP-VERT

« Même le Sahel ne connaît pas l'intensité de nos problèmes »

nous déclare M. Aristides Pereira

C'est généralement au hasard d'une escale que les grands de ce monde, tel le vice-président américain Mondale en juillet, rendent visite à Praia, sur l'achipel du Cap-Vert.

A 500 kilomètres à l'ouest de Dakar, entre un soleil de feu et un sol sans eau ni ressources, trois cent mille habitants végètent sur une dizaine d'îles et d'îlots. Que la diaspora capverdienne — aux États-Unis, au Sénégal, au Brésil — compte plus de quatre cent mille personnes en dit long sur une misère toujours négligée. « *Il faut se rendre sur place pour comprendre que même le Sahel ne connaît pas l'intensité de nos problèmes* », constate M. Aristides Pereira, avec plus de tristesse que d'amertume.

Venu participer à la conférence des Nations unies sur les P.M.A. (pays les moins avancés), le président du Cap-Vert nous reçoit dans les salons de l'hôtel Crillon, lambris sur fond opale, qui lui ont été attribués et où, à l'image de son pays, il paraît à la fois marginal et solitaire. Il a prononcé un discours très digne au palais de l'Unesco, (*le Monde* du 4 septembre) et prend le mal africain en patience. « *Cette conférence*, dit-il, *ne va évidemment pas résoudre nos problèmes, mais elle aura quand même des résultats positifs.* »

Ancien « combattant de la liberté » de l'époque coloniale portugaise, M. Pereira ne met pas en doute la « sincérité » des nouveaux dirigeants français et les juge « *disposés à mettre en pratique leurs promesses et leur programme* », En ce qui concerne le continent noir, il se fie à leur « *appréciation réaliste* ». Une politique française différente pour l'Afrique ? « *C'est possible*, dit-il, *du moins dans notre cas, dans nos relations avec Paris, mais, pour le reste, il sera difficile de changer les choses dans un premier temps.* »

Il pense, en s'exprimant ainsi, notamment à la République Centrafricaine, où le dernier « coup d'État » ne fait que constituer, à ses yeux, « *la suite de ce qui existait auparavant* ». « *Il faut compter avec la carence des institutions. Il existe très peu de pays africains où les institutions sont établies et respectées* », dit-il.

Agé de cinquante-cinq ans, M. Pereira, qui fait un peu figure parmi ses pairs de « *l'honnête homme de l'Afrique* », aurait pu croire, voilà six ans, que l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert annonçait des lendemains moins désenchantés. En effet, le mouvement commun de libération des deux États, le P.A.I.C.G., dont il a été l'un des fondateurs, semblait être l'un des plus motivés et des mieux structurés d'Afrique noire. Avec le renversement de M. Luis Cabral à Bissau, en novembre 1980, le divorce a été consommé entre les pays « frères », continental et insulaire. M. Pereira y a laissé quelques illusions supplémentaires. Une Afrique condamnée au morcellement hérité de la colonisation ? Il hausse les épaules, sourit mais ne conteste pas cette formulation peu optimiste.

J.-C. P.

(Publicité)

OUBLIEZ VOTRE CALVITIE

AVANT APRES

Retrouvez les cheveux de votre jeunesse... et votre moral grâce à notre prothèse capillaire BRIDGECAP, réalisée sur trame en cheveux de conception inédite. Cheveux naturels européens entièrement tressés et montés par « des petites mains aux doigts de fées » (Gault et Millau).

100 % MAISON

Examen-Conseil à :

EUROCAP-BRIDGECAP

75001 PARIS, 4, rue de Castiglione (1) 260-38-84

et à Bordeaux - Lille - Limoges Lyon - Mulhouse - Nancy - Nantes Reims - Rennes - Toulon Toulouse.

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'e.a.d. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.
Cinq options professionnelles en troisième année :
- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat.
Admissions directes :
- en deuxième année : DEUG ou équivalent
- en troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : B.T.S./D.U.T.

Service de placement et des stages

EAD
15, r. Soufflot, 75240 Paris - Cedex 05 - 329-97-60
Enseignement supérieur privé
ancienne «Ecole des Attachés de Direction»
Demandez notre documentation

PRÉSIDENT DE LA TANZANIE

M. Nyerere fait une visite officielle de travail en France

M. Julius Nyerere arrive ce lundi 14 septembre à Paris pour une visite officielle de travail de deux jours.

M. Nyerere sera reçu mardi à dejeuner par M. Mitterrand et aura des contacts avec les dirigeants du parti socialiste français.

Un « prêtre » du panafricanisme

Peu connu en France, le président de la Tanzanie — Mwalimu, « maître d'école » en swahili — est l'une des grandes figures de l'Afrique, un homme dont le franc-parler et les coups de sang, les ruptures et l'entêtement ont souvent gêné dans les milieux somnolents du panafricanisme. Deux exemples récents l'ont encore prouvé. Le petit homme plein de charme et aux yeux rieurs de Dar-Es-Salaam perdra à ce point son sens de l'humour face à Idi Amin Dada — traité de « fasciste noir » — qu'en 1979, pour s'en débarrasser, il enverra quarante mille soldats en Ouganda, ruinant par la même occasion l'économie chancelante de la Tanzanie. Mais, d'un autre côté, c'est le même homme qui, depuis les tour débuts, anime la « ligne de front », ce club d'États africains qui militent en Afrique australe contre l'apartheid.

Au départ, M. Julius Nyerere, comme beaucoup de ses contemporains « pères » des indépendances africaines, avait été tenté de croire qu'à l'occasion de la décolonisation un Eden africain pourrait se recréer, même au Tanganyika, dont il dirigeait depuis l'origine le mouvement nationaliste. A l'époque de l'indépendance — qui précéda de peu la création, en 1964, de la fédération avec Zanzibar, qui donnera naissance à la Tanzanie, — M. Nyerere a tout juste la quarantaine et, au clinquant des maréchaux et présidents à vie d'Afrique, il oppose déjà — et le fera toujours — une simplicité affectée (une villa achetée à crédit dans la banlieue de Dar-Es-Salaam, des costumes simples) et une grande intégrité.

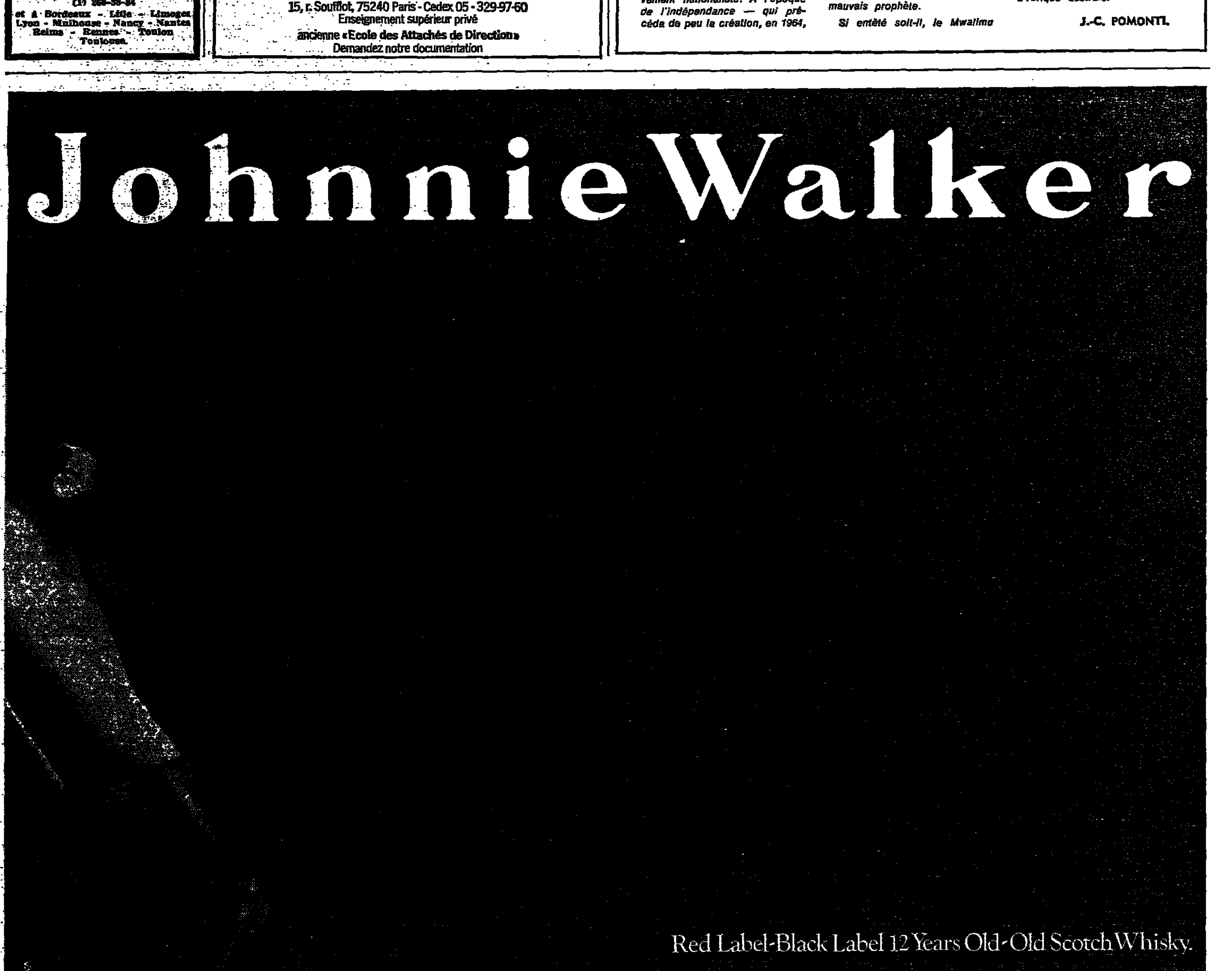
Un homme de compromis

Chez ce libéral à l'anglaise mûrit déjà la conception d'un socialisme à l'africaine, agraire, qui se définira, en 1967, dans la fameuse « déclaration d'Arusha ». A l'époque, le lancement des ujamaas, ces communautés rurales sur lesquelles la Tanzanie compte bâtir une société nouvelle, sont citées en exemple à travers le continent. Le désenchantement ne viendra que plus tard. Sécheresse, erreurs d'application, difficultés financières. Quels que soient les appuis extérieurs, notamment celui de la Chine, dont elle bénéficie, la Tanzanie semble condamnée à demeurer un pays pauvre. M. Nyerere se révèle mauvais prophète.

Si entêté soit-il, le Mwalimu a la grande qualité de reconnaître ses erreurs et le fait, souvent, avec une grande candeur. Mais il ne s'est pas taillé la réputation d'un habile tacticien. Après M. Kissinger, M. de Guiringaud, alors ministre français des affaires étrangères, a fait les frais de l'un de ces accueils « spontanés » que M. Nyerere sait réserver aux hôtes qui l'incommodent en manipulant des étudiants tanzaniens toujours prêts à aller manifester aux abords — et même sur la piste — de l'aéroport de Dar-Es-Salaam.

Mais, pour être impulsif, M. Nyerere n'en demeure pas moins un homme de compromis. Il l'a prouvé en ménageant, depuis vingt ans déjà, l'équilibre politique tanzanien et en demeurant l'un de ces interlocuteurs africains que pays occidentaux et pays de l'Est attaquent rarement de front. Il s'est réconcilié avec le Nigéria, après avoir été l'un des seuls chefs d'État africains à avoir reconnu le Biafra, et, sur la question de la Rhodésie hier comme sur celle de la Namibie aujourd'hui, il semble toujours ouvert au dialogue en dépit de l'appui qu'il a consenti aux mouvements de libération armés d'Afrique australe.

J.-C. POMONTI.



LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

Le congrès de Valence ne sera saisi que de la motion présentée par M. Lionel Jospin

Le comité directeur du P.S., réuni samedi 12 septembre à Paris, s'est achevé par un rassemblement des courants autour du texte proposé par M. Lionel Jospin, au nom de son propre courant. Toutefois la « synthèse » obtenue avant le congrès lui-même — prévu à Valence du 23 au 25 octobre — n'a été réalisée qu'entre trois des quatre courants du parti, ceux de MM. Jospin (Mitterrand), Mauroy et Chevènement. Les amis de M. Rocard avaient en effet décidé d'accepter en l'état le texte de M. Jospin, et de ne pas proposer leur propre texte. Ils n'ont donc pas, et ne devraient pas dans l'avenir, participer aux discussions sur la répartition des responsabilités dans les directions nationale et fédérales.

Bien qu'ils n'aient pas participé à l'élaboration de la synthèse, faute d'avoir présenté un texte, les rocardiens seront cependant présents au sein de celles-ci. « Nous tiendrons compte de la réalité du parti », a indiqué M. Jean Poperen avant d'ajouter, à l'adresse des amis de M. Rocard, « il nous appartiendra de définir votre place. »

Le caractère inopérant de la représentation proportionnelle — celle-ci ne produit ses effets que lorsque les courants s'affrontent devant les militants — a d'ailleurs conduit M. Pierre Joxe à rappeler son opposition de longue date à cette règle qui favorise le jeu des courants. Il reste que, la fonction des dirigeants du P.S. ayant changé — leur rôle est désormais d'être des relais de l'action gouvernementale, — on ne peut s'étonner de voir changer « de facto » le mode de désignation des dirigeants.

Faute de débat politique, les discussions les plus importantes se sont déroulées au sein de la commission des résolutions. Cette instance a accueilli notamment le premier ministre (pendant quarante-cinq minutes) et le secrétaire général de l'Elysée, qui a participé à l'ensemble des travaux du comité directeur. M. Pierre Bérégovoy a reproché aux amis de M. Rocard d'abdiquer toute « dignité politique ». L'essentiel des débats se résume en un dialogue de sourds : exprimez vos différences ! disaient en quelque sorte les mitterrandistes aux rocardiens. Nous somme d'accord avec l'action gouvernementale, nous ne pouvons donc être en désaccord avec la ligne du parti, répliquaient ces derniers.

Aucune divergence n'ayant pu formellement être constatée, les militants seront saisis d'une seule et même motion.

J.-M. C.

Après l'approbation du rapport d'activité du secrétariat national, présenté par M. Jean Poperen, M. Lionel Jospin introduit le débat sur la préparation du congrès de Valence. Le premier secrétaire souligne qu'« *il n'y a pas de divergences connues* » au sein du parti sur la politique du gouvernement. « *L'unité du gouvernement, l'unité du pouvoir ne sont pas en cause*, affirme-t-il ; *ce qui est en cause, ce sont les conditions dans lesquelles nous préparons le congrès.* »

Après avoir constaté que les socialistes « *sont ensemble au gouvernement* », M. Jospin demande : « *Devons-nous être, dès le début de la discussion, ensemble sur un même texte ?* » Pour répondre, indique-t-il, il faut se référer à certains principes, à savoir : « *le P.S. n'est pas le gouvernement* », il n'y a donc pas de relation entre les rapports de force internes au P.S. et la composition du gouvernement : le P.S. « *a le sens du débat* », et ce débat ne nuit pas à l'unité du parti. M. Jospin précise alors qu'il faut s'interroger sur le point de savoir s'il existe des politiques différentes au sein du parti : il ajoute qu'à son avis ces différences, bien que de moindre importance que celles qui prévalaient avant le 10 mai, existent et sont liées, notamment à la lecture du passé. « *Imaginez que nous n'ayons pas dissous l'Assemblée nationale*, s'exclame-t-il ! *Une telle divergence, pour moi, garde sa résonance.* » (1)

Après avoir invoqué qu'« *il y a place pour un débat serein* » pour préparer le congrès, notamment sur les questions internationales et sur le rôle du parti, M. Jospin affirme : « *la direction, qui a assumé des responsabilités dans la période difficile qui a conduit à la victoire, souhaite pouvoir les assumer dans la période qui vient* ».

Le premier secrétaire relève ensuite que, dans le passé, il n'y a jamais eu de motion unique et et « attire l'attention sur les *inconvénients* » d'une motion unique, notamment à l'égard des nouveaux adhérents. Il rappelle : « *S'il n'y a pas de motion, il n'y a pas de courant ; s'il y a une seule motion, il y a un seul courant.* » Et tous les autres courants disparaissent.

M. Jospin affirme enfin qu'il est candidat au poste de premier secrétaire (auquel il avait été élu au congrès extraordinaire de Créteil, au mois de janvier dernier, au cours duquel M. Mitterrand avait été officiellement désigné comme candidat du P.S.). A ce poste, explique-t-il, il n'admettra pas « *que se constituent des courants clandestins* ».

Au cours de la discussion, M. Georges Sarre souligne que le CERES est d'accord « *sur bien des points* » avec la motion déposée par M. Jospin et précise : « *Le CERES est pour une synthèse sur une base claire, c'est-à-dire sur les bases de Metz.* » Il souhaite que le parti s'exprime et définisse les priorités de l'action.

MM. Bernard Derosier et Roger Fajardie proposent, au nom du *courant Action socialiste* (B. M. Mauroy), le gel des positions des courants sur la base des résultats du congrès de Metz ; ils soulignent les convergences qui existent entre les contributions déposées par les courants A et B.

M. Michel de La Fournière explique, au nom du courant C (Rocard), que le texte de M. Jospin « *est une bonne base de discussion* » et estime que, notamment sur le rythme des transformations sociales et sur les questions internationales, les positions des courants A et C sont « *très proches* ». Il affirme que « *les conditions sont réunies* » pour l'adoption d'une motion unique.

Après que M. Jean Matouk (*courant A*) eut fait l'éloge du débat démocratique, Mme Véronique Neiertz se prononce contre « *un unanimisme de façade* » et pour le maintien d'une « *ligne politique claire* ». Elle critique notamment le « *neutralisme* » des positions du CERES en matière de désarmement.

A l'issue du débat, la séance est suspendue. La commission des résolutions (au sein de laquelle tous les courants sont représentés selon la règle de la représentation proportionnelle) se réunit sous la présidence de M. Jospin. Le premier secrétaire fait savoir que la motion qu'il propose est « *ne variatur* » et souhaite que chaque courant dépose sa propre motion. Les représentants du CERES et d'Action socialiste acceptent de transformer leurs contributions en motions. Ceux du courant C, qui n'avaient pas déposé de contribution, décident d' « *adhérer* » à la motion proposée par M. Jospin.

La commission des résolutions cède alors la place à un groupe de travail où sont seuls représentés les courants qui ont déposé une motion (A, B et CERES). *Leurs représentants parviennent*, rapidement, à une synthèse sur la base du texte de M. Jospin, qui n'est pas amendé de façon significative. Les courants A, B et CERES s'accordent, également, sur les grandes lignes du nouveau rapport de forces au sein du parti (voir ci-contre).

M. Bertrand Delanoë, député de Paris, porte-parole du P.S., commente alors les travaux du comité directeur : « *La ligne politique est celle de la majorité du parti depuis le congrès de Metz. On ne peut dire qu'il y ait eu synthèse générale puisque celle-ci n'est intervenue qu'entre trois courants du parti, la quatrième ayant choisi de ne plus exister.* »

A l'issue de la réunion du comité directeur, les membres du courant A restent en séance avant de se séparer sur un constat de réussite.

(1) Avant les élections présidentielles, M. Mitterrand s'était opposé à M. Rocard sur la question de la dissolution de l'Assemblée nationale : *le premier prônait la dissolution* automatique, le second une dissolution plus tardive, après que le nouveau gouvernement eut *constaté* formellement l'impossibilité d'agir avec la majorité sortante.

La motion unique : rupture, compromis, contrat

Le projet de motion déposé par M. Jospin, et qui deviendra la motion du congrès de Valence, ne diffère pas sensiblement de la contribution présentée par le courant A (*le Monde* des 16 août et 20 août). Un long développement est consacré au passé récent et à la résistance qu'il a fallu opposer pour l'emporter aussi bien à droite, contre la majorité sortante, qu'à gauche, contre « *les attaques injustes* » de la direction communiste, enfin au sein du P.S. contre l'un des courants minoritaires pour la préparation de l'élection présidentielle.

L'essentiel du texte proposé par M. Jospin est cependant consacré à l'analyse des conditions politiques du changement. « *Nous voici devant la tâche exaltante et redoutable de créer ce précédent, de réussir cette grande première : engager pratiquement un grand pays industriellement avancé et de tradition démocratique dans la voie de la démocratie socialiste* », écrit M. Jospin.

Le temps est en effet venu d'engager « *le processus de rupture avec le capitalisme* ». Le projet de motion décrit notamment les difficultés de cette rupture et indique : « *Le pouvoir politique, pour l'essentiel, c'est nous. Le pouvoir économique, pour l'essentiel, ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel. Entre ces deux pouvoirs, y aura-t-il choc ou compromis ? Puisque nous, nous avons choisi de ne pas briser d'un coup ce système économique, mais de le transformer graduellement, cela veut dire que nous allons chercher une situation de compromis qui consacrera d'importants changements et qui, naturellement, sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail. Ce compromis sera la traduction pratique du contrat que nous avons passé avec le peuple français, sur la base des engagements pris par le candidat à la présidence de la République, par le P.S., à l'occasion des campagnes électorales de mai et juin 1981.* »

Le projet de motion souligne ensuite que les orientations gouvernementales « *s'intègrent totalement à celles définies dans le projet socialiste* ».

Le texte traite également des relations entre le parti et le pouvoir, ces relations devant être fondées sur « *l'échange et la solidarité* ».

Le premier secrétaire : il ne faut pas confondre un gouvernement et un parti

M. Lionel Jospin, qui était, dimanche 13 septembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a évoqué la réunion du comité directeur du parti socialiste. Il a déclaré : « *Il ne faut pas confondre un gouvernement et un parti (...). Il n'y a pas d'Etat P.S. (...). Si l'on suivait le raisonnement* [selon lequel les socialistes unis au gouvernement doivent l'être au sein du parti] *cela signifierait que tant qu'un gouvernement est uni — et les socialistes au gouvernement sont effectivement unis — il ne peut pas y avoir de tendances ou de discussions à l'intérieur du P.S., ou que, pour retrouver le droit à la discussion, il faudrait provoquer des divisions à l'intérieur du gouvernement. Vous voyez bien que ce n'est pas la même chose : le gouvernement, ce sont les institutions, le P.S., c'est un courant volontaire d'hommes et de femmes entrés là pour appliquer des idées, défendre une doctrine.*

» *S'il n'y a pas de débat dans le parti* [lors du congrès], *c'est à nos camarades que nous le devons. Nous nous y sommes résignés, et nous allons faire l'apprentissage d'une unité plus totale (...).*

» *Il était difficile de savoir ce que pensaient ceux qui n'ont pas présenté de textes. Quelquefois, pour bien voir les choses, il faut être loin. Samedi, ces camarades-là étaient tellement proches de moi que je n'arrivais pas à les distinguer.* »

A la question « *Souhaitez-vous la disparition* [des « rocardiens »] *en tant que courant constitué ?* », M. Jospin a répondu : « *Non, bien évidemment, [illegible] mais ils ont maintenant disparu en tant que courant. Cela est évident. D'ailleurs, il n'y a plus qu'un seul grand courant à l'intérieur du P.S., c'est la logique du comité directeur qui vient d'avoir lieu.* » A propos de la manière de désigner les dirigeants du parti, le premier secrétaire a indiqué : « *Nous élirons les dirigeants selon les normes existant actuellement. Ils* [les « rocardiens »] *seront associés, et c'est le congrès qui en décidera, mais il est bien évident que tout militant, tout responsable, qui représente une capacité de dévouement, d'énergie, de propositions au service du P.S. sera reconnu et pourra mettre son énergie et ses propositions au service du P.S. Il n'y a aucune crainte.* »

La participation des communistes

Le premier secrétaire du P.S. a évoqué en ces termes la participation des communistes au gouvernement : « *Je note que les ministres communistes, actuellement, appliquent les décisions collectives du gouvernement et [illegible] gouvernementale. Quant à ce que l'on lit dans l'Humanité, les déclarations de Georges Marchais qui disent en gros que ce que nous avons fait [illegible] mais qui formulent un certain nombre de critiques sur différents points, je les ai trouvées plutôt [illegible].* »

Interrogé sur la propension des députés socialistes à « aller plus loin » parfois que le programme de M. Mitterrand, M. Jospin a répondu : « *Ce droit est irrécusable. Sur le terrain des principes, il ne peut pas être remis en cause. Ce droit est absolu. Sinon, cela reviendrait à dire que moi, premier secrétaire du P.S., député — depuis peu d'ailleurs, — je dois demander au gouvernement de limiter les droits des parlementaires. Sur le terrain, la réponse est catégorique (...). Nous avons déjà discuté d'un certain nombre de textes. Sur la question des nationalisations par exemple, c'est vrai qu'il est possible que les députés socialistes aillent plus loin.* »

Interdire toute résurgence du rocardisme

Surréaliste ! Paradoxal ! Bizarre ! Insolite ! Ces qualificatifs employés par *les socialistes eux-mêmes à l'issue des travaux du comité directeur* traduisent à la fois l'originalité et la relative confusion qui ont marqué la journée du 12 septembre, destinée à préparer le congrès d'octobre. *Journée consacrée à l'apurement du passé ou, si l'on veut être péjoratif*, au règlement de comptes anciens.

L'opinion ou le nouvel adhérent n'avaient-ils pas quelque difficulté à trouver leur chemin parmi les courants de pensée, A (Mitterrand), B (*Mauroy*), C (*Rocard*) ou E (CERES) ? *Toute recherche est* désormais inutile ; s'il l'on s'en tient aux déclarations de l'actuel et futur premier secrétaire, M. Lionel Jospin, comme à la lettre des statuts du parti (les courants procèdent des *motions*), *le P.S., de divers qu'il était*, est *maintenant* homogène et n'est plus constitué que d'un seul et même courant. La motion déposée par M. Jospin et ses amis, amendée par ceux de *MM. Chevènement* et *Mauroy sera seule soumise au vote des militants. Elle constituera*, à partir du congrès de Valence, la ligne de tous les socialistes pendant deux ans, intervalle qui sépare les congrès ordinaires. Tel est le principal *résultat de la réunion de ce comité directeur dit de synthèse* et qui, pour la première fois dans l'histoire du nouveau P.S., a en effet permis d'élaborer une synthèse.

Pourtant l'opinion et le nouvel adhérent ne devront pas se désintéresser de cette histoire : car, pour *l'heure, les anciens courants subsistent*. Dès la fin du comité directeur, dans la nuit de samedi à dimanche, les représentants du courant A se sont réunis, tandis que les cadres du CERES se retrouvaient en assemblée *générale dès dimanche matin*. Surtout, les *négociateurs de trois* courants (Mitterrand, Mauroy et CERES) s'étaient accordés, peu de temps auparavant, au sein d'un *groupe de travail, sur le rapport des forces interne tant au niveau national* qu'au niveau des fédérations.

Ce *partage d'influence a été modifié* de la façon suivante par rapport aux résultats du congrès de Metz : le courant A passe de *47 %* à 51,6 % ; celui de M. Mauroy de *17 % à 17,5 %* ; le CERES de 15 % à 18 % ; *celui de M. Rocard* de 21 % à 15 %. Ce dernier courant, qui avait consenti à être écarté de la discussion, ou plutôt, en l'espèce, du marchandage, fait donc les frais *de l'opération. Il en va de même dans les fédérations où les rocardiens devraient perdre*, à la suite de cet accord d'état-major, trois des sept fédérations qu'ils contrôlent.

Les objectifs immédiats des amis de M. Jospin ont donc été atteints : ils souhaitaient recueillir, à l'intérieur du parti, les fruits de la victoire de M. Mitterrand ; ils avaient *proposé pour cela que chaque courant se compte sur son propre texte*. Ils ont obtenu par la *négociation ce* qu'ils auraient préféré obtenir par un vote, mais le résultat est là.

Et ce d'autant plus qu'il s'agissait également de parachever la victoire de M. Mitterrand sur M. Rocard à *l'intérieur du parti*.

On touche là une visée à plus *long terme, commune au chef de* l'Etat *et à celui qu'il a choisi pour* lui succéder à la tête du parti : prévenir toute résurgence du rocardisme, et de M. Rocard lui-même. Pour cela, il convenait non seulement *d'isoler le ministre du Plan, mais aussi de laminer les positions* de son courant. Sans doute les rocardiens, synthèse oblige, réintégreront-ils la prochaine direction du P.S. Mais ils ne seront pas en *mesure d'y peser d'un grand poids.*

Pourquoi prévenir ? Parce que chacun semble convaincu, au P.S., que les difficultés sont à venir, et que, *pour y faire face*, il faudra que le parti marche d'un même pas. Il s'agissait, en quelque sorte, d'opé*rer un « verrouillage » préventif* analogue à celui qui semble prévaloir au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

« Autodissolution »

Il est vrai que M. Rocard continue de poser des problèmes multiples et simultanés. Problème de structure gouvernementale d'abord : le maire *de Conflans-Sainte-Honorine est à la tête d'une administration qui était*, jusqu'alors, rattachée aux services du premier ministre ; elle est à vocation interministérielle et se trouve (comme d'ailleurs le ministère de la recherche et de la technologie dont *la titulaire est M. Chevènement*) *potentiellement concurrente de l'hôtel* Matignon. Mais il y a aussi un problème de politique gouvernementale : bien que les membres du comité directeur appartenant au cou*rant Rocard aient affirmé leur accord* total *avec l'action gouvernementale* comme avec la ligne du courant majoritaire, personne n'avait oublié les positions prises par le ministre du Plan devant ses *collègues du gouvernement réunis au château de* Rambouillet, positions hostiles aux nationalisations à 100 %. M. Rocard (comme M. Delors, qui est, lui, membre du courant Mitterrand) préfèrent des prises de contrôle à 51 %.

S'ajoute à ces difficultés (que toutefois M. Rocard s'abstient de porter sur la place publique) un problème d'homme : il n'est plus qu'un chef de file socialiste parmi *d'autres, alors qu'il aspirait à de* plus hautes destinées. Et sans doute souffre-t-il de n'avoir d'autre perspective que celle de se sacrifier sur l'autel de l'unité du parti. Toutefois, sa cote de popularité reste au plus haut. Beaucoup s'en réjouissent. *D'autres s'en inquiètent. D'au*tant que M. Rocard *et ses amis* continuent de poser — à preuve la séance du comité directeur — un problème interne au P.S.

Face aux injonctions qui leur étaient adressées, les rocardiens ont donc choisi, en quelque sorte, de saborder leur courant. « *C'est une autodissolution* », proclamait d'ailleurs *l'un des animateurs de ce courant, M. Dominique Teddei.*

Le député du Vaucluse a justifié cette attitude *par deux convictions*, à savoir, d'une part, que la solidarité dans le parti sera, dans un avenir proche, décisive pour surmonter les difficultés de l'action gouvernementale ; et, d'autre part, *que les clivages qui se révéleront dans l'action ne recouperont pas* ceux des courants tels qu'ils existent. De fait, les rocardiens ont à l'esprit que dans un tel cas de figure le sabordage auquel ils ont *procédé et la synthèse qui l'accompagne est le meilleur moyen de préserver*, et d'élargir, dans l'avenir une capacité d'intervention idéologique. Agir autrement eût conduit à figer un rapport de forces qui ne *reflète pas, à leurs yeux, l'audience réelle de leurs idées.* C'est donc un pari qu'ils ont engagé ; pari hautement risqué puisque l'expérience montre que, pour réussir au sein du P.S., il faut s'attacher à détenir *à l'intérieur même du parti de solides relais.*

Expérience méditée par le CERES, qui a toujours su préserver ses positions de pouvoir et qui, cette fois, les conforte, avec le projet de peser davantage *sur les choix politiques du gouvernement. Au lendemain du comité directeur*, les amis de M. Chevènement ont estimé que leur capacité d'influer sur ces choix se trouve accrue. Ils comptent exercer celle-ci *sur le terrain économique notamment, en prônant un contrôle sélectif des prix, une politique accentuée de baisse des taux* d'intérêt, une hostilité à ce qu'ils nomment la « *multinationalisation* » des entreprises publiques, etc.

Enfin, M. Mauroy et ses amis — qui, eux aussi, se sont dotés d'une structure solide intitulée Action socialiste, — sont en droit d'être satisfaits. *Le chef du gouvernement craignait avant tout d'apparaître comme minoritaire.* Imagine-t-on qu'un premier ministre — qui, sous la Vᵉ République, ne réussit que s'il s'impose comme *le chef de la majorité*, — *puisse n'être que le chef de file d'un courant minoritaire du P.S. ?* La « synthèse à trois » lui a permis de conjurer le danger, au prix d'un éloignement grandissant du courant de M. Rocard.

Au total, l'opinion retiendra sans doute que, fort logiquement, les socialistes se sont rangés — par M. Jospin interposé — sous la bannière de M. Mitterrand. Le rôle du premier secrétaire ne saurait cependant être *négligé : il a marqué des points en s'affirmant comme le véritable leader de son courant* et en faisant preuve d'autorité.

Mais le comité directeur de synthèse est aussi apparu comme un épisode bureaucratique dans la vie *d'un parti dont les militants souhaitent surtout débattre de l'action gouvernementale.*

Les questions de rapports de forces ayant été réglées d'en haut, le débat tant attendu devrait cesser *d'être un instrument de domination. Paradoxalement, pourquoi cette fameuse synthèse ne permettrait-elle* pas, les esprits étant libres de toute préoccupation de pouvoir, de développer sereinement une discussion portant non plus sur le passé, mais *sur les questions concrètes du présent ?*

JEAN-MARIE COLOMBANI.

A L'EXTRÊME DROITE

La « contre-fête » des « bleu, blanc, rouge »

Autour du podium et des stands installés dans le petit bois de La Roche-Couloir, à Chevreuse (Yvelines), *dimanche 13 septembre*, il n'y avait pas, loin de là, autant de monde qu'au parc de La Courneuve. Il y en avait cependant assez pour que les *promoteurs* de cette première kermesse de « *R.L.P. Hebdo* », organe du comité de soutien à M. Jean-Marie Le Pen, puissent estimer, à la fin de la journée, avoir atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé : opposer à la fête des « *rouges* » — celle de *l'Huma* — la fête des « *bleu, blanc, rouge* » rassemblant les partisans de la « *droite nationale* ».

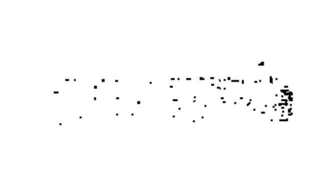
Les amis de M. Le Pen étaient venus nombreux, en effet — près de trois mille selon les organisateurs, — participer à cette « contre-manifestation ». Il y avait là les militants du Front national et du Front national de la jeunesse, les *monarchistes* de l'Action française, les membres de l'association des Amis de *Rivarol*, des chrétiens de l'association Tradition et Progrès, les animateurs de la radio libre Canal 102,5, « Voix de l'opposition et des traditions chrétiennes », quelques pieds-noirs, des militaires en civil, *etc.*, tous venus des différents horizons de l'extrême droite, pour applaudir, sous les averses, le caricaturiste Pinatel, le chanteur Jean-Max Mefret, les clowns Bibi et Popo, et d'autres artistes, en attendant le « discours de rentrée » de M. Le Pen.

Un Jean-Marie Le Pen très en verve, qui se montra alarmiste : « *Les Français semblent plongés dans le sommeil (...), alors que, depuis quatre mois, les socialistes et leurs alliés communistes sont en train de mettre en place une phase d'accélération de la décadence et de l'esclavage de notre pays. (...) Nous sommes encore, jusqu'ici, dans un pays libre, mais (...) la révolution marxiste est en marche.* »

Un Jean-Marie Le Pen accusateur : « *Le socialisme ne fait là que mettre ses bottes dans les traces des escarpins du régime précédent car il n'est pas une seule des mesures prises au cours de ces derniers mois, à l'exception des nationalisations, qui ne figurait au programme de l'un ou l'autre des partis de l'ancienne majorité (...). Nous n'avons pas été entendus (...). Ils s'en mordent les doigts, ces catholiques qui se disent progressistes : ils ont introduit le loup dans la bergerie !* »

Fataliste : « *Après tout, il fallait que la France subisse cette épreuve...* » Mais en même temps optimiste : « *Il est encore possible d'enrayer cette destinée fatale. (...) Nous allons, dans l'avenir, battre le socialisme.* » Et œcuménique : « *Il faudra l'union de tous ceux qui ont au cœur l'amour de la patrie pour battre les socialistes et les communistes dans le cadre institutionnel.* »

M. Le Pen conclut en demandant à ses auditeurs de s'engager financièrement pour l'aider à organiser « *la résistance à la tyrannie* » et éviter que la France ne devienne membre de « *l'archipel du goulag* » ! — A. R.



A LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

Il faut répondre à l'attente populaire plutôt que de rassurer les vaincus, déclare M. Roland Leroy

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, directeur de « l'Humanité », s'est adressé, dimanche 13 septembre, aux participants à la fête du quotidien communiste (selon « l'Humanité », 606 082 vignettes d'entrée à la fête ont été vendues).

M. Roland Leroy a déclaré que *« si les travailleurs expriment leur satisfaction et leur attente confiante »* devant les mesures prises depuis mai, *« ils n'en sont pas moins gravement et légitimement préoccupés par les deux questions dramatiques du chômage et de l'inflation ». « Malheureusement,* a-t-il dit, *les conséquences de la politique du grand capital se prolongent au-delà de son règne. Il faut ajouter à cela la pression que les Etats-Unis font peser sur l'économie française comme sur celle d'autres pays par la spéculation à la hausse du dollar.*

» Enfin et surtout, a ajouté M. Leroy, *la victoire électorale n'a pas mis fin à la lutte de classes. Le grand patronat n'accepte pas de plein gré qu'on atteigne ses privilèges. Il multiplie les pressions, organise un véritable tir de barrage contre le changement. »*

Le directeur de *l'Humanité* a mis en cause, à cet égard, le C.N.P.F., les hommes politiques de la droite, le secrétaire général de F.O., M. Bergeron, et le quotidien, *le Matin de Paris.* M. Leroy a déclaré que *« des mesures urgentes sont indispensables pour combattre le chômage et l'inflation »*, en particulier une aide plus large pour les familles modestes à l'occasion de la rentrée scolaire et *« des mesures énergiques pour contenir les prix »*. Il a ajouté : *« D'une manière générale, le pouvoir d'achat des travailleurs doit être préservé et amélioré pour les plus faibles d'entre eux. »*

Rappelant que 1 % des ménages possèdent le quart de la fortune française et 10 % la moitié, M. Leroy a évoqué une déclaration de M. Monory, ancien ministre de l'économie, selon laquelle l'impôt sur la fortune *« est de nature à décourager les chefs des entreprises les plus importantes »*.

« Il a raison, a dit M. Leroy, *nous voulons les décourager de poursuivre leur politique de casse et de licenciements, de gaspillage et de spéculation. C'est pourquoi, loin de regretter — comme M. Monory — l'instauration d'un impôt sur la fortune, nous estimons qu'il devrait être plus net, plus important que ce qui est prévu. »*

Écartant la *« surenchère »*, le directeur de *l'Humanité* a déclaré que, après avoir été *« les artisans du succès électoral »*, les communistes veulent *« mettre en œuvre la nouvelle politique »*, dans des *« limites »* qu'ils n'ont pas choisies, mais dont ils *« tiennent compte »*. Il a ajouté : *« Aujourd'hui, comme hier, le choix est clair. Il est entre une politique qui viserait à rassurer les vaincus du printemps et une politique qui réponde à l'attente populaire. Notre choix est évident. Nous sommes pour qu'il soit répondu à l'attente populaire. C'est dans ce sens que nous agissons. »*

M. Leroy a rendu hommage à l'action des ministres communistes, puis il a insisté de nouveau sur l'idée que *« le changement est une lutte continue »*, car *« les patrons ne renoncent pas »*. Il a déclaré : *« Les communistes et les travailleurs, artisans de la victoire électorale, veulent et doivent être les artisans d'une politique nouvelle »* M. Leroy a ajouté : *« Il faut faire ce qui est dit, réaliser ce qui est promis. Il y a, par exemple, un endroit où les choses ne changent pas vite, ni profondément : c'est le domaine de l'information, la télévision et la radio. Le droit à l'expression, le droit à l'information constituent pourtant un droit fondamental de l'homme contemporain qui ne peut s'exercer sans le pluralisme, nécessité de la démocratie. »*

Après avoir évoqué les campagnes du P.C.F. contre la bombe à neutrons et contre la politique britannique en Irlande du Nord, M. Leroy a déclaré : *« Nous proposons que le gouvernement français prenne toutes les initiatives nécessaires pour la paix et le désarmement. »*

Le directeur de *l'Humanité* a poursuivi : *« Dans la nouvelle majorité, pour aller de l'avant, pour répondre aux espérances qui se sont levées, les communistes participent au gouvernement de la France. Ils ne sont pas pour autant parti du gouvernement. Ni avocats inconditionnels de celui-ci, ni partisans de la surenchère ou de la démagogie.*

» C'est chaque jour, sur tous les chantiers du changement, que s'exprime leur contribution originale et irremplaçable à l'œuvre entreprise. C'est en étant pleinement eux-mêmes, c'est parce qu'ils sont et restent pleinement eux-mêmes, que les communistes entendent tout faire pour réussir. »

M. MARCHAIS : je me refuse à porter une appréciation tranchée après cent jours.

Au journal de la mi-journée, sur TF 1, samedi 12 septembre, M. Georges Marchais a été interrogé sur les sondages, qui indiquent une baisse de la cote de popularité du président de la République. Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : *« Qu'il y ait des gens qui ont voté à gauche, qui ont voté pour François Mitterrand, et qui éprouvent maintenant une certaine déception, ne me surprend pas. Il y a des électeurs qui avaient voté pour une autre politique, qui avaient cru voter utile de leur point de vue »*

M. Marchais a ajouté : *« Je me refuse à porter une appréciation tranchée après cent jours. Nous sommes au début d'un processus positivement engagé, à mon sens. Mais nous sommes tout au début et nous ne pouvons pas encore porter de jugement. »*

Le secrétaire général a poursuivi : *« Nous sommes au gouvernement, pour ce qui nous concerne, tout à fait décidés à tout mettre en œuvre pour réussir. Par conséquent, s'il en est qui pensent que nous y sommes pour quelques mois ou pour un an ou deux, ils se trompent. »*

Comme on lui demandait s'il pourrait, lui-même, entrer au gouvernement, M. Marchais a répondu : *« C'est possible ! On n'est pas au bout des sept années. Je peux être premier ministre ! »*

« Enfants et objets trouvés »

Le journal gouvernemental *l'Humanité* n'a pas lésiné : une fête à n'en plus finir, deux *jours pleins de sellettes,* de discours, de spectacles... Des kilomètres à parcourir, de stand en stand, à tirer les enfants par le bras pour des itinéraires en rond, de flèches en flèches, de « fédé » en « fédé », de sections en sections, à s'épuiser sous les haut-parleurs, qui alternent la lutte politique et la musique *up to date.* « Enfants et objets trouvés ». On avance au coude à *coude dans sa file,* on se dirige presque à l'odorat — baraques à merguez, baraques à saucisses — avec la vague inquiétude qu'on ne retrouvera jamais la sortie. C'est l'impression d'un piétinement, d'une ivresse de foule, au point que le décor se met à bouger comme la grande roue ou le Chutta Hooga Choochoo, le train du Far-West qui emporte les jeunes en hurlant.

Ici, Marc Ogeret dédicace ses disques. On voit son crâne qui passe. On l'entend chanter Aragon, Lorca, Maïakovski, Desnos, Apollinaire..., que couvre déjà la voix du MRAP *« Pour les Irlandais, donnez au moins une signature. »* A l'occasion, cette œuvre humanitaire vend aussi des fripes exotiques. *« A ce prix, c'est pas la peine d'aller tout nu. »* Au-dessus des têtes plane le discours de Roland Leroy. On entend : *« ... Une oreille complaisante aux pressions patronales... Les mesures énergiques qui doivent être prises... Les un pour cent qui possèdent le quart de la fortune en France... »*, bribes attrapées dans le grand flot comme des morceaux de barbe à papa. Ils sont tous là ; impossible de les compter : l'espace « Chiffon rouge », la super tombola, *Pif,* la section d'entreprise des Avions Marcel Dassault... Des centaines sous des chapeaux de papier. Ici, on vend les « une » historiques de *l'Humanité* : *« La mort de Cachin », « La mort de Thorez », « Un Soviétique a ouvert pour l'homme l'ère du cosmos »,* avec la photographie de Gagarine. Devant l'exposition Picasso — le « clou » culturel — c'est la queue au milieu de la cohue. On se prend à regarder dans le ciel les ballons rouges échappés des mains des enfants et on envie un peu leur solitude, là-haut.

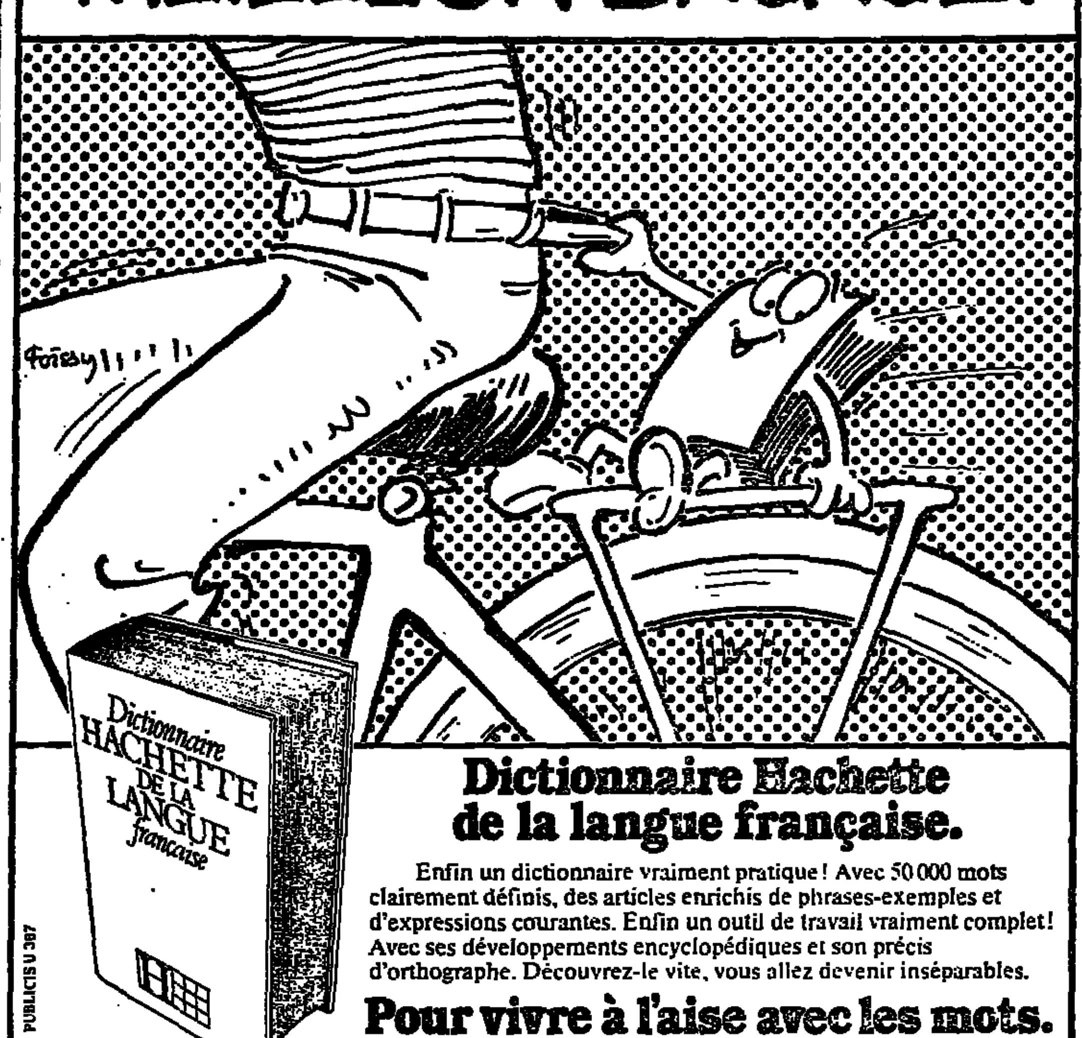
« T'as dépensé 500 balles entre hier et aujourd'hui ? » Une jeune femme s'étonne en souriant au bras de son mari. C'est qu'on trouve tout à la Fête de *l'Huma* : des langoustes créoles à 40 francs aux *meilleurs accras de La Courneuve.* Si ce n'est pas la joie — on est vraiment trop nombreux, — c'est tout de même le parcours du militant, le cross annuel qui rassemble des hommes et des femmes sous un *même idéal.*

A deux heures de la fin, ils dansent encore au son de l'Anisette 51, et le beau stand de la S.N.C.F. est toujours pris d'assaut : *« Ça y est, tu l'as vu ton T.G.V. ? »* On adhère à qui mieux mieux jusqu'au dernier moment : section d'Antony, objectif : quatre-vingts adhésions, réglées : soixante ; section de Châtillon, objectif : *cent, réglées : cent treize.* La fierté d'appartenir à un grand parti.

Les marchands aussi profitent de la fête. On vend *l'Encyclopaedia universalis,* en costume de sans-culotte sous un slogan de circonstance : *« Une révolution dans la culture. » « A la fête de* l'Humanité, *il n'y a pas que de la politique »,* dit un autre, en distribuant des *dépliants pour une agence de* voyages. Avec les heures, la fatigue l'emporte et couche les jeunes sur l'herbe mouillée à côté de ceux qui n'ont pas su éviter le stand Pernod ou le terrible Picon-bière *« qui donne le grand frisson au vin blanc ».* Les faluches et les bonnets phrygiens de travers, les pieds endoloris, la voix éraillée, il faut rentrer. Pourtant, c'était si bien d'être ensemble...

CHRISTIAN COLOMBANI.

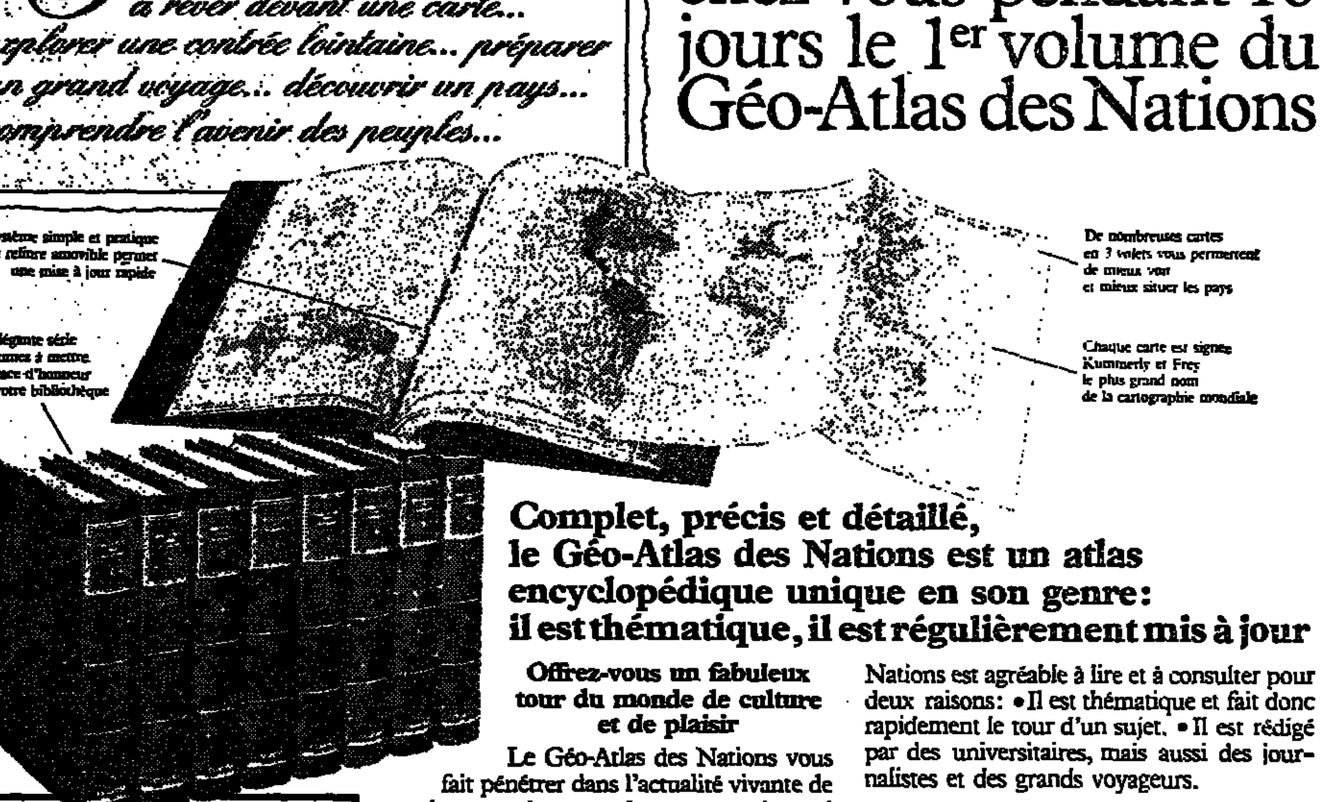
LUI, C'EST MON MEILLEUR BAGAGE.



Dictionnaire Hachette de la langue française.

Enfin un dictionnaire vraiment pratique ! Avec 50 000 mots clairement définis, des articles enrichis de phrases-exemples et d'expressions courantes. Enfin un outil de travail vraiment complet ! Avec ses développements encyclopédiques et son précis d'orthographe. Découvrez-le vite, vous allez devenir inséparables.

Pour vivre à l'aise avec les mots.



Recevez gratuitement chez vous pendant 10 jours le 1er volume du Géo-Atlas des Nations

Complet, précis et détaillé, le Géo-Atlas des Nations est un atlas encyclopédique unique en son genre: il est thématique, il est régulièrement mis à jour

Offrez-vous un fabuleux tour du monde de culture et de plaisir

Le Géo-Atlas des Nations vous fait pénétrer dans l'actualité vivante de tous les pays. A travers des cartes, mais aussi des analyses de la situation politique et économique de chacun d'eux, à travers également des reportages sur les hommes et leur mode de vie.

De plus, le Géo-Atlas des Nations est actuellement le seul ouvrage de ce genre à vous offrir des études synthétiques et thématiques actualisées pays par pays.

Un ouvrage de référence et de lecture

Un cours à mettre au point, un examen à "bûcher," un voyage à préparer... ou tout simplement un moment de détente, le Géo-Atlas des Nations est agréable à lire et à consulter pour deux raisons: • Il est thématique et fait donc rapidement le tour d'un sujet. • Il est rédigé par des universitaires, mais aussi des journalistes et des grands voyageurs.

Quand les choses évoluent, les fascicules changent

Actuel, votre Géo-Atlas des Nations le restera grâce à la formule unique des fascicules mobiles adoptés par Clartés, l'éditeur du Géo-Atlas des Nations.

Dès qu'une nouvelle information apparaît, Clartés édite un nouveau fascicule qui vous permet de mettre instantanément votre ouvrage à jour.

Non vendu en librairie. Edité par Clartés, la seule encyclopédie à mise à jour par fascicules mobiles.

Voici un aperçu du sommaire du Géo-Atlas des Nations
(volume par volume les principaux chapitres de la collection).

Tome 1: - La terre (mers et océans, climats et végétation, relief et modelé des continents) - Les hommes (population mondiale, population active, les activités humaines)
Tome 2: - Productions agricoles - Energie - Industrie - Transports.
Tome 3: - L'Europe de l'Ouest - L'Europe Centrale.
Tome 4: - L'Europe Balkanique - L'URSS - L'Asie - Le Moyen Orient
Tome 5: - L'Afrique - L'Océanie - L'Australie - Les régions polaires.
Tome 6: - Les Amériques.
Tome 7: - La France - Les Principautés - Le Monde Ibéro-Maghrebin - L'Europe et les Pays de l'Est.
Tome 8: - L'Europe et les Pays de l'Est (suite) - *Méditerranée* et *Moyen Orient* - L'Afrique - L'Orient - Les Amériques.

VOTRE CADEAU
ce magnifique globe terrestre - de 28 cm de diamètre, Pratique et décoratif, ce globe monté sur socle métallique sera adressé gratuitement à tout souscripteur du Géo-Atlas des Nations.

BON D'EXAMEN GRATUIT DU 1er VOLUME
à nous renvoyer dès aujourd'hui - sans argent

OUI, envoyez-moi pour un examen gratuit de 10 jours sans engagement le premier volume du Géo-Atlas des Nations. Si cet examen m'a convaincu, je *garderai ce premier volume.* Je recevrai ensuite en cadeau mon globe terrestre ainsi que les 7 autres volumes de cette collection. Je déciderai alors de les régler soit à crédit en 12 mensualités de 155,50 F, soit au comptant au prix de 1680 F (frais d'envoi compris). *Bien entendu, si ce premier volume décevait mon attente, je vous le renverrais dans les 10 jours sans rien vous devoir.*

GO/LM2

Nom ______ Prénom ______
Adresse complète ______
Code postal |_|_|_|_|_| Localité ______
Signature

A renvoyer dès aujourd'hui à Clartés Collections B.P. 148 21004 Dijon Cedex.

POLITIQUE

Un «parti au gouvernement»

Le discours de politique générale que M. Pierre Mauroy doit prononcer mardi devant l'Assemblée nationale sera essentiellement consacré au plan de lutte contre le chômage. Il illustrera cette conviction du premier ministre : *l'essentiel — et notamment le sort de la gauche — se joue désormais sur le front économique et social.* Récemment, dans une interview au *Pèlerin* (*le Monde* du 10 septembre), le chef du gouvernement soulignait : *« La gauche sera d'abord jugée sur sa politique économique. »*

Le premier ministre sait qu'au-delà du catalogue de mesures qu'il s'apprête à proposer la situation de l'emploi dépend, en grande partie des chefs d'entreprise, et notamment des chefs d'entreprises petites et moyennes. Ces derniers joueront ou non le jeu de la reprise selon qu'ils *auront ou non confiance.*

Cette confiance dépendra non seulement des aides qui seront allouées, mais aussi de l'évolution des droits des travailleurs. Sur ce dernier point, on *relèvera* que les débats du comité directeur du P.S., ou plus précisément le texte *présenté* par M. Lionel Jospin, tiennent compte de ces difficultés : la *« rupture avec le capitalisme »*, objectif réaffirmé, cède la place à l'élaboration du nécessaire *« compromis »* avec ceux qui détiennent le *« pouvoir économique »*. De même, M. Jean Poperen avait insisté, dans son rapport d'activité, sur la notion d'*« échelonnement »*.

Outre qu'un tel langage est de nature à satisfaire M. Rocard (et explique, en partie, la rapidité du ralliement de ses amis au texte de M. Jospin), il n'y a rien là qui contredise la volonté du gouvernement d'aller vite, comme cela a été le cas en matière de décentralisation et de nationalisations. La notion de compromis, chère à la *social-démocratie*, nourrit peut-être la relative *« déception »* de certains électeurs communistes, relevée par M. Georges Marchais, mais cette déception n'est pas de nature, pour l'heure, à entamer la qualité des conditions politiques du changement. M. Lionel Jospin a pu, sans craindre d'être démenti, se féliciter dimanche soir à *Europe 1 du comportement des* ministres communistes, aussi bien que du contenu de *l'Humanité.*

La fête annuelle du quotidien communiste fournit d'ailleurs un bon instrument de mesure de l'état d'esprit du P.C.

La fête de *l'Humanité* est, d'une année à l'autre, toujours semblable et toujours différente, comme l'a dit M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F. et directeur de son quotidien, le dimanche 13 septembre, au rassemblement annuel de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Il y a un an, les socialistes étaient absents, pour la troisième année consécutive, de la traditionnelle *fête de famille communiste* ; cette année M. Leroy a accueilli à La Courneuve, samedi, une délégation de *l'Unité*, l'hebdomadaire du P.S., conduite par son directeur, M. Claude Estier, député de Paris, et deux ministres socialistes, MM. Georges Fillioud (communication) et Jack Lang (culture) se sont rendus à la fête, l'un vendredi, l'autre dimanche.

L'an dernier, M. Georges Marchais, qui n'avait pas encore été désigné officiellement comme candidat à l'élection présidentielle, était omniprésent à La Courneuve : il inaugurait la Cité internationale, dédicaçait son livre *l'Espoir au présent*, partout *proposé aux visiteurs par les militants*, parlait à la télévision, à la radio et s'adressait à la foule, sur la scène centrale, le dimanche après-midi. Cette année, c'est M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central, qui a inauguré l'espace où étaient réunis les stands de *quatre-vingt-cinq* journaux de P.C. ou de mouvements de libération, et, si M. Marchais a donné, samedi, sur TF 1, un avant-goût de ce que va être la politique *de son parti en* cette rentrée, c'est à M. Leroy qu'il est revenu de l'exposer, dimanche, *devant* les participants au meeting central.

M. Marchais prendra la parole, mardi, à l'Assemblée nationale, dans le débat de censure, et surtout le 20 septembre au *« Club de la presse »* d'Europe 1. Il a indiqué, dimanche, en réponse à la question d'une journaliste, que, au prochain congrès du P.C.F., qui doit se réunir au *début de février* 1982, il sera candidat à sa propre succession au secrétariat *général. Il reste qu'un* certain effacement de l'ancien candidat à la présidence de la *République* était sensible non seulement dans le protocole de la fête, mais aussi dans l'intérêt exprimé par les militants. Ces derniers ont quelque peu scandé le nom du secrétaire *général, lors du meeting* de dimanche, mais en l'associant plusieurs fois à celui de M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, ministre d'État, ministre des transports, *sur qui semble se* concentrer la plus grande part de la popularité dont bénéficient les quatre membres communistes du gouvernement. La discrétion de M. Marchais — ou le retour à une expression plus collégiale de la direction du parti — s'explique, d'ailleurs, *suffisamment par le* fait que le P.C.F applique aujourd'hui une politique sensiblement *différente*, au moins dans ses effets, de celle dont le secrétaire général avait été le héraut pendant la campagne présidentielle.

On retrouve pourtant certains *accents de cette ligne dans* le discours que M. Leroy a prononcé dimanche. Certes, le P.C.F *ne cesse pas d'être un parti de* gouvernement — ou plutôt, comme l'a souligné le directeur de *l'Humanité*, parti « au » gouvernement, — *confiant* dans le gouvernement — confiant dans la poursuite du *« processus »* engagé le 10 mai et respectueux des *« limites »* que les électeurs ont fixées au changement en votant pour M. Mitterrand. Mais, s'ils refusent la *« surenchère »* et la *« démagogie »*, ils ne veulent pas être des *« avocats inconditionnels »* du gouvernement auquel ils participent. Tout en tenant *compte de la résistance du* patronat, et précisément parce qu'ils ne sous-estiment pas les difficultés que cette hostilité crée au gouvernement, les communistes estiment *« urgentes »* des mesures *« énergiques »* pour combattre le chômage et l'inflation. *« La victoire électorale n'a pas mis fin à la lutte des classes »*, a déclaré M. Leroy, ajoutant qu'un choix doit être fait *« entre une politique qui viserait à rassurer les vaincus du printemps et une politique qui réponde à l'attente populaire »*.

M. Marchais a indiqué, pour sa part, à la télévision, que, au vu des derniers sondages, il n'est pas *étonné que certains électeurs de* M. Mitterrand soient aujourd'hui *« déçus »* : ceux, a-t-il dit, qui *« avaient cru voter utile de leur point de vue »*. Aux électeurs communistes fidèles, comme à ceux qui s'étaient détournés du P.C.F aux élections *présidentielle et législatives et qui*, peut-être, aujourd'hui, s'interrogent sur la justesse de leur choix, les *dirigeants communistes* disent qu'il faut, comme l'a déclaré M. Fiterman, *« pousser à la roue »* face aux tentatives du patronat pour s'opposer au changement.

M. Leroy a désigné, par exemple, *« un endroit où les choses ne changent pas vite ni profondément »* : la radio et la télévision. Les communistes estiment que la façon dont l'information y est traitée reflète encore le *point de vue des vaincus* de mai et juin derniers. Leurs critiques portent sur la conception de l'information et sur le fait que, mis à part MM. Marcel Trillat à Antenne 2 et Michel Cardoze à France Inter, la deuxième composante de la majorité ne s'exprime pas *encore* à la radio et à la télévision.

Les communistes souhaitent aussi que le gouvernement fasse preuve de plus d'énergie pour *« contenir les prix »* et favoriser la création d'emplois. Enfin, ils affirment leur autonomie en tant que parti par rapport à la politique internationale du chef de l'État et du gouvernement. Cent dix mille personnes ont signé, samedi et dimanche à La Courneuve, une pétition contre la décision américaine de fabrication de la bombe à neutrons, pétition qui sera remise à l'ambassade des États-Unis. Les communistes ont *également exprimé*, au *cours* de la fête, leur solidarité avec les patriotes irlandais contre la politique de Mme Thatcher.

Constatant que le climat, dans l'électorat de gauche, est, comme le disait M. Paul Laurent, membre du secrétariat, d'*« attente mais d'attente confiante »*, et observant, comme M. Marchais, un début de *« déception »*, les communistes *s'emploient* à exprimer l'attente plutôt qu'à entretenir la déception. Ils peuvent, ainsi, canaliser une certaine méfiance vis-à-vis de la direction socialiste de l'État, soit pour l'aiguillonner, soit pour la contrer. La réunion du comité central, qui doit notamment *examiner, des 17 et 18* septembre, les grandes lignes du texte préparatoire au vingt-quatrième congrès, devrait confirmer qu'il n'est question, pour l'instant que d'aiguillonner l'action gouvernementale.

PATRICK JARREAU.

Un sondage du CIDES

● 71 % DES CADRES SONT FAVORABLES A L'IMPOT SUR LA FORTUNE.

● 50 % SONT OPPOSÉS AUX NATIONALISATIONS.

Pour moitié les cadres sont hostiles aux nationalisations, mais près des trois quarts sont *favorables à l'impôt sur la fortune* et à la décentralisation, indique un sondage du CIDES publié le lundi 14 *septembre par le Quotidien de Paris*. Ce sondage, intitulé *« Les cadres jugent les cent jours »*, a été réalisé du 7 au 11 septembre, à la demande de la confédération française de l'encadrement-C.G.C., par le Centre d'information et de diffusion économique et social (*CIDES*), auprès d'un échantillon national de mille cadres.

L'extension du secteur public et *nationalisé* a recueilli 50 % de réponses défavorables, 42 % de favorables et 8 % sans opinion. *Le gel du programme nucléaire* est désapprouvé par 56 % des personnes interrogées, 41 % étant *favorables* et 3 % sans opinion.

En revanche, 71 % des cadres sont favorables à l'impôt sur la *fortune* et 24 % seulement contre, 5 % ne se prononcent pas. De même, en ce qui concerne la décentralisation, le sondage fait apparaître 74 % de réponses positives, 19 % de négatives et 7 % sans *opinion*. Enfin, une très forte proportion (81 % et 73 %) est contre l'accroissement — respectivement — de la pression fiscale et des cotisations de la Sécurité sociale. Quant au plafonnement du quotient familial, 40 % sont pour, 35 % contre et 25 % ne se prononcent pas.

M. BLANC : il faut une « entente parfaite » entre le R.P.R. et le P.R.

La deuxième session de l'université d'été du parti républicain a pris fin samedi 12 septembre à La Canourgue (Lozère). M. Jacques Blanc, maire de cette commune et secrétaire général du P.R., a réaffirmé que la formation qu'il dirige est *« fidèle à une stratégie d'unité à tous les niveaux »*. A propos de l'unité au sein de son parti, il a déclaré : *« Cette unité-là ne laisse pas de place aux ambitions personnelles. »* Il a souligné la nécessité d'une *« coopération active au sein de l'U.D.F. »* et a rappelé : *« Pour notre part, nous avions même souhaité franchir une étape supplémentaire en allant jusqu'à la fusion. »* Enfin, en ce qui concerne les rapports au sein de la majorité tout entière, M. Blanc a indiqué : *« Je suis de ceux qui pensent qu'il doit y avoir une entente parfaite entre les deux piliers de l'opposition que sont le R.P.R. et le P.R. »*

● *M. Jean-François Deniau*, *ancien ministre, a déclaré samedi* 12 septembre au micro d'Antenne 2 : *« Ceux qui croient que M. Valéry Giscard d'Estaing va disparaître se trompent. Il est normal qu'un ancien président de la République ait quelque chose à dire sur la situation politique, mais il ne peut pas intervenir sur n'importe quoi, son intervention doit correspondre à une nécessité. »* M. Deniau a aussi dénoncé la *« boulimie »* de réformes du gouvernement, ses *« orientations ambiguës et contradictoires sans rapport avec les problèmes de l'inflation et du chômage »*.

Quatre élections cantonales...

GARD : canton de Lédignan (2e tour).

Inscr., 3 212 ; vot., 1 988 ; suffr. expr., 1 872. Mme Françoise *Laurent-Perrigot*, P.S., 1 371 voix, *ELUE* ; M. Francis Fesquet, *U.D.F.*, 501.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Francis Perrigot, P.S., décédé, qui avait été réélu au *premier tour des cantonales de mars* 1979 avec 1 391 voix contre 568 à M. Clément, P.C., et 429 à M. Fesquet, *U.D.F.* Il y avait eu 2 447 votants et 2 388 suffrages exprimés sur 3 162 inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle, la fille du conseiller général décédé, Mme *Laurent-Perrigot*, était arrivée en tête avec 966 voix (soit 49,18 % des suffrages exprimés), *devant M. Clément*, P.C., avec 467 (soit 23,77 %), M. Fesquet, U.D.F., avec 324 (soit 16,49 %), et M. Gantier, soc. ind., maire de Saint-Bénézet, avec 207 (soit 10,53 %). *Il y avait eu 2 002 votants* et 1 964 suffrages exprimés sur 3 212 inscrits.

En pourcentage, *la candidate* socialiste retrouve presque au second tour l'ensemble des voix de gauche du premier *tour* : 72,23 % au lieu de 72,96 %. Toutefois, avec 1 371 suffrages au second tour, elle enregistre un manque à gagner de 62 voix. Mme Laurent-Perrigot, née le 27 février 1950 à Nîmes, est la benjamine de l'assemblée départementale, où elle sera la seule femme à *siéger*.]

ILLE-ET-VILAINE : canton de Saint-Malo-Nord (1er tour).

Inscr., 20 180 ; vot., 10 554 ; suffr. expr., 10 392. MM. Christian Morvan, ind., 5 559 voix, *ELU* ; Louis Chopier, P.S., m. de Saint-Malo, 4 083 ; Jean Lemaître, P.C., 560 ; Joël Martini, *U.D.B.* 190.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Ernest Pinçon (R.P.R.) décédé en juillet, qui avait *été réélu* au second tour des élections cantonales de mars 1976 par 5 892 voix contre 4 768 à *M. Chopier*, P.S., et 95 à M. Masson, mod., sur 18 668 inscrits, 11 142 votants et 10 755 suffrages *exprimés*. Au premier tour, Ernest Pinçon était arrivé en tête avec 3 318 voix contre 2 873 à M. Masson, 1 844 à M. Chopier, 1 576 à M. Lemaître (P.C.), 671 à M. Boucot (Cent. dém.), 566 à M. Keltz (rad.) et 374 à M. Videment (M.R.G.), sur 16 420 *suffrages exprimés*.

Candidat unique de l'opposition, M. Christian Morvan, né le 25 mars 1925 à Saint-Malo, qui est transitaire et agent de voyages et préside la chambre de commerce et d'industrie de sa ville natale depuis novembre 1976, a obtenu 53,49 % des voix *en mars* 1976, soit un peu moins que son prédécesseur, réélu avec 54,78 % en mars 1976. Au premier tour du scrutin de 1976, l'ensemble des modérés totalisait 63,58 % des voix, *alors que le total des voix de* gauche représentait 36,41 % des exprimés. Au second tour, M. Chopier avait recueilli 44,33 %. Cette fois, la gauche obtient 46,50 %, mais, en son sein, le rapport des *forces* est profondément modifié : le P.C. recueille 5,38 % des voix (au lieu de 15,12 % en 1976) et le P.S. 39,28 % des voix (au lieu de 17,69 %).

L'élection de M. Morvan permet à ce dernier de se poser en challenger de M. Chopier pour la mairie de Saint-Malo et de prendre une sérieuse option pour conduire la liste de l'opposition en 1983.]

INDRE-ET-LOIRE : canton de Tours-Sud 5 (1er tour).

Inscr., 16 513 ; vot., 4 890 ; suffr., expr., 4 850. *MM. Michel Trochu*, sans étiq., div. d., adj. au m. de Tours, 3 103 voix ; Jean Germain, P.S., 1 298 ; Maurice Demaret, P.C., 449. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de remplacer Jean-Paul *Chassagne*, div. *mod.*, décédé, qui avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 4 650 *voix contre* 3 071 à M. Robert Fontenas, P.S., sur 7 721 suffrages exprimés et 7 913 votants.

Au premier tour, Jean-Paul Chassagne était arrivé en tête avec 3 998 voix (soit 49,23 % des 8 121 suffrages exprimés) contre 2 073 (soit 25,52 %) à M. Fontenas, P.S., 1 150 (soit 14,16 %) à M. Demaret, P.C., 791 (soit 9,74 %) à M. Bertrand *Garrigue*, R.P.R. et 109 (soit (1,34 %) à M. Jean-Charles Thélot, royaliste.

Bien qu'il ait dépassé la barre des 50 % (63,97 %) des exprimés, M. Trochu n'a pu être proclamé élu, le nombre de ses voix étant inférieur au quart du nombre des inscrits.

Au sein de la gauche, le P.S. enregistre un léger mieux (26,76 % au lieu de 25,52 %) et le P.C. un petit recul (9,25 % au lieu de 9,74 %).]

PYRENEES-ATLANTIQUES : canton d'Hendaye (1er tour).

Inscr., 15 653 ; vot., 8 777 ; suffr. expr., 8 551. MM. *Daniel Poulou*, div. mod., m. d'Urrugne, 4 192 voix ; Raphaël Lassalette, P.S., premier adj. au m. d'Hendaye, 3 436 ; Robert Bacqué, P.C., 923. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de remplacer Jean Poulou, M.R.G., décédé le 2 juillet. Conseiller général depuis 1964, Jean Poulou avait été réélu au second tour des cantonales de 1976 avec 5 182 voix contre 4 182 à M. Ignace *Beloqui* (U.D.R.) sur 9 364 suffrages exprimés, 9 663 votants et 13 791 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 13 792 ; vot., 9 466 ; suffr. expr., 8 939 ; MM. Beloqui, 3 186 ; Poulou, 2 527 ; Mme Nicole Pery, P.S., 1 806 ; MM. Yves Perez, P.C., 1 107 ; Marc Legasse, sans étiq., 313.

Seul représentant de l'opposition, le fils de l'ancien conseiller général, M. Daniel Poulou, *obtient* 49,02 % des suffrages exprimés, soit moins que les 52,44 % recueillis par M. Giscard d'Estaing le 10 mai dernier. Dans la *commune de Ciboure, dont son père* était le maire, il a la majorité absolue alors que la gauche y était *arrivée en tête à l'élection présidentielle* et aux législatives. Lors du scrutin législatif, le candidat socialiste était d'ailleurs majoritaire dans l'ensemble du canton. A Hendaye, dont la municipalité est socialiste, le premier adjoint maintient les positions du P.S.]

Orientation maintenue dans les obédiences maçonniques

M. Paul Gourdot élu grand maître du Grand-Orient de France

M. Georges Marcou succède à M. de Just à la tête de la Grande Loge de France

Après l'Ordre mixte international du droit humain qui a élu à sa tête, le 6 septembre Mme Elise Rouet pour succéder à Mme Yvette Lucantis, les deux principales obédiences maçonniques françaises, le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) et la Grande Loge de France (G.L.D.F.), ont tenu du *10 au 13 septembre* leur convent annuel. Dans les deux cas les grands maîtres sortants n'étaient *pas rééligibles avant un an.*

A M. Roger Leray qui quitte le conseil de l'ordre du G.O.D.F au terme de ses trois ans de mandat succède M. Paul Gourdot, que les trente-trois membres du conseil *de l'ordre ont élu grand-maître* par 19 voix, contre 14 voix à M. Edmond Corcos, ancien grand-maître adjoint sous la présidence de M. Michel Baroin, en 1978-1979.

M. Paul Gourdot, dont la candidature était soutenue activement par M. Roger Leray (membre du P.S., tendance Mitterrand, courant A) est directeur de la Confédération des travailleurs intellectuels (que préside M. Letulle, notaire à Paris). Il a occupé des postes de responsabilité au sein du Grand-Orient. Il fut notamment, lui aussi, grand *maître adjoint en 1978-1979* aux côtés du grand maître Michel Baroin, puis en 1979-1980, auprès de M. Roger Leray.

En battant son concurrent, M. Edmond Carcos, le nouveau grand maître assure la continuité du courant le plus progressiste qu'avait *illustré*, entre les années 1962 et 1971, la grande maîtrise de M. Jacques Mitterrand (sans *aucune parenté avec le président* de la République) M. Leray, qui soutenait la candidature de M. Gourdot, *s'était d'ailleurs présenté* en 1978, avec l'appui de M. Jacques Mitterrand, contre M. Michel Baroin, représentant une tendance modérée (radicale).

A l'inverse, le « vaincu » du *dernier convent*, M. Edmond Corcos, socialiste (tendance Rocard), s'était présenté à la grande maîtrise en 1977 contre M. Jacques Mitterrand, favorisant ainsi indirectement *l'élection de M. Michel* Baroin, qui succédait à M. Serge Behar, lequel avait lui-même *remplacé* en 1975 M. Jean-Pierre Prouteau.

L'élection de M. Roger Leray en 1979 avait marqué un tournant : en rompant avec la tendance modérée de ces trois grands *maîtres*, elle réaffirmait, en effet, une orientation « progressiste » et assurait à la tête du *Grand-Orient* une dominante socialiste assez proche, aujourd'hui, de celle du gouvernement Mauroy. Le grand maître Paul Gourdot maintient donc une tradition restaurée en *1979* après l'interruption de trois grandes maîtrises qui se proclamaient « apolitiques ».

A la Grande Loge de France, dont les grands maîtres sont élus *directement* par les députés de l'ensemble des loges (et non par le conseil suprême comme au Grand-Orient), l'élection de M. Georges Marcou (grand maître en *1978-1979*), *seul candidat* à ce poste, où il remplace M. Michel de Just, est également le signe de la *continuité*; *mais, ici*, une continuité d'« apolitisme ».

Si les tendances sont beaucoup moins marquées qu'au Grand-Orient, et généralement plus modérées, la gauche est néanmoins représentée à la G.L.D.F. et parfois même par des proches du *président de la République.* Ainsi M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui présidait naguère une loge du Grand-Orient, dont M. Guy Penne (conseiller du président) fut *ensuite* le vénérable, est-il aujourd'hui affilié à la Grande Loge sans avoir quitté le Grand-Orient — les deux obédiences autorisent pour leurs membres la double appartenance.

M. Georges Marroo, comme M. Michel de Just, développera l'effort de ses loges dans leur lutte contre le racisme et intensifiera les liens de la Grande Loge avec les maçonneries africaines et latino-américaines.

ALAIN GUICHARD.

[M. Paul Gourdot est né le 20 août 1930 à Paris. Il a fait ses études au lycée *Arago* et à *la faculté* de droit de Paris et est diplômé de l'Institut de criminologie.

D'abord chef de contentieux, puis attaché de direction de l'Association des coopératives (1958-1969), il est depuis 1970 directeur de la Confédération des travailleurs *intellectuels* de France et, depuis 1973, directeur du Fonds de formation des travailleurs intellectuels.]

[M. Georges Marcou est né à Castillon-la-Bataille (Gironde) le 16 février 1923. Cadre de l'industrie du pétrole, il est conseiller municipal de Gradignan (Gironde). Déporté de la Résistance à Mauthausen de 1942 à 1945, il avait été grand maître de la Grande Loge de France en 1977-1978.]

● *M. Gilbert Mangin*, conseiller à la Cour de cassation, a été chargé par le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, d'une mission d'étude visant à l'élaboration d'un projet *de code du travail pour les territoires d'outre-mer.* Cette nomination intervient à la suite du *voyage effectué par M. Emmanuelli* dans les territoires du Pacifique (*le Monde* du 28 août), au *cours duquel le secrétaire d'État* avait constaté *« un certain nombre de lacunes et d'injustices flagrantes dans la législation du travail »*. M. Mangin a quitté Paris le 11 septembre pour un séjour de trois semaines en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

...et six municipales

HAUTE-LOIRE : Craponne-sur-Arzon (1er tour).

Inscr., 1903 ; vot., 1 180 ; suffr. expr., 1 129. MM. Jean-Paul Proriol, sans étiq., 639 voix, ELU ; Jean-Jacques Julien, sans étiq., 382 ; Louis Berthet, sans étiq., 108.

[Il s'agissait de pourvoir le siège du maire décédé, Georges Bessac (P.S.), qui, ancien directeur du C.E.G. de la commune, disposait d'une forte implantation personnelle. Aucun des candidats ne se réclamait d'une *appartenance politique.*]

MOSELLE : Montigny-lès-Metz (2e tour).

Inscr., 15 707 ; vot., 6 464 ; suffr. expr., 6 347. Liste de défense des intérêts communaux (div. mod.), 3 255 voix en moyenne : *3 sièges* ; liste du P.S., 3 057 voix en moyenne.

[Il s'agissait de remplacer trois conseillers municipaux décédés dont le maire, Joseph Schaff, ancien député (U.D.F.-C.D.S.). Au second tour des municipales de 1977, la liste que conduisait ce dernier avait enlevé les vingt-sept sièges à pourvoir avec 6 937 voix en moyenne *contre* 4 579 à la liste d'union de la gauche sur 11 043 suffrages exprimés.

Les résultats du premier tour de *cette élection complémentaire* ont été les suivants : inscr., 15 707 ; vot., 5 450 ; suffr. expr., 5 367. Liste du P.S., 2 136 *voix en moyenne* ; liste de défense des intérêts communaux (div. mod.), 2 065 voix en moyenne ; liste de progrès et d'action communale (div. mod.), 904 voix en *moyenne* ; *liste du P.C.*, 263 voix en moyenne.

M. Maurice Dero, ancien conseiller général, ancien conseiller *municipal*, dont la liste a enlevé les trois sièges, semble avoir pris une option pour les prochaines municipales sur la mairie de Montigny, *mairie* qu'ambitionne également le chef de file de la liste socialiste, M. Jean-Pierre Masseret, actuel conseiller *général*.]

NORD : Abscon (1er tour).

Inscr., 2 661 ; vot., 7 749 ; suffr. expr., 1 726. MM. Vilcot, P.C., 672 ; Mégueule, U.D.F., 656 ; Senez, P.S., 397. *Il y a ballottage pour le siège à pourvoir.*

[Il s'agit de pourvoir le siège détenu par le maire communiste qui a donné sa démission pour raisons de santé.]

OISE : Margny-lès-Compiègne (2e tour).

Inscr., 3 791 ; vot., 2 084 ; suffr. expr., 2 022. Liste modérée, MM. Jean-Claude Lemoine, 1 056 voix, et Marcel Verdez, 1 082 : *2 sièges* ; *liste du P.S.*, MM. Robert Prayez, 951, et Bernard Hellal, 918.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de deux conseillers municipaux décédés, dont le maire Aimé Dennel, proche du R.P.R. La liste que conduisait ce dernier en mars 1977 avait enlevé les vingt-trois sièges à pourvoir.

Les résultats du premier tour de ce scrutin complémentaire ont été les suivants : inscr., 3 791 ; vot., 1 887 ; suffr. expr., 1 845 ; liste modérée, MM. Verdez, 923 voix, et Lemoine, 907 ; liste P.S., MM. Prayez, 746, et Hellal, 716 ; liste P.C., MM. Van Den Broek, 187, et Lejeune, 186.

Agé de quarante et un ans, M. Jean-Claude Lemoine, fils d'un conseiller municipal décédé, est cadre à l'usine Saint-Gobain de Thourotte. Son colistier, M. Verdez, qui, âgé de trente-quatre ans, est contrôleur de gestion à l'usine Chausson à Creil, *avait siégé au conseil municipal* de 1971 à 1977, date à laquelle il ne s'était pas représenté pour raisons *professionnelles*.

Conseiller municipal depuis 1965, M. Robert Dubois (div. mod.), actuel premier adjoint, devrait succéder à Aimé Dennel à la tête de la municipalité.]

PYRENEES-ATLANTIQUES : Ciboure (1er tour).

Inscr., 4 939 ; vot., 3 172 ; suffr. expr., 3 007. Liste républicaine de défense des intérêts locaux » (div. g.), MM. Poulou, M.R.G., 1 955 voix, André Lalanne, 1 938 et Roger Berne, 1 937 : *3 sièges* ; liste d'union de *la* gauche, MM. Jean-Baptiste Idiartegaray, 1 044, Raymond de Saint-Marc, 1 044, et François Simon, 1 033.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de trois conseillers municipaux dont le maire, Jean Poulou (M.R.G.), décédé, et de deux élus démissionnaires. Jean Poulou, également conseiller général, avait *été* maire de 1946 à 1971, puis de 1977 à son décès survenu le 2 juillet dernier. La liste, conduite par l'un des fils de Jean Poulou, M. Michel Poulou, a enlevé les trois sièges à pourvoir dès le premier tour.]

BAS-RHIN : Mutzig (1er tour).

Inscr., 2 278 ; vot., 1 388 ; suffr. expr., 1 329. MM. Bernard Bour, app. P.S., 278 voix ; Roger Buffet, sans étiq., 361 ; Marcel Brandener, sans étiq., 257 ; Raymond Fritz, 172 ; François Bustert, sans étiq., 154 ; Alfred Reisser, sans étiq., 127 ; Daniel Janneau, P.C., 80. *Il y a ballottage pour le siège à pourvoir.*

[Il s'agissait de pourvoir le siège que détenait le maire, René Brencklé (div. mod.), décédé le 2 août dernier.]

● *A Ons-en-Bray (Oise)*, 526 électeurs sur 700 inscrits ont participé dimanche 13 *septembre* au premier tour d'une élection municipale organisée à la suite de la démission du précédent conseil. Sur 504 suffrages exprimés, *la liste d'union (sans étiq.)* sur laquelle figuraient les conseillers démissionnaires a recueilli 251 voix en moyenne, et elle a enlevé sept sièges. La liste de « défense et de renouveau » (sans étiq.), proche de l'association locale de défense de l'environnement, a *obtenu* 236 voix en moyenne et trois sièges. Trois sièges restent en ballottage. Le *maire sortant, M. Jean-Claude* Gourdon, est en ballottage. Le conseil municipal avait donné sa *démission pour protester* contre le projet d'implantation d'une décharge industrielle sur le territoire communal. La population avait boycotté les précédents scrutins organisés les 8 et 15 mars puis les 5 et 12 avril derniers et auxquels aucun candidat ne s'était présenté.

● *Le conseil municipal de Gujan-Mestras (Gironde)*, une des sept communes ostréicoles du bassin d'Arcachon, a donné sa démission, vendredi 11 *septembre*. Le maire, M. Michel Bezian (div. g.), a indiqué que le conseil municipal ne voulait pas entrer *en* conflit avec les ostréiculteurs, hostiles aux travaux d'amélioration *du port de plaisance, ni* revenir sur sa décision. Les élus municipaux avaient dégagé un financement de 1 million de francs pour ces travaux.

Le Monde

société

JUSTICE

M. Badinter estime recevable la demande en révision du procès du maréchal Pétain

La nouvelle requête en révision du procès du maréchal Pétain, déposée le 21 juillet 1981 par Mᵉ Jacques Isorni, *a été déclarée recevable* par le garde des sceaux, M. Robert Badinter, qui en a *informé* Mᵉ Isorni par une lettre en date du 3 août. « Cela ne préjuge pas l'issue qui sera donnée à ma demande, nous a précisé Mᵉ Isorni, mais c'est un retour à la loi, délibérément violée par les gardes des sceaux successifs depuis 1972. »

Entre 1950 et 1972, Mᵉ Isorni avait déposé cinq requêtes en révision. Toutes avaient été déclarées recevables et avaient été instruites. Aucune n'avait abouti à une révision. En 1972, une sixième requête était déclarée irrecevable par le garde des sceaux d'alors, M. René Pleven, au motif que « *seule l'histoire* » serait susceptible de « *réviser* » des jugements rendus par la Haute Cour de justice. Le maréchal Pétain a été condamné à mort et à l'indignité nationale par cette cour le 15 août 1945 pour « *intelligences avec l'ennemi* ».

« *Cette sixième demande faite auprès de M. Pleven*, explique Mᵉ Isorni, *concernait une lettre découverte dans le bureau du maréchal Pétain faisant état d'une proposition d'accord avec le général de Gaulle.* » « *Après que M. Pleven m'eut dit que c'était irréversible et que seule l'Histoire pouvait réviser*, ajoute-t-il, *j'ai demandé à chaque garde des sceaux de revenir sur cette décision. Ils n'ont pas pris position ou n'ont fait que des réponses privées.* »

Seul M. Alain Peyrefitte a dû répondre à une question écrite de M. Edouard Frédéric-Dupont, député (apparenté R.P.R.) de Paris. Dans sa réponse, publiée au *Journal officiel* du 3 février 1979, le garde des sceaux d'alors indiquait : « *La Haute Cour de justice... est souveraine, au sens absolu du terme. Ses décisions ne peuvent être soumises aux dispositions de l'article 622 du code de procédure pénale, qui ne s'applique qu'aux juridictions répressives dont la Cour de cassation contrôle la légalité des sentences. Ces considérations de droit sont confirmées par une longue tradition : jamais depuis 1791 une décision de Haute Cour n'a été soumise à révision. Pareille révision ne saurait relever que de l'Histoire.* » En dépit de cette prise de position, une septième demande de révision fut faite auprès de M. Peyrefitte. Elle fut déclarée irrecevable.

La huitième, que M. Badinter juge, *en son principe, recevable*, fait, comme il se doit, état d'un fait nouveau, précise Mᵉ Isorni. Il s'agit d'une déclaration de Léon Blum devant la commission d'enquête, avant la comparution du maréchal devant la Haute Cour. Ce témoignage permettrait de conclure que le maréchal Pétain n'était pas coupable d'intelligences avec l'ennemi « *puisque, selon Blum lui-même*, estime Mᵉ Isorni, *il a cru faire son devoir pour épargner aux Français de plus grands malheurs* ». « *Par ailleurs*, conclut l'avocat, *je tiens à dire que j'ai envoyé la copie intégrale du dossier du maréchal Pétain au président de la République.* »

NOSTRADAMUS AFFAIRE DE FAMILLE

L'érudition contre le sensationnel

De notre envoyé spécial

Cahors. — Le dossier de Mᵉ Claude Serra, avocat au barreau du Lot, est désormais complet. Dans quelques jours, il saisira le tribunal d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) de la plainte que son client, M. Alain Pigeard de Gurbert, quarante-neuf ans, antiquaire à Cahors (Lot), a décidé, *mardi 9 septembre*, de déposer contre l'un de ses deux frères, Jean-Charles. Celui-ci, délégué régional pour la Provence d'un grand laboratoire pharmaceutique, est assurément plus connu aujourd'hui sous son pseudonyme de Jean *de Fontbrune*, en qualité d'auteur d'un livre dont on peut dire qu'il se classe dans la catégorie des best-sellers du moment, intitulé *Nostradamus, historien et prophète*, et paru l'an dernier aux éditions du Rocher (*le Monde* du 11 septembre).

Que reproche donc l'antiquaire à l'écrivain, son frère ? En peu de mots, il résume les raisons de sa décision, qu'il n'a pas prise « *sur un coup de tête* », mais qui est la conséquence inévitable « *d'une réaction graduelle, qui s'est amplifiée de jour en jour au fil des dernières semaines* ». M. Pigeard de Gurbert s'explique : « *Je ne saurais admettre que mon frère — à qui, notez-le bien, je conserve mon affection fraternelle — ait osé faire à partir des travaux de notre père non seulement une habile opération financière, ce qui, finalement, est secondaire, mais — ce qui est autrement grave, et même intolérable — qu'il ait osé faire d'une œuvre d'inspiration et d'érudition pures — totalement désintéressée — une machine à sensation et un prétexte à panique...* »

Au pilon sous l'occupation

Que vient donc faire le père dans cette histoire ? C'est simple. En 1934, un médecin généraliste de Sarlat (Dordogne), le docteur Max Pigeard de Gurbert, dont la famille est originaire de la région, s'attaque aux fameuses *Centuries* de Michel de Nostre-Dame, dit Nostradamus. Durant quatre ans, il va conserver la majeure partie de ses nuits — le jour, il continue de soigner ses patients — à étudier, traduire et commenter mot après mot, symbole après allégorie, des prédictions restées célèbres depuis leur parution au seizième siècle, mais, depuis lors, fréquemment déformées ou faussement interprétées.

Helléniste et latiniste averti, féru d'histoire et de sciences, connaisseur en matière d'ésotérisme, le médecin de Sarlat met un point final à son manuscrit en 1938. A son travail, il donne pour titre *Prophéties de maître Michel Nostradamus, expliquées et commentées*, et choisit pour nom d'auteur celui d'une branche de la famille à présent éteinte, les Fontbrune.

Publié à compte d'auteur chez un imprimeur sarladais, M. Bernard Michelet, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-un ans, qui nous a avoué « *avoir hésité avant de se lancer dans un tirage initial de cinq mille exemplaires* », pour n'être pas « outillé » en conséquence à l'époque, le livre va rencontrer un vif succès. Non pas de la part du grand public — les moyens d'information d'avant la guerre n'avaient pas l'impact qui est aujourd'hui le leur, — mais, tout au contraire, du côté des spécialistes, des chercheurs, médiévistes et érudits. Tant et si bien qu'une dizaine d'éditions se succéderont, totalisant quelque cinquante mille exemplaires. Survient la deuxième guerre mondiale. Pendant l'occupation, le livre est mis *au pilon par les autorités* : on peut, en effet, y lire, clairement énoncée, la prédiction de la chute du régime hitlérien et de son maître...

Pour Mᵉ Claude Serra, la démarche de son client pose de fait un problème « *qui va loin au-delà du livre de Jean de Fontbrune, de l'amateurisme évident de son auteur et même des tristes répercussions qu'il engendre* ». Car, l'avocat l'affirme, « *il est inadmissible que d'une œuvre d'érudition et d'inspiration méthodique et précise au plan historico-scientifique on puisse tirer sans vergogne un livre à sensation, et, de surcroît, dangereux, si l'on en peut d'ores et déjà juger par l'affolement qu'il a déjà suscité chez des esprits faibles, le traumatisme qu'il peut engendrer* ».

Aussi, M. Alain Pigeard de Gurbert reproche-t-il avant tout à son frère d'avoir « *détourné les travaux de leur père de leur véritable but pour en faire une œuvre de pure spéculation* ». Et l'avocat plaidera l'atteinte au droit moral *post-mortem* de l'auteur, l'atteinte à sa considération et à la destination d'une œuvre dont la spécificité est évidente. Pour Mᵉ Serra, « *légitimer la peur des gens, exploiter un travail dans des buts catastrophiques* » est un acte répréhensible. Il n'est pas le seul à penser de la sorte : le professeur Yves Lignon, titulaire de chaire de parapsychologie de la faculté de médecine de Toulouse et spécialiste d'hygiène mentale, nous a tenu un langage identique : « *Je ne peux*, nous a-t-il déclaré, *que désapprouver formellement des démarches qui, partant du vrai, débouchent sur l'irrationnel ! Ce sont des démarches extrêmement graves...* »

Un beau procès en perspective, que nul, à l'évidence, n'aurait pu prévoir.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

● *Sept ans après, un jeune homme avoue le meurtre de sa mère.* — Un jeune homme âgé de vingt-deux ans a avoué aux policiers de Lyon être à l'origine du meurtre de sa mère, il y a sept ans. En application des dispositions relatives aux mineurs, le meurtrier, qui était âgé de quinze ans lors des faits, conservera l'anonymat. Il a expliqué que, lors d'une dispute survenue le 2 août 1974 entre sa mère et lui, il avait poussé celle-ci dans l'escalier. Souffrant d'un traumatisme crânien, Mme X... succombait à ses blessures quatorze jours plus tard.

ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Nouveautés récentes et anciennes

La seconde vague de la rentrée scolaire va remettre au travail les élèves de six nouvelles académies le mardi 15 septembre : Paris, Créteil, Versailles, Nantes, Orléans-Tours, Rennes. A l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon le 17 septembre, il n'y aura pas d'autre rentrée avant le mardi 22 septembre, tout devant être achevé le 28 pour la France métropolitaine (avec l'académie de Grenoble) et le 29 pour les élèves des Antilles-Guyane.

La première rentrée du ministre de l'éducation nationale se caractérise par une augmentation des moyens, une volonté de réduire les échecs scolaires — en commençant par la définition d'actions prioritaires — et une incitation à l'initiative pédagogique.

Les autres « nouveautés » sont héritées *du précédent gouvernement* : les programmes du « cycle moyen » (deux dernières années de l'école élémentaire), les options *technologiques* en quatrième et en troisième, la classe de seconde « indifférenciée », dont M. Savary a toutefois limité les effectifs à trente-quatre élèves maximum.

Avant de prendre de nouvelles décisions, le ministre veut se donner le temps de faire *un constat précis, de réfléchir* aussi. Des missions d'études sont au travail.

● Les moyens

Le collectif budgétaire adopté en juillet par le Parlement a permis de créer quelque 11 000 emplois répartis entre les écoles primaires et établissements d'enseignement secondaire. Ces moyens nouveaux améliorent considérablement les conditions d'accueil puisque le *budget initial préparé par le précédent gouvernement* comptait à peine plus de 2 400 emplois nouveaux.

Dans les écoles, alors qu'aucun poste supplémentaire n'était prévu, le collectif en a créé 5 442 dont *1 900 postes supplémentaires* en formation destinés à accroître d'autant le nombre d'élèves-instituteurs admis dans les écoles normales. L'utilisation de ces moyens répond à plusieurs objectifs : éviter des fermetures de classes et permettre des *ouvertures*, améliorer les conditions de remplacement des maîtres absents par des titulaires « mobiles », mettre en place des « zones prioritaires » destinées à réduire les « handicaps ».

Les nouveaux instituteurs recrutés par un concours interne réservé aux suppléants éventuels et qui occuperont immédiatement *des emplois vacants recevront en* même temps une formation aménagée.

Dans le second degré, près de 5 000 emplois d'enseignants supplémentaires sont créés au collectif. Ils s'ajoutent aux quelque *600 qui figuraient au budget* initial. Ils permettent non seulement de reprendre mais aussi d'accroître le recrutement de professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.), brutalement interrompu avant l'élection présidentielle (il devrait y en avoir plus d'un millier). D'autre part, le nombre d'admis au CAPES et à l'agrégation pour le recrutement de *professeurs de lycées et collèges* a été augmenté respectivement de 1 555 et 296.

L'ensemble des professeurs recrutés pour cette rentrée sont placés en « stages en responsabilité » dans des classes durant un *horaire hebdomadaire plus* lourd qu'habituellement. En contrepartie, leur formation est allégée.

Les maîtres auxiliaires ayant effectué au moins la moitié d'un service continu à plein temps l'an dernier doivent être réemployés au minimum dans les mêmes conditions, mais pas nécessairement au même endroit.

● Les actions prioritaires

Une circulaire du 1ᵉʳ juillet (*le Monde* du 7 juillet) a invité les recteurs à définir au sein de chaque académie des « *zones prioritaires* » dont l'axe essentiel serait « *la lutte contre l'inégalité sociale* ». Les « *indicateurs* » retenus pour ces actions spécifiques sont, en particulier, la forte proportion d'enfants non francophones : le *pourcentage d'élèves* en retard, spécialement à l'entrée en sixième ; les difficultés d'intégration d'enfants handicapés ; l'isolement géographique, les difficultés de communication et un environnement culturel pauvre. Incitant à une gestion décentralisée, la définition de ces zones peut entraîner l'attribution de moyens supplémentaires comme *la création de structures d'accueil* particulières.

Dans les maternelles, un effort particulier est recommandé pour assurer aux enfants des zones rurales des possibilités de scolarisation semblables à celles des zones urbaines. Dans les écoles, l'attention des maîtres est attirée sur la lutte contre l'échec scolaire : on incite, en particulier, au *travail par petits groupes*, l'*organisation* de la classe pouvant évoluer selon les besoins des élèves.

Dans les collèges, des moyens nouveaux devraient permettre de relancer les possibilités déjà offertes par les instructions antérieures : aménagements pédagogiques et heures de soutien. Une prise en charge « *très personnalisée* », dès l'entrée en sixième, *des élèves en grande difficulté* est recommandée : ils pourront être regroupés temporairement pendant les heures de français et de calcul, en particulier.

Des actions sont prévues en faveur des enfants immigrés (943 881 élèves, soit 10 % des effectifs des écoles, collèges et lycées), notamment l'affectation provisoire dans une classe d'adaptation et un soutien de deux heures hebdomadaires par groupes de quinze élèves.

● Initiatives pédagogiques

Certaines innovations de cette rentrée sont héritées du gouvernement précédent. Il en est ainsi, dans les écoles, de la mise en œuvre d'instructions pour les deux classes du cycle moyen ; dans les collèges, de la mise en place des options technologiques *industrielle* et *économique en classes* de quatrième et de troisième ; dans les lycées, de la transformation de la classe de seconde, dite désormais « seconde de détermination », dont il a été précisé que les effectifs ne devront pas dépasser trente-quatre élèves ; *enfin*, dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP), de l'extension des séquences éducatives en entreprises, qui devraient concerner cent mille élèves au cours de l'année scolaire.

Cependant, l'imagination pédagogique est encouragée par une circulaire du 24 août concernant les projets d'actions éducatives *proposées aux élèves des collèges* et lycées. Les objectifs sont, ici, de diversifier les méthodes d'enseignement pour tenir compte des motivations des jeunes, de leur langage et de leur milieu de vie ; *de développer, dans et hors de* l'école, des activités, en particulier culturelles, qui favoriseraient d'autres approches du savoir ; enfin, d'inciter la collectivité scolaire à améliorer son cadre de vie.

En ce qui concerne la pédagogie des écoles, le ministère met l'accent sur la lecture, affirmant que son apprentissage et sa pratique concernent *toute la scolarité* primaire. Il insiste aussi sur la « *nécessaire continuité de la scolarité* » : les passages de l'école maternelle à l'école élémentaire devant se faire « *sans heurts pour l'enfant* » et sans que les méthodes *pédagogiques* diffèrent trop de l'une à l'autre, tandis que le passage de l'école au collège devrait être facilité par une amorce de « *multiplicité* » des maîtres et une adaptation au travail autonome dès le cours moyen.

Les *modalités* de l'orientation ont, d'autre part, été infléchies, en particulier à l'issue de la classe de troisième, de manière que les familles puissent faire appel, dans les dix jours précédant la rentrée, de certaines affectations.

● A l'étude

Le ministre de l'éducation nationale a mis en place une mission d'étude consacrée à la formation des enseignants et de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Les conclusions de cette étude devront être remises à la fin de l'année.

Il a d'autre part demandé à un inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale de faire des propositions pour régler le problème des auxiliaires.

Après avoir gelé le « *plan informatique* » de son prédécesseur, M. Savary a confié une mission *d'étude à deux universitaires qui* lui ont remis leurs conclusions fin juillet. Deux cents professeurs de toutes disciplines suivront donc, dès la rentrée et pendant un an, une formation à l'informatique dont ils devront ensuite faire bénéficier leurs collègues. A titre expérimental, une option « *informatique* » sera mise en place dans une dizaine de lycées.

SCIENCES

DANS UN RAPPORT CONFIDENTIEL

La Cogema souligne l'intérêt économique du retraitement nucléaire mais fait état d'une alternative « techniquement réalisable »

Un rapport confidentiel sur le retraitement des combustibles irradiés vient d'être remis au gouvernement par la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema). Dans ce document de cent trente pages, la Cogema apporte un certain nombre de *précisions pouvant aider le gouvernement* à préparer un des chapitres du grand débat parlementaire d'automne sur l'énergie.

● *Le revenu en devises* des contrats de retraitement passés par des clients étrangers à la France *s'élèverait à environ* 53,5 milliards de francs courants sur quinze ans, tandis que l'extension de l'usine de la Hague représenterait une dépense de 35,5 milliards de francs.

● *Le coût de fonctionnement* annuel de l'usine devrait être de 1,2 milliard de francs. Ajouté aux coûts de construction, le prix du retraitement du kilogramme d'uranium sera, estime la Cogema, de 3 700 francs, dont 63 % sont imputables au retraitement, 20 % au stockage et 17 % à la gestion des déchets.

● *L'extension de l'usine* de la Hague *permettrait d'assurer sur* cinq ans quarante-cinq mille emplois, dans l'industrie et le tertiaire. L'exploitation de l'usine elle-même devrait créer mille huit cents emplois nouveaux de haut niveau technique dans la région de Cherbourg et mille cinq cents emplois induits (tertiaire et administration).

● *Une alternative au retraitement*, le stockage intermédiaire, est « *techniquement réalisable* » pour une période de cinquante ans, *estime* la Cogema ; mais, ajoute-t-elle, aucune expérience de stockage sur une durée supérieure à dix ans n'est disponible. *Elle affirme enfin que les investissements* à consentir seraient d'environ 22 milliards de francs constants, et qu'une solution de stockage définitif devrait de toute manière être trouvée.

Faits et jugements

Des Basques espagnols demandent au gouvernement français une décision officielle sur les extraditions

Cinq des vingt-deux Basques espagnols détenus dans les prisons françaises ont entamé, ce lundi 14 septembre, leur seizième jour *de grève de la faim*. Ils demandent au gouvernement français de se prononcer rapidement sur les extraditions demandées par l'Espagne. Les chambres d'accusation des cours d'appel de Paris et de Pau ont émis des avis favorables à ces extraditions (*le Monde* des 2 et 10 juillet). Or les autorités françaises n'ont pas opposé de veto officiel à ces décisions malgré les déclarations sans équivoque du gouvernement sur ce sujet.

L'état de santé de MM. José Miguel Arrugaeta San Emeterio, Miguel Angel Aldana Barrena, Juan Carlos Arruti Aizitarte, Eugenio Barrutia Pengua Zabarte, n'inspire pour l'instant pas d'inquiétude. Le cinquième gréviste, M. Thomas Linaza, pourrait être transféré à l'infirmerie de Fresnes.

Les ministres de la justice européens se félicitent de la prochaine abolition de la peine de mort en France.

Les ministres de la justice et représentants des Etats membres du Conseil de l'Europe et de la Finlande, réunis jeudi 10 septembre à Montreux (Suisse), se sont « *félicités* » de voir la France prête à abolir la peine capitale. Ils ont souligné le « *grand intérêt* » des ministres européens de la justice pour « *tout projet législatif national visant à l'abolition de la peine de mort* ». Ils ont en outre rappelé toutes les précédentes recommandations européennes en faveur de l'abolition.

Les ministres, qui étaient réunis pour s'entretenir des problèmes posés par « *la protection de l'individu à l'âge de l'ordinateur* » et « *la durée du procès pénal* », se sont mis d'accord pour renforcer leur coopération, afin que soit mieux protégé le droit des individus, qu'ils estiment menacé par l'essor de la technologie moderne.

POUR CHOISIR UNE ECOLE PRIVEE
CENTRE CHOISEUL
SERVICE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION
23, Rue de Choiseul, 75002 PARIS
renseignements gratuits sur place
Consultations psychologiques
Tél. : 742.32.30
742.31.03

(Publicité)

C.N.A.M.
Cycles de Spécialisation en ÉCONOMIE ET GESTION
OCT. 1981 - MAI 1982

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Renseignements et Brochures : en écrivant au C.N.A.M.
292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS
ou en téléphonant : 271-24-14 et aux postes indiqués

THÈMES : N° poste :

— Analyse des Données 505
— Innovation, Recherche-Développem. et Prév. tech. 366
— Technologie et Société, Politiques scientifiques au D.E.A. Science Techonologie et Société 505 et 12
— Matières premières et Echanges internationaux 426
— Statistiques appliquées à la Prévision dans l'Entr 505 et 29
— Technique financière et comptable des Entreprises 773
— Stratégie financière de l'Entreprise 366
— Aspects socio-économiques de la Technique spatiale 366
— Marketing industriel 505 et 31

Admission : sur titre et expérience professionnelle
Durée : 50 à 100 heures — Droits : 120 francs



Directeur général — 350.000 F

Produits plastiques - Ouest - *Un important groupe international, aux activités diversifiées,* recherche le Directeur Général de sa filiale française (200 personnes, 40 millions de chiffre d'affaires) récemment intégrée, et spécialisée dans la conception, la production et la vente, de produits de matières plastiques à usage industriel. Il se verra *confier la responsabilité globale du développement de la société et bénéficiera d'une grande* autonomie d'action et de décision, soutenu, si besoin est, par l'apport technologique et financier du groupe. Il travaillera dans le cadre d'objectifs assortis de budgets qu'il aura élaborés et présentés. Il orientera et supervisera les politiques commerciale, technique et humaine tout en *les harmonisant avec la stratégie du groupe. Il prévoira par ailleurs un développement* basé sur la recherche de marchés nouveaux et la fabrication de produits complémentaires. Ce poste, basé sur la Côte Atlantique, s'adresse à un candidat de formation supérieure (technique ou commerciale) âgé de 35 *ans au moins, et pouvant justifier d'une expérience réussie dans le management d'une entreprise* à caractère industriel, notamment au plan commercial et financier. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 350.000 francs et tiendra compte de *l'expérience acquise. Il s'y ajoute une* voiture de fonction et *par la suite un intéressement aux résultats.* Prendre contact avec J.B. FOURNIER à Nantes. Réf. A/1101M

Directeur exportation — 300.000 F

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société (environ 1300 personnes) spé*cialisée dans la production et la commercialisation de biens d'équipement et leader de son secteur,* recherche pour Paris le Directeur exportation de l'un de ses deux départements qui réalise environ 60% du chiffre d'affaires global. Dépendant du Directeur Général, il proposera une politique de développement commercial *à l'exportation sur le monde entier et sera responsable de sa réalisation. Il sera* assisté *par une* quinzaine de cadres commerciaux et une dizaine de collaborateurs sédentaires. L'action commerciale est assurée au travers de filiales ou agents commerciaux et revendeurs. Le chiffre d'affaires exportation actuel représente environ 30% du chiffre d'affaires global. Ce poste important s'adresse *à un candidat d'envergure, âgé d'au moins 40 ans, de formation supérieure ou équivalence,* justifiant d'expériences convaincantes, acquises dans le cadre d'une direction exportation. Son autorité personnelle et une compétence indiscutable dans le commerce international seront primordiales. La pratique courante de *l'anglais est indispensable; celle d'une autre langue serait appréciée. La rémunération* annuelle, *pourra* atteindre 300.000 *francs* si l'expérience offerte le justifie. Ecrire. à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2103M

Directeur commercial — 300.000 F

Produits bâtiment et travaux publics - *Filiale d'un groupe européen, premier producteur de son secteur, cette société* (270 personnes, 2 usines, 200 millions de francs de chiffre d'affaires) spécialisée dans des produits industriels pour le bâtiment et les travaux publics, recherche un Directeur Commercial. Dépendant du Directeur Général avec qui il élaborera la politique commerciale, il sera responsable *de la réalisation d'objectifs fixés en rapport avec d'importants investissements. Il sera assisté par un* Directeur des Ventes et une dizaine de commerciaux, par un service produit et par un service commercial comprenant une trentaine de personnes (gestion des commandes et des stocks, planning de production, *administration des ventes, transports...). Il* s'occupera *directement de la promotion et de la publicité et sera chargé de développer l'exportation* en liaison avec les structures du groupe. Ce poste représente une intéressante opportunité pour un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur, possédant une expérience globale de la fonction acquise dans la commercialisation de *produits industriels. La connaissance des marchés bâtiment-travaux publics sera appréciée.* La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 300.000 francs. Ce poste est à pourvoir dans une ville très agréable du centre de la France. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2092M

Expert-comptable juriste — 180.000/240.000 F

Meuse - Un important cabinet d'expertise comptable et de conseil juridique recherche dans le cadre de son développement constant le responsable de son service juridique. Sa mission consistera à assurer et à développer l'ensemble des activités juridiques du cabinet (constitution de sociétés, conseils d'admi*nistration, contrats de travail, déclarations fiscales, contentieux fiscal, rapports de gestion, etc...).* La personne retenue travaillera de façon très autonome et dans un esprit de partenaire avec le directeur. Titulaire d'une expertise comptable et ayant une excellente formation juridique, elle sera âgée de 35 ans minimum et pourra *faire valoir une expérience réussie et de haut niveau en cabinet ou en conseil* juridique. Le poste *pourra* évoluer vers une véritable association. Les candidatures féminines seront examinées avec un intérêt tout particulier. Ecrire à R. SPIELER à Strasbourg. Réf. A/6086M

Responsable service achats — 170.000 F

Biens d'équipement lourds - Région Nord - *Une importante société industrielle française spécialisée dans les biens d'équipement lourds et ayant acquis un renom* international dans sa spécialité, recherche pour son usine (1.100 personnes) située dans le Nord de la France, le Responsable de son Service Achats. Relevant du Directeur de l'usine, il aura à animer et coordonner un ensemble cohérent regroupant les achats, *la relance, les magasins ainsi que les pièces de rechange, soit une équipe d'environ* 50 personnes. Il devra notamment assurer un meilleur «sourcing», moderniser les procédures et intervenir sur les opérations les plus importantes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant complété sa formation sur le plan économique (école de gestion, IAE,...), âgé d'au moins 30 ans et ayant *des qualités de négociateur et d'organisateur. Il devra justifier d'une expérience réussie des achats à un* poste de responsabilité au sein d'une usine appartenant à l'industrie de transformation (secteur automobile de préférence). La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 170.000 *francs sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire* à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2016M

Ingénieur produit — 160.000 F

Rungis - Notre client est une société de construction mécanique d'une cinquantaine de personnes qui produit et commercialise des machines pour *les industries pharmaceutiques. En position de leader sur le marché intérieur,* il désire également poursuivre son expansion *à l'exportation et consolider son organisation.* L'ingénieur produit recherché aura une place nécessairement très importante dans l'application de cette stratégie. Responsable de fait d'une nouvelle gamme à technologie avancée, il sera chargé *de suivre ces produits depuis la partie conception jusqu'à la maîtrise des problèmes de fabrication.* Ces larges responsabilités fonctionnelles pourront encore s'accroître avec la progression inévitable de l'entreprise. Le candidat retenu, ingénieur diplômé des Arts et Métiers ou de formation équivalente, *pourra justifier d'une expérience réussie d'au moins 3 à 5 années* en mécanique générale dans une entreprise où il aura su faire valoir ses qualités d'imagination et de leadership. Une pratique quasi-courante de la langue anglaise est vivement souhaitée et la rémunération, de l'ordre de 160.000 francs, *sera fonction de l'expérience et du potentiel.* Ecrire à J. HAXAIRE à Paris. Réf. A/2108M

Technico-commercial réseau — Informatique

Une importante société financière française, disposant de puissants moyens informatiques doit développer considérablement un réseau de multiples terminaux connectés à de nombreux mini-ordinateurs, eux-mêmes reliés à un site central. Pour cela, elle recherche un ingénieur chargé de suivre l'implanta*tion et la mise en route, avec le constructeur, de ces installations, qui seront réparties sur l'ensemble du* territoire français. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 25 ans, d'un niveau d'études supérieures, disposant idéalement, d'une première expérience chez un constructeur de terminaux, capable d'une grande autonomie et possédant un excellent sens du contact. Le poste est basé à Paris mais *suppose de constants déplacements. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du* candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2104M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats...
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - ... - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

DÉFENSE

Quelle politique pour la France ?

(Suite de la première page.)

Notre engagement dans l'alliance n'est pas amoindri par le caractère national de notre armement nucléaire. Du fait que la France est en Europe et que sa sécurité est liée à son environnement européen, il ajoute à la capacité militaire de l'alliance davantage encore par l'incertitude qui tient à l'indépendance de la décision française que par *son* potentiel. A cet égard, aussi, trop de commentaires ont voulu faire croire qu'un concept de *sanctuaire* élargi se serait substitué à la notion d'indépendance nationale de notre politique de dissuasion. Il n'en a rien été.

Cette situation ne nous dispense pas d'apporter à *l'alliance* une *contribution directe* par le concours de nos forces classiques. Ce concours doit prendre en compte l'ensemble de la situation à laquelle il prétendrait répondre et, par conséquent, l'hypothèse de *la menace extrême pour notre* liberté et notre sécurité, qui implique que l'engagement de notre armée s'inscrive dans le processus de la dissuasion. C'est pourquoi nos forces sont dotées d'armes nucléaires tactiques dont l'emploi constitue *l'ultime avertissement.* La signification de cet avertissement demeure la même quelles que soient les *caractéristiques* des armes. La décision de doter nos armées d'engins neutroniques dépend de nombreux éléments d'ordre technique, *financier ou politique.* La question se pose pour nous en termes originaux en fonction de notre politique et de nos responsabilités *propres* et, donc, en dehors du débat sur la présence d'armes neutroniques américaines *sur le continent* européen.

Les armes stratégiques — celles de la riposte directe sur le territoire de l'assaillant — ne peuvent exprimer à elles seules la politique de dissuasion. L'enjeu est d'une *telle* gravité que l'on ne saurait minimiser le risque de contournement par des attaques *limitées créant un déséquilibre* grave sans constituer, de prime abord, la mise en cause directe *de l'indépendance de la nation.* Qui a réfléchi aux situations auxquelles le pouvoir politique pourrait avoir à faire face et aux *conséquences* de l'engagement nucléaire ne peut méconnaître la nécessité de l'avertissement qui est, *d'abord,* l'affirmation d'une résolution : le processus de la dissuasion ne saurait être amputé sans risque. *C'est pourquoi la politique* du « tout ou rien », c'est-à-dire du tout-nucléaire stratégique sans autre complément que des forces de couverture du territoire, n'est pas acceptable parce qu'elle n'est pas réaliste et qu'elle *contient* en elle-même le sapement de la crédibilité de la dissuasion qui doit demeurer entière.

Deux données

La valeur de la politique de dissuasion *d'un pays comme* la France repose sur deux données :

1) Frapper le territoire de l'agresseur à un degré tel que le dommage causé soit réellement insupportable. Cette condition nécessaire est suffisante *dès lors que le nombre des armes* délivrées permet d'atteindre le niveau de destruction voulu ; il n'est point nécessaire d'aller au-delà. C'est pourquoi, nous n'avons pas à accumuler sans limites les armements nucléaires ;

3) L'exigence *complémentaire* tient aux capacités des vecteurs et des armes à franchir les défenses adverses et de délivrer sur le sol ennemi les puissances d'anéantissement exigées.

Trois composantes visent à atteindre *ce* double objectif.

La première force nucléaire française a été constituée par une quarantaine *de Mirage-IV, qui* doivent demeurer en service jusqu'en 1985. Une escadre de quinze appareils devrait faire l'objet de nouvelles adaptations pour être dotée de l'arme thermonucléaire A.S.M.P. (air-sol moyenne portée). *délivrée à distance* appréciable de son objectif. Cette décision ne préjuge pas de la possibilité de maintenir dans la dernière décennie du siècle une force aérienne nucléaire stratégique. Le coût des avions modernes *est tel qu'il ne paraît pas réaliste* d'envisager la constitution d'une telle force avec un appareil spécifique. C'est dans la perspective d'un avion de combat polyvalent réalisé avec nos partenaires habituels — Allemagne fédérale et Grande-Bretagne — *qu'une solution* me paraissait pouvoir être envisagée. Dans mon esprit au moins, le dossier de la force aérienne *stratégique* n'était pas clos.

C'est en 1971 qu'est entré en service *le Redoutable,* premier sous-marin de la force océanique stratégique (FOST) dont le général de Gaulle avait fixé la première génération à cinq unités.

Le sous-marin à propulsion nucléaire lanceur de missiles (S.N.L.E.) *porteurs de bombes* nucléaires, pouvant franchir de très grandes distances, constitue un système particulièrement adapté à la politique de dissuasion d'un pays des dimensions de la France. Opérant hors du territoire national, il représente une menace toujours réelle. On peut considérer qu'il demeure d'ici à la fin du siècle *le moyen privilégié* de mise en œuvre de notre dissuasion. Le renforcement de la flotte de ces *submersibles* et l'amélioration de leurs armes constituaient à mes yeux le volet prioritaire des programmes nucléaires.

Les recherches et expérimentations entreprises permettaient d'escompter la *réalisation,* à l'échéance de 1985, de nouvelles armes thermonucléaires miniaturisées *dont plusieurs* pouvaient équiper un missile et être dispersées en temps et en espace pour déjouer les défenses adverses. Avec ce *système d'armes* M4, la France accède au niveau technologique des forces des *Etats-Unis* et de l'U.R.S.S. Pour que ces nouveaux missiles puissent être embarqués, il fallait procéder à une refonte importante des S.N.L.E. existants, solution de beaucoup préférable à la construction de S.N.L.E. d'un type *nouveau* parce *que* le coût était moindre mais surtout parce qu'elle était celle qui permettait de disposer dans les délais les plus courts de la plus grande efficacité : à partir de 1985, un S.N.L.E. modernisé et équipé de *seize fusées M4 devait entrer en* service tous les dix-huit mois. C'est dans ces conditions que la construction d'un sixième S.N.L.E. de type M20 (les missiles actuels à une seule tête mégatonnique) fut arrêtée en 1976 *pour y substituer,* en 1978, celle d'un sixième S.N.L.E. de type M4 emportant dès son entrée en service le premier *lot* des *missiles* à têtes multiples dispersables dont la réalisation pour 1985 constitue un exploit technique très *remarquable.* Aucun *de* ceux qui connaissent le sujet ne peut *mettre en doute* le *bien-fondé* et l'importance de ces décisions. C'est ce programme qui est en cours.

Quelle doit être la composition de la force océanique stratégique, composante essentielle de la dissuasion *nationale* ?

On a avancé beaucoup de chiffres et bien légèrement. La réponse *relève de données précises.* Il s'agit de déterminer les dommages à causer à l'agresseur pour qu'ils puissent, par *leur* importance, être insupportables et dissuader de l'agression. Tenant compte des pertes possibles de vecteurs et d'armes, on détermine le nombre d'armes et de missiles nécessaires. Dans l'ave*nir* utile et du fait des aléas qui pèsent sur les autres composantes, ce sont essentiellement les moyens de *la force sous-marine* qui sont à considérer. L'état-major des armées a effectué les études d'estimation pour un niveau réévalué des dommages à infliger, sur la composition de la FOST et présenté ses conclusions *en juin 1978.*

Elles ont été à l'origine de la décision prise deux mois plus tard de *fabriquer l'Inflexible* dans la version M 4 et de refondre, de 1985 à 1990, quatre S.N.L.E. de première génération. Elles impliquent aussi le remplacement du *Redoutable* pour sa fin de carrière normale et un certain renforcement du nombre des S.N.L.E. J'avais ainsi proposé au chef de l'Etat, au printemps 1980, le lancement d'un septième S.N.L.E.

Avec sept S.N.L.E., deux étant en grand carénage ou arrêts d'entretien, nous pouvons disposer dans le cycle opérationnel de cinq S.N.L.E. dont trois en patrouille permanente à la *mer,* les *deux autres pouvant les rejoindre* dans des délais brefs, voire très brefs en période de tension. J'ai donc apprécié que M. Hernu — dont on sait la part qu'il a eue à l'acceptation par M. Mitterrand et par la majorité du parti *socialiste de la politique* de dissuasion nucléaire — l'ait proposé à son tour au président de la République et que M. Mitterrand ait annoncé le 24 juillet, à l'occasion de sa visite à Brest, la décision de réaliser ce septième S.N.L.E.

Un successeur du Pluton

Parce *que* la *force sous-marine* conserve pour longtemps ses avantages et parce que nous pouvons réaliser un système d'un niveau technique tout à fait satisfaisant, il faut s'attacher à réaliser dans le plus bref délai possible une *flotte* de S.N.L.E. capable de faire peser la menace de notre riposte au niveau approprié. Ce doit être la priorité des programmes militaires de la décennie 80.

La composante sol-sol, dernière venue dans nos forces nucléaires, n'en constitue pas moins un élément qui doit être conservé et renouvelé *dans* l'avenir. L'hypothèse de la possible détection des S.N.L.E. à un horizon encore inconnu rend nécessaire l'existence *d'une telle composante. Le seul* moyen de pallier le danger de la destruction, par surprise, des sites terrestres de lancement, par une frappe en premier, réside dans l'incertitude de la position des missiles.

Plusieurs systèmes sont envisageables : fusées mobiles déplacées par des véhicules routiers ou par des avions, fusées se déplaçant dans des galeries souterraines dont les issues ne sont pas apparentes. Des études ont été effectuées et chiffrées pour ces diverses *hypothèses.* Le choix d'un système dépend de considérations techniques, financières et politiques. Comme on ne peut tout entreprendre en *même temps,* je considérais pour ma part que la priorité devait être donnée au renforcement de la force océanique *stratégique.*

En ce qui concerne les armes nucléaires tactiques, le rôle qui leur est assigné conduit à une limitation de leur nombre. Le programme des armes lancées par avion est en cours : le missile A.S.M.P., qui entrera en service au cours des prochaines années dans notre aviation et dans l'aéronavale, est bien adapté à la mission de ces forces et peut être également utilisé par la flotte aérienne stratégique.

Pour les armes de théâtre, il est nécessaire de remplacer le Pluton. Les limites de son emploi l'imposent. En principe, le système Hadès a été retenu *pour lui succéder* : sa portée et ses caractéristiques donnent de plus grandes *et utiles latitudes* dans son emploi. Il n'a pas été prévu d'accroître le nombre des corps qui se sont dotés, du *fait* de la doctrine stratégique. En revanche, il est apte à recevoir des armes nucléaires à rayonnements renforcés (armes à neutrons) *s'il* était décidé d'en doter nos forces.

N BOURGES.

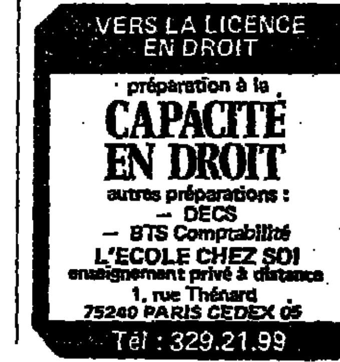
Prochain article :

NE PAS BRISER L'ÉLAN EN FAVEUR DES FORCES CLASSIQUES

Contre le froid et le bruit
DOUBLEZ VOS VITRAGES EN GLACE PLANILUX SAINT-GOBAIN
(déductible des impôts)



Comptez 600 F le m²
en glace de 8 mm. d'épaisseur
10 ANS DE GARANTIE
Crédit gratuit en 3 versements
Pose PARIS et BANLIEUE
Sté PARIS ISOLATION PROTECTION
55, av. de La Motte-Picquet 75015 PARIS
Tél. : 566-65-20 et 306-35-12
DEVIS GRATUIT
Déjà plus de 15.000 survitrages posés



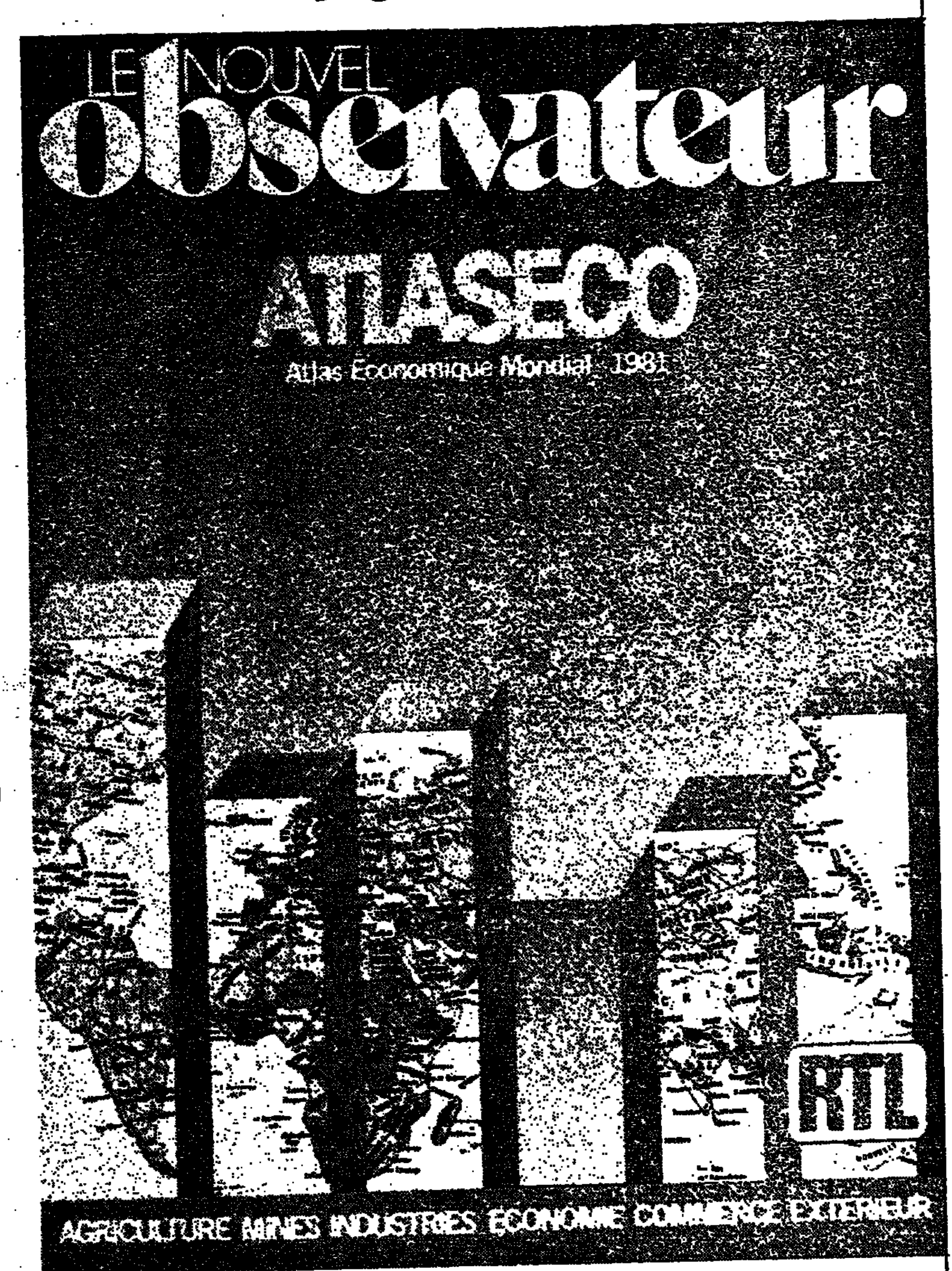




VIENT DE PARAITRE

ATLASECO 81

**L'outil indispensable
de l'homme d'affaires de l'étudiant
du passionné de voyages**



De l'Afghanistan au Zimbabwe

169 pays étudiés

les derniers chiffres des PNB, de la production agricole, minière, industrielle et manufacturière

42 F



la prospective à 5 ans

Pour 30 pays (dont la France, la Suisse, la Belgique)
taux d'inflation, taux de chomage, variation en volume du PNB pour les années 1981, 82, 83, 84 et 85

Je désire recevoir un exemplaire d'**ATLASECO 81** et vous envoie ci-joint un chèque de **42 F** (étranger 45 F avion 50 F)
libellé à l'ordre de la société **SGB** 9 rue d'Aboukir 75002 Paris

nom: ______________________

adresse: ______________________

pour certains pays, transport par bateau, réservez-le chez votre marchand de journaux habituel.

En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

ENFANTS DE LA VILLE

RENTRÉE

Files d'attente devant les crèches

A CHAQUE rentrée, le problème se pose avec la même acuité pour les *couples dont le père et la mère* travaillent. A qui confier les enfants âgés de moins de trois ans qui ne sont pas encore admis *à l'école maternelle*. Cette année, il n'est, évidemment, pas question d'envisager une garde à domicile, chacun des conjoints *ne pouvant se permettre* d'interrompre son travail à cet effet.

La meilleure solution consiste donc à faire admettre son enfant dans une crèche. Malheureusement, bien que les communes et les départements de la région Ile-de-France aient consenti des efforts importants en la matière, l'offre est *encore nettement* insuffisante. Elle ne répond probablement pas à la moitié de la demande. Dès lors, pour les *parents, il ne reste plus de solution* miracle. Ils doivent déposer leur demande d'inscription le plus tôt possible, mais sans se *faire d'illusions. Il semble que* l'essentiel des places soit d'ores et déjà occupées et les listes d'attente s'allongent. Quant aux *tarifs à la journée* dans les crèches publiques, conformément aux barèmes fixés par la Caisse d'allocations familiales, ils *varient, selon le quotient* familial, entre 12 F et 75 F.

On a *pourtant fait du chemin* depuis l'époque héroïque où l'Assistance publique prenait sur elle d'organiser quelques crèches, *se montrant alors beaucoup plus* préoccupée par les aspects strictement sanitaires que par les considérations pédagogiques. Aujourd'hui, *on distingue* deux sortes de crèches.

La crèche *familiale* regroupant des assistantes maternelles. Dûment agréées par l'administration et placées sous la *responsabilité d'une directrice* ayant un peu mission de coordination, elles reçoivent à domicile un ou plusieurs enfants (en général, trois au maximum).

En revanche, les crèches collectives *se tiennent dans des locaux* spécialement conçus et équipés pour accueillir plusieurs dizaines d'enfants et sont animées par des *puéricultrices*.

Les deux formules ont leurs défenseurs. *« Un des avantages de la crèche familiale, c'est qu'on peut quand même y laisser l'enfant lorsqu'il est légèrement souffrant »*, constate Mme Miriem Ouassini, inspectrice de la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) des Hauts-de-Seine. *De leur côté*, les crèches collectives offrent aux parents de meilleures garanties techniques et de sécurité, mais elles *coûtent fort* cher à la construction (de l'ordre de 4,5 millions de francs pour soixante berceaux) et représentent de *lourdes charges* pour les collectivités locales.

Pas seulement une garderie

Ainsi dans les Hauts-de-Seine. Le département y gère directement *soixante-six* des cent cinquante crèches en partie héritées du patrimoine de l'ancien département de la Seine (la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne sont dans la même situation). Cela représente environ quatre mille places sur les neuf mille cinq cents disponibles. Il lui en coûte quelque 130 millions de francs par an. Cette formule centralisée contraint la DASS à *veiller sur* mille trois cents agents, mais elle a également permis d'imposer peu à peu des critères faisant des crèches tout *autre chose que de simples garderies* ouvertes chaque jour de 7 heures à 19 heures pendant les douze mois de l'année. *Les* enfants y sont par exemple de moins en moins répartis par groupes d'âge mais par « petites *familles* », ce qui *permet* à un pensionnaire de rester avec le même éducateur pendant les deux ou trois ans que dure son *séjour*.

« Notre sentiment est que nos crèches fonctionnent plutôt bien », reconnaît M. Gérard Neveu, *directeur de la DASS* des Hauts-de-Seine. *« Nous avons tout particulièrement un énorme souci de formation qui va de la cuisinière à la puéricultrice. »*

Le département des Hauts-de-Seine n'en tente pas moins de passer la main aux communes, quitte à maintenir une part de son engagement *financier. « En effet, une gestion municipale obtient de meilleurs rendements, ne serait-ce que pour le taux d'occupation »*, explique M. Gérard Neveu. A titre expérimental, une crèche construite par le département à *Meudon* va donc être confiée à la commune dès son ouverture prochaine.

De fait, ce sont les communes qui prennent le plus souvent l'initiative, C'est *le cas à Evry*, une ville nouvelle, où les jeunes couples avec enfants en bas âge sont particulièrement nombreux. Une crèche collective, la cinquième du genre, *va ouvrir ses* portes dans quelques jours, ce qui portera à quatre cent soixante le nombre des places *disponibles sur* l'agglomération. Un nombre important mais toujours insuffisant. A Evry, on s'emploie *donc à juguler* l'absentéisme en instituant un système de forfait. Surtout, on associe autant que possible les parents *à la vie de la crèche. « On les incite à venir voir ce qui s'y passe »*, indique M. François Bousquet, chargé de la gestion des équipements au syndicat communautaire d'aménagement. *« Nous avons même fait l'expérience d'un comité de gestion avec les représentants élus de toutes les parties intéressées. La solution était trop formelle. Cependant, l'habitude est prise de réunir plusieurs fois par an des assemblées de parents. »*

Il reste que, à défaut de pouvoir confier son enfant à une crèche publique, on est trop souvent contraint de le remettre aux bons soins d'une nourrice. Certaines sont effectivement agréées par les DASS, mais la plupart travaillent tout simplement « au noir ». N'y a-t-il rien d'autre à faire ? *« Nous essayons actuellement de trouver un système plus souple se rapprochant des mini-crèches*, indique M. Gérard Neveu, *mais la constitution d'associations pour encourager certaines initiatives peut effectivement nous aider. »*

STEPHANE BUGAT.

Espace-jeux à Sarcelles

UNE GUERRE DES BOUTONS SANS CINÉMA

LE terrain d'aventures des Lochères à Sarcelles (Val-d'Oise) est sur la sellette. *Situé dans un des quartiers* les plus défavorisés de la ville, ce terrain, ouvert en juillet 1980, *rapidement trop petit, « l'endroit fou où chacun réalise ses rêves »*, s'est transformé en un lieu de conflits.

Le décor : 3 000 mètres carrés pris entre des *H.L.M., une* clôture qui part en lambeaux. Débris de planches, morceaux de ferraille, veillent sur le terrain d'aventures. *Dans un coin*, à moitié détruit, à moitié reconstruit, le local préfabriqué qui servait d'abri aux utilisateurs. *C'est, en quelque sorte*, le symbole de toute l'histoire du terrain.

En 1978, le comité « espace-jeux » soumet à la municipalité *de Sarcelles (majorité P.C.)* un projet de terrain d'aventures. Espace-charnière entre le monde des institutions et l'errance *d'enfants et d'adolescents délaissés*, le terrain d'aventures touche des jeunes que l'on n'atteindrait pas autrement. A Sarcelles, le succès est *immédiat*. Encadrés par les trois animateurs (deux travaillent en permanence sur le *terrain*), *les jeunes* entre cinq et vingt ans se partagent un espace où ils créent leur propre univers (construction de cabanes en bois, scène de théâtre, jeux pour les petits, etc.).

L'équilibre est, cependant, précaire. L'engouement pour le terrain est, en effet, tel *(quarante à cinquante jeunes le fréquentent chaque jour)* que, bientôt, des conflits apparaissent entre *enfants et adolescents*. Les animateurs réagissent. En décembre 1980, ils rédigent un bilan de fonctionnement *du terrain, qui fait apparaître* la nécessaire création de structures nouvelles pour les adolescents, si l'on veut s'opposer *efficacement* aux *mélange des âges* et aux conflits. Le rapport est remis à la municipalité. Cependant, en juin 1981, *débordés, les animateurs ne peuvent* s'opposer à la mainmise sur le local par les adolescents. Exclus, les petits, pour se *venger, le saccagent*.

Insalubrité

Le conflit est désormais ouvert. Entre enfants et adolescents, mais aussi entre le *groupe d'animation* et la *municipalité*. En effet, celle-ci accuse les animateurs d'avoir fait déraper l'expérience et menace *de fermer* le terrain pour cause d'insalubrité. De leur côté, les animateurs rétorquent qu'ils n'ont jamais reçu les moyens en locaux et en personnel qu'ils avaient à maintes reprises réclamés.

Depuis, les associations de Sarcelles *ont pris le relais et* soutiennent le groupe d'animation. Dans une pétition, elles exigent le maintien de *l'expérience du terrain*, de l'équipe d'animation et du local. La municipalité, qui s'est jusqu'ici *opposée à la reconstruction du* local par les enfants, a décidé de recevoir tout le monde.

L'expérience du terrain d'aventures des Lochères n'est *certainement* pas close. Tout le monde, à Sarcelles, est aujourd'hui d'accord pour répondre au plus vite au grave problème posé *par les jeunes*.

Dans un communiqué rédigé par Mme Marie-Claude Beaudeau, conseillère générale (P.C.) et maire adjointe, *la municipalité* de Sarcelles démentait récemment toute tentative de fermeture du terrain d'aventures des Lochères. *La création de cet* équipement avait été *« au temps de l'austérité giscardienne révélateur d'une action municipale attentive à l'enfance dans sa diversité... En dépit d'un certain nombre de difficultés apparues au cours d'une année pleine de fonctionnement, la municipalité entend poursuivre cette expérience... Les dispositions permettant de surmonter les difficultés seront arrêtées après consultation approfondie de toutes les associations concernées et du personnel du secteur travaillant pour l'enfance »*.

JACQUES LALLAIN.

(Publicité)

INSTITUT DE GESTION - FORMATION CONTINUE

C. U. E. G.

CERTIFICAT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DE GESTION

OBJECTIF : Mise à niveau dans les disciplines fondamentales de gestion.

ORGANISATION : Programme du certificat préparatoire aux études de gestion et du probatoire de D.E.C.S.

COURS : Vendredi, samedi tous les quinze jours. A partir du 16 octobre 1981.

RENSEIGNEMENTS : Dossiers inscriptions UNIVERSITE PARIS VAL-DE-MARNE (PARIS XII) 58, avenue Didier, 94210 LA VARENNE-ST-HILAIRE Tél. 886-11-79. M. Didier DARFEUILLE.

Choisissez de somptueuses TAPISSERIES



POUR DÉCORER VOTRE INTÉRIEUR

Si vous désirez enrichir le décor de votre intérieur, nous vous proposons une large sélection de somptueuses tapisseries tissées au point fin, des reproductions d'admirables tapisseries anciennes et de superbes panneaux décoratifs modernes signés de la main d'artistes renommés.

Toutes nos pièces sont livrées entièrement confectionnées, prêtes à être posées. Nous vous offrons de plus tous les avantages de la vente par correspondance : ✦ Libre choix exclusivement sur catalogue sans visite de représentant. ✦ Livraison gratuite à domicile. ✦ Essai de 10 jours chez vous avant tout engagement définitif.

✦ Larges facilités de paiement à crédit. Plus de 40 modèles différents, de tous prix (à partir de 380 F), de tous styles et de tous formats, vous sont présentés dans notre catalogue en couleurs qui vous est offert sans engagement de votre part. Il vous suffit de poster le Bon ci-dessous aujourd'hui même !

Bon à retourner à : CHristal Gallery
11, rue Comte F. Gastaldi - MC MONACO

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs avec tarifs sur vos splendides collections de tapisseries et panneaux décoratifs. Ci-joint 8,50 F en timbres ou chèque pour participer aux frais. 150

Nom ____ Prénom ____ Adresse ____

L'ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISE DE PARIS

Recrute sa nouvelle promotion de

GÉNÉRALISTES DE LA GESTION

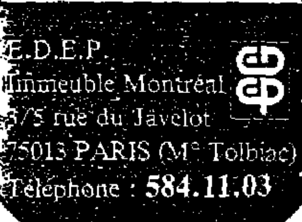
Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans, largement ouvert sur la vie des entreprises.

5 options en seconde année :
• Affaires internationales
• Comptabilité - Finances
• Création d'entreprise
• Gestion du développement
• Marketing

Stages, séminaires et activités de terrain intégrés en permanence à la scolarité.

Documentation gratuite sur demande

Établissement Privé d'Enseignement Technique Supérieur



E.D.E.P. Immeuble Montréal 5/5 rue du Javelot 75013 PARIS (M° Tolbiac) Téléphone : 584.11.03

Construire une usine — Gérer un projet de recherche Développer un produit nouveau — Réaliser une fusion d'entreprises — Installer un système informatique...

SEMINAIRE
GESTION de PROJETS
13-14-15 octobre 1981
PARIS
ISSEC (Groupe ESSEC) UCLA (University of California) Los Angeles
Renseignements : ISSEC — Tél. (1) 233.21.88
35, bd de Sébastopol, 75001 Paris

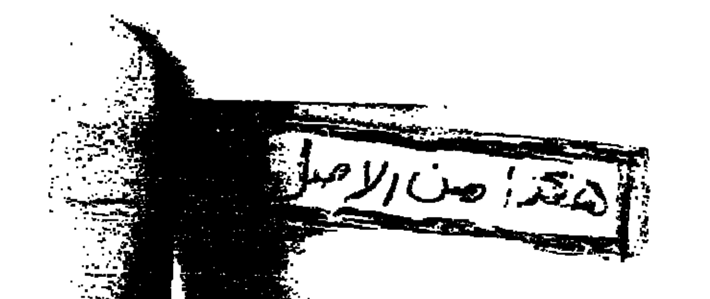
Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne LOTO
c'est facile c'est pas cher ça peut rapporter gros
LO 781

COLLEGE SEVIGNE
établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1880
Directeur : Gilbert Py, Agrégé de l'Université
28 rue Pierre Nicole 75005 Paris - 326.25.86

PREPARATION AU CONCOURS
- Etudiants présents et correspondants -
- Instituts Régionaux d'Administration (I.R.A.)
- Agrégations et C.A.P.E.S. (Lettres, Lettres Modernes, Grammaire, Philosophie, Histoire, Géographie, Anglais, Allemand)
- Ecole Normale d'Instituteurs.

C.F.P. CENTRE LAIQUE DE FORMATION PEDAGOGIQUE
- Instituteurs pour l'enseignement privé -
- Concours d'entrée : à partir du 22 septembre 1981
- 3 années d'études
- obtention du - D.E.U.G. (mention 1er degré)
- Certificat d'Aptitude Pédagogique
- Placement assuré
PROMO 1

Une nouvelle adresse à noter
SOLDES PLUS
20, rue Danielle Casanova 75002 Paris DANS LA COUR
VÊTEMENTS DE LUXE POUR HOMMES DÉGRIFFES
Actuellement : COLLECTIONS Automne-Hiver Costumes - Pardessus - Pantalons - Vestes Impers - Chemises - Cravates - Chaussures
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI - DE 11 à 19 H
Tél. : 296.01.00
M° OPERA - PYRAMIDES - TUILERIES



A PROPOS DE...

L'ARRIVÉE DU « BELEM » A PARIS

Quelle stratégie pour le patrimoine maritime ?

Seul trois-mâts français encore en état de naviguer, le « Belem » est arrivé, ce lundi 14 septembre à Paris où *il a été amarré au pied de la tour Eiffel. Il devrait y rester* au moins deux ans, le temps de collecter les fonds nécessaires à la réfection complète de son gréement et des installations intérieures. Le bâtiment sera aménagé pour recevoir des expositions et des manifestations consacrées *à tout ce qui touche à la marine.*

C'est un bien curieux trajet qu'emprunte ce beau voilier, un trajet qui a provoqué une certaine émotion dans les associations et municipalités bretonnes, puisque, encore à Brest le 8 septembre, il vient s'ancrer à Paris avant théoriquement de regagner les côtes occidentales et peut-être participer à une grande course transatlantique prévue en 1984.

M. Luc Gosse, un chirurgien passionné depuis toujours de navigation, montre fièrement une photo prise à l'arrivée du *Belem* dans la rade de Brest. Trois mâts majestueux surgissent derrière plusieurs rangées d'automobiles. « *Un ange au milieu de l'enfer !* » C'est cet amoureux des vieux bateaux qui découvre un jour le *Belem* quelque part dans la lagune de Venise. M. Gosse tente alors avec l'ANSCAF, une association créée pour la sauvegarde et la conservation des anciens navires français, de faire retrouver au bâtiment seul témoignage de notre passé maritime, son pays d'origine.

Après avoir servi au transport du cacao en provenance du Brésil, puis appartenu successivement au duc de Westminster et à lord Guiness, le *Belem* construit à Nantes en 1896, était voué à l'abandon. La Fondation Cini, dernier propriétaire du bâtiment, en avait fait don à l'armée italienne, à vrai dire peu soucieuse de payer les réparations faites sur le *Belem* par les Chantiers navals de Venise ; ces derniers demandent plus de 4 millions de francs pour se dédommager des travaux effectués.

La souscription lancée par l'ANSCAF ne suffit pas pour réunir une telle somme quand l'UNCEF, l'Union nationale des caisses d'épargne de France, se propose de financer ce projet. En janvier 1979, le contrat de vente est signé et, le 17 septembre de la même année, le *Belem* arrive à Brest remorqué par un bâtiment de la marine nationale. Que faire de ce trois-mâts qui a encore besoin de travaux pour pouvoir reprendre la mer ?

L'exemple américain

Les propos de M. Gosse reflètent les carences françaises en matière de conservation et de promotion du patrimoine maritime : « *Au regard de ce qui existe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la France est très en retard. Avec l'ANSCAF, qui a déjà sauvé une vingtaine de voiliers, nous voyons bien les manques d'infrastructure et de moyens financiers pour rénover et entretenir ces bateaux.* »

Le ministère de la défense renonce à ses projets de prise en charge des travaux nécessaires à la remise à flots du *Belem*, les devis proposés étant très élevés. L'UNCEF, qui a fait don du trois-mâts à la fondation Belem créée par ses soins en 1980, décide de débloquer 3 millions de francs pour sauvegarder, dans un premier temps, celui qui devrait devenir le fer de lance de la marine à voile française. Au printemps de cette année, une partie de la coque est donc refaite et une troisième cloison étanche installée. Les membres de la Fondation insistent sur ce dernier point en rappelant que cet aménagement est nécessaire pour l'agrémentation du navire par le bureau Veritas. Ainsi leur volonté de faire renaviguer le *Belem* ne peut être mise en doute.

Les réactions ont été vives *en Bretagne quand la Fondation* décide de le faire venir à Paris pour l'aménager en musée flottant. « *Des propositions avaient été avancées par les municipalités de Nantes et de Saint-Malo pour accueillir le voilier, et en faire le même usage tout aussi efficace que celui prévu dans la capitale* », déclare M. Bernard le Nail, du CELIB (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons). Des pétitions sont lancées, les ministères alertés, mais en vain. Alors pourquoi cette décision ? La Fondation Belem, dont certains de ses membres sont accusés de parisianisme, avance que seul Paris, notamment avec le nombre de touristes qui y passent, était susceptible d'apporter au bateau les fonds nécessaires — on parle de 4 millions de francs — à son réarmement définitif.

Les Bretons, même s'ils reconnaissent avoir manqué de vivacité et de propositions au moment de l'arrivée à l'arsenal de Brest du *Belem*, regrettent néanmoins qu'il n'y ait pour ainsi dire pas eu de concertation avec la Fondation et d'avoir été placés devant le fait accompli.

Aujourd'hui, le CELIB parle d'un « *acte de pillage culturel au profit de Paris* ». « *La capitale accaparant plus de la moitié des dépenses culturelles de l'Etat et possédant déjà une centaine de musées n'avait aucun titre à recevoir le* Belem, estime le CELIB, qui conclut *le Belem n'est pas à sa place à Paris et doit être ramené le plus tôt possible dans un port maritime, dans ce domaine comme dans d'autres le « changement » ne doit pas être un vain mot.* » — E. W.

Pays de la Loire

Installé dans un nouvel hôtel de ville

M. Monnier (P.S.) règne sans partage sur Angers... et sur sa minorité communiste

De notre correspondant

Angers. — Un millier d'invités français et étrangers, parmi lesquels des ministres, un banquet officiel de plusieurs centaines de *couverts, un feu d'artifice et des* jeux d'eau ; un concert de l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire. C'est avec un faste tout particulier que le maire socialiste d'Angers, M. Jean Monnier, et sa municipalité ont choisi *d'inaugurer le samedi 12 septem*bre le nouvel hôtel de ville.

La fête fut à la mesure de l'investissement consenti. Issue d'un projet de la municipalité de l'ancien maire (CNIP), M. Jean Turc, modifiée par l'équipe de *M. Monnier, l'opération conduite* en deux temps — construction d'un nouveau bâtiment moderne, restauration des locaux de l'ancienne mairie — aura coûté près de 100 millions de francs. Au sein de l'opposition locale, on ne manque pas de suggérer que les contribuables se seraient bien passés de la nouvelle facture de cette inauguration.

Dans les milieux d'opposition, mais aussi chez certaines familles de la gauche où le maire d'Angers ne compte pas que des partisans inconditionnels, on parle avec acidité de « Versailles » et du « couronnement du roi Jean ».

Il semble, en fait, que pour le maire d'Angers élu « par erreur » en 1977 à la faveur d'une fratricide querelle entre M. Turc et son premier adjoint, le sénateur M. Auguste Chupin, cette inauguration imposante marque l'implantation dans une nouvelle *et incontestable « légitimité »* politique.

La gauche avait obtenu au premier tour (fait unique en Maine-et-Loire) des dernières élections législatives plus de 50 % des suffrages exprimés. Et la part des voix communistes dans ce résultat, par rapport à la situation de 1977, où elles représentaient environ 12 % du capital de la gauche, a diminué de quelque quatre points au bénéfice du P.S.

Le rocardien Jean Monnier, à qui sa politique modérée vaut une bonne image de gestionnaire et attire sur sa droite des sympathies qu'elle lui retire — peut-être — sur sa gauche, peut depuis le mois de mai s'estimer maire de sa ville « à part entière ». Et, du même coup, le scrutin législatif a légitimé le « gouvernement socialiste homogène » qui préside aux destinées municipales depuis la fin de l'année 1979.

*A cette époque, un grave désac*cord avec les élus communistes sur un conflit avec le personnel des transports urbains avait conduit le maire à invoquer le *« refus de la solidarité de gestion »* pour retirer sa délégation *à ses trois adjoints du P.C. Depuis* lors, écartée des affaires, la minorité communiste du conseil a multiplié les escarmouches contre la majorité P.S.-M.R.G. et M. Monnier. Jusqu'à ce que ce dernier prenne de nouvelles sanctions au *lendemain même du premier tour* de l'élection présidentielle en retirant à ces trois collaborateurs, leurs indemnités financières d'adjoints.

L'accord de « solidarité sans faille » intervenu au lendemain *de l'élection présidentielle entre* le P.C. et le P.S. n'a pas modifié la situation. Le secrétaire fédéral du P.C. Maine-et-Loire, et conseiller municipal d'Angers, M. Jean-Paul Plassard, en a pourtant pris argument pour demander *publiquement au maire de* permettre « *le rétablissement de l'union municipale de 1977* » et de réintégrer les adjoints et conseillers communistes dans leurs délégations. Et lors d'une réunion du conseil municipal tenu à la fin mai, les élus du *P.C.* ont fait amende honorable, poussant l'autocritique jusqu'à reconnaître que, au moment du conflit des transports urbains, ils avaient peut-être « *confondu rôle de groupe et rôle de parti* »...

La méfiance du maire d'Angers envers les communistes n'a jamais été un grand secret. Elle est même officielle depuis que, entre les deux tours de l'élection présidentielle, il a demandé à ses concitoyens de voter pour M. François Mitterrand « *qui gouvernera (...) sans céder aux prétentions ni aux manœuvres éventuelles du P.C...* »

La sage ville d'Angers, aujourd'hui, semble vouloir s'accommoder *de la présence socialiste à la* mairie.

Plus affermi que jamais dans ses fonctions, M. Monnier a choisi. Sur le nouvel hôtel de ville la bannière socialiste continuera de flotter sans partage.

CLAUDE-HENRY GAY.

CORRESPONDANCE

Le patrimoine de Villeneuve-d'Ascq

Nous avons publié récemment (le Monde *du 2 septembre) un article qui précisait la position du maire de Villeneuve-d'Ascq, M. Gérard Caudron (P.S.), sur l'achèvement de la ville nouvelle. M. Yves Boucly, directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Lille (EPALE), nous adresse la lettre suivante.*

Je vous avoue ma surprise de voir passer sous silence la dimension particulière du problème lié à l'existence de l'établissement public d'aménagement (EPALE). Car, même si on se limite aux questions financières et foncières (sans parler de l'avenir d'une équipe spécialisée dans l'aménagement urbain au sein d'une région telle que le Nord-Pas-de-Calais), on ne peut ignorer que quelques centaines d'hectares disponibles à l'achèvement du plan de finition constituent le patrimoine de l'établissement, gageant pour une valeur importante une grande part de dépenses d'aménagement déjà décidées et engagées.

En outre, laisser entendre que l'objectif essentiel est de « faire revenir les agriculteurs » est sans doute une formule erronée (Villeneuve-d'Ascq n'est pas le Larzac !) : d'abord, parce que les terres non urbanisées y sont pratiquement encore toutes exploitées, et que la véritable question est celle de la dévolution de ce patrimoine, vu les difficultés inéluctables de la cession ou de la rétrocession à des propriétaires agricoles, exploitants ou non.

Aussi, ce qui a commencé à être débattu entre l'Etat, la communauté urbaine de Lille et la commune, notamment au sein du conseil d'administration de l'EPALE, est-il en effet d'une *grande importance, non seulement* pour l'avenir de Villeneuve-d'Ascq, mais aussi pour les autres villes nouvelles...

FAITS ET PROJETS

LE LIMOUSIN ET LE PLAN.

L'établissement public régional du Limousin a choisi une méthode particulière pour étudier le questionnaire adressé aux régions par le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard — à l'occasion de la préparation du Plan intérimaire 1982-1983, ainsi que pour y répondre.

Alors que la plupart des établissements publics régionaux ont confié le soin de travailler sur ce questionnaire à leurs commissions permanentes ou à une commission *ad hoc*, les deux assemblées limousines ont décidé de se prononcer en séances plénières publiques.

Le comité économique et social s'est donc réuni le 8 septembre, sous la présidence de M. Guy Chambon ; le conseil régional se réunira le lundi 21 septembre, sous la présidence de M. Louis Longequeue, sénateur et maire de Limoges (P.S.). Plusieurs commissions se sont réunies et se réuniront encore d'ici au 21 septembre pour étudier plus précisément les trois grands chapitres que comporte le questionnaire *ministériel* : l'emploi, la réforme du système d'aide nationale au développement régional, les interventions économiques des collectivités territoriales.

Pour ce qui est, par exemple, de la lutte pour la défense de l'emploi, la région souhaite la création rapide d'une commission permanente où seraient rassemblées, autour de l'établissement public régional, les organisations patronales, les grandes centrales syndicales et les chambres consulaires. — (*Corresp.*).

BUDGET MÉDIOCRE POUR LES CANAUX.

Déception chez les défenseurs des voies navigables. Le budget de 1982 sera « mauvais ». M. Daniel Hoeffel, qui était ministre des transports dans le dernier gouvernement de M. Barre, avait donné des instructions à ses services pour qu'ils préparent un projet de budget 1982 s'élevant à quelque 535 millions de francs (contre 281 millions de francs en 1981, le chiffre le plus médiocre depuis bien des années).

Or le chiffre retenu par les collaborateurs de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, après maints arbitrages, *s'établirait* à 339 millions de francs de travaux (non compris les dépenses d'entretien).

Parmi les investissements essentiels à lancer ou à poursuivre l'an prochain figurent l'achèvement de l'écluse de Port-Saint-Louis-du-Rhône, entre le Rhône et les bassins de Fos, et, dans le Nord, la liaison entre le canal à grand gabarit dénommé axe Dunkerque-Valenciennes, et le nouveau port ouest de Dunkerque.

● *Une convention pour le thermalisme.* — M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, et M. Guy Ebrard, président de la Fédération thermale française, signeront d'ici à la fin du mois de septembre, une convention destinée à développer la promotion du thermalisme français. Il y sera notamment précisé que l'Etat et la Fédération apporteront aux villes d'eaux une aide de 2,5 millions de francs chacun *en trois ans. De son côté, le gou*vernement assurera la formation de dix animateurs thermaux. — *(Corresp.)*

LYON, CAPITALE DE LA TECHNOLOGIE ?

Lyon accueillera, du 23 au 26 février 1982, Techex 82, foire mondiale des échanges de technologies. La métropole régionale sera ainsi la troisième ville, après Copenhague et Vienne, à héberger la version européenne de Techex Amérique qui, organisée chaque année à Atlanta, est devenue un lieu privilégié de rencontres entre responsables d'entreprises cherchant de nouveaux procédés ou de nouveaux produits ou ayant des technologies à vendre. Cette manifestation est, par son coût d'entrée élevé (500 dollars, soit près de 3 000 F), réservée *de facto* aux professionnels.

L'organisateur de Techex, M. Dvorkovitz, qui dirige la première société mondiale d'échanges de technologies, espère, après l'expérience de 1982, pouvoir choisir Lyon comme site permanent d'organisation de Techex Europe. C'est aussi, évidemment, le souhait de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, qui a joué un rôle important dans le choix de cette ville par l'organisateur américain.

M. Dvorkovitz est aussi en contact avec les organisateurs d'Inova, Semaine mondiale de l'innovation, qui a lieu tous les deux ans, jusqu'à présent à Paris. Un couplage entre les deux manifestations est à l'étude. Lyon a ainsi quelque chance de pouvoir devenir, d'ici à quelques années, un lieu privilégié pour les échanges de technologies. — X. W.

PRÉAVIS DE GRÈVE DE CHEMINOTS C.F.D.T. POUR L'INAUGURATION DU T.G.V.

L'Union professionnelle régionale des syndicats de cheminots C.F.D.T. de la région Paris-Sud-Est a annoncé, ce lundi 14 septembre, qu'elle avait déposé auprès de la direction de la S.N.C.F. un préavis de grève de quatre jours : du 21 septembre à 0 heure au 25 septembre 0 heure. Ce préavis intéresse l'ensemble des cheminots employés sur les lignes couvrant la région de Paris-Lyon à *Auxerre*.

L'objet de ce mouvement, qui coïncide avec l'inauguration, le 22 septembre, par le président de la République du T.G.V. Paris-Lyon, qui sera mis en service le 27, est de protester contre le fait qu'un certain nombre de problèmes soulevés depuis plusieurs mois par les cheminots « *n'ont pas trouvé de solution* ». Il s'agit, notamment, selon la C.F.D.T., du manque d'effectifs, de la suppression de postes dans les triages, du « *démantèlement* » des wagons-lits.

● *Place Saint-Sulpice : fontaine restaurée.* — La fontaine des orateurs sacrés, de la place Saint-Sulpice, va être restaurée. Un appel d'offre sera prochainement lancé par la mairie de Paris pour ravaler le monument, vérifier sa bonne étanchéité et réparer ses installations hydrauliques. L'illumination de la fontaine est aussi prévue.

● *Une nouvelle usine Ford dans la région de Bordeaux ?* — Le deuxième constructeur d'automobiles du monde envisage de créer une nouvelle usine de protection d'organes de transmission (*boîtes de vitesses*). *Bordeaux* — où Ford possède déjà une usine — pourrait-être choisi comme siège de cette usine.



Franck et Fils. 80, rue de Passy. Paris 16e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muette.

Jean Carmet:
"J'ai choisi un attaché-case chez Lancel. Devinez lequel. Et Lancel vous l'offre."

Lancel c'est le grand spécialiste des bagages et de la maroquinerie. Lancel c'est la grande maison des cadeaux pour les femmes mais aussi pour les hommes.

Pour gagner l'attaché-case choisi par Jean Carmet, c'est simple : passez du 14 au 18 septembre dans un magasin Lancel. Essayez de deviner quel attaché-case précisément Jean Carmet a choisi.

Indiquez-en la référence exacte sur le bulletin de participation que vous trouverez sur place.

Déposez votre bulletin dans l'urne prévue à cet effet. Si vous avez gagné, vous serez prévenu par lettre chez vous, directement. Ce jeu est sans aucune obligation d'achat. Le règlement complet peut être consulté dans les magasins. Nous vous souhaitons bonne chance.

LANCEL
La grande maison des cadeaux.

Place de l'Opéra. Rond-Point des Champs-Élysées. Palais des Congrès. Porte Maillot. 43 rue de Rennes 6e. Parly 2. Vélizy 2.
Créteil Soleil. Lyon. 16 rue de la République. C.C.R. La Part-Dieu. Nice. 9 avenue Jean-Médecin. Strasbourg. 9 place Kléber. Ajaccio. Place du Diamant. Cours Grandval.

* En cas d'ex aequo, les gagnants seront départagés par tirage au sort.

هكذا من الأصل

Le Monde

sports

TENNIS

Borg de nouveau battu aux Internationaux des États-Unis

L'Américain John McEnroe (vingt-deux ans) a une nouvelle fois contrarié l'ambition du Suédois Björn Borg (vingt-cinq ans) de remporter enfin, à sa neuvième tentative, le championnat des Etats-Unis. Dimanche 13 septembre, à Flushing-Meadow, McEnroe a triomphé pour la troisième année consécutive — un exploit réalisé il y a cinquante-six ans par son compatriote William Tilden — en gagnant la finale en quatre sets (4-6, 6-2, 6-4, 6-3).

Déjà vainqueur à Wimbledon, McEnroe n'a pas seulement privé le Suédois du titre américain, mais il lui ravit, pour 1981, celui de champion du monde que Borg s'était vu attribuer depuis son institution en 1978. Flushing-Meadow marquera donc la passation, peut-être définitive, du pouvoir entre le roi Borg et celui qui est le plus apte à lui succéder.

La prise du pouvoir par McEnroe

De notre envoyé spécial

New-York. — Il n'y a pas eu de happy end. La majorité des quelque vingt mille spectateurs et des trois cents journalistes en auraient souhaité une : Borg champion à Flushing-Meadow, cela aurait été une belle *tennis story*. Le scénario de ces centièmes Internationaux des Etats-Unis s'y prêtait d'ailleurs à merveille : un beau drame tennistique en cinq actes, entre « Great » Borg et « Crazy » McEnroe, les deux survivants d'une folle quinzaine où cent vingt-huit joueurs professionnels avaient laissé leur peau pour une poignée de dollars. Les groupies en trépignaient d'aise par avance. Le Suédois au bandeau et à l'impassibilité légendaire allait enfin inscrire son nom au palmarès, après trois échecs en finale (1976, 1978, 1980). Nostradamus avait oublié de se pencher sur son cas. Mais les augures sportifs ne pouvaient que lui être favorables, puisque c'était la première fois qu'il atteignait la finale de l'open américain une année impaire, année où, de surcroît, il était délivré de la hantise de réussir le grand chelem, puisqu'il avait perdu en finale à Wimbledon.

Celui que l'hebdomadaire *Newsweek* a surnommé « *the champ you love to hate* » (le champion que vous aimez détester) n'a que faire des beaux scénarios, des supputations et autres spéculations. Sur un court, la victoire est acquise au meilleur des cinq manches. Il ne lui en a fallu que quatre et deux heures quarante minutes pour venir à bout du Suédois (4-6, 6-2, 6-3, 6-3).

Le soleil rouge se couchait derrière les tours lointaines de Manhattan. Ecrasé par ses regrets et encadré par un imposant service d'ordre, Borg, auquel des menaces de mort avaient été adressées au début de la partie comme lors de la demi-finale de samedi, quittait le stade sans mot dire.

McEnroe brandissait le trophée d'argent du centenaire dans lequel il allait trouver cette année un chèque de 79 220 dollars, total de ses gains pour les victoires en simple et en double messieurs. Il devenait surtout le premier joueur, cinquante-six ans après Tilden, à inscrire trois années consécutives son nom au palmarès de ces internationaux, ce que n'avaient pas réussi entre-temps les Lacoste, Vines, Perry, Budge, Parker, Kramer, Gonzales, Sedgman, derniers champions vainqueurs deux années de suite.

Ce record reste encore sans comparaison... avec les six Roland-Garros et les cinq Wimbledon de Borg. Pourtant, l'étoile du champion du monde est sortie quelque peu ternie de cette confrontation. C'était la quatrième fois en deux ans que l'Américain et le Suédois se rencontraient dans une finale d'un tournoi du grand chelem. Borg avait gagné la première fois en cinq sets à Wimbledon, en sauvant huit balles de match. Puis il avait perdu deux fois, en cinq sets, d'abord à Flushing-Meadow, puis en quatre sets à Wimbledon. Cette dernière défaite devait lui faire perdre la première place au classement électronique des joueurs. Il avait donc une revanche à prendre.

Pendant les quarante-deux minutes du premier set, il en parut capable. McEnroe servit remarquablement ses trois premiers engagements, infligeant au Suédois deux jeux blancs. Borg, qui ne réussissait pas moins d'aces, trouva la parade au septième jeu : ses retours transpercèrent le champion de Wimbledon quatre fois consécutives. Il eut encore trois balles de break au neuvième jeu, et conclut le set sur un passing-shot et un service gagnant.

Tension

Durant toute cette manche, les deux hommes avaient été pareils à des cordes de violon : celui qui avait joué le moins faux avait été le meilleur. Ensuite, chaque minute fit monter la tension, et Borg céda le premier. Lobbé quand il s'aventurait à la volée, un domaine qui ne lui est pas naturel en dépit de la somme d'efforts déployés, pris à contre-pied sur les retours en coup droit chopés de l'Américain, le Suédois perdit son service au deuxième et au sixième jeu. Il revint à 5-2 en faisant le break dans le septième jeu, mais abandonna la manche en commettant deux doubles fautes.

Le troisième set semblait ne pas pouvoir lui échapper. D'entrée, il mit McEnroe en difficulté, en obtenant deux balles de break au premier jeu. Puis au cinquième jeu, il renvoya des fusées à l'Américain qui perdit son service. Borg menait 2-4 quand McEnroe passa la surmultipliée : deux lobbes, un passing, deux aces et une volée amortie laissèrent le Suédois groggy à 6-4.

Les tripes tordues par le doute, celui-ci hésita entre le repli stratégique sur la ligne de fond, d'où il commettait des fautes inhabituelles, ou l'assaut tactique du filet, où il se faisait contrer dangereusement... Et rien n'était pire que cette valse-hésitation devant un McEnroe chef d'orchestre, décidé à maintenir la cadence : Borg perdit son service au quatrième jeu, fit le break au cinquième, mais sombra inexorablement au sixième, sauvant d'extrême justesse deux balles de match au huitième. C'était reculer pour mieux sauter. La troisième balle de match lui fut fatale, sur un service gagnant. C'était la réédition brutale de la finale de Wimbledon.

Borg avait-il réellement plus de chances de gagner l'open américain en 1981 que lors de ses trois précédentes finales ? Bien qu'il ait sensiblement modifié son jeu, délaissant quelque peu le lift pour la volée et les coups à plat, moins éprouvants pour son organisme, le champion suédois n'a pas suffisamment de pratique sur le ciment américain ultra-rapide. Il a assez de talent pour battre Connors en trois sets, mais pas pour venir à bout d'un joueur aussi complet, aussi déroutant et déterminé que McEnroe.

Ce « super Mac » qui semblait trouver dans la confrontation avec les juges ou le public la dose d'adrénaline nécessaire à ses victoires, a joué dimanche sans piquer une de ces crises de nerfs qui lui ont fait casser une raquette sur un micro de la C.B.S., au cours de la demi-finale contre Gerulaitis. Ayant démontré qu'il savait rester maître de lui en pareille occasion, il lui reste maintenant à essayer de gagner la même année sur les trois surfaces. Champion sur gazon et sur ciment, pourra-t-il s'accoutumer à la terre battue, dernier fief de Borg ?

McEnroe a annoncé qu'il avait l'intention de se préparer tout spécialement pour un prochain Roland-Garros. S'il y échoue, comme Borg à New-York, faudra-t-il considérer alors le grand chelem comme un monument du musée du tennis ?

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS DES FINALES

Simple messieurs : John McEnroe (E.-U.) b. Bjorn Borg (Suède), 4-6, 6-2, 6-4, 6-3.

Simple dames : Tracy Austin (E.-U.) b. Martina Navratilova (E.-U.), 1-6, 7-6, 7-6.

Double messieurs : McEnroe-Fleming par W.O.

Double dames : Kathy Jordan-Anne Smith b. Wendy Turnbull-Rosie Casals, 6-3, 6-3.

Double mixte : Curren (Af. S.) - Anne Smith (E.-U.) b. Denton-Joanne Russel (E.-U.), 6-4, 7-6.

Juniors garçons : Hochsted (Suéd.) b. Schwaier (R.F.A.), 7-5, 6-3.

Juniors filles : Z. Garrison (E.-U.) b. K. Gompert (E.-U.), 6-0, 6-3.

LES LARMES DE MARTINA

De notre envoyé spécial

New-York. — La fin d'un rêve. Samedi à 18 h. 10, de grosses larmes ont roulé sur les joues de Martina Navratilova. Durant sept années consécutives, elle n'était pas parvenue à se qualifier pour la finale des Internationaux des Etats-Unis. Cette fois, l'ex-apatride féministe avait obtenu la nationalité américaine et elle tenait sa finale après un duel pour anthologie du tennis avec Chris Evert-Lloyd.

Alors, ce n'était pas une gamine de dix-huit ans, avec ses pompons, ses frisettes, sa blouse en dentelle et son air de Sheila des courts qui aurait pu l'empêcher de gagner. Ne l'avait-elle pas déjà battue quatorze fois en vingt-quatre rencontres, avant que ne commence leur match à 15 h. 30 ? Pendant les vingt-cinq minutes du premier set, Tracy Austin n'a pas existé. Services canons, volées tranchantes, smashes à sa faim, tout avait été dit en sept jeux (1-6). Martina avait même eu la victoire dans sa raquette quand, au onzième jeu de la deuxième manche, elle « balança » dans les toiles un smash apparemment facile.

Mais Austin est la benjamine d'une famille où l'on a le tennis dans le sang, où l'on sait qu'une partie n'est pas perdue avant la dernière balle. Son service, qu'elle a travaillé avec l'Australien Roy Emerson, devint plus efficace. Ses coups s'allongèrent le long de la ligne. Complètement guérie de la sciatique qui l'handicapa ces derniers mois, elle courut sauver des points impossibles.

Comme dans ces mauvais rêves où on a le sentiment de rester sur place en courant comme un dératé, Navratilova regarda sa victoire lui échapper tout au long d'un troisième set inexorable. Chaque fois qu'elle allait toucher au but, elle commettait une faute impardonnable, trop inhibée par l'importance du point.

La fatigue et le vent accrurent son désarroi. Mais ni la fatigue ni le vent n'affectèrent Austin, qui ne relâcha jamais la pression. Elle eut la première balle de match au douzième jeu avant que Navratilova, en lui prenant son service pour la troisième fois, n'égalise.

Ce fut le dernier sursaut de l'ex-championne de Wimbledon, qui avait dès lors le cœur sur les lèvres. Au cours du tie-break, elle perdit trois fois son engagement, laissant le gain du match à Austin sur une double faute, la dixième de la partie, somme des risques considérables qu'elle avait pris (1-6, 7-6, 7-6).

Championne de Flushing Meadow à seize ans, en 1977, Austin a confirmé sa volonté de faire partie des « grandes », mais avant que celle-ci ne brandit la coupe d'argent pour les photographes, Navratilova ravala son gros chagrin et remercia le public de ses encouragements : « J'ai mis huit ans pour arriver en finale, dit-elle, je reviendrai bien encore huit ans pour gagner ici. » — A. G.

CYCLISME

Tour de l'Avenir : les pros dominent

A l'inverse du Tour de France, durant lequel Bernard Hinault n'avait pas rencontré d'opposition véritable, le Tour de l'Avenir offre l'image d'une course de mouvement, relancée chaque jour et dont l'issue reste incertaine. Après le jeune Français Poisson, lauréat du prologue contre la montre, et l'Irlandais Roche (vainqueur cette année de Paris-Nice), Pascal Simon s'est emparé de la première place du classement général grâce à une longue échappée. Il a creusé un écart relativement important puisqu'au terme des deux étapes de Bellay et de Voreppe, respectivement gagnées dimanche 13 septembre par Bonnet et Kerbratt, il possède une avance supérieure à deux minutes.

Au cours de la première partie de ce Tour de l'Avenir, organisé selon la formule open, les pros, qui ne représentent qu'une minorité de l'effectif français, ont dominé les amateurs, en particulier les Soviétiques Morozov, Soukhoroutchenkov et l'actuel champion du monde Vedernikov. On a même vu Régis Ovion, vainqueur du Tour de l'Avenir... il y a dix ans, remporter une étape au sprint devant le peloton groupé. Mais rien n'est joué, d'autant que l'épreuve se terminera le 21 septembre, après qu'elle aura franchi d'importants obstacles alpestres entre Saint-Pierre-de-Chartreuse et Avoriaz. — J.A.

NATATION

APRÈS LES CHAMPIONNATS D'EUROPE

Une compétition désormais trop restreinte ?

De notre envoyé spécial

Split. — La suprématie complète en natation féminine de la République démocratique allemande et celle, moins écrasante, de l'Union soviétique, en natation masculine, ont mieux fait ressortir le « coup de vieux » qu'ont pris, au plan de l'intérêt, les championnats d'Europe. Quatorze titres sur quatorze à la R.D.A. chez les dames ; dix sur quinze à l'Union soviétique chez les messieurs. Il manque, de toute évidence, un arbitre qui ne peut être, aujourd'hui, que les Etats-Unis dont les équipes, féminine et masculine, sont à même de casser les hégémonies.

Est-ce à dire qu'en 1981, les championnats d'Europe de natation sont périmés et déjà d'un autre âge ? Peut-être. Depuis longtemps les distances ne sont plus un obstacle et la natation aurait avantage à favoriser des compétitions mondiales régulières plutôt que des réunions continentales dont l'attrait est beaucoup moins évident que par le passé. Sans doute les petites nations qui auraient encore moins accès aux finales pourraient-elles se sentir lésées mais le défi qu'elles ont à relever serait, en fin de compte, le même. Il s'agit pour elles, avec ou sans les Etats-Unis, de dénicher les quelques « oiseaux » — ou « poissons » — rares capables de démontrer que le talent et la compétence n'ont pas forcément droit de cité qu'en R.D.A., en U.R.S.S. ou aux Etats-Unis.

Le déclin français

A Split, quatre nageurs et leurs entraîneurs en ont fait la preuve partielle, dans le contexte européen, en gagnant leur course : Johansson (Suède), sur 100 mètres nage libre ; Wladar (Hongrie), sur 100 et 200 mètres dos ; Borut Pétric (Yougoslavie), sur 400 mètres nage libre et Gross (R.F.A.), sur 200 mètres papillon. Avec le Canada, qui détient deux records du monde (400 mètres nage libre et 200 mètres quatre nages), par Szmidt et Baumann comme l'Australie, qui peut se prévaloir des mêmes références avec Tracey Wickham (400 et 800 mètres nage libre), la R.F.A., avec Moerken (100 mètres brasse) et la Grande-Bretagne avec Wilkie (200 mètres brasse) — mais ces deux nageurs sont soit hors de forme, soit retirés de la compétition — il est patent qu'il est possible d'enfoncer des coins dans la forteresse des trois grands à condition de jouer à fond la politique de l'élite et du dépistage intensif des qualités exceptionnelles. Ce serait imiter l'autruche de penser le contraire et d'entretenir d'autres ambitions. L'exemple-type de cette politique, voulue ou non, au plan national est celle de la Yougoslavie qui, avec deux frères, un père entraîneur et médecin sportif de sa progéniture, bref la famille Pétric, a enlevé à Split, trois médailles, une d'or, une d'argent et une de bronze.

Il se peut que quelques-uns considèrent que la natation française a obtenu aux championnats d'Europe, avec sept finalistes et la troisième place de Delcourt sur 200 mètres dos, de meilleurs résultats qu'il y a quatre ans aux précédents championnats de Jönköping (Suède). Ce serait oublier que, depuis 1977, les moyens de la natation nationale ont rejoint ceux des pays les plus favorisés et qu'elle roule sur l'or. Que vaut objectivement ce résultat de sept finalistes français en regard des vingt-huit finalistes ouest-allemands, des vingt et un finalistes britanniques, des dix-neuf finalistes suédois ou des dix-neuf finalistes italiens, voire des quatorze finalistes néerlandais, qui indiquent une toute autre richesse avec cependant un moindre engagement financier de la part de chaque Etat ?

A coup sûr ce n'est pas la bonne volonté et le désir de bien faire qui manquent en France. Si le bât blesse, c'est certainement que l'approche de la haute compétition, avec la rigueur impitoyable qu'elle requiert, n'a sans doute pas été cernée comme il aurait fallu. Le petit commando, dont la réunion avait été décidée en 1976 après les Jeux de Montréal, est devenu une troupe trop importante, pas toujours motivée, groupe au Centre national, et surtout la compétition entre les entraîneurs a été pratiquement abolie. Tous les nageurs, ou presque, doivent se fondre en permanence ou en période de « fignolage » dans le moule du Centre national dont l'efficacité, depuis sa création, laisse à désirer. Le moment n'est-il pas venu de choisir une juste et bonne concurrence, comme aux Etats-Unis, et de laisser chaque entraîneur courir sa chance d'être l'élu national en fonction de ses résultats ? La formule américaine, très démocratique et très compétitive, veut que le collège des entraîneurs se réunisse régulièrement et coopte, pour prendre en main les destinées de l'équipe nationale, à chaque grand rendez-vous, ceux dont l'autorité, l'envergure, la qualité et même la joie de vivre sont à même de dynamiser une équipe qui les sait ainsi crédibles. Il n'existe aux Etats-Unis aucune susceptibilité de mauvais aloi et aucun procès n'est fait aux écartés d'un jour. La roue tourne, tout simplement. La natation française, en choisissant par exemple une telle méthode, trouverait certainement mieux sa voie qu'en continuant à faire une centralisation décriée et sujette à bien des malaises.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

RECORD POUR RONO

Le Kényan Henry Rono (trente ans) quadruple recordman du monde, a battu son propre record du 5 000 mètres en réalisant le temps de 13 min. 6 sec. 20 au cours d'une réunion dimanche 13 septembre, à Narvick (Norvège). Au cours de ce meeting et sur la même distance de 5 000 m., l'Anglaise Paula Fudge a battu le record du monde féminin en 15 min. 14 sec. 51.

— A Agen, dimanche, la Coupe d'Europe de marathon, qui réunissait la majorité des pays européens, a vu la victoire collective des Italiens et la victoire individuelle de l'Italien Massino Magnani devant le double champion olympique, l'Allemand de l'Est Cierpinski.

Automobilisme

GRAND PRIX D'ITALIE A MONZA

1. Prost (Renault) ; 2. Jones (Williams), à 22 sec ; 3. Reutemann (Williams), à 50 sec. ; 4. De Angelis (Lotus), à 1 min. 32 sec. ; 5. Pironi (Ferrari), à 1 min. 34 sec. ; 6. Piquet (Brabham), à un tour, etc.

Classement du championnat du monde. — 1. Reutemann, 49 pts ; 2. Piquet, 46 pts ; 3. Prost et Jones, 37 pts ; 5. Lafitte, 34 pts, etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Neuvième journée)

*Lille b. Montpellier	6-1
*Bastia et Bordeaux	4-4
*Saint-Etienne b. Lyon	4-0
*Sochaux b. Lens	1-0
*Laval et Nantes	1-1
*Monaco b. Nice	1-0
Nancy b. Metz	2-1
Brest b. *Paris-S.-G.	2-1
*Strasbourg b. Valenciennes	4-0
*Tours b. Auxerre	2-0

Classement. — Bordeaux et Sochaux, 13 pts ; 3. Lille et Lyon, 12 ; 5. Monaco, Laval, Nancy, 11 pts ; 8. Bastia, 10 ; 9. Strasbourg, Nantes, Brest, Tours, Paris-S.-G., 9 ; 14. Saint-Etienne, 8 ; 15. Valenciennes, 7 ; 16. Metz, 6 ; 17. Auxerre, Montpellier, 5 ; 19. Nice, 4 ; 20. Lens, 3.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION
(huitième journée)

GROUPE A

*Toulon et Marseille	2-2
*Toulouse b. Orléans	2-0
Thonon b. *Libourne	1-0
*Paris F.C. et Nîmes	2-2
*Fontainebleau b. Cannes	3-1
Béziers b. Martigues	2-1
*Saint-Dié b. Ajaccio	2-0
*Cuiseaux-Louhans b. Gueugnon	1-0
*Grenoble b. Blois	1-0

Classement : 1. Toulouse, 18 pts ; 2. Marseille et Thonon, 12 ; 4. Béziers, 10 ; 5. Nîmes, Orléans et Toulon, 9 pts.

GROUPE B

Besançon b. *Reims	3-1
*Rouen b. Le Havre	2-1
Nœux b. *Stade Français	2-1
*Rennes et Angers	0-0
*Mulhouse b. Angoulême	4-1
*Châteauroux b. Limoges	3-1
*Montluçon et Guingamp	1-1
*Dunkerque b. Calais	2-0
Quimper b. *Abbeville	3-1

Classement : 1. Reims, 14 pts ; 2. Rouen, 13 ; 3. Nœux, 12 ; 4. Angers, Mulhouse et Rennes, 10 pts.

Haltérophilie

CHAMPIONNATS DU MONDE A LILLE

52 kilos

Total

1. Osmanoliev (U.R.S.S.), 247,5 kilos ; 2. Gutowski (Pol.), 240 kilos ; 3. Manabe (Jap.), 240 kilos.

Arraché

1. Osmanoliev (U.R.S.S.), 110 kilos ; 2. Gutowski (Pol.), 110 kilos ; 3. Manabe (Jap.), 107,5 kilos.

Epaulé-jeté

1. Osmanoliev (U.R.S.S.), 137,5 kilos ; 2. Heu Bong Tchen (Corée du Nord), 132,5 kilos ; 3. Manabe (Jap.), 132,5 kilos.

56 kilos

1. Koddabashev (Bul.), 272,5 kilos ; 2. Letz (R.D.A.), 272,5 kilos ; 3. Zakharov (U.R.S.S.), 265 kilos ; ... 10. Lebrun (Fr.), 240 kilos.

Epaulé-jeté

1. Koddabashev (Bulg.), 155 kilos ; 2. Letz (R.D.A.), 152,5 kilos ; 3. Zakharov (U.R.S.S.), 147,5 kilos ; ... 10. Lebrun (Fr.), 135 kilos.

Arraché

1. Letz (R.D.A.), 120 kilos ; 2. Koddabashev (Bulg.), 117,5 ; 3. Zakharov (U.R.S.S.), 117,5 kilos ; ... 11. Lebrun (Fr.), 105 kilos.

Tennis

LA COUPE DAVIS A ROLAND-GARROS

Quelque quatre cents spectateurs garnissaient, dimanche, le mini central de Roland-Garros pour la deuxième journée de la rencontre France-Japon (match de barrage qui se dispute, rappelons-le, pour le maintien en première division). La paire improvisée Noah - Roger Vasselin a gagné le point du double (8-6, 6-2, 6-4) aux dépens de l'association nipponne Fukui - Yonezawa, ce qui permit à la France de porter la marque à 2-1.

Samedi, Moretton fut victime d'une entorse en face de Fukui alors qu'il menait par 6-3, 6-4, 2-0. Quant à Tulasne, il avait infligé une cuisante défaite à Sakamoto (6-0, 6-0, 6-0).

« Votre revue est particulièrement intéressante par la qualité et la diversité des aspects abordés. »
A. Lejeune, Gradignan (33)



Spiridon
Revue internationale de course à pied créée en 1971

La plus complète et la plus illustrée des revues existantes. 460 pages en 1980 ! En vente par abonnement : 70 F (M. Bourquin, 13 B, avenue Chanzy, 93340 Le Raincy. CCP 11.144-22J, Paris, Bourquin) ou à La Librairie des Sports, 10, rue du Faubourg Montmartre, Paris 9e.

M. HENRY MINISTRE DU TEMPS LIBRE EST HOSTILE AU PÉAGE POUR LES SKIEURS DE FOND

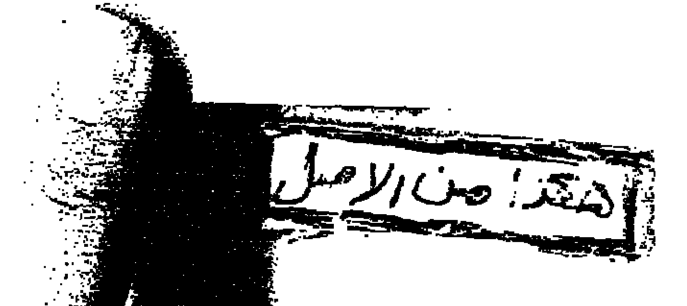
Le projet de « vignette facultative » pour les skieurs de fond circulant dans le parc naturel régional du Vercors risque de compromettre « *le développement des activités de pleine nature* », selon M. André Henry, ministre du temps libre.

Pour faire face aux dépenses d'entretien des pistes de fond, soixante-cinq communes du Vercors ont adopté, début septembre, le principe de la création d'une vignette facultative de 25 francs vendue aux fondeurs. Cette vignette permettrait d'accéder à un domaine skiable de 15 000 hectares.

Cette tentative, maladroite et mal expliquée, pour trouver des ressources, relance le débat du péage sur les pistes de ski de fond. D'un côté, les communes des départements de la Drôme et de l'Isère déclarent avoir dépensé, sans contrepartie, au cours de l'hiver dernier, 10 782 francs pour l'entretien de 880 kilomètres de pistes. De l'autre, le ministre du temps libre reprend, à son compte, l'aversion profonde du public à l'égard de toute forme de péage.

M. Henri devrait se rendre prochainement en Savoie, à l'invitation du conseil régional, pour étudier le dossier.





SPORTS ÉQUESTRES

AUX SAUTS D'OBSTACLES DE MUNICH

DÉROUTE DES CAVALIERS FRANÇAIS

De notre envoyé spécial

Munich. — Héros attendus du Championnat d'Europe de saut d'obstacles, les cavaliers français se sont effondrés en Coupe des nations, disputée samedi 12 septembre au stade équestre olympique de Munich. Non seulement ils ont dû s'incliner devant *les Allemands* de l'Ouest, écrasants de supériorité, mais ils se sont retrouvés assommés d'humiliation à la cinquième *place après la Suisse*, totalement démunie d'élevage, après les Pays-Bas, il est vrai mieux partagés sur ce chapitre, après la Grande-Bretagne, *profondément meurtrie elle-même* dans ses justes prétentions. Quant à l'Irlande, à l'Autriche, à la Pologne, à l'U.R.S.S., elles ont *regagné le paddock avec un total* de pénalités qui en disait long sur la sévérité de l'épreuve. Pour ne citer que deux chiffres, les Soviétiques *ont récolté 165 points* à l'issue des deux manches, les vainqueurs 11 points, l'écart se passant de commentaire.

C'est à la *deuxième phase* de la Coupe que se produisit dans le camp français le cafouillage général, la première ayant donné lieu, il est vrai, à *quelques émotions*. *Mais* voyons la piste. Elle comprenait quatorze obstacles dont un *double*, un triple et une rivière, la cote des barres *oscillant entre 1 m. 50 et* 1 m. 60, sans parler des « larges » généreusement fournies, huit au total. On était loin des « crayons » *sautés à Rome, à Hickstead* (Grande-Bretagne), à Rotterdam le mois dernier, où les Français s'imposèrent pour ainsi dire sans lutte. *Dans le même temps*, la grande équipe allemande, sans publicité, fignolait chez elle la préparation du championnat d'Europe, patience et *longueur de temps « faisant plus que force ni que rage »*.

Nous ne sommes pas de ceux qui piétinent à tout bout de champ *l'infortune mais, les comptes étant* faits, comment ne pas prêter l'oreille aux censeurs qui soutiendront demain qu'à l'origine de *l'échec français figure une* insuffisance notoire de dressage chez nos sujets les plus doués, par ailleurs lancés imprudemment cet *été sur les plages, en quête de prestige* et où les amateurs de nuits blanches se trouvaient, hélas, nombreux parmi les virtuoses de la cravache.

La première déception, car tout ne fut pas rose dès le tour initial, vint de *Mador*, le pur-sang de Jean-Marc Nicolas, qui, après avoir rasé l'obstacle numéro un, se mit à galoper comme un cheval prêt à faire valoir ses droits à la retraite, lui si merveilleusement aérien. Il ne *put aller plus loin que le triple* où ses pieds s'enterrèrent. Bonne tenue, en revanche, de *Flambeau*, l'alezan de Frédéric Cottier, et exhi*bition impeccable d'Eole IV*, activé par le cyclone Patrick Caron, *Galoubet*, piloté par Gilles Bertran de Balanda, sortant lui aussi indemne *de l'aventure*.

Huées

A *l'issue du premier* tour et compte tenu des points acquis lors des épreuves précédentes, les Français conservaient une barre d'avance sur les Allemands. A l'entracte, nos cavaliers affichaient des mines épanouies. *« C'est dans la poche. »* Mais à la reprise, malheur sur malheur, ruine sur ruine. *Flambeau* se « payait » douze points, et la panique succédant à la certitude, on se hâtait d'aller quérir *Mador* qu'on s'était pourtant promis d' « oublier » en raison de sa méforme. Nouveau refus du pur-sang au pied du même obstacle. Huées du public qui avait vu au premier parcours le cheval quitter la piste sur trois jambes. Alors les choses allèrent très vite. *Eole IV* fit quatre points, *Galoubet*, comme frappé soudain de myopie, démolissait le triple (douze points). Le beau rêve s'envolait.

Le Grand Prix individuel, couru dimanche 13 septembre sous une pluie d'orage impitoyable, consacrait le triomphe sur toute la ligne des Allemands. A Paul Schockemöhle le titre de champion d'Europe. Le seul Français rescapé de l'hécatombe était Patrick Caron, pointant à la sixième place. Qui convient-il dans le camp français d'admirer le plus. L'artiste applaudi un jour, méritant les *hasardes le lendemain ou l'utilisateur exemplaire dans la constance de ses résultats ?*

ROLAND MERLIN.

ANCIENS COMBATTANTS

Vive controverse au sujet de la célébration du 19 mars 1962, fin de la guerre d'Algérie

Les déclarations de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, faites samedi au sujet de la célébration du 19 mars 1962 (fin de la guerre d'Algérie) qui pourrait devenir « date nationale » (le *Monde* daté 13-14 septembre), suscitent de vives réactions, notamment parmi les associations de rapatriés d'Afrique du Nord.

● LE FRONT NATIONAL DES RAPATRIES, « *choqué que cette décision ait été prise sans aucune concertation préalable avec les associations de rapatriés* », a décidé de prendre contact avec l'ensemble des autres associations afin de préparer une réaction commune, et de demander sans délai une entrevue au président de la République « *pour que soit rapportée cette mesure provocatrice* ».

● POUR LE « RECOURS », M. Jacques Roseau est le porte-parole, le choix du 19 mars pour commémorer la fin de la guerre d'Algérie est « *inacceptable dans la mesure même où ce jour, pré*dont M. Jacques Roseau est le porte-parole; le choix du 19 mars pour commémorer la fin de la guerre dAlgérie est « *inacceptable dans la mesure même où ce jour, préludant à l'exode de un million cinq cent mille Français d'Algérie de toutes confessions, n'a même pas marqué la fin des hostilités puisqu'il y a eu plusieurs milliers d'innocentes victimes jusqu'en juillet 1962* ».

Le RECOURS précise qu'« *il vient de demander audience au président de la République pour que soit respecté l'esprit de réconciliation nationale qui a marqué son élection* ».

● L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD (U.N.C.-A.F.N.), qui a « *appris avec stupeur* » ce projet ministériel, « *rappelle que des dizaines de milliers de harkis fidèles à la France ont été massacrés entre les accords d'Evian et le 2 juillet, date de l'indépendance algérienne et que ce drame fait partie de la guerre d'Algérie. L'Union nationale des combattants en Afrique du Nord affirme que les associations nationales de combattants d'Afrique du Nord et les rapatriés refuseront avec indignation une telle célébration.* »

● M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a fait lundi matin, 14 septembre, la déclaration suivante :

« *Ceux qui se sont battus en Algérie et auxquels nous avons reconnu la qualité d'anciens combattants ne peuvent être oubliés et, pour notre part, nous ne les oublierons pas. Est-ce pour leur faire oublier qu'ils portent la responsabilité de ce drame pour la France et dans l'incapacité de la IV[e] République à résoudre à temps ce problème que les socialistes prennent aujourd'hui la décision de faire du 19 mars une fête nationale, au même titre que le 8 mai et le 11 novembre ? Cela ne peut que susciter notre indignation. C'est un outrage aux anciens combattants et une injure à nos compatriotes rapatriés, à notre histoire et à nos enfants tombés en Algérie.* »

● M. JEAN LAURAIN, évoquant à Strasbourg, dimanche 13 septembre, le problème des « incorporés de force » (malgré nous) dans l'armée allemande a déclaré, au sujet du 19 mars, qu'il n'était pas question d'en faire une fête nationale. « *Nous voulons commémorer*, a précisé le ministre, *le souvenir civil et militaire des victimes de la guerre d'Algérie, qui était une véritable guerre et non pas seulement une simple opération de maintien de l'ordre* ».

La forme de cette commémoration, a rappelé le ministre, sera décidé lors d'une « table ronde » qui réunira les associations d'anciens combattants et les associations des rapatriés d'Algerie et d'Afrique du Nord.

[Rappelons que l'initiative de la célébration du 19 mars revient, depuis 1963, à la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, Maroc, Tunisie (FNACA), afin, ce jour-là, de « se recueillir à la mémoire (...) de toutes les victimes » de la guerre l'Algérie.

En outre, plus d'un millier de rues en France, boulevards, avenues, squares, portent le nom de « 19-Mars-1962, fin de la guerre l'Algérie ».]

CARNET

Décès

— M. et Mme Emmanuel René Benveniste et leurs enfants,
M. et Mme René Courteix et leur fille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Maurice BENVENISTE,
née Marie Naheum,
survenu le 8 septembre 1981.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
Cet avis tient *lieu de faire-part*.

— Silhac, Aix-en-Provence.
Mme Georges Brunel,
Claude et Gérard Chastagnaret, Renaud et Manuel,
ont la douleur de faire part du décès de
Georges BRUNEL,
instituteur honoraire,
maire de Silhac (07),
survenu le 12 septembre 1981.
Les obsèques civiles auront lieu à Silhac, le 15 septembre, à 10 h 30.

— Nous apprenons le décès de notre confrère,
Marc CIOMEI,
décédé subitement samedi 12 septembre 1981, à Vals-les-Bains, où il était en cure.

[Agé de quarante-sept ans, Marc Ciomei, né en Algérie, avait débuté au quotidien marseillais « le *Méridional* », au bureau de Toulon. Devenu grand reporter, il avait notamment mené des enquêtes sur la drogue et la French Connection.]

— Mlle Marie Ange Constant a *la douleur* de *faire* part du décès de
Jacques CONSTANT,
scénariste et réalisateur de films,
survenu le 7 septembre 1981, à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans.
La cérémonie d'incinération aura lieu le mardi 15 septembre 1981, à 8 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise.
2, rue du Lieutenant-colonel Deport,
75016 Paris.

— *Mme Sylvia Lacan,*
sa *femme,*
Thibaut et Marie-Claude Lacan,
Sibylle Lacan,
Jacques-Alain et Judith Miller,
ses enfants,
Cyril et Fabrice Roger,
Iris et Ariane Lacan,
Eve et Luc Miller,
ses petits-enfants,
Mme Jacques Houlon, sa sœur,
Dom Marc Lacan, son frère,
Ses neveux, ses nièces,
M. Bruno Roger,
Laurence Bataille, sa belle-fille,
Catherine, Sandra et Julien Basch,
Mme Gloria Gonzalez,
ont la douleur de faire part du décès de
Jacques LACAN,
survenu le 9 septembre 1981, à Paris, dans sa quatre-vingt-unième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Guitrancourt.
5, rue de Lille,
75007 Paris.

— L'Ecole de la cause freudienne fait part avec douleur du décès de son président, le
docteur Jacques LACAN,
psychanalyste,
survenu à Paris, le 9 septembre 1981.
L'Ecole était représentée à ses obsèques à Guitrancourt.
5, rue de Lille,
75007 Paris.
1, rue Huysmans,
75006 Paris.

[Le Monde *du 11 septembre.*]

— Mme Henri Lafuma,
M. et Mme Jacques Lafuma,
M. et Mme Jacques Goussu,
M. et Mme Alain Lafuma,
M. et Mme François Richaud,
M et Mme Philippe Lafuma,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LAFUMA,
professeur honoraire
au Conservatoire des arts et métiers,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 31 août 1981, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église de Combloux (Haute-Savoie), le 4 sep*tembre 1981.*
Une messe sera célébrée à son intention le lundi 21 septembre, à 9 h. 30, en l'église Saint-Sulpice (Paris-6[e]).
26, boulevard Maillot,
92200 Neuilly.

— **Michel OBERLIN**
est *décédé* le 12 septembre 1981.
Sa famille, ses amis et tous ceux qui l'aimaient demandent de prier pour lui.
Enterrement à Viols-le-Fort *(34380) Saint-Martin-de-Londres, le* jeudi 17 septembre, à 11 heures.
45240 Marcilly-en-Villette.

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.09.39

— Suzanne Setbon, son épouse,
Nadine et Michel Philippe,
Corinne Setbon,
ses enfants,
Thomas et Annabelle Philippe,
ses petits-enfants,
M. et Mme Léon Cohen et leurs enfants,
M. et Mme Henri Setbon et leurs enfants,
M. et Mme Joseph Koskas et leurs enfants,
M[e] Lucien Tibi et ses enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de
Elie SETBON,
chirurgien-dentiste,
survenu le vendredi 11 septembre 1981, à l'hôpital Saint-Antoine.
Les funérailles auront lieu le mardi *15 septembre, au cimetière* parisien de Pantin, à 14 h. 30.
Le convoi partira du 23 rue de Chaligny, à 14 heures.

— M. Touitou André et famille,
M. et Mme Depaz André et famille,
M. et Mme Arfi Georges et famille,
M. et Mme Touitou Serge et famille,
M. et Mme Bonan Mutcho et famille.
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Ilda TOUITOU,
leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenu en sa quatre-vingt-deuxième année, le 11 septembre 1981.
L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière de Boulogne, le 14 septembre 1981.

Remerciements

— Anne Bourdeillette,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de son père,
M. Jean BOURDEILLETTE,
ancien ambassadeur de France,
remercie tous ceux qui s'associent à son deuil et restent fidèles au souvenir de sa mère,
Mme Jean BOURDEILLETTE,
décédée le 6 septembre 1974,
les unissant ainsi tous deux dans une même pensée.
La Roque,
24310 Brantôme.
8, chemin Scribe,
92190 Meudon.

— Mme Louis Delamare,
Et ses enfants,
profondément touchés par les nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été adressés, lors du décès de
M. Louis DELAMARE,
ambassadeur de France
à Beyrouth,
remercient de tout cœur toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur.

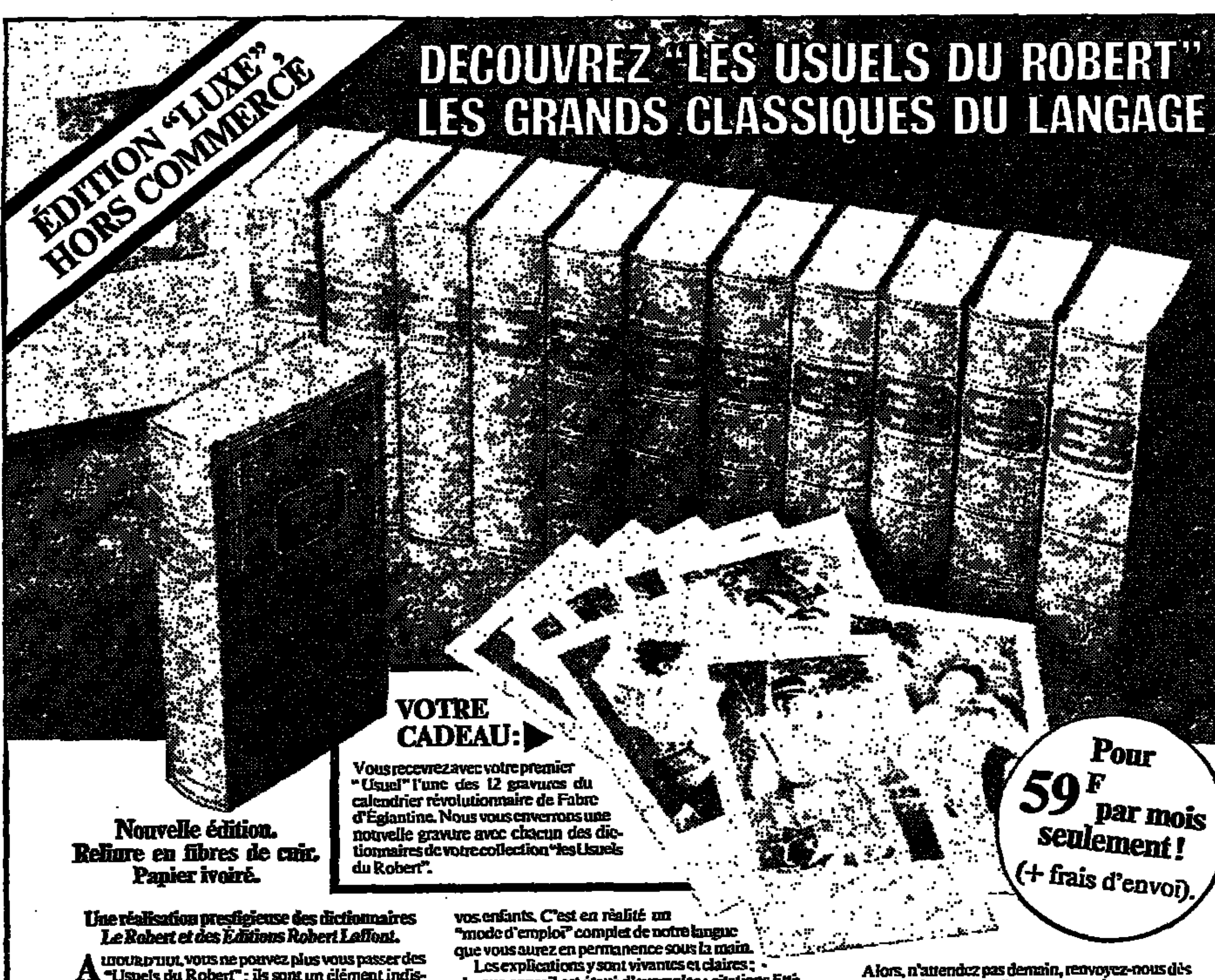
— M. et Mme Adrien Maeght et leurs enfants,
remercient des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Aimé MAEGHT.

Anniversaires

— Annemasse, Genève, Louveciennes, Villaz.
Une pensée toute particulière est demandée à ceux qui gardent vivant le souvenir de
Lisette VINTRAUD
pour le quatrième anniversaire de sa mort.

VENTE A CHARTRES
GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 20 SEPTEMBRE, 14 h.
BUREAU MARQUETERIE et
BRONZE style Louis XV
SIEGES, COMMODES, PIANOS
TABLEAUX, TAPIS
S.C.P. J. et J.-P. LELIEVRE, Cres
Pris. ass. CHARTRES (37) 36-04-33

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE
Dans le numéro de septembre
(76 pages)
MUSIQUE ET PHILATÉLIE : deux loisirs en harmonie
●
Les dix commandements du philatéliste
●
Les nouveautés du monde entier
En vente dans les kiosques : 9 francs
Numéro spécimen sur demande au « Monde des Philatélistes » 11 bis, bd Haussmann. 75009 Paris



Une réalisation prestigieuse des dictionnaires *Le Robert et des Éditions Robert Laffont.*

Aujourd'hui, vous ne pouvez plus vous passer des "Usuels du Robert" ; ils sont un élément indispensable de votre bibliothèque. Chaque dictionnaire est une véritable mine de renseignements sur la langue contemporaine.

Vous cherchez des synonymes au mot "progression" que vous avez employé une dizaine de fois dans l'un de vos rapports de société ? Le Dictionnaire des synonymes vous offrira assez de mots pour éviter toute répétition.

Le sujet de la dissertation qu'il doit rendre le lendemain n'inspire pas du tout votre fils ? Le Dictionnaire des idées par les mots aura raison de son angoisse devant la feuille "que sa blancheur défend". La signification exacte de l'un de ces innombrables mots "franglais" vous échappe ? Le Dictionnaire des anglicismes et des américanismes vous tirera d'affaire.

Votre enfant reçoit un correspondant anglais ? Un brin d'humour britannique puisé dans le Dictionnaire de citations du monde entier saura le mettre à l'aise.

Mais les 12 dictionnaires des "Usuels du Robert" vous serviront en bien d'autres occasions et vous découvrirez très vite qu'ils peuvent énormément pour votre succès personnel et pour la réussite de vos enfants.

Vous apprécierez aussi la reliure luxueuse de cette nouvelle édition : sa sobriété, son élégance et sa chaleur. Reliée en fibres de cuir, cette nouvelle collection des "Usuels du Robert" comblera tous les bibliophiles.

Recevez gratuitement, chez vous, pendant 10 jours, le premier volume de cette magnifique collection : le Dictionnaire des difficultés du français.

Vous trouverez dans cet ouvrage de 860 pages plus de 10 000 mots et expressions susceptibles, un jour ou l'autre, de vous poser un problème ou d'embarrasser vos enfants. C'est en réalité un "mode d'emploi" complet de notre langue que vous aurez en permanence sous la main.

Les explications y sont vivantes et claires : chaque conseil est étayé d'exemples : citations littéraires, extraits de journaux, phrases et locutions *couramment employées*, etc. Chaque fois que vous ouvrirez ce dictionnaire, ce sera avec autant de profit que de plaisir !

Profitez vite de cette offre avantageuse, *renvoyez-nous votre bon d'examen gratuit,* dès aujourd'hui !

Vous ne vous engagez absolument pas en nous renvoyant le bon d'examen gratuit ci-contre : si vous n'étiez pas entièrement satisfait, au terme de cet examen de 10 jours, il vous suffirait, en effet, de nous retourner votre premier volume des "Usuels du Robert".

Mais si, au contraire, vous êtes séduit par ce très beau dictionnaire, vous pourrez alors enrichir votre bibliothèque. Dans ce cas, vous nous le réglerez en deux mensualités de 59 F seulement (+ frais d'envoi).

Nous vous enverrons, par la suite, les autres dictionnaires des "Usuels du Robert" au rythme d'un tous les deux mois.

La collection complète des "Usuels du Robert" : 12 volumes.

Dictionnaire des difficultés du français • Dictionnaire des citations françaises (2 volumes) • Dictionnaire des idées par les mots • Dictionnaire de proverbes et dictons • Dictionnaire des anglicismes et américanismes • Dictionnaire étymologique • Dictionnaire des synonymes • Dictionnaire des citations du monde entier • Dictionnaire des expressions et locutions • Dictionnaire des structures du vocabulaire savant.

Alors, n'attendez pas demain, renvoyez-nous dès aujourd'hui votre bon d'examen gratuit : vous recevrez le Dictionnaire des difficultés du français ainsi que votre première gravure-cadeau.

Éditions Robert Laffont - B.P. 35 - 95112 Sannois Cedex

UN EXAMEN GRATUIT
ROBERT LAFFONT

Bon à compléter et à retourner dès aujourd'hui aux Éditions Robert Laffont – B.P. 35 - 95112 Sannois Cedex

Oui, *envoyez-moi pour un prêt gratuit de 10 jours le* Dictionnaire des difficultés du français.
• Je recevrai donc pour un examen gratuit de 10 jours ce volume, premier de la collection "Les Usuels du Robert", accompagné de ma première gravure-cadeau.
• Si cet examen m'a convaincu, je garderai ce volume et le réglerai en 2 *mensualités de 59 F seulement (+ 4,45 F* de frais d'envoi par mensualité*). Je recevrai alors les onze volumes suivants au rythme d'un tous les deux mois environ et je réglerai chacun d'eux au même prix garanti pour toute la durée de ma collection.
• GARANTIE : bien entendu, si je n'étais pas satisfait de ce premier volume, je vous le renverrais avec ma gravure-cadeau, dans les 10 jours, sans rien payer.

* Selon tarif et taux de taxes en vigueur au 30.8.81.

134 AUDR 6,8680

Signature indispensable pour tous : (pour les mineurs, signature des parents)

Nom (majuscules)
Prénom
Adresse complète
Code Postal | Ville
PRIX TOTAL : 1528,80 F FRAIS D'ENVOI COMPRIS

Mobil aux championnats du monde de Formule 1.

Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil Mobil

Grand prix d'Afrique du Sud. 7 février.
1er Carlos Reutemann.

Grand prix des Etats Unis. Long Beach. 15 mars.
1er Alan Jones.
2e Carlos Reutemann.

Grand prix du Brésil. 29 mars.
1er Carlos Reutemann.
2e Alan Jones.

Grand prix d'Argentine. 12 avril.
2e Carlos Reutemann.

Grand Prix de San Marin. Imola. 3 mai.
3e Carlos Reutemann.

Grand prix de Belgique. Zolder. 17 mai.
1er Carlos Reutemann.

Grand Prix de Monaco. 31 mai.
2e Alan Jones.

Grand Prix de Grande-Bretagne Silverstone. 18 juillet.
2e Carlos Reutemann.

Mobil

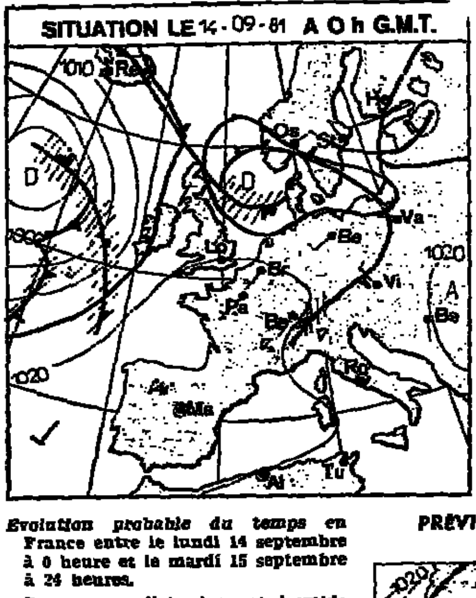
Grand Prix d'Italie. Monza. 13 septembre.
2e Alan Jones
3e Carlos Reutemann

Mobil à la pointe de la compétition technologique.
L'équipe Saudia Leyland sur voitures Williams gagne avec les lubrifiants synthétiques Mobil.

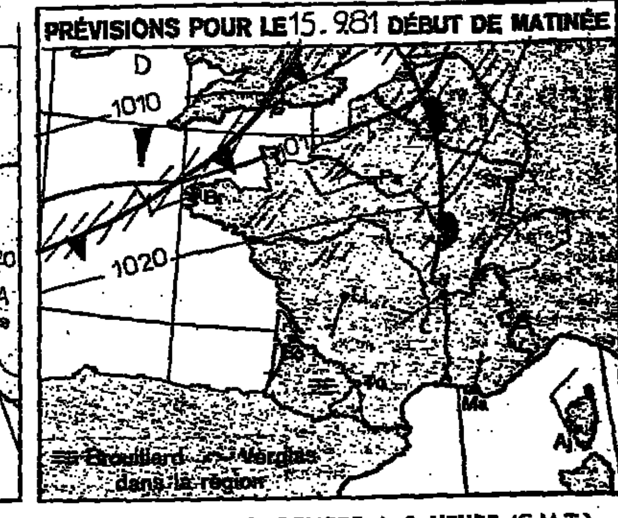
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

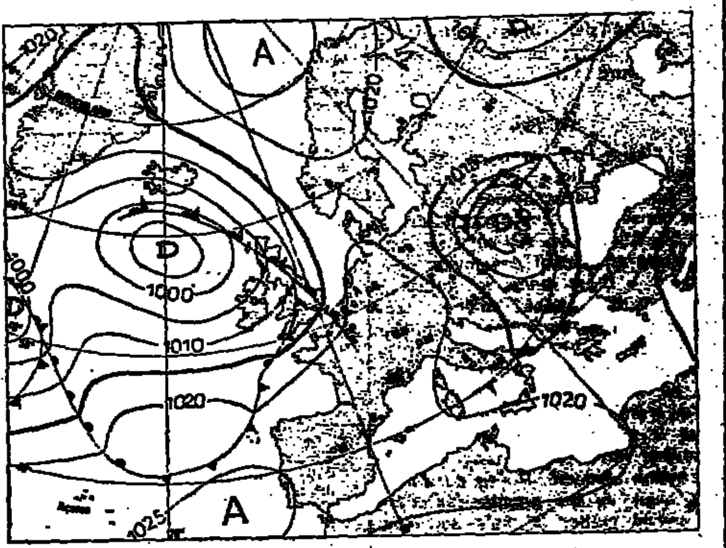
SITUATION LE 14-09-81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15.9.81 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 15 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 septembre à 0 heure et le mardi 15 septembre à 24 heures.

Des masses d'air doux et humide envahiront notre pays en n'épargnant que le Midi méditerranéen.

Mardi matin, le temps sera doux et couvert avec des pluies intermittentes au nord d'une ligne Bordeaux-Besançon. Au sud de cette limite, le temps sera encore frais avec des éclaircies après dissipation des brumes matinales dans l'intérieur et des passages nuageux avec des ondées résiduelles près de la Corse.

Dans la journée, près de la Méditerranée, le temps sera ensoleillé avec des vents modérés de nord.

De la Bretagne à la Vendée, puis le soir sur le Bassin parisien et le Nord, des éclaircies se produiront ; elles alterneront avec des passages nuageux parfois accompagnés d'averses près des côtes. Les vents s'orienteront au secteur ouest et seront assez forts.

De l'Aquitaine aux Alpes du Nord, le temps deviendra nuageux avec quelques pluies, les vents seront modérés de sud-ouest et les températures diurnes en baisse.

Le lundi 14 septembre 1981 à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 023,3 millibars, soit 767,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 12 ; Bordeaux, 23 et 9 ; Bourges, 20 et 10 ; Brest, 19 et 14 ; Caen, 19 et 11 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 20 et 9 ; Grenoble, 22 et 12 ; Lille, 18 et 8 ; Lyon, 22 et 10 ; Marseille, 26 et 17 ; Nancy, 19 et 6 ; Nantes, 21 et 13 ; Nice, 25 et 17 ; Paris-Le Bourget, 20 et 7 ; Pau, 24 et 11 ; Perpignan, 26 et 15 ; Rennes, 20 et 13 ; Strasbourg, 21 et 9 ; Tours, 22 et 12 ; Toulouse, 25 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 15 degrés ; Amsterdam, 18 et 10 ; Athènes, 29 et 18 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 19 et 7 ; Bruxelles, 17 et 9 ; Le Caire, 32 et 23 ; îles Canaries, 24 et 22 ; Copenhague, 18 et 8 ; Genève, 22 et 8 ; Jérusalem, 28 et 17 ; Lisbonne, 28 et 12 ; Londres, 19 et 7 ; Madrid, 30 et 14 ; Moscou, 12 et 6 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 28 et 18 ; Palma-de-Majorque, 29 et 19 ; Rome, 27 et 19 ; Stockholm, 13 et 1.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

CAMPAGNE DE CHARME DES GENDARMES TOURANGEAUX

Les gendarmes de Tours ont dressé, le 13 septembre, le premier bilan d'une campagne de prévention, originale et unique en France, lancée au début du mois d'août.

A la place des traditionnels procès-verbaux, les gendarmes d'Indre-et-Loire ont remis, lors de certains contrôles de vitesse, 1 000 photos représentant des accidents particulièrement *meurtriers et spectaculaires*. Au verso de la photo, un message de la gendarmerie rappelle que la vitesse est responsable de 30 % des accidents, et, avant de souhaiter une bonne route aux conducteurs, la gendarmerie tourangelle ajoute que « *les contrôles de vitesse ne sont pas faits pour importuner les usagers de la route, mais pour les protéger contre les accidents* ».

Au cours du mois d'août, les gendarmes d'Indre-et-Loire ont contrôlé 34 423 véhicules dont 8 979 étaient en infraction. Seulement 302 conducteurs *ont été verbalisés pour vitesse* excessive. Cette campagne continuera jusqu'au mois de novembre ; 4 000 photos seront distribuées.

CORRESPONDANCE

Les usagers et l'État

M. Alain Gaudefroy, conseiller municipal de Nantes, nous écrit :

Le gouvernement veut faire appel à la compréhension et à la participation des usagers pour que cesse le scandale du très grand nombre d'accidents de la route mais il importe, aussi, que l'ensemble des pouvoirs publics responsables de l'aménagement de la route jouent, aussi, leur rôle en donnant à ses usagers de bonnes conditions de sécurité.

En effet, si, d'un côté, grâce à l'action du gouvernement, les automobilistes peuvent prendre pleinement leurs responsabilités, de l'autre, il importe que disparaissent, sur le réseau routier, les principaux défauts de la voirie, les insuffisances de la signalisation, se traduisant par des « points noirs » ou « zones d'accumulation d'accidents ». Ce n'est d'ailleurs guère la *jurisprudence* actuelle en matière d'accidents qui encourage les pouvoirs publics à un effort exceptionnel : en effet, leur responsabilité est rarement engagée au *niveau des* procès-verbaux d'accident (...).

Lorsque la route sera parvenue à une qualité susceptible de ne plus pouvoir mettre en cause l'administration responsable de son aménagement, la minorité d'inconscients ou d'irresponsables qui *enfreindront les* principales réglementations aux dépens de la vie d'autrui ne mériteront plus, alors, que les peines les plus sévères, à commencer par les *retraits de permis*.

TRANSPORTS

Demain sur le T.G.V.



(Croquis de Maroq.)

C'est Carven qui a signé les uniformes des personnels *féminin et masculin du wagon-restaurant* du T.G.V. Il a suivi les tendances actuelles à la mode *disparate, tout en conservant la* sobriété des tenues de travail. L'hôtesse est habillée d'une *veste de gabardine de laine* vert réséda à deux boutons, poches carrées plaquées, d'une jupe à *batterie de plis sur le* devant, dos droit, dans un original écossais à petits dessins rouille, rouge géranium, vert et *noir, et d'un chemisier rayé* vert amande à petit col pointu cravaté.

A l'inverse, l'homme porte une veste écossaise à poches plaquées, col et revers moyens, *sur un pantalon réséda, une* chemise vert amande et une cravate de tricot de laine d'un ton plus soutenu.

N. M.-S.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 SEPTEMBRE

« *Hôtels et curiosités du Marais* », 15 h., métro Saint-Paul, Mme Imbert (*Connaissance d'ici et d'ailleurs*).

« *L'hôtel de Lauzun* », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Ferrand.

« De chez Sarah Bernhardt au parc Monceau », 15 h., métro Malesherbes, Mme Hager.

« Les impressionnistes », 15 h. 30, entrée du musée du Jeu-de-Paume, M. Jaslet.

« Vieilles rues et maisons du bourg Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h. 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« *Chez un restaurateur de cristal* », 15 h., 84, quai de Jemmapes (Tourisme culturel).

LE SYNDICAT DES CORRECTEURS FÊTE SON CENTENAIRE. — C'est *le 27 novembre 1881 que naquit la* chambre syndicale des correcteurs d'imprimerie (1). Deux ans plus tard, ce groupement adhérait à la Fédération du livre.

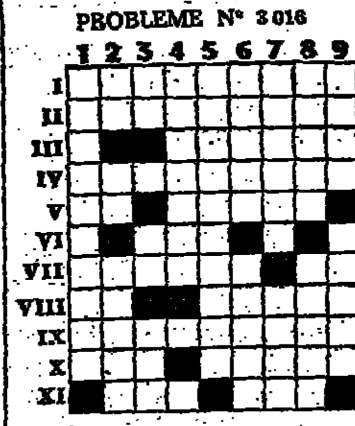
Les 19 et 20 septembre 1981, à la Cartoucherie de Vincennes, à *partir de midi, une grande fête* permettra aux correcteurs de Paris d'accueillir leurs amis.

Le prix pour les deux jours est de 40 F, demi-tarif pour les chômeurs et les jeunes, entrée gratuite jusqu'à douze ans et... pour les centenaires !

(1) Syndicat des correcteurs (C.G.T.), 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10e. Tél. : 208-02-28.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3016



HORIZONTALEMENT

I. Elles accomplissent de petits travaux au crochet. — II. On peut lui devoir une belle chandelle. — III. Domestique, elle vole. — IV. Tours de ville, par exemple. — V. Lettre grecque ; Provoquent des gonflements dans les bras. — VI. Ecrivain suisse. — VII. Restent enfermées un certain temps après un vol ; Cela. — VIII. C'est un ordre ; Signe de la croix. — IX. Tas de briques. — X. Le sable y est noir ; Déroute. — XI. *Passé dans* l'auxiliaire ; Orientation.

VERTICALEMENT

1. L'aîné génial, par exemple. — 2. Ouvre un éventail ; Lettre grecque ; Relève des boulettes. — 3. Adverbe ; Participe ; Empêche toute fuite. — 4. Est sorti de l'ombre. — 5. *Distraction qui peut* être coûteuse. — 6. Se nourrit de restes ; Partie carrée. — 7. Petits poids anciens ; Ses manchettes produisent une vive impression. — 8. Trompent une *faim de loup* ; Garniture de toile. — 9. Non loin d'Alençon ; Entraînait nos pères dans une guimbarde.

Solution du problème n° 3015

Horizontalement

I. Quartanniers. EV. — II. Urbain. Assourdi. — III. Ain. Oc. Rues. — IV. Escarmouche. In. — V. Océan. Hèlent. — VI. Urne. D.C. Sées. — *VII. St. Velours.* SA. — VIII. Eléates. Les. — IX. Aster. Aar. Ais. — X. Dû. Essartage. Le. — XI. Ede. Aîtres. — XII. Paletot. Quêteur. — XIII. Etirons. Ur. — XIV. Nid. Abée. *Omis.* — XV. Sfax. Bru. Reniée.

Verticalement

1. Quiétude. Dépens. — 2. Ur. Laudatif. — 3. Absconses. Elida. — 4. Ra. Acétate. Er. — 5. Tiare. Tes. Ton. — 6. Animadversion. — 7. Nonces. Tsar. — 8. Na. Ara. Bu. — 9. Isochromatique. — 10. Esche. Raturer. — 11. Ro. El. Rî. Gré. — 12. Sûr. Esse. Eetion. — 13. Ruine. Sa. Se. Mi. — 14. Edentés. Il. Unie. — 15. Vis. Sasseur. Se.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 13 septembre :

DES DÉCRETS

- Modifiant le décret n° 75-961 du 25 septembre 1975 relatif au statut des techniciens de l'aviation civile ;
- Fixant les conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire avec barrette *Corée* ;
- Fixant les conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire avec barrette Indochine ;
- Fixant *les conditions d'attribution* de la croix du combattant volontaire avec barrette guerre 1939-1945 ;
- Relatif à la croix du combattant volontaire ;
- Portant application des dispositions de l'article 28 de la loi *de finances rectificative* n° 81-734 du 3 août 1981 modifiant l'indice de référence de la valeur du point de pension militaire d'invalidité fixé à l'article L. 8 *bis* du code *des pensions militaires d'invalidité* et des victimes de guerre ;
- Modifiant les article R. 331-1 et R. 331-26 du code de la construction et de l'habitation.

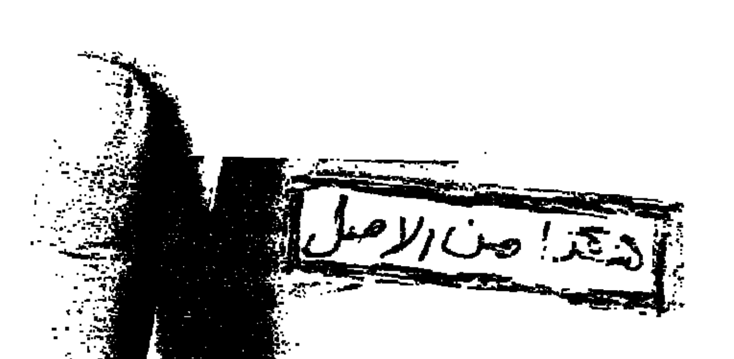
BREF

VIVRE A PARIS

ANIMATION DANS LE 19e. — Le centre d'animation Mathis, maison d'association du 19e arrondissement *de Paris reprend l'ensemble* de ses animations à partir du 15 septembre. Vingt associations travaillent régulièrement au centre, dispensant des activités aussi différentes que des cours d'informatique, une chorale adultes et enfants, *un* club de foobal, un atelier de formation à la mécanique, un atelier de recherches *sur l'histoire du 19e, une permanence* d'information santé, etc.

★ 11-13, rue Mathis, 75019 Paris, tél. 241-58-38.

JEUNES ARCHITECTES. — L'association pour la promotion des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, présidée par Mme Jacques Chirac, organise une exposition « dessins-sculptures » qui sera présentée au public du 18 septembre au 25 octobre, salle Saint-Jean à l'Hôtel de Ville. Cette exposition rassemble les œuvres de treize jeunes artistes dont dix peintres et trois sculpteurs ayant moins de quarante ans, vivant et travaillant à Paris.



Le Monde

culture

CINÉMA

« Les Aventuriers de l'Arche perdue » au Festival de Deauville

Le nouvel idéalisme américain

Comme on pouvait s'y attendre, *les Aventuriers de l'Arche perdue*, film conçu et produit par George Lucas, réalisé par Steven Spielberg et présenté trois fois le 12 septembre au Festival de Deauville, a remporté un énorme succès, prélude, sans doute à celui qu'il devrait connaître auprès du grand public, à partir du 16 septembre, date de sa sortie dans toute la France.

Lucas et Spielberg ont renoncé à la science-fiction pour revenir à la tradition du film d'aventures exotiques, mouvementées, trépidantes. Ils ont inventé un héros à l'ancienne mode, brave, sportif, capable de se battre les mains nues, un professeur d'archéologie, Indiana Jones, délaissant volontiers sa chaire d'enseignant pour courir le monde à la recherche de trésors historiques.

Après un prélude sensationnel en Amazonie, Indiana Jones se met au service de son pays pour empêcher les nazis — l'action est située en 1936 — de s'emparer, sur le désir d'Hitler, de « l'Arche d'alliance » des Hébreux contenant les morceaux des tables de la Loi brisées par Moïse et enfouies dans la cité de Tanis, recouverte par les sables, du côté du Caire. Des soldats allemands se livrent à de gigantesques fouilles, contrôlées par un agent de la Gestapo. Un archéologue français, René Belloq, éternel adversaire d'Indiana Jones, travaille avec les nazis. Le scénario, astucieux, échevelé, permet à Jones (dont la compagne est perpétuellement enlevée) et à Belloq (qui la désire) de s'affronter comme des héros de bandes dessinées.

La réalisation ne comporte pas un seul temps mort. Presque toutes les situations dramatiques sont relevées par des détails humoristiques, à un moment ou à un autre. La découverte de l'Arche dans une fosse où grouillent des centaines de serpents, les fusillades, les explosions, les poursuites en camion, bateau, autant de scènes à grand spectacle, magnifiquement réglées. Lorsque le couvercle de l'Arche est soulevé, ce qui arrive alors laisse proprement pantois.

Tout cela n'est pas aussi innocent qu'on pourrait le croire. Le rêve américain de la nation supérieure, représentant le bon droit, le courage, l'esprit d'entreprise et la seule idéologie possible du bien, renaît dans cette fresque d'aventures pseudo-historiques. Les nazis tombent comme des mouches, mais tous autres adversaires connaîtraient la même sort (deux suites sont d'ailleurs prévues). Passons sur ce Belloq bellâtre et faux jeton dont notre orgueil national n'aurait pas lieu d'être fier ! Indiana Jones, incarné par Harrison Ford — qui rappelle, à la fois, Gary Cooper, John Wayne jeune et Charlton Heston, — est redevenu le héros américain par excellence. Produit perfectionné de l'industrie cinématographique américaine, *les Aventuriers de l'Arche perdue* fait redescendre sur terre le mercenaire de l'espace de *la Guerre des étoiles* et renvoie Superman et Flash Gordon au rayon des jouets. Humain, viril, décidé, parfois vaincu mais reprenant, toujours, le dessus, Indiana Jones est un mythe adapté à l'Amérique contemporaine — d'une façon encore plus délibérée, plus exemplaire que Sean Connery dans *Outland* (le Monde du 4 septembre).

Suspense sociologique

L'intérêt de ce septième Festival de Deauville, moins riche peut-être en grandes œuvres que les précédents (mais le cinéma américain, si puissant qu'il puisse paraître économiquement, traverse, lui aussi, une crise) a tenu à une sorte de mise à jour des aspects contradictoires d'une société qui se voudrait saine, forte, optimiste, et cultive un nouvel idéalisme. *Outland, les Aventuriers de l'Arche perdue ; The Four Seasons* et *They all lauged* de Peter Bodganovich (film-surprise venu du Festival de Venise) se référaient plus ou moins à cette tendance, ainsi que *The Legend of the lone Ranger* de William Fraker (réapparition du héros de western, masqué, à la Zorro).

Un curieux film, raté à force d'effets esthétiques, *Box office* (premier long métrage de Joseph Bogdanovich, à ne pas confondre avec Peter), cherchait même à prendre une dimension métaphysique en racontant, de façon prétentieuse et embrouillée, l'histoire d'une jeune chanteuse (Carol Cortne, ressemblant vaguement à Marilyn Monroe) manquant de perdre son âme dans le « show business ». On y a vu un généticien s'élever contre l'industrie (dangereuse) des produits contraceptifs et la chanteuse rencontrer Dieu, semblait-il, après avoir gravi, au prix de durs efforts, une montagne escarpée.

Nous avons déjà dit les audaces et l'anticonformisme de *Cutter's Way* et de *la Vie en mauve*. D'autres films allaient vers la critique sociale, mais sans toucher aux structures profondes du quotidien, en s'attaquant à des phénomènes sociologiques traités comme des spectacles à suspense. Ainsi *Ticket for Heaven* de Ralph Thomas sur l'action pernicieuse et l'imposture de certaines sectes religieuses (on y a remarqué le jeune comédien Nick Mancuso) avec la lutte d'un « exorciste psychologique » contre les lavages de cerveau et l'endoctrinement, et une scène finale ambiguë. Ainsi *Mystique* de Bobby Roth (inspiré également de faits réels), où le séminaire d'une agence de publicité, destiné à préparer des cadres dynamiques, passe de la thérapie de groupe à une suite de sévices, humiliations, tortures, dans un « entraînement » de type sadique et fasciste. Intéressant en ce qu'il dévoile ce qui peut se cacher derrière le « rêve américain », le film de Bobby Roth n'a pu su trouver une juste mesure entre une réalité « documentaire » et une fiction cinématographique chargée de violence et d'angoisse, au point de désamorcer, en partie, le mal social mis en question.

Avec *Polyester*, de John Waters (qui fut un précurseur du mouvement punk), la famille américaine et ses mythes sombraient dans un burlesque un peu morbide (les mésaventures d'une bourgeoise obèse, jouée par le travesti Divine, et de son entourage déliquescent). Mais les spectateurs eurent droit à un gadget : la vision en odorama ! Chaque fois qu'un numéro apparaissait sur l'écran, il fallait gratter le numéro correspondant sur une carte remise à l'entrée pour sentir les odeurs (généralement nauséabondes) que Divine reniflait dans les images du film.

Le passage de Lana Turner avait ranimé le culte des stars des années 40-60. Les amoureux du cinéma américain gardent la nostalgie de cette époque, mais ce n'est pas *Breakdown*, de Kathryn Bigelow et Monty Montgomery, essai sur le mal de vive des jeunes motards en blouson noir de 1959, qui a pu combler cette nostalgie, malgré une certaine dimension psychologique et sociale sous le style rétro. Deux soirées dans la grande salle du Casino, l'une avec Arthur Penn et *Bonnie and Clyde*, l'autre avec Joseph L. Mankiewicz et *Eve*, et les rétrospectives, ont fait revivre tous les attraits d'un cinéma hollywoodien au faîte de sa splendeur, de sa perfection. Cette confrontation historique entre le passé et le présent, devenue une tradition du Festival de Deauville, est un élément fondamental de sa réussite.

JACQUES SICLIER.

« REGARDS ET SOURIRES », de Kenneth Loach

Jeune et chômeur à Sheffield

Prix du cinéma contemporain au Festival de Cannes, *Regards et sourires*, quatrième film de Kenneth Loach (*Kes, Family Life*), étonne d'abord par cette impression de déjà vu, cette rencontre de paysages et de visages familiers : comme si rien ne s'était passé outre-Manche ces vingt-cinq dernières années, comme si on sautait à pieds joints de l'ère des jeunes gens en colère, du nouveau théâtre anglais et du Free Cinema au morne aujourd'hui.

La classe ouvrière anglaise que nous découvrions autrefois dans les pièces de Shelagh Delaney et Arnold Wesker, dans les films de Karel Reisz et de Tony Richardson, ne rêve plus aux horizons. Choisir l'armée, c'est prendre son billet pour l'Irlande du Nord. Rester au pays entre les casernes de béton, quand les usines ferment, c'est traîner inlassablement de la disco du samedi soir à l'Odéon local, où on joue un bon film d'horreur, ou sur les gradins du stade de Sheffield United, le célèbre club de football, c'est chaparder à l'occasion, c'est pointer au chômage.

Aidés de l'opérateur Chris Menges, d'une admirable photo en noir et blanc, légèrement surexposée, Kenneth Loach et son scénariste Barry Hines prennent trois jeunes de dix-huit ans, deux garçons, Mick et Allan, sans travail, Karen, la petite amie de Mick, vendeuse dans un magasin de chaussures. Les parents, ceux de Mick et de Karen, offrent l'image de familles très dissemblables : pour Mick, la chaleur du foyer, la confiance mutuelle ; pour Karen, la cassure, une mère insupportable qui cherche à refaire sa vie, un père qui s'est déjà créé un autre foyer.

Il manque à ce film courageux, plus encore, audacieux, dans le contexte présent du cinéma anglais, d'aller un peu plus loin, de dépasser l'observation attentive, de nous laisser entrevoir la révolte possible, sans laquelle ces existences deviennent un enfer de grisaille. Il manque la poésie des sentiments, l'effort pour dépasser le simple maniérisme. On voudrait qu'une aussi bonne cause soit portée par un élan, le rêve éveillé d'*Un goût de miel*, de Shelag Delaney, par exemple, surtout la pièce, ou la violence explosive, sur un sujet pas si radicalement différent, du film allemand *le Destin, tu parles*, d'Helga Reidemeister.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

QUINTETTE - LA PAGODE



les Productions C.C. présentent
barbara
à partir du 28 octobre 81
au nouvel hippodrome de Paris - porte de Pantin
LOUEZ DÈS MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE :
Remplissez le bon ci-joint en indiquant 2 dates par ordre préférentiel
Retournez-le à Productions C.C. - 6, rue Daubigny 75017 Paris, avec votre règlement chèque bancaire ou postal (à l'ordre) établi à l'ordre des Productions C.C. joindre une enveloppe timbrée à vos nom et adresse pour la réponse
Si vos billets ne vous parvenaient pas 5 jours avant la date la plus proche choisie, réclamez au 267.11.64
LOCATION à partir du mardi 15 septembre - FNAC - TOUTES AGENCES - EUROPE 1
Soirées à 20 h 30 sauf dimanche soir
matinées - dimanche, 1er novembre et 11 novembre à 17 h.
Renseignements :
Productions C.C. - 6, rue Daubigny - 75017 Paris - Tél. : 267.11.64
☐ Orchestre .... 85 F
☐ Tribune 1re série .... 65 F
☐ Tribune 2e série .... 45 F
DATES CHOISIES
1er choix ________ à 20 h 30
2e choix ________ à 20 h 30
Nom ________
Adresse ________
Code Postal ______ Tél. ______
Nombre de places ______
Prix Unit. ____ Total ____

EXPOSITIONS

GIACOMETTI A SAINT-ÉTIENNE

Jeux d'approche

Les sculptures de Giacometti nous sont familières, même si on ne les connaît pas. Elles ont leur place au fond de notre mémoire, indiscutée, indiscutable, toujours là, même lointaines, cachées par toutes les images, toutes les formes que le musée imaginaire a pu y faire entrer au cours capricieux de rencontres et de découvertes. Combien d'œuvres ont ce pouvoir ?

Mais a-t-on vraiment envie de les croiser au dehors de soi, a-t-on envie d'affronter ces êtres-là, dont on sait bien qu'ils ont un pouvoir stupéfiant, dont sait bien qu'on ne pourra rien dire de plus que leur présence, encore une fois.

Comment les approcher autrement, elles n'ont que cette suprême présence, qui tient à un fil, un fil plombé. Les approcher, c'est-à-dire ne pas pouvoir s'en approcher, tout en étant tenté de palper à pleins doigts le vide qu'elles habitent, jusqu'à faire coïncider nos mains avec le creux et les aspérités du métal, peut-être pour mettre fin au désarroi de l'œil. Comment en reparler après Ponge, Genet, Sartre, Leiris ?

Treize bronzes venus, sauf un, de chez Maeght : l'Homme qui marche, *version 1950 et version 1960,* le Chien, Buste de Diego, Diego au col roulé, *encore* Diego, Annette, Annette VI, *et* Femme de Venise II, III, VII *: une dizaine de peintures, une vingtaine de dessins... L'exposition est petite mais remarquablement présentée dans la grande salle rendue de blanc du musée de Saint-Etienne. Bernard Ceysson et Jacques Beauffet y ont ménagé la rencontre, en disposant les statues à distance sur des socles, en leur laissant assez de respiration, en jouant le face-à-face de la femme presque figée dans son devenir d'idole, et de l'homme qui bouge.*

Y aurait-il une nouvelle connivence entre Giacometti et les anciens tenants des avant-gardes, aujourd'hui en quête de permanence et en voie de conversion à la figure ? D'ailleurs, c'est Marcelin Pleynet qui préface l'exposition. Ce qui nous permet d'apprendre, au cas où nous ne le saurions pas, que la mère de Giacometti s'appelait Annetta, que la femme de Giacometti s'appelait Annette, donc qu'entre les deux, il y a un A qui ne saurait être que le A d'Alberto, et un gros bon conflit œdipien. C'est Ponge qui disait de Giacometti : « Son œuvre mérite qu'à son propos l'on soit bref (qu'on abrège). » *Et il avait raison.*

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne, jusqu'au 28 septembre.

LE PRINTEMPS A L'HEURE LONDONIENNE

Si « à chaque instant, il se passe quelque chose » *ici, et si* « on trouve tout » *là, c'est quand même au Printemps qu'il faut aller pour voir les* « chefs-d'œuvre de la Royal Academy of Art de Londres », *présentés dans une petite salle à part, dans les* « 2 000 mètres carrés de sol anglais pour faire votre shopping à la française ». *Plutôt que* « chefs-d'œuvre », *disons tableaux d'artistes célèbres.*

De Turner, Constable, Reynolds et Gainsborough à Winston Churchill, en passant par Raeburn, Füssli, Millais, au total une trentaine d'œuvres ont traversé la Manche pour résumer deux cents ans de peinture anglaise, sur fond de théières à fleurettes bleues ou roses, de boîtes de caramels et de plaids, avec, en prime, l'appel lointain des cloches de Big Ben et la présence bien réelle de joueurs de cornemuses en kilt, suivis de près par deux (faux) policemen.

Autrement dit, les clichés. On est tenté d'aller les chercher aussi dans les peintures, quitte à affronter l'œil sévère de Thomas Gainsborough par lui-même : Paysage romantique, *un château en ruine et certainement hanté (Turner),* le monstre du Lochness *(Füssli),* Pea soup sur Picadilly Circus by night *(Arthur Hacker), un portrait princier (William Beechy), une* Horse fair *(Alfred Munnings)...*

G.B.

★ Printemps, jusqu'au 19 octobre.

■ Le Père Michel Dubost, représentant la Fédération des organismes de communication sociale, a exprimé son désaccord avec le projet de M. Lang, ministre de la culture, de nommer des mineurs à la commission de contrôle du cinéma. Au cours de l'émission, « Un chrétien vous parle », diffusée le dimanche 13 septembre sur R.T.L., il a également critiqué le projet gouvernemental de ramener à seize ans la limite d'âge pour l'interdiction de certains films, mesure qui revient, selon lui, à « libérer éducateurs et parents de leur responsabilité ».

ACTION CULTURELLE

LE VOYAGE DE M. JACK LANG A ROME

Développer les échanges dans l'ensemble du Bassin méditerranéen

Au terme de son séjour de quarante-huit heures à Rome (*le Monde* du 11 septembre), M. Jack Lang, ministre de la culture, a décrit les perspectives de développement des échanges culturels entre la France et l'Italie, mais aussi dans l'ensemble du Bassin méditerranéen, et a réaffirmé la volonté de la France de constituer, avec les pays voisins, « *un front commun contre la standardisation et contre l'hégémonie culturelle des multinationales* ».

S'associant à l'initiative de l'Italie d'organiser en novembre à Capri une réunion des dix ministres européens des affaires culturelles, M. Lang a déclaré que cela permettrait de redéfinir les compétences culturelles de la Communauté européenne. « *Il faut veiller à ce que les autorités communautaires n'appliquent pas* stricto sensu *les règles du traité de Rome sans prendre en considération les caractéristiques de l'action culturelle* », a indiqué le ministre, insistant notamment sur le cinéma.

Au cours des deux prochains mois, les autorités culturelles françaises et italiennes définiront des propositions d'action dans les domaines du cinéma, du théâtre, de la musique et de la diffusion du livre. D'autre part, en coopération avec les promoteurs de l'*Estate romano* (*manifestations d'été à Rome*), la France va lancer un projet de festival d'été commun à quatre grandes villes de la Méditerranée. Le Festival d'Orange sera associé à ce projet, et M. Lang espère obtenir la coopération d'une ville grecque.

Sont prévues également une exposition sur le futurisme (en collaboration avec Naples) et une manifestation sur la commedia dell'arte (à Naples, Venise et Paris).

THÉATRE

« CE SOIR, JE SORS ! » au Petit-Montparnasse

Un vieux monsieur solitaire, le soir, chez lui, en robe de chambre, tourne les boutons d'un petit poste de radio. Un poste de l'avant-guerre, en bois, avec un cadre style un peu nouille, comme il y en avait beaucoup.

Le cher auditeur se met à rêver, en écoutant les chansons. Il se voit vedette de music-hall, il part en tournée aux îles, avec de jolies danseuses.

Le « Théâtre F.M.R. » (ces trois majuscules phonétiques sont plus froides, ont moins de pouvoir d'évocation que le mot « éphémère » écrit au complet) est un théâtre de marionnettes : poupées d'un mètre de haut manipulées à vue, avec des bâtons, par les trois comédiens de la troupe, Michel Armin, Steen Halbro, Samuel Bonnafil.

Ce soir, je sors, se présente comme une micro-comédie musicale, entièrement chantée, souvent dansée, et c'est par là que cette soirée sympathique pêche un peu, car ces marionnettes restent plutôt lourdaudes, et les paroles et musique ne survolent pas l'Himalaya. Mais vous ne serez pas en mauvaise compagnie, autour de vous le public rira sans cesse, pour des raisons qui, peut-être, vous échapperont, et il émane de ce décor succinct, de ces lumières bleues, de ces ventriloques, un charme forain pas méchant.

MICHEL COURNOT.

★ Petit Montparnasse, 22 h.

Comédie Française
SALLE RICHELIEU - 296-10-20
Mercredi 16 septembre, à 14 h. 30
MATINÉE EXCEPTIONNELLE
GOLDONI
LA LOCANDIERA
Mise en scène Jacques LASSALLE
le chef-d'œuvre du Molière italien
Carlo GOLDONI

PLANFILM
invite les lecteurs du « Monde » à une projection exceptionnelle en avant-première du film de
GILLES BEHAT



avec RICHARD BERRY, MIRELLA D'ANGELO, EVELYNE DRESS, DIDIER SAUVEGRAIN
Musique de J.-P. MAS
le MARDI 22 SEPTEMBRE 1981, à 20 h 30
au cinéma MARIGNAN CONCORDE PATHÉ
27-29, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS
Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes en fonction des places disponibles.
Invitation pour 1 personne (*)
2 personnes
A retourner au « Monde », J.-F. COUVREUR, 5, rue des Italiens, 75427 PARIX Cedex 09
accompagnée d'une enveloppe non timbrée à vos noms et adresse
(*) Rayer la mention inutile.

MERCREDI

UN FILM DE ETTORE SCOLA
BERNARD GIRAUDEAU et VALERIA D'OBICI
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT

Passion d'Amour

BERNARD BLIER
MASSIMO GIROTTI
LAURA ANTONELLI
mise en scène de ETTORE SCOLA

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Voir Concerts.

Les théâtres de Paris

Comédie - Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.

Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Freaks Society ; 21 h. 30 : Boris Supervian.

Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h. 30 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 45 : On continue à l'appeler Pantalon.

Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 22 h. : Anatole.

Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.

Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge, 20 h. 30 : *Douce* ; 22 h 15 : Un oiseau dans le plafond. — Théâtre noir, 22 h. 15 : J. di Giacomo.

Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.

Poche - Montparnasse (548-92-97) 21 h. : *Accordez vos violons.*

TAI - Théâtre d'essai (278-10-79), 22 h. : la Métamorphose ; 20 h. 30 : l'Ecume des jours.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 15 : Essayer... c'est pas sorcière ; 21 h. 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Hé, dis Jeannette ; 21 h. 30 : Woodie Folles ; 23 h. : le Vampire de Perraultbad.

Blancs-Manteaux (887-15-84) I, 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 22 h. 30 : Des bulles dans l'encrier ; II, 21 h. 30 : Attachez vos ceintures ; 22 h. 30 : Pit et Rik.

Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h. 45 : Plurielle ; 0 h. 15, Electro-choc ; 23 h., Mangeuses d'hommes.

Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.

Le Fanal (233-91-17), 20 h. : Un ouvrage de dames ; 21 h. 15 : F. Blanche.

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Florence Brunold ; 21 h. 30 : Il en est... de la police.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept ans de bail... bye bye.

Le music-hall

Petit Forum (297-53-47), 20 h. 30 : J. Favreau.

Les concerts

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, Bach, Haendel).

Théâtre musical de Paris (261-19-83) : Orchestres symphoniques ; 20 h. 30 : Chicago Symphony Orchestra, Georg Solti (Mahler : « Symphonie n° 9 »).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 14 septembre

Lucernaire, 19 h. 45 : E. Pia Manceau, S. Chiapparin (Monteverdi, Bach, Haydn).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h., M. Saury, Jazz Panfare.

Caveau de la Montagne (354-81-30), 21 h. 30 : A. Condouant, A.-J. Marie, M. Gaudry.

Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : M. Solal.

L'Ecume (542-71-16) : 22 h. : J. Bl.

Jazz Unité (276-44-26), 21 h. : J. Lindberg.

Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Green.

New-Morning (823-51-41), 21 h. : Caratini-Fosset.

Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : *Sonny Gray*, O. Hutman, D. Lemerie, Ch. Bellonzi.

Festivals

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTMARTRE (258-97-62)

Centre d'arts celtiques, 20 h. 30 : Pinok et Matho.

RÉGION PARISIENNE

Vincennes : Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), 20 h. 30 : Festival Courteline.

SORTIE MERCREDI 16 SEPTEMBRE



cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

Films d'auteurs et films rares : 15 h. : Tol'able David, de H. King ; 17 h. : la Chose d'un autre monde, de C. Nyby ; Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : 19 h. : Du Guesclin, de B. de Latour.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE *(All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).*

L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Angl.) (*), vers. angl : Normandie, 8e (359-42-18) ; version franç : Bretagne, 6e (261-50-32), *U G C -Opéra, 2e (261-50-32)*.

L'ANNEE DES TREIZE LUNES (All., v.o.) (**) 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet - Bastille, 11e (357-90-81).

L'ANNEE PROCHAINE SI TOUT VA BIEN (Fr) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES ANNEES LUMIERE (Suisse), vers. angl. : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25)

L'ARME A L'ŒIL (A.) (v.o.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; *Max-Linder, 9e (770-40-04)* ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie 13e (580-18-03) ; Paramount - Monparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount - Or*léans, 14e (540-45-91) ; Convention*-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA BOUM AMERICAINE (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).

CHARULATA (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE CHOC DES TITANS (A., v.f.) : Mazéville, 9e (770-72-86)

LE CHOIX DES ARMES (Fr.) (*) Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; *Studio Médicis, 5e* (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount - City, 8e (562-45-76) ; Publicis - Elysées, 8e *(720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e* (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)

LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

DE WITTE (Flam.) v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04)

ELEPHANT MAN (A.) *v.o. : Cluny-Palace* ... Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; *v.f* U G C -Opéra, 2e (261-50-32).

L'EQUIPEE DU CANNONBALL (A., v.f.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) — V.f : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e *(327-84-50) ; Wepler*, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Fauvette, 13e (331-56-86)

FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA GRANDE ZORRO (v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Normandie, 8e* (359-41-18) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; (v.f.) Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; *U.G.C.-Gobelins, 13e* (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-10) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Forum, 1er (297-53-75) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23)

LES HOMMES PREFERENT LES GROSSES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; *Biarritz*, 8e (723-69-23) ; U.G C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue, 15e (544-25-02) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

IL FAUT TUER BIRGITT HAAS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont - Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.), Studio de la Contrescarpe, 5e, (325-78-37).

JAZZ SINGER (A., v.o.), Marbeuf, 8e (225-18-45).

LILI MARLEEN (All., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).

MADAME CLAUDE n° 2 (Fr.) (**), Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71), Mazéville, 9e (770-72-86) ; *U.G.C.-Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; U.G.C - Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; *Murat, 16e (651-99-75)* ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (636-51-98)

MALEVIL (Fr.), Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio - Raspail, 14e (320-38-98).

MESSE NOIRE (A., v.o.) (**), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MOI CHRISTIANE F. (All., v.o.) (*), Studio - Alpha, 5e (354-39-47) ; *Paramount-City, 8e* (562-45-76) ; v.f : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, *13e (580-18-03) ; Paramount-Mont*parnasse, 14e (329-90-10).

NEIGE (Fr.) (*), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Delta, 10e (878-02-18)

NEW YORK 1997 (A., v.o). Studio Jean - Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; *Monte - Carlo, 8e (225-09-83)*. — *V.f* : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES OLYMPIADES 80 (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80)

OUTLAND (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; *Hautefeuille, 6e* (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; *Gaumont-Convention*, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67).

LE POLICEMAN (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82).

PLUIES D'ETE (Brés., v.o.) : Studio Logos, 6e (354-26-42).

PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER ! (Fr.) Berlitz, 2e (742-60-33).

REINCARNATIONS (A., v.f.) (**) : Mazéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.-Tun.) Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; U.G.C. *Danton*, 6e (329-42-62) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

THIS IS ELVIS (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

TROIS FRERES (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

UN AMOUR INFINI (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont-Champs-Elysées (359-04-67) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88)

UNE MERE UNE FILLE (Fr.-Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount - Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis - Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

VIENS CHEZ MOI J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BIBLE NE FAIT PAS LE MOINE, film américain de Marty Feldman. — V.o : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27).

POUR LA PEAU D'UN FLIC, film français d'Alain Delon (*) Gaumont - Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny - Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. - Gobelins (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

REGARDS ET SOURIRES, film anglais de Ken Loach — V.o. : U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; U.G.C. - Rotonde, 6e (633-08-22) ; 14 - Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RENDEZ-VOUS CHEZ MAX, film américain de Richard Donner. — V.o : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67).



18 h 30

REPRISE
DU 15 SEPT. AU 4 OCT.

Tu as bien fait de venir, Paul.

de louis calaferte
mise en scène : jean-pierre miquel



« Envoûtante. » (L'EXPRESS)
« Ce théâtre prend valeur d'exemple » (LE NOUVEL OBSERVATEUR)
« Tout est bien » (LE MONDE)
« C'est à la fois très simple, très fort, très beau » (LA CROIX)
« L'exploit de deux comédiens qui font exploser la tendresse » (TELERAMA)
« Une tranche de vie authentique et touchante » (NOUV. LITTERAIRES)
« On fait bien de venir au Petit Odéon » (LE FIGARO MAGAZINE)



SPECTACLES

Les festivals

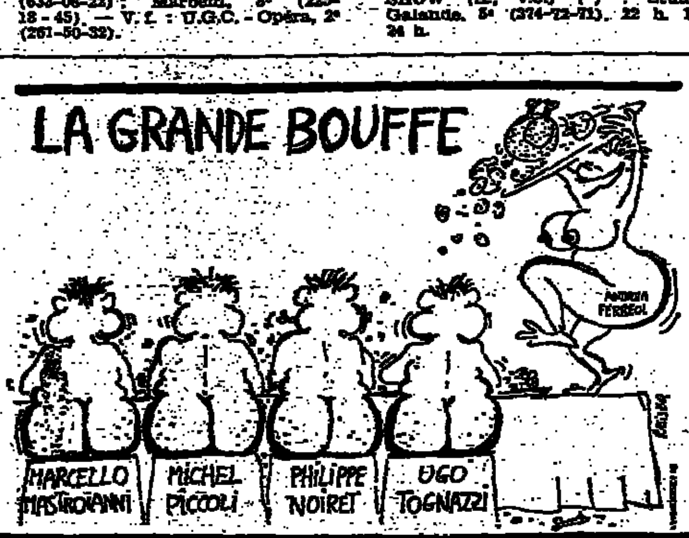
FESTIVAL E. KAZAN (v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) : Viva Zapata.
BILLY WILDER (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Irma la Douce.
COMEDIES ITALIENNES (v.o.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99) ; 16 h. 20 (sauf Ma.) : Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas ? ; 18 h. 20 : Nos héros réussiront-ils ?; 20 h. 20 : les Nouveaux Monstres ; 22 h. 20 : le Sexe fou.
J. NICHOLSON (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Profession : reporter.
S. LEONE (v.o.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) : Pour quelques dollars de plus.
FILMS SAIGNANTS (v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 16 h. 15 : Fog ; 18 h. 15 : Hurlements ; 20 h. 15 : Inferno ; 22 h. 15 : Possession.
ADIEU A STEVE MAC QUEEN, Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32) : le Sillage de la violence.
F. LANG (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Cinquième Victime.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Plumes de cheval.
PROMOTION DU CINEMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07) : les Uns et les Autres.
BUSTER KEATON (v.o.), Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) : les Trois Ages.
MARAIS, 4e (278-48-86) : Ma vache et moi.
LES GLAMOUREUSES HOLLYWOODIENNES (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : l'Impossible Monsieur Bébé ; Miss Manton est folle.

Les grandes reprises

AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
L'AMOUR FOU (Fr.) : Action-République, 11e (805-51-33).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tch., v.f.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A.), v.o. : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pologne, v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN (A., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), h. sp.
LE CONTRAT (Pol., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), h. sp.
2001 L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
LA DOLCE VITA (It., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Bré., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
F.I.S.T. (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.
LE FORUM EN FOLIE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).
GIMME SHELTER (A., v.o.), Vidéostone, 6e (325-60-34).
LA GRANDE BOUFFE (It.) (*). — V.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; v.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).
LE GUEPARD (It., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.o.) (1re et 2e époque), Templiers, 3e (272-94-56).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
HAROLD ET MAUD (A., v.o.), Luxembourg, 6e (633-97-77).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.), Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) (**), Noctambules, 5e (325-42-34).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.), la Banque de l'image, 5e (326-12-39).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). — H. Sp., Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), h. sp.
KASHIMA PARADISE (Fr.-Jap., v. jap.), Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LABYRINTHE MAN (A., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LOLITA (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78).
LOVE (Ang., v.o.) (**), Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26).
MEDEE (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). H. sp.
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
MONTY PYTHON (SACRE GRAAL et LA VIE DE BRIAN) (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
ORANGE MECANIQUE (Ang., v.o.) (**) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LE PARRAIN (I et II) (A., v.o.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
PECHE MORTEL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
SALO OU LES CENT VINGT JOURNEES DE SODOME (It., v.o.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
SANS ANESTHESIE (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).
SI DISNEY M'ETAIT CONTE (A., v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
SILENCE ON TOURNE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TAXI DRIVER (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA TERRASSE (It., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Montparnos, 14e (327-52-37).
LES VISITEURS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES VISITEURS DU SOIR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h., sf S., D.
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h. 10, Calypso, 17e (380-30-11).
CALCUTTA (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).
CALIGULA (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 17 h. 30.
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (**) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), 15 h 45.
DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h. 10.
LE DERNIER TANGO A PARIS (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h. 20.
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h. 30.
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (All., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h. 15.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h. 5.
L'INNOCENT (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 15.
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 17 h. 45.
MAITRESSE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
MARATHON MAN (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h. 30.
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 18 h.
NEW-YORK NEW-YORK (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 18 h. 5.
OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*). Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h., 20 h. 40, 22 h. 20.
PERFORMANCE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
REPULSION (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h. 50.
LA RUE SANS JOIE (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.
SERIE NOIRE (Fr.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) Luxembourg, 6e (633-97-77) 20 h., 22 h.
SHINING (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h. 10.
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h. 10 ; Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 15.
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 22 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h. 15, 24 h.



RADIO-TÉLÉVISION

A FR3 RÉUNION

L'information reprend ses droits

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — « *Pas de sujet tabou, pas de sujet privilégié.* » En une formule, M. René *Mahé, directeur de FR3 pour les* stations d'outre-mer, qui a effectué récemment un séjour à la Réunion et à Mayotte, résume le nouvel état d'esprit dans lequel devront désormais travailler les journalistes de l'audiovisuel outre-mer. Cette conception, qui veut que chacun fasse son travail sans qu'entrent en ligne de compte des considérations autres que professionnelles, constitue en soi une petite révolution. La page est tournée. L'ère où la préoccupation essentielle était de ne pas faire de v a g u e s paraît définitivement révolue.

Pour ceux qui auraient encore des doutes, M. Mahé précise : « *Que l'on s'en tienne à une pratique rigoureuse et normale de la neutralité en matière politique et de pluralisme à l'antenne. Non seulement pour les mouvements de pensée et de personnes mais pour tous les faits culturels, économiques ou sociaux qui constituent le fond de l'activité journalistique.* » La nomination d'un nouveau directeur et d'un nouveau rédacteur en chef, au courant du mois de septembre, devrait symboliser le tournant pris par la station de la Réunion.

Dans la salle de rédaction de la station du Barachois, le passage de l'ancien au nouveau régime s'est effectué en douceur. Peu après le 10 mai, le directeur de la station, *M. Louis-Marie Cohic, avait réuni ses* amis pour fêter son départ à la retraite. Quant au rédacteur en chef, M. Jean Vincent-Dolor, un Réunionnais en poste depuis une vingtaine d'années et qui s'est toujours comporté en ardent défenseur de la cause départementaliste, il lui fut suggéré de combler le retard qu'il avait accumulé dans ses congés. Ce qu'il fit le 1er juillet. M. Mahé a confirmé qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières. Proche de la retraite, M. Vincent-Dolor aura la charge de quelques magazines à son retour de vacances.

De vrais débats

« *Nous nous sommes retrouvés un matin en conférence de rédaction sans personne au-dessus de nous,* explique un journaliste. *Notre souci a été d'ouvrir l'antenne à tous, comme nous l'avions entendu dire par M. Guy Thomas, sans faire de bêtises.* » Ce désir répondait de toute évidence à une attente des téléspectateurs qui supportaient mal de voir l'actualité réduite au défilé de majorettes ou au dépôt de *gerbes. Les conflits sociaux, par* exemple, n'étaient la plupart du temps mentionnés que pour annoncer les reprises du travail. La vie politique se résumait aux déclarations *des élus de la majorité. Signe des* temps, il a fallu attendre les dernières législatives pour que puisse s'exprimer sur les ondes le secrétaire général du parti communiste *réunionnais (P.C.R.), fondé en 1959,* et qui représente plus de 30 % de l'électorat. « *Proposer d'aller à une conférence de presse de M. Paul Vergès, secrétaire général du P.C.R., était se désigner comme traître à la patrie,* se souvient un « ancien » de la rédaction. *Nos supérieurs pensaient faire œuvre de salubrité publique en passant sous silence toute une série d'événements ou de déclarations.* »

Aujourd'hui, les studios ne sont plus réservés à quelques privilégiés soigneusement triés. On ne demande plus, comme ce fut *parfois le cas,* à l'invité quelles sont les questions auxquelles il aimerait répondre. Ceux qui, hier, bénéficiaient d'un traitement de faveur ont encore quelques réticences à jouer le jeu. A l'occasion de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la décentralisation, les journalistes ont voulu organiser un débat avec les *hommes politiques locaux.* On avait décidé d'inviter les trois parlementaires de l'île : M. Michel Debré (R.P.R.), M. Wilfrid Bertile (socialiste), M. Jean Fontaine (non inscrit), *ainsi que M. Paul Vergès, secrétaire* général du parti communiste réunionnais et député à l'Assemblée des Communautés européennes ; enfin, les présidents du conseil général et *du conseil régional.*

Les invités devaient répondre aux questions des journalistes de l'île : c'était aussi une nouveauté des représentants des journaux locaux *devaient participer* à *l'émission.* Le soir du débat se retrouvèrent sur le plateau les seuls représentants du P.S. et du P.C.R. Les autres élus avaient soit décliné l'offre, soit invoqué une invitation trop tardive ou un manque de connaissance du sujet. « *L'émission a quand même eu lieu. Nous n'avons pas voulu céder à cette volonté de faire capoter le débat* » commente un des organisateurs de l'émission.

Depuis, on a abordé des thèmes qui suscitent la passion, comme la place du créole dans l'enseignement, par exemple. On compte ainsi organiser une dizaine de débats par an sur des sujets d'intérêt local. Les *journalistes ont donc repris l'initiative* et la station n'est plus entre *les mains de pouvoirs extérieurs.* La censure, qui s'exerçait jusque sur les émissions religieuses, a été levée.

Au besoin, on a mis les points sur les « i » à l'intention de ceux qui, *plus ou moins consciemment, pensaient* qu'à une télévision au service de la droite succéderait une télévision aux ordres de la gauche. « *Un jour, le téléphone sonne dans la rédaction, raconte un journaliste. Quelqu'un de l'entourage du député socialiste nous dit :* « Wilfrid Bertile arrive ce midi de Paris. Envoyez une équipe. » *Par principe, nous avons refusé, mais nous avons invité le député à venir répondre en direct à nos questions au cours du journal télévisé. Il y a eu quelques réflexions aigres-douces puis tout est rentré dans l'ordre.* » On est loin du « *Surtout pas de vagues avec les élus* ». *M. Michel Debré* a eu le même genre de proposition. Et, pratiquement pour la première fois depuis son élection dans l'île en 1963, il a répondu en direct aux questions des journalistes. « *Nous avons pu l'interroger, y compris sur des sujets comme le SAC. Et, dans l'ensemble, il était bien meilleur que d'habitude* », commente un présentateur.

La rédaction souhaite pouvoir, notamment en radio, se consacrer *davantage à la couverture de l'actualité* locale. La création d'une radio libre baptisée « Radio-free-DOM », qui se contente pour l'instant de diffuser de la musique mais qui ne *désespère pas d'aborder l'information* le jour où elle en aura les moyens, a sans doute également contribué à cette évolution. L'équipe de journalistes devrait être étoffée *grâce à la régularisation* de la situation de certains pigistes. On songe par *exemple* à une revue de la presse locale. On mettrait ainsi *fin à l'anomalie qui voulait que les* Réunionnais soient informés des commentaires de la presse de Paris ou de Marseille par la revue de presse de France-Inter mais ignorent les titres des trois quotidiens de l'île. Les moyens techniques vont *être également renforcés en télévision* par l'acquisition d'un car de reportage qui permettra de faire du direct.

L'évolution amorcée depuis quelques semaines a déjà suscité un changement d'attitude chez de nombreux auditeurs. Si, dans le passé, on écoutait FR 3 pour savoir de quoi elle ne parlait pas, aujourd'hui on commence à prêter l'oreille pour les dernières évolutions de l'actualité. L'information n'est pas toujours très fouillée mais, au moins, elle est là.

HUBERT BRUYÈRE.

Lundi 14 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 30 Cinéma : Sur les quais.
Film américain d'E. Kazan (1954), avec M. Brando, K. Malden, E. M. Saint, L. J. Cobb, R. Steiger, P. Henning (N.).
Un boxeur raté exécute les basses besognes d'un dirigeant syndicaliste contrôlant les dockers de New-York à la façon d'un gangster. Un prêtre et une jeune fille l'amènent à se racheter.
Film de violence critique sociale, controversé, à l'époque de sa sortie, à cause des positions prises par Kazan dans la « chasse aux sorcières ». On le verra, aujourd'hui, plus sereinement. Marlo Brando y est extraordinaire.



22 h 20 Médicale.
La neurochirurgie infantile. Une émission d'I. Barrère et E. Lalou.
Traumatismes crâniens, tumeurs et problèmes liés à l'épilepsie chez l'enfant.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant.
La peine de mort. Avec la participation de Me P. Lemaire, partisan de l'abolition, et H.-R. Garaud, qui en défend le maintien.
22 h 10 Variétés : Festival de la chanson française.
23 h Chefs-d'œuvre en péril.
Le Belem. Une émission de P. de Lagarde.
Le Belem est un bateau qui relia, il y a vingt ans, la France au Brésil.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 30 Cinéma *(le polar du lundi)* **: la Peur au ventre.**
Film américain de S. Heisler (1955), avec J. Palance, S. Winters, L. Nelson, L. Marvin, D. Gonzalez, L. Chaney Jr.
Un gangster sorti de prison veut mener une vie honnête. Mais il est obligé de participer à un cambriolage et se retrouve blessé, traqué, en compagnie d'une danseuse qui cherche à l'aider.
Ce « remake » de la Grande Evasion, *de Raoul Walsh, est moins percutant, moins original. Mais la couleur lui donne des attraits spectaculaires et les acteurs retiennent l'attention.*
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Pas un tribunal de ce monde, de K. Hoff. Avec : P. Trabaud, M. Vitold, N. Benedetti, etc.
20 h 50. Musique enregistrée.
21 h. L'autre scène ou les vivants et les dieux : La veuve.
22 h 30. *Nuits magnétiques : Un train peut en cacher un autre.*

FRANCE-MUSIQUE

20 h 15. Concert « Trente-sixième Festival de musique Montreux-Vevey 1981 » (en direct de la Maison des Congrès) : « Ouverture de Prométhée » et « Concerto pour piano, violon et violoncelle en ut majeur », de Beethoven, avec en soliste le Beaux-Arts Trio ; « Symphonie n° 7 en la majeur », de Beethoven, par l'Orchestre de la Norddeutscher-Rundfunk de Hambourg, dir. K. Tennstedt.
22 h 45. Ouvert la nuit : Derniers accords pour douze orchestres américains : A la recherche d'un classicisme avec les témoignages de A. Copland et de V. Tompson (Ch. Ives, Dvorak, Debussy, Copland, Tompson).

Mardi 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Téléfilm : le *Retour de Mongo.*
Un film de M. Chomsky.
15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Déclaration de politique générale de M. P. Mauroy, premier ministre, et débat sur la motion de censure déposée par le groupe R.P.R.
18 h 25 Un, rue Sésame (sous réserves).
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF1.
Alice Dona.
20 h Journal.
20 h 30 Feuilleton : Dickie roi.
D'après F. Mallet-Joris. Réal. : G.-A. Lefranc. Avec Dave, etc.
La vie tumultueuse de Dickie roi, idole des jeunes, aux prises avec la frénésie des fans.
21 h 30 *Magazine : Sept sur sept.*
22 h 30 L'art et les hommes.
Une émission de J.-M. Drot.
Alice Penalba, filmée dans sa maison du Marais et celle de Pietrasanta en Toscane, évoque une rencontre avec Matisse, etc.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 *Feuilleton : La vie des autres.*
L'ascension de Catherine Sarrazin.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Téléfilm : A tous les coups on gagne.
Un film de P. Bogart (1975). Avec S. Jones, L. Luckinbill, S. Groos, etc.
16 h 35 Documentaires : Soif d'aventure.
Des Italiennes célèbres et inconnues.
17 h *Histoires courtes : Crac.*
Dessin animé de F. Back.
17 h 20 Fenêtre sur...
Artisanat au Maroc.
17 h 50 Récré A2.
Les Quat'z'Amis ; C'est chouette ; 3, 2, 1, Contact.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Comme des gens normaux.
Téléfilm américain de H. Hart (1979). Avec : S. Cassidy, L. Puri, etc.
Un couple de handicapés tente de retrouver une vie normale.
Vers 22 h Débat : Les adultes handicapés moteur et leur insertion dans la société.
Avec : M. et Mme Meyers (couple de handicapés) ; M. R. Meyers : Dr Mises (professeur en psychiatrie) ; Me E. Auerbacher (avocate handicapée) ; M. et Mme J.-C. Brunet (couple de handicapés) ; Dr J.-E. Laulla, médecin ; Mme S. Buffet, directrice de Logement pour handicapés ; T. Kennedy junior et Me R. Morin, avocat.
23 h 30 Sports : Haltérophilie.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Club du Vieux-Manoir.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de l'histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Lassie perd et gagne.
Film américain de R. Thorpe (1948), avec J. Mac Donald, L. Nolan, C. Jarman Jr, L. Stone Jr, P. Kilbridge, Lassie (Rediffusion).
Drame et bons sentiments. Lassie, vedette canine, se montre comme toujours héroïque. Présence inattendue de Jeanette Mac Donald qu'on entend chanter avec plaisir.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

13 h 30, *Libre parcours variétés.*
14 h. Sons : Cheng Chau.
14 h 5. Un livre des voix : Le visiteur apostolique, de L. Fafournoux.
14 h 47. Magazine international.
16 h 20. Actualité : Teilhard de Chardin et l'évolutionnisme.
16 h 50. Départementale : A. Moulins.
18 h 30. Feuilleton : Les bas-fonds de Paris, d'A. Bruant.
19 h 25. *Jazz à l'ancienne.*
19 h 30. Sciences : La psychothérapie entre Dionysos et Apollon.
20 h. Dialogues : Sciences de la vie et société, avec P. Mayer et G. Milhaud.
21 h 15. Musiques de notre temps : T. Nikiprowetzki.
22 h 30. Nuits magnétiques : Un train peut en cacher un autre.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. Jazz vivant estival : Nancy Jazz Pulsations, 9-10-1980 (D. Ellington) ; Auditorium Maurice-Ravel de *Lyon, 24-3-1980 (D. Gordon, Kosma)* ; Espace Cardin, 27-3-1980 (D. Gordon) ; 14 h. Musique légère : Œuvres de Chabrier, Tarraga, Walteufel, de Falla.
14 h 30. *Le génie du lieu* : « Musique russe », par F. Bourgoin (Glinka, Rubinstein, Glazounov, Sokolov, Liadov, Trojanovski) ; « Musiques sacrées des Russies en 1917 » par A. Pakinos (P. Tchesnokov, A. Arkhangelskiy, A. Gretchaninov) ; 18 h 2. Repères contemporains : Gérard Masson, « Quintette ».
18 h 30. Concerts « Portraits par petites touches » (enregistrements Studio 106) : œuvres de Bach, Scriabine, Chopin, Schumann, Debussy, Ravel ; 20 h 5. *Les chants de la terre : Musique traditionnelle d'Asie, d'Afrique et de l'océan Indien.*
20 h 30. Concert (Festival estival de Paris, église Saint-Julien-le-Pauvre, *en direct*) : « Concerto en mi mineur pour flûte à bec, hautbois, violoncelle et basse continue », de J. Bodin de Boismortier ; « Sonate pour violon et clavecin », de Leclair ; « Deux ariettes pour soprano, violoncelle obligato et clavecin », de Gabrielli ; « Trio sonate en fa majeur pour flûte à bec, violoncelle et basse continue » et « Cantate der Werber Orden », de Telemann, par le groupe Israel Baroque Players.
22 h. Ouvert la nuit : Derniers accords pour douze orchestres américains, avec G. Vinnaver et B. Reynaud ; « L'autre modernité », avec le témoignage de E. Carter (Schoenberg, Cage, Krenek, Carter).

RADIO

Radios libres

L'ASSOCIATION POUR LA LIBÉRATION DES ONDES JUGE « INACCEPTABLES » LES TERMES DU PROJET DE LOI

Les représentants d'une cinquantaine de radios ont participé les 12 et 13 septembre à l'assemblée nationale de l'ALO (Association pour la libération des ondes), afin d'analyser les termes du projet de loi concernant les radios libres, avant l'ouverture du débat parlementaire.

L'ALO a jugé « *inacceptables* » les termes du projet, l'ensemble des membres de l'association exprimant leur déception et leur inquiétude sur plusieurs points. Pour l'ALO, « *le principe du monopole n'est pas remis en cause puisque ne sont prévues que des dérogations précaires et révocables dont le pouvoir exécutif garde l'entier contrôle* ». D'autre part, « *des points aussi importants que la réglementation de la publicité, l'octroi des dérogations, les normes techniques ne sont pas mentionnés et semblent être renvoyés à un cahier des charges dont le contenu et les modalités ne dépendent que du pouvoir exécutif* ».

Après ces premières observations, l'assemblée a débattu sur la base du projet existant, des conditions essentielles à la viabilité des radios, et qui constituent autant de points obligatoires sans la réunion desquels l'ALO prévoit de rompre toute négociation : accès à des moyens de financement indépendants et pluralistes, ouverture à la publicité locale et nationale (cinq minutes par heure non cumulables), indépendance par rapport aux agences et régies publicitaires, confort d'écoute imposant un rayon d'émission sur trente kilomètres en zone urbaine, stations de radio propriétaires des émetteurs quelle que soit la puissance.

Avant le débat au Parlement (le projet gouvernemental viendra en première lecture au Sénat les 16 et 17 septembre, et à l'Assemblée, le jeudi 24 septembre), l'ALO procède à une série de consultations et s'apprête à envoyer un courrier d'explication à chaque parlementaire.

Enfin, l'ALO, qui s'est dotée d'un nouveau conseil d'administration, sorte de « comité des sages » comprenant un représentant de cinq radios provinciales et de quatre parisiennes, indique qu'elle dispose désormais d'une structure d'accueil permanent (1).

A. Co.

(1) 24, rue René-Coty, 75014 Paris. Tél. : 321-66-88.

PROPOSITIONS DE LA F.N.R.T.L.I. AUX PARLEMENTAIRES

La Fédération nationale des radios et télévisions locales et indépendantes (FNRTLI) a adressé, le 10 septembre, une lettre ouverte à l'attention des parlementaires socialistes et radicaux de gauche dans laquelle elle regrette que ses propositions n'aient pas été retenues dans le projet de loi.

La F.N.R.T.L.I. demande :

1° - *Que soit affirmé le rôle fondamental que les radios libres peuvent jouer dans le développement de la vie culturelle, sociale, économique de chaque localité.*

2° - *Que soient diversifiés les financements et que soient autorisées des recettes publicitaires réglementées, assujetties à une transparence de financement et à une taxe fiscale spécifique ; que soit créé un fonds pour la radio locale permettant d'aider de petites radios et que soient autorisées des subventions de collectivités locales...*

3° - *Que soient régionalisées les instances d'attribution des fréquences et des fonds publics en créant même provisoirement des commissions régionales.*

4° - *Que ne soient pas exclues les télévisions locales, en particulier par télédistribution.*

● *M. Dominique Page, délégué général de l'Union des jeunes pour le progrès* (U.J.P.), s'étonne, dans un communiqué, « *de la timidité du projet gouvernemental relatif aux radios libres, qui, s'il dénote plus de libéralisme que certaines déclarations du ministre Georges Fillioud le laissaient entendre, reste très en deçà des propositions du P.S. avant le 10 mai* ».

« *Comment parler de liberté d'expression*, déclare notamment le délégué général de l'U.J.P., *dès lors que l'on empêche ces stations de se financer réellement par la publicité à l'égal de leurs concurrentes déjà en place ?* »

M. GEORGES MARCHAIS FAVORABLE AU MAINTIEN DU MONOPOLE

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, le dimanche 12 septembre, à l'occasion de la fête de « l'Humanité », qu'il était favorable au maintien du monopole de la radio-télévision. Il a précisé qu'il souhaiterait intervenir à ce sujet lors du débat sur les radios libres à l'Assemblée nationale.

Interrogé à propos des changements survenus dans les rédactions des chaînes de radio et de télévision, M. Marchais a ajouté : « Je n'ai jamais dit que c'était un problème d'hommes, je n'ai jamais demandé la tête de personne : remplacer une équipe par une autre ne résout pas les problèmes. »

LETTRES

La mort d'Eugenio Montale

(Suite de la première page.)

Au fond, il n'est pas sûr que la critique patentée, ici, ait entendu que Montale s'est bien remis à écrire — avec quelle ferveur — après le silence de quinze années qui suivit la *Tourmente* et son contre-chant « prosaïque » de 1956, *Farfalla di Dinard*. Il n'est pas sûr que l'on ait compris, feignant de regretter le discours « âpre et essentiel » des lointaines *Os de seiche*, que cet homme n'a jamais cessé d'écrire un seul et même livre en ses concentrations sporadiques plus ou moins rares. Lui qui trouvait intolérable, en pleine inflation du genre, l'appellation de poète, admirait Foscolo pour ne s'être jamais répété. D'où cette nécessité proprement logique du retournement de son propre langage, jusqu'à en présenter le « verso » après en avoir « d'abord donné le recto » (*Sulla poesia*) : ce que plus d'un ne lui pardonnera pas.

L'Italie est aussi le pays qui a su offrir à un tel homme la disponibilité nécessaire (nomination au rang de sénateur à vie en juin 1967), avant les célébrations officielles de ces dernières années, ce qui n'est pas rien, même du « point de vue de Sirius », qui fut parfois celui du personnage public à son corps défendant. En 1977, Mondadori proposait une utile réédition de ses poésies connues : *Tutte le poesie*. L'an dernier, enfin, la prestigieuse collection des « Millenni » publiait une édition critique de son *Œuvre en vers complète* (*L'opera in versi*, Torino, Einaudi, 1980, 1 22? p.) — où l'organisation de l'ensemble de son livre apparaît de façon éclatante. Malgré le refus, très montalien, du titre unique, nous sommes en présence d'un *Canzoniere*. Donc d'une histoire, sans majuscule, comme chez Saba, comme chez Pétrarque plutôt. Elle se cache aussi, éludée au profil des « petits faits divers », derrière l'infinie variété des *Rerum vulgarium fragmenta* : autrement dit, des « rimes éparses ». On a parlé de romans en vers. Or il se trouve que la poésie la plus récente, là-bas, est fascinée par la narration après les éclatements pailletés des avant-gardes et autres modernes « néoteroi ». On peut en conclure que, longtemps encore, même s'il se trouve où « le moi homme déchaîne l'hilarité », Montale sera compté au nombre des vivants.



★ Montale par lui-même, publié en couverture de « l'Opéra in versi » (Einaudi).

Sans doute était-il juste que cette *sorte de merveille* — autrement plus achevée que la « Pléiade » consacrée de son vivant à Saint-John Perse — fût accordée à celui qui « *ne croyait à rien, sauf aux miracles* », par le truchement de celui que les Italiens considèrent comme leur meilleur styliticien, Gianfranco Contini (ici aidé par R. Bettarini). Le miracle, c'est surtout la présence, dans cette Œuvre complète, de poèmes nouveaux, datés pour la plupart de 1978 à 1980. Ils vont former le dernier recueil de Montale, *Altri versi*, publié depuis en volume, dont on dirait qu'il est né peu à peu, accompagnant le travail de l'édition critique et le retour forcé du poète — autre retournement — sur les territoires anciens de sa mémoire. Alliance heureuse, euphorique encore dans notre lecture de la philologie et du poème : grâce reconquise de l'écriture. Il suffit de voir comment telle page questionne à nouveau, quarante ans après, le souvenir de telle *Occasion* vécue (par exemple *Quartetto* (« Quatuor ») par rapport au *Palio* siennois de 1938), jusqu'au mot de la fin : par volonté expresse de l'auteur, un « *Mah ?* » d'incertitude moqueuse. Point final à cette voix, désormais ne varietur, dont nous aurons appris aussi, irrémédiablement, ce que la poésie *n'est pas*. Quelque part, du côté de ce qu'il appelait la « *confluence* » Baudelaire-Browning, dans la « *grande pépinière* » prosaïque de la poésie moderne, Montale rend caduca tous les académismes.

JEAN-CHARLES VEGLIANTE.

QUATUOR

Sur un instantané jauni
D'il y a quarante ans
Déniché au fond d'un tiroir
Ton visage sévère dans sa douceur,
Ton esclave à côté ; et derrière, Sbarbaro,
Bryologiste et poète — et Elena Vivante,
La dame de nous tous venus là pour voir
Quatre bourrins fouettés jusqu'au sang
Sur une place en forme de conque
Devant une foule déchaînée.
Et le temps ? J'ai dit quarante ans ; zéro, peut-être.
Je ne crois pas au temps, au big bang, à rien
Qui mesure les événements en un avant et un après.
À quelqu'un, je suppose, à quelque chose, convient
L'attribut d'existant. En ce jour c'était toi.
Mais pour combien ? Comment ? Et voici poindre à nouveau
La notion exécrable du temps.

(*Altri versi* — trad. J.C.V.)

LE CHEF DE FILE DE L'« HERMÉTISME »

Né le 12 octobre 1896 à Gênes, Montale, ce Ligure des Cinque-terre, s'était d'abord destiné au bel canto avant la guerre de 1915-1918, qu'il fait comme officier d'infanterie et qui inspire ses premiers vers, publiés en 1917. Il collabore ensuite à des revues poétiques, puis s'impose, dès 1925, avec son recueil Os de seiche*, paru à Turin chez l'éditeur antifasciste Piero Gobetti, dans lequel il prend le contre-pied des modes de l'époque, pour refuser toute emphase et reconstruire le monde en disant « ce que nous ne sommes pas, ce que nous ne voulons pas ».*

Avec Ungaretti, son aîné de huit années, Montale apparaît alors comme le chef de file de l'« hermétisme », école poétique influente en Italie jusqu'en 1939, exprimant un pessimisme absolu en une langue dense et laconique. Il s'installe à Florence, où il sera bibliothécaire jusqu'à ce qu'il soit révoqué par le gouvernement fasciste, en 1939 ; il publie alors la Maison des douaniers *(1932) et* les Occasions *(1939), qui annoncent l'apocalypse qui se prépare. Après la guerre, il quitte Florence pour Milan, devient journaliste et critique musical du* Corriere della Sera*, et sa poésie sévère et difficile reçoit la consécration, avec son troisième recueil,* la Tourmente et autres poèmes*, qui regroupe des œuvres inspirées par la guerre (1956), et exprime toujours la même angoisse face au monde.*

Nommé par le président de la République sénateur à vie en 1967, prix Nobel de littérature en 1975, il fait paraître des publications courtes : Saturation *(1962-1971),* Accords et pastels *(1962),* Xenia *(1966), inspiré par la mort de sa femme,* Dehors *(1969-1975),* Journal de 1971 et 1972, Cahier de quatre années*, poèmes réunis en 1977.*

On lui doit des traductions en italien de Corneille, de Shakespeare, de Melville, d'Eliot.

Œuvres traduites en français : Os de seiche, les Occasions, la Tourmente et autres poèmes *(tous trois en 1966, chez Gallimard), puis* Satura, poèmes de 1960-1970 *(Gallimard, 1976) et* Carnets de poésies, 1971-1972 *(Gallimard, 1980).*

● *Le psychanalyste Jacques Lacan*, décédé à Paris mercredi 9 septembre, a été inhumé samedi 12 septembre au cimetière de Guitrancourt (Yvelines).

● *M. François George*, auteur de l'ouvrage *l'Effet 'Yau de Poêle*, nous demande d'indiquer que sa déclaration après la mort de Jacques Lacan n'était pas « caustique » comme nous l'avons écrit. En voici le texte : « *Lacan était un admirable rhéteur et j'ai suivi son enseignement avec plaisir. Lacan était un homme d'une très vive intelligence et j'ai apprécié cette intelligence. Mais Lacan avait de mauvaises manières. Il a tiré la psychanalyse dans le sens de l'imposture et je l'ai combattu.* »

PRESSE

M. THIERRY DESJARDINS DEVIENT RÉDACTEUR EN CHEF DE « FRANCE-SOIR »

M. Paul Winkler, directeur général de *France-Soir*, a annoncé, vendredi 11 septembre, qu'à compter du 1er octobre M. Thierry Desjardins, collaborateur du *Figaro*, succéderait à M. Richard Liscia au poste de rédacteur en chef du quotidien de la rue Réaumur.

Il se confirme que M. Richard Liscia devient rédacteur en chef du *Matin de Paris*, où il succède à M. François-Henri de Virieu, devenu directeur de l'actualité à Antenne 2.

[Né le 1er octobre 1941 à Paris, M. Thierry Desjardins entre au *Figaro* en 1963, d'abord au service de politique intérieure puis au service étranger. Nommé grand reporter en 1973, il « couvre » en particulier les événements d'Afrique et du Proche-Orient, qui lui inspirent plusieurs ouvrages. M. Desjardins est aussi l'auteur de *François Mitterrand, un socialiste gaullien* (1978).]

Succédant à M. Defferre

M. ANDRÉ POITEVIN DEVIENT PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU « PROVENÇAL »

M. André Poitevin, directeur général du *Provençal*, succède à M. Gaston Defferre au poste de P.-D.G. du quotidien marseillais. Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur — cofondateur, avec M. Francis Leenhardt, du *Provençal* et qui assume cette responsabilité depuis 1946 — a décidé en effet de se décharger de cette fonction.

[Né le 2 janvier 1920, M. André Poitevin, ancien résistant dans le mouvement de Libération nationale, entre au *Provençal-le Soir* comme secrétaire général (1947-1962). Nommé directeur adjoint, il en devient le directeur général en 1974. M. Poitevin est également président de l'Agence centrale de presse (A.C.P.) et vice-président de l'O.J.D.]

● *Le maire communiste de Vénissieux* (Rhône), M. Marcel Houel, et le conseil municipal de cette ville protestent contre la façon dont les chaînes de télévision ont présenté les incidents survenus dans la commune (*le Monde* du 8 septembre). Ils estiment « *anormal de donner exclusivement la parole aux seules personnes impliquées dans ces perturbations et soigneusement tenues dans l'ombre pendant l'intervention* ». « *Dans le simple respect de la démocratie et de la vérité, il est indispensable que les autorités municipales et toutes les associations responsables puissent donner leur point de vue, cela étant le garant d'une véritable information.* »

EFFICACITÉ DE L'ENTREPRISE ET GESTION SOCIALE

1982-1985 : ATOUTS, ENJEUX, RISQUES

13 et 14 octobre 1981, Paris, Palais des Congrès
Troisième Symposium de Prospective Économique et Sociale appliquée à l'Entreprise

Cette rencontre constituera l'un des événements de la rentrée économique et sociale face aux incertitudes et aux nouveaux choix stratégiques. Membres du Gouvernement, chefs d'entreprise, syndicalistes, responsables politiques, experts, confronteront leurs analyses, leurs expériences, leurs points de vue sur l'entreprise de demain.

MARDI 13 OCTOBRE

FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX
Jean AUROUX, Ministre du Travail
Jean-Pierre AUDOUR, Président-Directeur Général de ECOM-UNIVAS (groupe HAVAS)
Claude BEBEAR, Directeur Général des MUTUELLES UNIES
Gilles BRAC DE LA PERRIÈRE, Président-Directeur Général de la SOCIÉTÉ LYONNAISE de Dépôts et de Crédit Industriel
Jacques PLASSARD, Économiste, Directeur Général de RÉXÉCO

METTRE EN PLACE UN PLAN DE PROGRÈS POUR DÉVELOPPER LES HOMMES, L'EFFICACITÉ, LA QUALITÉ ET L'INNOVATION
Trois carrefours se dérouleront simultanément :
Carrefour 1 : Définir des stratégies de performance dans une conjoncture difficile.
Carrefour 2 : La gestion prévisionnelle des emplois dans l'entreprise et dans son environnement.
Carrefour 3 : Développer l'efficacité de l'entreprise au niveau de chacun : comment ?

MERCREDI 14 OCTOBRE

NOUVEAUX POUVOIRS, NOUVEAUX COMPORTEMENTS
Débats animés par Gérard CARREYROU, Rédacteur en Chef d'Europe N° 1

Régionalisation et décentralisation : quelles conséquences ?
Françoise GASPARD (PS), Député-Maire de Dreux
Olivier GUICHARD (RPR), Président du Conseil Régional des Pays de la Loire
Pierre LALUMIÈRE (Ministère de l'Intérieur), Délégué à la Décentralisation
Bernard STASI (CDS), Président du Conseil Régional Champagne-Ardennes

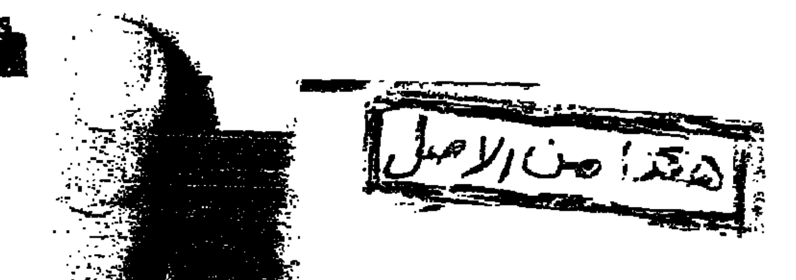
Positions et orientations des syndicats
André BERGERON, Secrétaire Général de Force Ouvrière
Jean KASPAR, Membre du Bureau National de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
Jean MENU, Président de la Confédération Générale des Cadres

Assurer la réussite et le devenir des entreprises
Yvon CHOTARD, Vice-Président du Conseil National du Patronat Français (CNPF), Président de la Commission Sociale

DÉVELOPPER LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE, ASSURER LA COHÉRENCE ENTRE CHOIX INDUSTRIELS ET CHOIX HUMAINS
Débats animés par Michel TARDIEU, Directeur de la Rédaction du « Nouvel Économiste »
Georges CHAVANES, Président-Directeur Général de LEROY-SOMER
Michel CROZIER, Directeur du Centre de Sociologie des Organisations (CNRS)
Bernard DENOIX, Directeur Général Adjoint de la Compagnie IBM-France
Olivier DESFORGES, Président-Directeur Général d'OLIVIER DESFORGES
Roger FAUROUX, Président-Directeur Général de la Compagnie de SAINT-GOBAIN
Philippe NOCTURNE, Président-Directeur Général de COLLARD ET TROLLARD, Vice-Président du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD)

Conclusion du symposium
Pierre DREYFUS, Ministre de l'Industrie, représentant le Premier Ministre

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-Ier - 75008 Paris - Tél. 723.72.94



Le Monde

ECONOMIE

LES NATIONALISATIONS INDUSTRIELLES

Une mesure de portée révolutionnaire

Il ne faut pas s'y tromper : les nationalisations que se propose, et que va effectuer, le nouveau gouvernement après le vote favorable du Parlement, a une portée « révolutionnaire », comme le soulignait, tout récemment dans nos colonnes, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'extension du secteur public (« le Monde » du 1er septembre 1981). C'est la première fois qu'une nation occidentale reprend au secteur privé une part aussi importante de ses moyens de production. On pourra ergoter sur le poids relatif des sociétés et des organismes qui vont passer sous contrôle de l'Etat, en pourcentage par rapport au total : 15 % des effectifs et près de 30 % du chiffre d'affaires de l'industrie selon les uns, bien moins selon les autres. Tout dépend des termes de comparaison, notamment si on se rapporte à l'ensemble de l'économie et des personnes actives, ce qui semble un peu abusif.

Se trouvent dans le champ des nationalisations la quasi-totalité de la sidérurgie, toute la production de l'aluminium, la moitié de celle du verre, toute la chimie fine, une grande partie de la construction électrique, lourde et légère, toute la filière de l'électronique, la moitié de l'informatique, un secteur non négligeable du bâtiment et des travaux publics, une bonne branche de la pharmacie, sans compter la métallurgie fine.

Tout cela s'ajoutera au secteur public industriel déjà existant qui comprend la moitié de l'automobile, avec Renault, une part appréciable du secteur pétrolier avec Elf-Aquitaine et Total, etc. N'oublions pas, enfin, la nationalisation de la quasi-totalité du crédit (trente-neuf banques seulement sur trois cent quarante, en théorie, mais plus de cent dix avec leurs filiales et surtout 95 % des dépôts).

Pour justifier cette appropriation publique qui, *répétons-le, n'a pas de modèle en Occident actuellement, ni en Autriche où la situation n'est pas comparable ni en Suède, la nouvelle majorité se défend de manifester la « volonté de pouvoir » ou de « sacrifier à un rite magique »*. Il s'agit de « se substituer aux intérêts privés défaillants ».

La nationalisation conduite avec « prudence et *détermination* » *mais « avec souplesse »* (« nous ne jouerons pas au Meccano »), aurait un effet d'entraînement sur la petite et la moyenne entreprise. Enfin le nouveau pouvoir en attend une « clarification » des responsabilités à l'intérieur de l'entreprise dénonçant « l'accaparement du pouvoir par des équipes technocratiques » gouvernant grâce aux pouvoirs en blanc dans les assemblées des sociétés.

Sur ce dernier point, on donnera volontiers acte à M. Le Garrec de la généralisation de ces pratiques « technocratiques » : le recrutement des dirigeants des sociétés se fait pratiquement par cooptation, le mérite, certes, n'étant pas absent, mais d'autres critères, parfois arbitraires, entrant en ligne de compte. *C'est dire que le remplacement des équipes actuelles par d'autres n'a rien d'hérétique « a priori ». Il suffira simplement de prouver que la gestion antérieure, parfois à courte vue mais soucieuse d'assurer la survie des entreprises et la préservation de leur capacité de développement, était défectueuse.* C'est là tout le problème à une époque qui n'a plus rien à voir avec les années 50, où le redressement économique de la France fut effectivement favorisé par le plan Monnet et les nationalisations (E.D.F., Charbonnages, Renault, notamment). Aujourd'hui, dans un climat de concurrence mondiale féroce, il ne s'agit plus de faire plus que les autres — quantitativement — mais autant et même mieux, si possible, que les autres — qualitativement. Seul ennui, le résultat *de cette « révolution » ne sera connu que dans plusieurs années, et, en cas d'échec, il sera trop tard : c'est là tout le pari.* — F. R.

LES GRANDS GROUPES TOUCHÉS

C.G.E. : primauté au financier

FONDEE en 1898 par Pierre Azaria, la Compagnie générale d'électricité allait, comme son nom l'indique, lier son sort au développement de la « fée électricité ». De distributeur et producteur d'électricité, elle devient, au fil des ans, un fabricant de matériels, si bien *qu'en 1945, la C.G.E. ne sera que* très partiellement touchée par les nationalisations. Depuis la libération, le groupe n'a pas cessé d'étendre son empire et de se diversifier. Vers le bâtiment et les travaux publics, l'électronique.

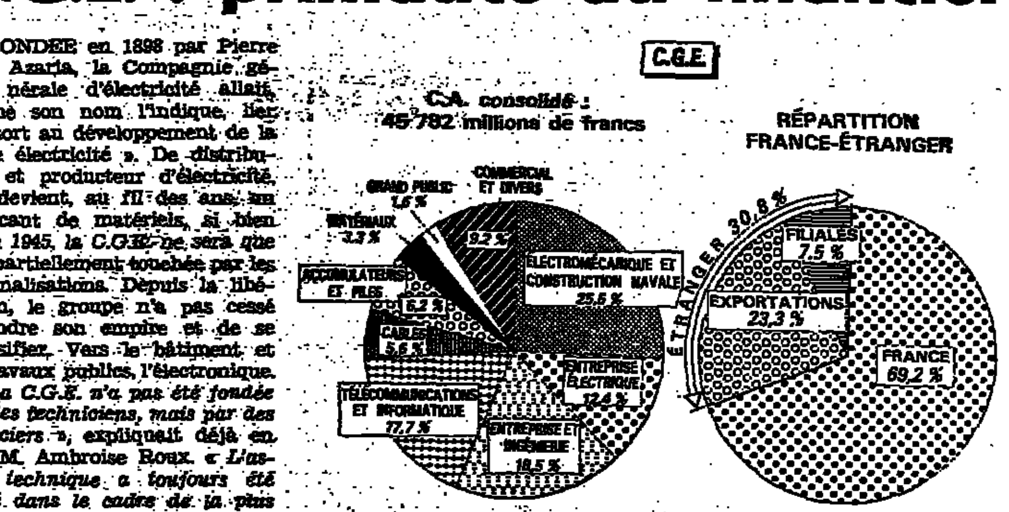
« *La C.G.E. n'a pas été fondée par des techniciens, mais par des financiers* », expliquait déjà en 1967 M. Ambroise Roux. « *L'aspect technique a toujours été traité dans le cadre de la plus stricte rentabilité.* » La structure du groupe correspond à cette vision. La C.G.E., en effet, est une holding qui gère un ensemble de participations. Chaque société conserve son individualité. Mais sa stratégie reste en dernier ressort définie au siège de la holding.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
Président : Ambroise Roux.
Vice-président : Raymond Pelletier.
Administrateur-directeur général : Georges Pebereau.
Administrateurs : Philippe Dargenton, H. Boulanger, R. Camuset, P. Chatenet, P. Huvelin, Ph. Thomas, C. Marcilhacy, J. Matheron et J. Richier.
DIRECTION GÉNÉRALE :
Président-directeur général : Ambroise Roux.
Administrateur-directeur général : Georges Pebereau.

ACTIONNAIRES PRINCIPAUX :

	%
Autocontrôle	13,8
Caisse des dépôts et consignations	6,5
Compagnie générale des eaux	3,7
Autres investisseurs institutionnels	5

Cette primauté accordée aux considérations financières se fera souvent au détriment de l'investissement technologique à long terme. C'est ainsi que la C.G.E. abandonnera certains secteurs — composants, informatique — jugés trop aléatoires. En revanche, le groupe s'est toujours senti à l'aise là où la concurrence était limitée, là où l'Etat était le principal client. Ainsi, des liens étroits se sont-ils créés entre la C.G.E. et E.D.F., la C.G.E. et les P.T.T., la C.G.E. et l'équipement (lors du programme autoroutier). Sur le plan international, le groupe saura participer à ces grands cartels internationaux qui firent, pendant des décennies, les beaux jours de ses membres.



Après une certaine « traversée du désert » de 1974 à 1978 — due sans aucun doute aux sensibilités néo-gaullistes de ses dirigeants —, la C.G.E. connaît, depuis deux ou trois ans, un regain de dynamisme. Le groupe s'est lancé dans les économies d'énergie, la bureautique, la télématique. Il a renforcé ses positions *dans Alsthom-Atlantique* et le bâtiment-travaux publics.

Le groupe de la Compagnie *générale d'électricité* emploie cent quatre-vingt mille personnes, dont trente mille hors de France, et a réalisé, en 1980, un chiffre d'affaires consolidé de 45,7 milliards de francs, dont 14,1 milliards à l'étranger. L'implantation internationale du groupe est assez récente. Ses exportations *étaient surtout* assurées jusqu'alors par les usines *métropolitaines*. Ces dernières années, la C.G.E. s'est installée en Europe et aux Etats-Unis, soit en créant des filiales locales, soit en rachetant des entreprises. Elle vient de prendre le contrôle du groupe britannique Ronéo.

En 1980, les investissements des sociétés du groupe se sont élevés à 1,48 milliard de francs consolidés et la marge brute d'autofinancement (cash flow) *à 2,1 milliards de francs. Le bénéfice net* de la holding a *atteint 241 millions de francs*, sur lesquels 180 millions de francs ont *été* distribués aux actionnaires.

La C.G.E. est cotée en Bourse. Au 31 décembre 1980, sa capitalisation boursière représentait 2,5 milliards de francs, pour un cours de l'action de 369 F. Parmi les principaux actionnaires figurent des sociétés du groupe (13,2 % du capital), la Caisse des dépôts *et consignations* (un peu plus de 5 %). Des compagnies d'assurances et diverses banques détiennent environ 20 %.

Les principales activités de la Compagnie générale d'électricité se décomposent ainsi :

● Electromécanique et construction navale (11,6 milliards de francs de chiffre d'affaires). Ce secteur, constitué par Alsthom-Atlantique (dont la C.G.E. détient 65 %) *et ses filiales (notamment* Stein industries), fabrique l'ensemble des *matériels* d'équipement pour l'énergie (turbines, chandières, moteurs, transformateurs, condensateurs, appareillage électrique, etc.), et couvre le tiers du marché français. Alsthom-Atlantique est le producteur unique de turbo-alternateurs pour les centrales nucléaires. La construction navale représente un cinquième des activités d'Alsthom-Atlantique.

● Entreprise électrique (5,6 milliards de francs). C.G.E.-Alsthom et ses filiales (Comsip Entreprise) sont les leaders européens dans ce domaine qui recouvre la production des matériels (automatismes, commutateurs, diodes, etc.) et leur installation.

● Entreprise et ingénierie (8,4 *milliards* de francs). La Société générale d'entreprise contrôle plusieurs sociétés parmi lesquelles Sainrapt et Brice, Baudin et Chaussé. Leurs activités s'exercent dans le bâtiment, les travaux publics, la construction de routes, les charpentes métalliques. La C.G.E. occupe le premier rang en France dans ce domaine. Les activités ingénierie s'exercent à travers trois filiales, Sogreah, Sedim et Sogelerg.

● Câbles (2,5 milliards de francs). Avec les Câbles de Lyon, la C.G.E. occupe une position dominante en France et le huitième rang mondial sur le marché des câbles d'énergie, des câbles de *téléphonie* et *surtout* des câbles sous-marins.

(Lire la suite page 26.)

L'ASPECT JURIDIQUE :

Tout dépendra des modalités de l'indemnisation

Les nationalisations posent plusieurs problèmes *juridiques* délicats et de grande portée : l'égalité de traitements pour tous *les porteurs, qu'ils soient français ou étrangers* : la justification par la « nécessité publique » du passage de la propriété privée *à la propriété publique* : *enfin, et surtout*, la définition d'une indemnisation « juste et préalable ». C'est cette dernière question qui est la plus importante. Elle est véritablement la clef de toute l'affaire. Si le gouvernement n'a pu, au conseil des ministres de la semaine dernière, donner une vue d'ensemble de son projet, c'est parce que des désaccords subsistent en son sein à cet égard. Mais, quelle que soit la solution retenue, on peut s'attendre à l'ouverture d'un important contentieux, notamment à l'étranger.

La propriété est un droit « *inviolable et sacré* ». Ce principe de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 justifie que toutes les garanties juridiques soient prises lorsque le gouvernement décide d'élargir le secteur public et de priver de ce fait des particuliers de leurs biens.

Le Conseil constitutionnel, composé *désormais* de dix membres, puisque M. Giscard d'Estaing en *est membre à vie en tant qu'ancien* président de la République, ne *manquera pas d'être saisi* (1) *de la* constitutionnalité des lois de nationalisation. Le préambule de la Constitution de 1958 — par ses renvois aux textes de 1789 et de 1946 — rappelle, outre l'égalité des citoyens devant la loi, les règles en matière de privation de la propriété : « *Nécessité publique légalement constatée* » et « *juste et préalable indemnité* » sont les exigences imposées par les *rédacteurs* des constitutions aux nationalisations.

L'égalité a déjà amené le gouvernement à renoncer à une discrimination entre porteurs français et étrangers. Dans son discours du *8 juillet, M. Mauroy prévoyait que* les actionnaires étangers seraient « *libres de rester ou de vendre à l'Etat leur participation* ». Depuis lors, cette idée a été abandonnée devant le risque de contentieux futur fondé sur cette inégalité. De même est-il exclu d'accorder un traitement plus favorable dans l'indemnisation aux actionnaires étrangers, comme cela fut fait en 1946 lors de la nationalisation de *l'électricité*.

La création, en 1958, du Conseil *constitutionnel et le contrôle de la* constitutionnalité des loi vont aussi *modifier les conditions juridiques* des nationalisations par rapport à l'immédiat après-guerre. « *Dans la mesure où le particulier n'a pas de recours contre une loi*, affirme un « nationalisateur », *toute la question du contrôle repose sur le Conseil constitutionnel, et celui-ci ne pourra pas se contenter d'un examen superficiel.* » Il est vraisemblable pourtant qu'il saura séparer — comme *il l'a fait à propos de la loi « sécurité et liberté »* — l'opportunité politique des principes juridiques. La « nécessité publique » des nationalisations apparaît ainsi plus politique que juridique, et l'on imagine mal le Conseil — sauf à créer un incident grave avec l'exécutif et le législatif — contester la « nécessité publique » de la nationalisation de *telle* ou *telle* entreprise plutôt que telle autre dès lors que le Parle*ment se sera prononcé. Peut-être*, pourtant, la rétrocession au privé *de certaines filiales industrielles des* banques fera-t-elle planer un doute *sur cette « nécessité publique »*.

Il ne pourra pas, en revanche, éviter de se pencher sur la « juste et préalable » indemnité. Pour définir ce qui est « juste et préalable » en matière de nationalisation, le législateur ne peut guère s'appuyer sur les principes de l' « expropriation ». Dans ce cas, en effet, la fixation de l'indemnité est laissée à l'appréciation du juge *quand les lois de nationalisation* doivent comporter toutes les préci*sions. Il ne peut pas non plus* assimiler une nationalisation à une offre publique d'achat (O.P.A.) « *forcée* ». Une O.P.A. privée se doit d'être attrayante, ce qui n'est pas le cas dans un acte d'Etat. Rien n'est donc totalement assimilable.

Il existe pourtant un consensus sur la notion de « préalable ». Il est admis, en effet, que les modalités *de l'indemnisation doivent* être fixées préalablement à la nationa*lisation, non que l'indemnité soit* versée préalablement. De plus, la *jurisprudence française — comme* c'est d'ailleurs le cas à l'étranger — ne juge pas nécessaire le paiement en espèces. Le choix du gouvernement socialiste d'offrir des obligations amortissables sur quinze ans, garanties par l'Etat et négociables, dont le taux d'intérêt serait indexé, apparaît donc irréprochable.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 26.)

(1) La saisine du Conseil constitutionnel peut être le fait du président de la République, du premier ministre, des présidents de l'Assemblée nationale ou du Sénat ou de soixante députés ou sénateurs.

Légitimité

ON doit s'étonner qu'un changement aussi considérable que celui que représente la prise de possession par l'Etat des plus importantes entreprises *industrielles* privées et de la quasi-totalité du sys*tème bancaire n'ait pas* véritablement fait l'objet d'un débat *de fond*. Quelques préjugés et quelques idées approximatives servent facilement d'alibi au mutisme, à l'indifférence ou à la résignation. A droite comme à gauche, il semble à peu près admis que les assemblées d'actionnaires ne sont que des chambres d'enregistrement, et que *les propriétaires nominaux* n'ont pas droit au chapitre.

Cela correspond effectivement à la réalité des choses, mais cette constatation de fait ne tranche pas la question pour autant. Les grandes batailles boursières auxquelles ont donné lieu quelques O.P.A. restées célèbres auraient dû mieux éclairer l'opinion sur la nature des relations qui s'établissent dans les sociétés modernes entre les *actionnaires*, d'*une part*, et *les* dirigeants, de l'autre. S'il est *vrai que les seconds disposent* du pouvoir effectif, il suffit d'un *changement de majorité dans* la composition du capital pour que *les puissants d'aujourd'hui* se voient contraints, le plus souvent sans ménagement, de céder la place à d'autres. Dans la préface du Manifeste du parti socialiste de 1972, M. François Mitterrand écrivait : « *Là où est la propriété, là est le pouvoir.* » Ce jugement contient plus de vérité que les thèses rebattues sur « l'ère des managers ».

Reste la question fondamentale de savoir si, dans une *société ouverte et pluraliste*, tous les pouvoirs doivent éma*ner de la même source*. Doit-on considérer comme un progrès que les présidents des grandes affaires soient nommés par le conseil des ministres, lui-même issu d'une majorité politique ? Ou bien doit-on au contraire tenir pour plus conforme à la logique économique et à la doc*trine du droit qu'ils soient* désignés par un conseil d'administra*tion lui-même chargé de repré*senter les intérêts des apporteurs de capitaux ? Poser la question en ces termes, c'est en définitive poser un problème de légitimité qui permet peut-être de mieux comprendre la relative atonie de l'opinion. C'est par l'endettement, beaucoup plus que par des appels à l'épargne, que les grandes entreprises se sont *développées dans l'époque que* nous venons de traverser. Com*ment défendre le droit à rester* actionnaire quand le capitalisme a cessé de croire au capital, comme en témoigne la place mineure occupée par les fonds propres dans le financement des entreprises ?

PAUL FABRA.

BF La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs par la voie du
concours de rédacteur
ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un
1er cycle d'études supérieures
ou du diplôme d'une école de niveau
au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 5 et Dimanche 6 Décembre 1981.
Inscriptions reçues du 21 Septembre au 14 Octobre.

Ce concours s'adresse aux candidat(e)s de nationalité française âgé(e)s de moins 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1981.

Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone 261.56.72 postes 35-43 et 35-44.

SAINT GOBAIN : Une tradition de plusieurs siècles

SAINT-GOBAIN

C.A. consolidé : 43 489 millions de francs

DIVERS 1,4 % — RÉFRACTAIRE 1,9 % — CONDITIONNEMENT 9 % — VITRAGE 18,6 % — INFORMATIQUE 8,7 % — ISOLATION 16,4 % — PAPIER-BOIS 10,7 % — 14,4 % CANALISATION MÉCANIQUE — FIBRES-CIMENT 8,4 % — 12,5 % ENTREPRISES

RÉPARTITION FRANCE-ÉTRANGER

FILIALES 45 % — FRANCE 40 % — EXPORTATIONS 15 % — ÉTRANGER 60 %

LE nom de Saint-Gobain est sans nul doute l'un des plus anciens de l'industrie française. La société a été fondée en 1665, sous Louis XIV, par Colbert, qui lui donne le monopole de la fabrication des glaces en France pour battre en brèche les maîtres verriers vénitiens. Aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, la compagnie poursuit son développement en France et à l'étranger. Elle cherche à s'intégrer et se lance ainsi dans les produits chimiques liés à la fabrication du verre.

Saint-Gobain traversera la première moitié du vingtième siècle avec des fortunes diverses. Après la seconde guerre mondiale, le développement de la construction, les besoins de l'ameublement et de l'automobile stimulent l'activité des glaceries. La compagnie se développe rapidement, sans trop faire parler d'elle, jusqu'en ce mois de décembre 1968 qui voit son « petit » concurrent, Boussois-Souchon-Neuvesel, tenter d'en prendre le contrôle à l'occasion d'une offre publique d'achat, restée célèbre dans les annales boursières. B.S.N. échouera, mais Saint-Gobain y perdra son indépendance.

Six mois plus tard, ceux qui l'ont aidé — notamment le groupe Suez — contre B.S.N. présentent leur note. Elle implique la fusion de la « vieille dame » avec une autre vénérable affaire dont Suez détient 20 %, la Compagnie de Pont-à-Mousson. Fondée en 1896, cette société est spécialisée dans les canalisations, la robinetterie, l'acier, le ciment. Bref, tout ce qui touche à l'habitat, sauf le verre. Avec Saint-Gobain, la boucle est bouclée.

Dix ans plus tard, le groupe amorce un nouveau visage. Constatant une certaine stagnation de ses marchés traditionnels, S.G.P.M. décide de se lancer dans un secteur entièrement nouveau pour lui : l'électronique. Ce seront alors les prises de participation dans C.I.I. - Honeywell Bule, deuxième grand français de l'informatique, avec 51 % du capital, et dans l'italien Olivetti, chef de file européen de la bureautique, avec 38 % des droits de vote. Le virage a pour objectif de compenser la relative stagnation des grandes activités traditionnelles du groupe, les « chevaux de labour », comme les appelait son avant-dernier président, M. Roger Martin. A l'heure actuelle en effet, Saint-Gobain est un des cent premiers groupes industriels du monde avec 110 sociétés, implantées dans 17 pays et employant 163 500 personnes (dont 77 800 en France) pour un chiffre d'affaires dépassant 43,5 milliards de francs avec un bénéfice consolidé d'environ 900 millions de francs.

Le groupe est un des premiers producteurs mondiaux de vitrages, notamment la moitié des marchés français, belge et ouest-allemand, de produits isolants, très recherchés du fait de la hausse du prix de l'énergie, de tuyaux en fonte pour les adductions d'eau, de matériaux pour la construction (fibrociment). Il est solidement implanté aux Etats-Unis par sa filiale Certain-Teed (fourniture pour l'habitat). Parmi ses points faibles, le plus onéreux est l'activité papier-bois, qui ces dernières années fut très fortement affectée par la baisse du prix du papier, fortement atténuée depuis.

Le capital du groupe est divisé en 34,61 millions d'actions d'une valeur boursière avoisinant 3,5 milliards de francs, dont plus de la moitié sont détenues par des investisseurs institutionnels. Depuis l'an dernier, St-Gobain-Pont-à-Mousson est présidé par M. Roger Fauroux, longetemps « dauphin » de son prédécesseur, M. Roger Martin.

M. ROGER FAUROUX

L'arrivée aux postes de commande de certains hommes marque l'entrée en scène d'une nouvelle génération, le début d'une nouvelle étape de la vie collective. Aujourd'hui âgé de cinquante-quatre ans, Roger Fauroux est, depuis juillet 1980, président-directeur général de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Après avoir passé un an, en 1960, au cabinet du ministre de l'éducation nationale de l'époque, M. Louis Joxe, cet ancien élève de l'Ecole normale (lettres classiques), agrégé d'allemand, devenu par surcroît inspecteur des finances après son passage par l'ENA, est appelé par Roger Martin à la société Pont-à-Mousson. En 1970, il est nommé directeur général adjoint du nouveau groupe que cette « petite » société forme désormais avec le géant Saint-Gobain. Il existe en France une tradition de grands patrons catholiques. Energique, réaliste, ne manquant pas non plus de sens politique, la carrure d'un athlète, M. Fauroux (il est aussi licencié de théologie) en représente un type nouveau, dont l'onction est totalement absente, mais pas le goût du commandement ni le souci du destin de la collectivité qu'il dirige.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
Président : Roger Fauroux.
Administrateur et président d'honneur : Roger Martin.
Vice-président : Compagnie financière de Suez.
Vice-président : Jan Lovenbach.
Administrateurs : Gabriel Aufnare, Jean Barbey, Carlo De Benedetti, Bruno de Boisgelin, Gilbert Cousin, Dominique de Grièges, Philippe Malet, Johannes Volling.
DIRECTION GÉNÉRALE :
Président-directeur général : Roger Fauroux.
Directeur général : Jacques Beigbeded.

ACTIONNAIRES PRINCIPAUX :

	%
Groupe Suez	20
Caisse des dépôts et consignations	6
Westdeutsche Girozentrale	6
Autocontrôle	5
Famille des fondateurs	3
Autres investisseurs institutionnels	20

RHONE-POULENC : Un géant encore malade

RHÔNE-POULENC

C.A. consolidé : 30 199 millions de francs

FILMS ET SYSTÈMES 4,7 % — DIVERS 10,5 % — CHIMIE 27,6 % — AGROCHIMIE 8,7 % — ENGRAIS 12,8 % — SANTÉ 18,8 % — TEXTILE 16,9 %

RÉPARTITION FRANCE-ÉTRANGER

FILIALES 29,8 % — FRANCE 44,2 % — EXPORTATIONS 25 % — ÉTRANGER 55,8 %

IL y a moins d'une dizaine d'années encore, le géant Rhône-Poulenc paraissait indestructible. Mais le premier choc pétrolier montra que cet empire, scindé en féodalités ingouvernables ou presque, mais dont l'activité surtout reposait beaucoup trop sur la fabrication des fibres chimiques (plus d'un tiers de son chiffre d'affaires), était fragile. Un homme neuf fut appelé à son chevet, M. Jean Gandois, un sidérurgiste. Taillant et rognant à grands coups de hache, il avait presque réussi à remettre le malade sur pied. Quand le second choc pétrolier surprit le groupe encore convalescent, lui portant derechef un coup très rude et obligeant M. Gandois à le remettre sous perfusion.

A la veille de sa nationalisation, Rhône-Poulenc n'est pas encore sorti de la salle de réanimation.

Le groupe Rhône-Poulenc n'a pas été constitué à partir d'une maison mère, multipliant les absorptions et les rachats, mais il est né de la juxtaposition successive de pans industriels complets, dont les diverses parties furent parfois redécoupées pour former des divisions. A l'origine de ce phénomène, on trouve des raisons historiques. La nécessité de créer une véritable industrie chimique n'était pas apparue au début de ce siècle aussi impérieuse en France que dans les autres pays. Plusieurs années encore après la première guerre mondiale, la France ne disposait dans c·e branche d'activité que de quelques entreprises de taille moyenne, de qualité, mais parfaitement incapables de se mesurer aux géants mondiaux du moment, qui s'appelaient déjà B.A.S.F., Bayer, Hoechst, ou Du Pont de Nemours, dont la constitution, pour beaucoup d'entre eux, remontait au dix-neuvième siècle.

Première étape importante : la création en 1928 de la Société des usines Rhône-Poulenc Frères (S.U.C.R.P.) et sa filiale pharmaceutique, la Société parisienne d'expansion chimique (SPECIA). Elle résultait du mariage des Usines du Rhône (S.C.U.R.), fondées en 1895 à Saint-Fons, près du grand centre des soieries lyonnaises, et des établissements Poulenc Frères, constituée en 1900. Cette fusion fut bénéfique.

Plus de trente ans devaient s'écouler encore avant une nouvelle étape dans l'intégration du groupe, avec l'entrée, en 1961, dans l'orbite de Rhône-Poulenc, des activités communes avec le Comptoir des textiles artificiels (CELTEX), à savoir les filiales Rhodiaceta et la Cellophane, la famille Gillet recevant en paiement 15 % des actions de la société. En 1969, c'est la formation d'une division chimique puissante avec l'entrée de Progil et de la filiale commune créée par Péchiney et Saint-Gobain.

Mais, dès 1967, la première crise mondiale éclate dans les textiles chimiques et le déclin du groupe commence.

C'est seulement à partir de 1975 que M. Renaud Gillet, devenu P.-D.G. de Rhône-Poulenc, entreprendra la nécessaire restructuration du géant malade. M. Gandois, son successeur, ira plus loin encore dans les travaux de déblaiement et d'assainissement. S'attaquant d'abord à la division fibres, il va s'efforcer de rénover son outil de production, de recentrer ses activités sur les créneaux porteurs et surtout de réduire son poids. En 1982, à l'issue de cette cure de rajeunissement, cette division ne représentera plus que 8,2 % du chiffre d'affaires et ses effectifs auront été ramenés de treize mille deux cents personnes en 1976 (huit mille encore aujourd'hui), l'objectif fixé étant de quatre mille. Mais, soucieux d'assurer l'avenir de son groupe, le nouveau P.-D.G. de Rhône-Poulenc cherchera en même temps à l'entraîner vers des horizons nouveaux et prometteurs. Il va ainsi, par rachat, presque doubler son activité dans les engrais, le « pétrole vert » de la France, et l'engager à fond dans la chimie fine. Cependant, pour porter Rhône-Poulenc, dans les années 90, au plus haut niveau dans cette dernière branche, il va lui falloir investir, et en trouver les moyens financiers, par la vente à Elf et B.P., pour 1,5 milliard de francs, de sa division pétrochimique devenue déficitaire avec la crise, mais aussi à des intérêts arabes le siège social de l'avenue Montaigne (500 millions de francs). Fort de ses 30,2 milliards de francs de chiffre d'affaires (dont 55,8 % réalisés à l'étranger) et de ses 95 389 employés (61 048 en France), le groupe est, tout de même, et de très loin le numéro un de la chimie française, occupant la neuvième place au plan mondial. Il est présent dans toutes les parties du monde, mais aussi dans presque toutes les branches d'activité de l'industrie chimique : la chimie proprement dite (27,6 % de son chiffre d'affaires), la santé (18,8 %), les textiles chimiques (16,9 %), les engrais (12,9 %), l'agrochimie (8,8 %, les films et systèmes (4,7 %).

Ses structures sont maintenant mieux ordonnées. Un holding financier Rhône-Poulenc S.A. — dont Saint-Gobain est le principal actionnaire avec 10,6 % des actions — coiffe huit grandes filiales industrielles : Rhône-Poulenc Chimie de base, Rhône-Poulenc Spécialités chimiques (chimie fine et polymères), Rhône-Poulenc Engrais, Rhône-Poulenc Agrochimie, Rhône-Poulenc Santé (Spécia, Théraplix, Adrian Marinier, Bellon, Mérieux), Rhône-Poulenc Textiles, Rhône-Poulenc Films et Rhône-Poulenc Systèmes. Six grandes filiales étrangères viennent compléter cette liste : May and Baker (G.-B.), Rhodia Inc. (E.-U.), AG (R.F.A.), Viscosuisse et Rhodia S.A. (Brésil), Rhodia SAFA (Espagne).

Mais redevenu franchement bénéficiaire en 1979, le groupe a rechuté l'an dernier, toujours à cause de ses fibres synthétiques (encore près de 900 millions de pertes), qui, en sept ans lui auront coûté plus de 4 milliards de francs en déficits cumulés. Le groupe a dû constituer une provision de 1,6 milliard de francs pour couvrir les coûts exceptionnels, surtout sociaux, qu'entraîneront, jusqu'à la fin 1983 et même au début 1984, la restructuration de ses activités « fibres ». Résultat : les comptes consolidés 80 se sont soldés par un lourd déficit de 2 milliards de francs, ce qui a pratiquement absorbé le trésor de guerre de plus de 1 milliard de francs accumulé par cession d'actifs et appels aux actionnaires. Qui plus est : en dépit de tous ses efforts, Rhône-Poulenc, parti trop tard, n'a pas réussi, comme ses grands rivaux allemands, à s'implanter fortement sur le marché américain, n'y occupant qu'une position honorable sans plus, quand son expansion, au temps de sa splendeur, aurait commandé d'y « mettre le paquet ». Jean Gandois n'avait ni le temps ni les moyens de rattraper le retard accumulé à la suite de trente années de navigation à l'estime, parfois même à l'aveugle.

Poids excessif et mortel des fibres, expansion ratée aux Etats-Unis ; à l'évidence, la Bourse a tout autant tenu compte de ces handicaps majeurs que du projet de nationalisation dans son appréciation de l'affaire. Au 30 décembre 1980, la capitalisation de Rhône-Poulenc s'élevait à 1,8 milliard de francs, valeur inférieure de 25 % à la marge brute de 1979 et représentant à peine plus de deux fois le bénéfice net consolidé de cette année.

M. JEAN GANDOIS

M. Jean Gandois a pu penser, à la fin de 1979, deux ans après son arrivée dans le groupe, qu'il remporterait ce qui aurait été l'une des plus belles victoires de l'industrie française en redressant durablement le groupe Rhône-Poulenc, soutenu à bout de bras par les banques. Telle était la tâche — écrasante et sans doute impossible dans un si court délai — pour laquelle le précédent président, M. Renaud Gillet, l'avait arraché au groupe Wendel, où il s'était imposé comme remarquable organisateur et négociateur attentif (notamment avec les syndicats), et à la Lorraine, dont ce polytechnicien, né en Haute-Vienne en 1930, avait fini par épouser la cause, au point que son départ avait jeté cette région dans l'inquiétude. C'est pourtant dans un cadre tout différent que le jeune ingénieur des ponts et chaussées avait commencé à montrer ses qualités de dynamisme, puisqu'il avait débuté sa carrière en Guinée, dans les travaux publics. Amené à prendre des décisions parfois très sévères (tel a été le cas, par exemple, pour la restructuration de la branche des fibres textiles de Rhône-Poulenc), cet homme de cœur a le souci d'expliquer sa politique et de l'accompagner de mesures sociales de reclassement, dont certains ont fait ressortir le caractère coûteux quand, en 1980, frappé de plein fouet par la hausse des produits pétroliers, le groupe s'est retrouvé au rouge.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
Président d'honneur administrateur : M. Renaud Gillet.
Président : Jean Gandois.
Administrateurs : J.-C. Achille, A. Chevalier, R. Fauroux, J. de Fouchier, C. Laroche, Y. Montet, J.-P. Parayre, G. Pirrone, A. Ribond et Ph. Thomas.
DIRECTION GÉNÉRALE :
Président-directeur général : Jean Gandois.
Comité exécutif : J. Gandois, J.-M. Bruel, J. Gillio, G. Pirrone, G. Worms, R. Degain, Ph. Desmarescaux, M. Lavalou et S. Tchuruk.

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES :

	%
Saint-Gobain	10,6
Caisse des dépôts et consignations	5,2
Autres investisseurs institutionnels	29

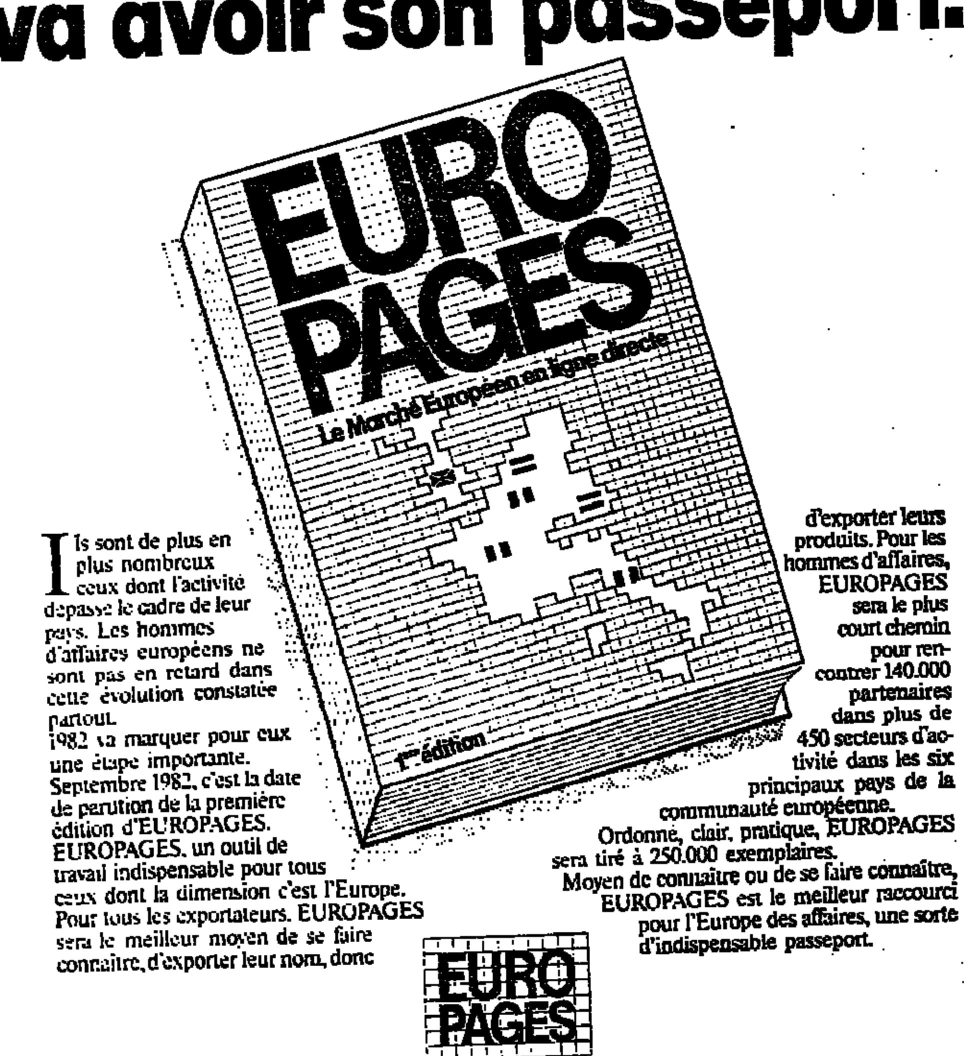
(Publicité)

DIPLOMES DE LANGUES
pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :
— Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;
— B.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétariat ;
— Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, (édition, tourisme, hôtellerie, etc).
Examens chaque année dans les principales villes de France.
Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence.
Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à Langues et Affaires, Serv. 2.608, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, tél. : 270-81-88 ou 270-73-63. (Et. privé à distance.)

COMMENT TROUVER DE NOUVEAUX CLIENTS
1er congrès français de la prospection des entreprises
Mardi 27 octobre 1981 au Palais des Congrès – Porte Maillot
Renseignements : Paris : Tél. (1) 285.19.77 Lyon : Tél. (7) 885.96.96

1982
L'Europe des affaires va avoir son passeport.



Le marché européen en ligne directe.

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

THOMSON : comment réconcilier le technique et le commercial

L'HISTOIRE de ce qu'on appelle aujourd'hui le groupe Thomson est étroitement associée à un nom — celui de Paul Richard — et à un sigle — celui de la C.S.F.

C'est en 1946 que Paul Richard prend 20 % du capital d'une petite société d'armement — Brandt — qui périclite. Il la redresse et l'oriente vers l'électroménager. Six ans plus tard, il quitte Brandt et entre chez Hotchkiss, qu'il reconvertit cette fois de l'automobile vers l'armement. Ce sera la réussite et une série d'absorptions : Delahaye, Vedette et, en 1956, Brandt. Transformée en Hotchkiss-Brandt, la nouvelle société reprend en 1965 une firme quatre fois plus importante, Thomson-Houston. *Deux ans passent,* et c'est la prise de participation de 48 % dans C.S.F. Créée en 1918, *cette société, spécialisée en* électronique, connaissait alors de sérieuses difficultés financières.

En 1969, à l'instigation des pouvoirs publics, M. Paul Richard conclu avec M. Ambroise Roux, le patron de la C.G.E., un accord de « *répartition des tâches* » visant à éliminer les concurrences inutiles entre les deux groupes. A Thomson, l'électronique professionnelle, les matériels grand public et l'informatique ; à la C.G.E., l'électrotechnique (Thomson abandonne du même coup sa filiale Alsthom) et... les télécommunications. Cet accord — baptisé « *Yalta de l'électronique* » — laisse subsister de sérieuses ambiguïtés. Au fil des ans, les conflits entre C.G.E. et Thomson deviendront de plus en plus aigus : en informatique et dans les télécommunications.

Paul Richard réussira, avec l'appui des pouvoirs publics, à faire pénétrer son groupe sur le marché du téléphone. Le principe du rachat par Thomson d'une des deux filiales françaises d'I.T.T. (L.M.T.) et de la Française des téléphones Ericsson est acquis en 1976, quelques jours avant sa mort.

Depuis cette date, le groupe Thomson a tenté de renforcer ses positions dans le secteur de l'électronique grand public, en reprenant notamment la société allemande Nordmende et les firmes Saba et Videon, et dans le domaine de la télématique. Mais ce sont surtout ses activités dans l'armement qui lui ont valu quelques mirifiques contrats, en particulier au Proche-Orient.

Le groupe Thomson comporte aujourd'hui deux grandes entités : Thomson-Brandt et sa filiale à 41,14 %, Thomson-C.S.F. Toutefois, le poids de cette société est sensiblement plus important que celui de sa maison mère.

Au total, cent vingt-huit mille personnes sont employées dans le groupe, dont vingt mille à l'étranger. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint en 1980 36,5 milliards de francs, dont 21,9 milliards pour Thomson-C.S.F. Les ventes réalisées à l'étranger se montent à 16,6 milliards de francs (dont 11,5 milliards sous la forme d'exportations directes et 5 milliards réalisés par les filiales étrangères du groupe). Les deux sociétés disposent d'importantes implantations à l'étranger. Brandt a des usines en Espagne, à Singapour, en Allemagne fédérale (Nordmende, Saba), au Maroc, en Tunisie et en Italie (Videocolor). Outre un remarquable réseau commercial, C.S.F. possède des usines dans de nombreux pays : Etats-Unis, R.F.A., Italie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Maroc, Argentine, Brésil et Mexique.

En 1980, l'ensemble du groupe a consacré 1,6 milliard de francs aux investissements industriels et 4 milliards de francs à la recherche - développement. La marge brute d'autofinancement s'élève à 1,6 milliard de francs et le bénéfice net consolidé à 502 millions de francs. Les actionnaires de Thomson-Brandt ont reçu, au titre de 1980, 82,4 millions de francs, et ceux de Thomson-C.S.F., 95,2 millions.

Les deux firmes sont cotées en Bourse. Au 31 décembre 1980, la capitalisation boursière de Thomson-Brandt était de 1,4 milliard de francs et celle de Thomson-C.S.F. de 3,6 milliards.

Les principales activités de Thomson-Brandt sont les suivantes :

● *Biens de consommation durable* (10 milliards de francs de chiffre d'affaires). Ce secteur est divisé en trois parties. L'électroménager (réfrigérateur, machine à laver, lave-vaisselle, congélateur) avec plusieurs usines en France et à l'étranger. L'électronique grand public (radio-télévision hi-fi) avec plusieurs usines *en France (Angers notamment)* et les sociétés allemandes Saba et Nordwende. Thomson *commercialise sous sa marque* des magnétoscopes japonais (J.V.C.) et envisage de se lancer *dans la fabrication d'ordinateurs* domestiques. La société contrôle également la société Europacolor (avec A.E.G.-Telefunken) qui détient 58 % de Vidéocolor, le second fabricant européen de tubes de T.V. couleur. Enfin, le groupe produit des composants électromécaniques (petits moteurs, pompes, thermostats) avec l'unité hermétique et la Société des moteurs électriques de Normandie.

● *Biens d'équipement électromécaniques* (2,2 milliards de francs en chiffre d'affaires). Ce secteur recouvre plusieurs activités. Les fils et les câbles de cuivre ; l'électrotechnique spéciale (où une filiale commune avec la société britannique Lucas *fabrique des équipements* électriques pour les différents matériels utilisés par la défense nationale et l'aéronautique) ; les équipements pour le commerce et les collectivités avec la société Bonnet (matériels de cuisson et frigorifiques) ; la mécanisation postale et mécanique pour l'industrie nucléaire avec Hotchkiss-Brandt-Sogeme ; les armements traditionnels (mitrailleuses, etc.), avec l'usine de la Marque.

● *Lampes et matériels d'éclairage* (1,24 milliard de francs). La Compagnie des lampes, dont Thomson-Brandt détient 64,8 %, contrôle un ensemble de sociétés en France et à l'étranger qui fabriquent différents modèles de lampes et tubes fluorescents.

● *Ingénierie et services* (1 milliard de francs). La Sodeteg réalise des *ensembles industriels* « clés en main ».

Les activités de Thomson-C.S.F. s'articulent autour de six grands axes.

● *Détection-avionique-systèmes* (8,2 milliards de francs de chiffre d'affaires). La société est un des principaux constructeurs mondiaux de radars, d'équipements électroniques embarqués, de simulateurs, de missiles divers.

● *Radiocommunications, transmissions, diffusion* (4,2 milliards). Il s'agit de matériels professionnels de radio-télévision, de faisceaux hertziens, de système de télécontrôle, de transmission par satellite.

● *Commutation téléphonique* (2,7 milliards de francs). Les activités du groupe dans ce secteur s'exercent à travers les anciennes usines de L.M.T. et de la Française des téléphones Ericsson. Les fabrications vont des grands centraux publics aux petits centraux privés et postes d'abonnés, en passant par divers matériels de télématique.

● *Informatique* (1,4 milliard de francs, plus 600 millions de ventes *internes* au groupe). Ce secteur est issu pour l'essentiel des activités civiles et militaires en *mini-informatique* de l'ex-C.I.I. qui n'ont pas été intégrées dans C.I.I.-Honeywell-Bull.

● *Composants et tubes électroniques* (2,5 milliards de francs, plus 900 millions de ventes internes). Thomson-C.S.F. détient également 65 % du capital de Efcis, qui a été retenu comme un des pôles du dernier « plan composants ».

● *Médical* (2,6 *milliards* de francs). Thomson-C.S.F. a absorbé en 1980 la Compagnie générale *de radiologie, qui était* jusqu'alors une filiale de Thomson-Brandt.

Le groupe Thomson a eu du mal à digérer ces dernières années un certain nombre d'acquisitions. Les vieilles oppositions entre Brandt et C.S.F. ont resurgi après la mort du président Richard. L'absence de synergie et de planification se fit de plus en plus sentir. Actuellement, Thomson-C.S.F. perd de l'argent dans presque toutes ses activités. Seule l'électronique professionnelle avec ses *contrats* militaires (8,3 milliards de francs en 1980) et leurs très substantielles marges bénéficiaires, permet à la société de faire bonne figure.

La C.S.F. a toujours eu les défauts de ses qualités. Un remarquable potentiel technologique appuyé sur un important effort de recherche, mais une insuffisante maîtrise des processus d'industrialisation et de commercialisation. Ce qui explique que la firme soit si à l'aise pour faire du « *sur mesure* » pour les armées et rencontre de telles difficultés pour les produits destinés à un marché plus vaste et plus commercial.

Chez Brandt, ce serait presque l'inverse, la division grand public ayant tendance à privilégier les aspects commerciaux par rapport à la recherche et à l'industrialisation.

Comment marier le potentiel technologique de C.S.F. et les compétences commerciales de Brandt ? Comment parvenir à une meilleure maîtrise des processus de production industrielle ? Comment amener l'ensemble Thomson à une plus grande cohérence interne ? Comment éviter cette tendance à la fonctionnarisation née de rapports trop étroits entre l'Etat (notamment les armées) et les cadres du groupe ? Comment résister à la tentation qui se fait jour, à l'intérieur comme à l'extérieur, de faire du groupe Thomson un « arsenal » concentré sur l'électronique professionnelle ? Telles sont quelques-unes des questions-clés auxquelles les futurs dirigeants d'un groupe Thomson nationalisé devront répondre.

J.-M. Q.

THOMSON-BRANDT

C.A. consolidé : 36 540 millions de francs

Lampes-matériel d'éclairage 3,4 % — Ingénierie-services 2,8 % — Biens d'équipement électromécanique 6,2 % — Biens de consommation durables 27,6 % — Électronique professionnelle 60 %

RÉPARTITION FRANCE-ÉTRANGER

Étranger 45,5 % : Filiales 13,8 % — Exportations 31,7 % — France 54,5 %

M. J.-P. BOUYSSONNIE

En 1982, M. Jean-Pierre Bouyssonnie devrait fêter ses « trente ans de maison ». Nommé P.-D.G. de Thomson-Brandt il y a moins de trois mois, ce polytechnicien ingénieur du génie maritime, âgé de soixante ans, aura fait toute sa carrière dans le groupe, *où il est entré en 1952. Il y gravira un à un les échelons. En 1969, il mène à bien une délicate mission : la fusion des* équipes de Thomson et de C.S.F., M. Michel Wahlain, son *Richard en juin 1976. Il prend* la présidence de Thomson-C.S.F., M. Michel Nahlain, son *aîné de six ans, accédant à celle* de la maison mère, Thomson-Brandt.

Ce Gascon madré, passionné d'alpinisme, réalisera six ans plus tard son ambition en succédant à *M. Michel Wahlain* et en cumulant ainsi la présidence des deux grandes entités du groupe. *Habile tacticien, méfiant de nature,* répugnant à trancher dans le vif, M. Jean-Pierre Bouyssonnie *s'est surtout attaché* ces dernières années à gérer le consensus entre les diverses *baronnies* du groupe.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président d'honneur : Michel Walhain.

Président : Jean-Pierre Bouyssonnie.

Administrateurs : Jacques Fayard, J.-M. Fourier, J. Guyot, J. de Lachomette, P. Ledoux, J. Mennessier Nodier, F. Morin, P. Moussa.

DIRECTION GENERALE

Président - directeur général : Jean-Pierre Bouyssonnie.

Directeur général adjoint : Jean-Marie Fourier.

Directeurs délégués : G. Brana, J. Fayard, J. Fournier et C. Toulouse.

ACTIONNAIRES PRINCIPAUX :

	%
Caisse des dépôts et consignations	9,9
Groupe Paribas	7,7
Financière de Suez	2,3
Autres investisseurs institutionnels	18

PUK : un groupe pas encore parfaitement intégré

IL y eut Pechiney, Ugine et Kuhlmann, puis Pechiney et Ugine - Kuhlmann ; enfin, depuis le 1er janvier 1971, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, devenu tout simplement PUK : un ensemble puissant, réalisant plus de 38 milliards de francs de chiffre d'affaires (dont 54 % à l'étranger) dans la transformation du cuivre et de l'aluminium, les aciers spéciaux, la chimie, les industries légères... bien d'autres domaines encore. Un groupe industriel ? Pas encore tout à fait, tant il est vrai que faire cohabiter les hommes et les techniques de trois grandes entreprises est une œuvre de longue haleine.

La première, Pechiney, n'a pas toujours été connue sous ce nom. Créée en 1855 sous l'appellation de Société H. Merle et Cie, elle a pris, après sa fusion en 1921 avec les établissements Froges, la dénomination de Compagnie des produits chimiques et électrométallurgiques Alais, Froges et Camargue (A.F.C.), pour devenir, en 1955, Pechiney-Compagnie des produits chimiques et électrométallurgiques, enfin Pechiney tout court en 1967.

La seconde firme du groupe, *Ugine, fut constituée en 1899.* Elle avait pour raison sociale Société d'électro-chimie (S.E.C.) *et pour objet d'exploiter un* procédé permettant la production de chlorates par voie électrolytique.

La troisième branche de PUK, fondée en 1825 sous le nom de Kuhlmann, jamais abandonné depuis, était, cinquante ans plus tard, une entreprise intégrée elle aussi, ajoutant à la fabrication *des matières chimiques* de base et des grands produits intermédiaires (soude et acide sulfurique *notamment) celle des produits* les plus évolués (colorants, par exemple) de la chimie organique.

« *Une telle image de ces trois sociétés est cependant schématique* », fait remarquer Roland de Villelongue *dans son ouvrage Pechiney, Ugine, Kuhlmann, PUK. Pourquoi ?* Elle ne montre pas qu'aucune de ces trois sociétés n'avait, et de loin, atteint une dimension suffisante pour soutenir la concurrence étrangère après l'entrée en vigueur du Marché commun et assumer seule son développement, l'industrie de l'aluminium, en particulier, exigeant un effort constant et coûteux de perfectionnement technique.

En 1966, Ugine et Kuhlmann s'unissaient. Mariage étrange qui ne débouche jamais sur une véritable intégration. Quatre ans plus tard, les noces de Pechiney avec PUK étaient annoncées. Dix années se sont maintenant écoulées depuis cette opération. Qu'est devenu PUK ? Sur le plan *de la dimension*, PUK est désormais un groupe de taille internationale exerçant son activité à travers quatre grandes branches :

● L'« aluminium », la plus importante (15,4 milliards de francs de chiffre d'affaires) avec ses demi-produits, ses produits finis et l'emballage.

● Les « métaux ferreux et cuivreux » coiffant trois divisions : l'acier, l'électrométallurgie et le cuivre.

● La « métallurgie fine et les métaux avancés », qui regroupent les activités dans l'uranium et les cycles du combustible nucléaire.

● La « chimie », enfin, avec P.C.U.K. (produits chimiques Ugine - Kuhlmann), Phernuka (filiale pharmaceutique) et Lorilleux-Lefranc (encres).

Aujourd'hui, PUK se classe au quatrième rang mondial pour la production d'aluminium derrière Alcoa, Alcan et Kaiser, et au premier rang européen comme transformateur d'aluminium et de cuivre, ainsi que comme fabricant de ferro-alliages. *Le groupe est* aussi le principal fournisseur mondial d'ailettes de turbines pour moteurs d'avions, cela grâce à sa filiale américaine Howmet, et le plus gros fabricant français *de titane. A cela il faut ajouter* qu'au Brésil et au Japon, pour 80 %, la production d'aluminium *est obtenue sur technologie* Pechiney.

Un beau palmarès pour un groupe qui contrôle quatre cents établissements (dont deux cents en France), disposant de quatre-vingt-douze usines réparties dans dix-neuf régions — principalement Rhône-Alpes, Nord, Picardie, Haute - Normandie, Ile-de-France — et consolide quatre-vingt-six sociétés dans ses comptes. Hors de l'Hexagone, le groupe est installé aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale, en Grande - Bretagne, en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Amérique latine et en Afrique. Au total, il emploie 89 094 personnes, dont 20 749 à l'étranger. Mais un rassemblement ne forme pas nécessairement un groupe articulé de façon harmonieuse. En 1975, peu de temps après avoir succédé à M. Pierre Jouven à la tête de PUK, *M. Philippe Thomas*, le nouveau P.-D.G., avait déclaré qu'une opération d'uni*formisation demanderait* beaucoup de temps. Il ne pensait pas si bien dire. Il faudra en effet attendre le printemps 1981 pour que PUK parvienne enfin à tirer un trait définitif sur le passé en cédant à Sacilor pour 1 franc symbolique ses intérêts dans les aciers spéciaux (Ugine Aciers), devenus son cancer (2,5 milliards de francs de pertes en cinq ans). Il se consacre désormais à son métier original (l'aluminium), à ses activités nucléaires, à sa branche cuivre et à ses filiales américaines.

Ce retour aux sources était souhaitable. Cependant, il n'a pas pleinement réussi à être mené à son terme, l'arrivée de la gauche au pouvoir ayant gelé les ultimes décisions de refaçonnage *relatives au désengagement* de la chimie, une activité hybride héritée du passé, morcelée, péni*blement rassemblée et sans lien* véritable avec la vocation du groupe, autre épine empoisonnée *génératrice elle aussi de déficits* élevés, surtout en 1980 (plus de 500 millions de francs). Des *contacts avaient été pris* avec le géant américain Occidental Petroleum pour lui revendre tout ou partie des actifs correspondants. Stoppé par l'élection présidentielle, ce projet de désinvestissement final paraît désormais être définitivement enterré.

Ainsi se présente la situation de PUK, groupe à l'actionnariat très dilué (aucun actionnaire ne détient seul plus de 5 % de son capital à l'exception de la Caisse des dépôts avec, tous intérêts confondus, 5,3 % des titres), dont les résultats pour 1980, bien qu'en partie préservés par les profits tirés de l'étranger, ont quand même été sérieusement affectés par les pertes subies dans les aciers spéciaux et la chimie. Hors plus-values, le bénéfice net consolidé (part du groupe) s'est élevé à 461 millions de francs (— 39,4 %), le total atteignant, profits exceptionnels inclus, 607 millions de francs (— 38,7 %).

Informé de ce score peu brillant, la Bourse avait déjà prononcé son verdict. Au 31 décembre 1980, PUK était capitalisé 2,28 milliards de francs (cours 89,40 F). Le projet de nationalisation a amputé cette estimation de patrimoine de près de 500 millions de francs, et sa valeur se situe actuellement aux alentours de 1,8 milliard de francs.

ANDRÉ DESSOT.

P.U.K.

C.A. consolidé : 38 111 millions de francs

Chimie 22 % — Aluminium 40 % — Métallurgie fine 16 % — Métaux ferreux 22 %

RÉPARTITION FRANCE-ÉTRANGER

Étranger 54 % : Filiales 24,2 % — Exportations 29,8 % — France 46 %

M. PHILIPPE THOMAS

Polytechnicien et inspecteur des finances d'un caractère froid et réservé (il ne figure même pas au *Who's Who*), M. Philippe Thomas a remplacé en 1975 un autre polytechnicien, M. Pierre Jouven, à la tête de Pechiney-Ugine-Kuhlman. Obsédé par l'ampleur et la difficulté de sa tâche, il s'est acharné à parer aux coups subis par une société successivement affectée par la crise de l'aluminium, ensuite par celle des aciers spéciaux (un « gouffre à milliards » après avoir été une « vache nourricière »), puis enfin par celle de la chimie. Cela l'a *conduit à pratiquer quelques* opérations chirurgicales nécessaires à l'ablation des parties *malades. Il y parvenait presque* lorsque les événements politiques sont venus stopper ses ef*forts. Si les opérations prévues,* notamment la cession à Sacilor d'Ugine Aciers, s'effectuent ulté*rieurement, il pourra éprouver* au moins les satisfactions du devoir accompli.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président d'honneur : Pierre Jouven.

Président : Philippe Thomas.

Administrateur-directeur général : *Jacques Desazars de Montgaillard.*

Administrateurs : Claude Pierre-Brossolette, Jean Guyot, Emmanuel Lamy, J.-M. Lévêque, R. Granier de Lilliac, P. Moussa, J. Roos, A. Roux, *J. Roux de Bézieux.*

DIRECTION GÉNÉRALE :

Président - directeur général : Philippe Thomas.

Directeur général : J. Desazars de Montgaillard.

Directeur général adjoint : *O. Bès de Berc.*

ACTIONNAIRES PRINCIPAUX :

	%
Caisse des dépôts et consignations	5,6
Autres investisseurs institutionnels	7,2
Groupe C.G.E.	1,5
Mutuelle générale française	1,5



MATRA : une imbrication de filiales autour d'un noyau militaire

LE domaine militaire est la *plus ancienne activité de* la société Matra qui, fondée *avant la seconde guerre* mondiale sous le nom de Mécanique *Aviation Traction Matra* pour, à cette époque, fabriquer en sous-traitance des éléments d'avions, trouve sa véritable vocation en 1947, avec la production de roquettes et de conteneurs de lancement d'armements pour avions de combat. Les premières exportations sont apparues vers 1950. Ce n'est que dans les années 1965-1970 que l'activité « *missiles et armements* » de Matra a cessé de dominer la société, avec l'expansion d'autres secteurs (espace, transport civil, *automobile, télécommunications,* informatique, horlogerie et médias).

En 1980, la branche militaire du groupe Matra réunit les activités du secteur proprement militaire de la société Matra, celles de Matra Electronique et de la société Manurhin : un chiffre *d'affaires de 3 709 millions* de francs, soit environ 54,4 % du chiffre d'affaires *global* du groupe, qui s'est élevé à 6 812 millions de francs.

Le capital de la société Matra est de 121 883 600 F, divisé en *1 218 836 actions de 100 F.*

Pour l'ensemble du groupe, qui occupe cinq mille cent cinq personnes (en augmentation de 10,6 % par rapport aux effectifs de 1979), le bénéfice net, après impôts, provisions et amortisse*ments, a été en 1980 de 256,2* millions de francs.

Il est difficile d'individualiser avec précision ce qui, dans les résultats de la société, revient en propre au secteur militaire et *aux autres branches* de Matra. Le secteur militaire de la société *Matra a réalisé un chiffre* d'affaires de 2 202 millions de francs en *1980* (en augmentation *de plus* de 20 % par rapport à 1979), avec une exportation supérieure à 70 %. La production a porté principalement sur les missiles air-air Magic-550 et Super-530, les munitions air-sol, les missiles sol-air Crotale et les missiles mer-mer Otomat. Le groupe Manurhin, pour un chiffre d'affaires de 1 396 millions de francs (en hausse de 10 %), et la société Matra-Electronique, pour un chiffre d'affaires de 111 millions de francs (en augmentation de 30 %), concourent aux activités militaires de Matra.

Pour l'essentiel, le secteur militaire *comprend* un bureau d'études et des moyens de prototypes à *Vélizy (Yvelines), un centre* d'essais à Cazaux (Gironde) et des ateliers de production à Salbris (Loir-et-Cher) et à Signes (Var). C'est autour de ce creuset militaire que Matra est devenu la maison mère d'un important ensemble étroitement imbriqué de filiales dans les domaines civils : en 1980, cette situation s'est traduite par un portefeuille de participations de 1 043 millions de francs.

Aujourd'hui, la société Matra détient des parts dans le capital de vingt et une sociétés anonymes françaises ou monégasques : 99,99 % chez Matra-participations et à la Compagnie industrielle et financière ; 99,96 % à *Comelin* ; 99,88 % chez Matra-Electronique ; 97,75 % chez Solex ; 85,55 % à *Inter-Elec* ; 79,99 % chez Vicier ; 60 % à Haussmann - gestion (librairie Aristide Quillet, *les Dernières Nouvelles d'Alsace*) ; 55 % à Matra-informatique et à Matra-automobile ; 53,12 % à L.T.I. (les Techniques industrielles) stratifiés ; 51,02 % à Matra-*Harris semi-conducteurs* ; 51 % à Matra Datavision et à Peritel ; *50 % à Plafinco* et *à la holding* financière UFIPA ; 43,45 % chez C.I.M.T.-Lorraine ; 34,57 % chez Manurhin ; 19,93 % à Marlis (Hachette) ; 16,17 % à SOFIMATEL et, enfin, 16 % chez Europe 1 - Images et son.

M. J.-L. LAGARDÈRE

De M. Jean-Luc Lagardère, cet ancien de Sup-Elec âgé aujourd'hui de cinquante-trois ans, ses intimes disent qu'il est un « battant » qui a de l'appétit, qui *adore vivre vite, prendre* des risques, à l'affût de tout ce qui *est « technique de pointe ».* L'ascension fulgurante de ce sportif, monté à douze ans de son Gers natal à Paris, lui a attiré autant d'admirateurs que d'ennemis. C'est un entrepreneur préoccupé, comme il l'a dit, de « faire entrer Matra dans les chaumières » avec les *développements de la télématique.*

CONSEIL D'ADMINISTRATION
Président d'honneur : M. Marcel Chassagny
Président - directeur général : Jean-Luc Lagardère
Vice-présidents : Sylvain Floirat et Yves Sabouret.
Administrateurs : Raymond Abecassis, Philippe Chassagny, Sylvain Chevanne, Simone Floirat - Wayaffe et Francis Goudard.
DIRECTION GENERALE
Direction générale de la branche militaire du groupe Matra : M. Emile Durand.
Direction générale de Manurhin : M. Paul Spengler.
Direction générale de Matra Electronique : M. Jean-Paul Philouze.

ACTIONNAIRES PRINCIPAUX

	%
Conseil d'administration et groupe majoritaire	33,6 (1)
Institutions françaises et étrangères	20
Travailleurs de la société	10
Auto-contrôle	8
Vingt-cinq mille porteurs privés pour le reste.	

(1) 48 % des voix, compte tenu du vote double, après cinq ans de détention

DASSAULT-BREGUET : la maîtrise des projets

AVEC *plus de 4 000* avions en service dans 50 pays et avec 50 modèles — 6 militaires et 3 civils — produits en série simultanément, le groupe Dassault-Breguet est probablement un cas unique dans l'histoire aéronautique mondiale : celui d'une société qui a été créée après la fin de la seconde guerre mondiale par un ingénieur de *grande compétence* — M. Marcel Dassault — et qui a produit en *1980 plus d'un avion par* jour ouvrable (310 exemplaires au total).

Le capital social du groupe s'élève à 501 412 050 francs, répartis *en 10 028 241 actions.*

En 1980, le chiffre d'affaires hors taxes (livraisons facturées) a été de 10 740 millions de francs, dont 68,55 % à l'exportation, et les prises de commandes enregistrées ont totalisé *9 130 millions de francs, dont en*viron 54,5 % à l'exportation. A noter que, par rapport aux trois années précédentes, les ventes à l'exportation ont marqué un fléchissement sensible et que les ventes civiles ont atteint, en 1980, environ 12 % de l'ensemble du chiffre d'affaires.

Les bénéfices de la société se sont élevés, en 1980, à 312,3 millions de francs (après impôts, amortissements et provisions), soit une progression de 14,7 % *par rapport à 1979* alors que le chiffre d'affaires s'est accru de *50,78 % durant la même période.*

Aux 15 843 salariés de l'entreprise, il a été versé en 1980 un total de 184,7 millions de francs au titre de la *participation du personnel*. Cette distribution correspond à 8,17 % des rémunérations, *soit l'équivalent* d'un mois de salaire supplémentaire.

Près de 4 000 personnes — environ le quart des effectifs totaux — travaillent dans les bureaux d'études et les centres d'essais de la société. Avec un parc de plus de 3 200 machines-outils, le groupe dispose de *15 centres d'activités prin*cipaux : Saint-Cloud et Boulogne (Hauts-de-Seine), Vélizy (Yvelines), Argenteuil (Val-d'Oise), Mérignac, Martignas et Cazaux (Gironde), Argonay (Haute-Savoie), Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), Toulouse (Haute-Garonne), Istres (Bouches-du-Rhône), Melun-Villaroche (Seine-et-Marne), Brétigny-sur-Orge (Essonne), Seclin (Nord) et Poitiers (Vienne).

Dans ces établissements sont produits des avions militaires (les appareils de combat Super Etendard, Mirage F-1, Jaguar, Mirage-III, Mirage-2000 ; l'avion d'entraînement Alpha-Jet ; l'avion de lutte anti-sous-marine Atlantic) et des avions civils (séries Falcon-10, 20 et 50). Le Super Mirage-1000 est en cours de mise au point.

Le groupe aéronautique a constitué des filiales en France et à l'étranger, et il participe, dans le cadre de programmes conçus en coopération internationale, au capital de sociétés étrangères. *Ainsi, il détient* 99,99 % de la Société générale de mécanique aéronautique (G.M.A.) à Seclin et à Poitiers ; 99,88 % de la Société anonyme Toulouse-Colomiers ; 99,99 % de la Société immobilière Vélizy-Toulouse ; 99,23 % de la Société immobilière Anglet-Parme ; 99,82 % de la société anonyme Centre technique d'assurances générales ; *80 %* de la société Dassault Aéro-service et 74 % de la Compagnie de gestion de rechanges aéronautiques (Coger). Il partage, d'autre part, le capital de la Société anonyme belge de constructions aéronautiques (SABCA) avec l'entreprise néerlandaise Fokker et participe au capital de *la* firme espagnole CASA. Enfin, le groupe aéronautique a créé des sociétés de droit américain outre-Atlantique : Falcon Jet Corporation, Dassault International Inc. et U.S. Alpha-Jet qui sont responsables de la *commercialisation* de certains avions aux Etats-Unis.

Depuis ses origines, la *société* Dassault-Breguet a toujours pratiqué la même politique industrielle : conserver la maîtrise d'œuvre d'un projet tout en sous-traitant une large part de la production (jusqu'à 85 %, parfois, des activités de la fabrication).

M. MARCEL DASSAULT

M. Marcel Dassault, qui aura quatre-vingt-dix ans dans cinq mois, est un homme de passions, comme le sont souvent des ingénieurs au sens plein du terme : celle des avions, bien sûr, mais aussi celle de la pierre — *son rêve eût été de devenir* ministre de la construction et du logement — *ou encore celle de* la presse, puisqu'il choisit lui-même *les illustrations* et *la mise* en pages de son magazine *Jours de France*. Sa réussite : *avoir* compris qu'un avion doit donner naissance — par améliorations ou modernisations successives et sans révolutions — à toute *une famille* qui continuera à se vendre (comme celle du *Mirage-III) vingt-trois ans* après sa création.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
Président - directeur général : M. Benno-Claude Vallières.
Administrateurs : MM. Pierre Clostermann, Matteo Connet, Serge Dassault, Henri Deplante, Pierre François, Pierre Guillain de Bénouville, André Jubelin.
Administrateurs de l'Etat : Jean Blancard, Claude Grigaut, Jean-Etienne Sziber et André Valls.
DIRECTION GENERALE
M. Vallières.
Directeurs généraux adjoints : MM. Xavier d'Iribarne et Jean Estèbe.

ACTIONNAIRES PRINCIPAUX :

	%
Société centrale d'études Marcel Dassault (actionnaires : MM. Marcel et Serge Dassault)	[illegible]5,29
Société de gestion des participations de l'Etat (SOGEPA) (1)	20
Actionnaires privés pour le reste.	

(1) Vote double — droit de veto sur les décisions — attaché aux actions de l'Etat.

C.G.E. : primauté au financier

(Suite de la page 23.)

● Accumulateurs et piles (3,8 milliards de francs). La *C.G.E. est le premier producteur* français avec 60 % du marché des accumulateurs (Fulmen, Tudor, S.A.F.T.) et 43 % du marché des piles (CIPEL-Leclanché).

● Matériaux (1,5 milliard de francs). Le groupe est présent dans les joints et pièces de *caoutchouc* (avec le Joint français), les feutres pour machines *à écrire et les isolateurs* (Céraver).

● Télécommunications et informatique (8,1 milliards de francs). La C.G.E. détient 49,2 % de C.I.T.-Alcatel et 81,8 % de Alcatel-Electronique, qui contrôlent elles-mêmes de nombreuses filiales. *La fabrication* de centraux téléphoniques publics (40 % du marché français) et d'équipements de transmission (45 % du marché français) sont du ressort de C.I.T.-Alcatel, alors qu'Alcatel-Electronique regroupe toutes les autres activités dans le *secteur de la téléphonie privée* (Telic), du courrier électronique (Ronéo), de la péri-informatique (Transac), des systèmes d'informatiques civils et militaires (Sintra) et des services informatiques (G.S.I.).

● Matériel grand public (750 millions de francs). La CEPEM produit des cuisinières, *chauffe-eau et appareils* de chauffage électrique.

La C.G.E. a pris récemment des participations minimes dans la Générale occidentale et la Compagnie générale des eaux.

Depuis quelques années, la C.G.E. a amorcé un redéploiement de ses activités qui vise à consolider ses points forts. De fait, le groupe a renforcé ses positions dominantes dans un *certain nombre de secteurs*. Toutefois, il subsiste quelques zones d'ombre. La construction navale pose toujours problème. La récession dans l'industrie du bâtiment en France rend le groupe particulièrement vulné*rable à une baisse des comman*des à l'exportation.

Dans le secteur des télécom*munications et de l'électronique*, il manque à la C.G.E. quelques pièces *maîtresses* de la filière, notamment les composants électroniques. La firme va devoir sans tarder travailler sur les prochaines générations de centraux téléphoniques, *faute* de quoi elle perdra la petite avance technologique *acquise* ces dernières années avec son central électronique.

J.-M. Q.

M. AMBROISE ROUX

L'une des plus belles intelligences du patronat affirment les uns. L'un des personnages les plus retors du monde des affaires rétorquent les autres. Détesté ou admiré, ce polytechnicien de soixante ans qui fit carrière *dans l'administration, dans le sil*lage de M. Jean-Marie Louvel *et lui succéda en 1970* à la tête de la Compagnie générale d'électricité, ne *laisse* pas indifférent. Faut-il lui reprocher comme d'aucuns l'ont fait d'avoir plus agi comme un financier que comme un industriel, de s'être borné à *s'intéresser aux secteurs d'acti*vité riches en commandes publi*ques ? Il s'en défend en affir*mant que son groupe a mieux que d'autres traversé la crise, ce qui n'est pas faux. L'influence d'Ambroise Roux ne s'arrêtait pas aux frontières de la C.G.E. Ami personnel de Georges Pompidou, ce fut longtemps un président de la commission économique du C.N.P.F. puissant et écouté. Ecarté de ce poste en 1975 — *ses relations avec* M. Giscard d'Estaing *n'étaient pas des meilleures.* — il a vu peu à peu diminuer son audience dans cette organisation patronale, qu'il rêva un temps de présider.

L'aspect juridique

(Suite de la page 23.)

En *revanche*, la notion d'indemnisation « juste » est plus délicate *et fera naître — quelle que soit la* solution adoptée — un contentieux important. Car, après *le Conseil* constitutionnel — qui bloquerait la promulgation de la loi s'il estimait l'indemnisation injuste, — de nombreux tribunaux, surtout à l'étranger, auront à décider du caractère juste de l'indemnisation. Car on ne *peut tenir pour négligeables* les participations étrangères dans les entreprises *nationalisables (une ban*que allemande détient, par exemple, 5 % de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson) et dans les compagnies financières, où elles varient entre 20 et 30 %.

La situation se complique encore lorsqu'on sait que l'Etat français *a passé avec de nombreux* pays des conventions bilatérales qui prévoient *certaines dispositions* en cas d'expropriation. La convention franco-américaine de 1959 parle d'une indemnité qui « *représentera l'équivalent des biens expropriés* ». La dernière des conventions d'établissement signée par M. Mauroy avec *le Libéria fait état d'indemnités qui* représentent la « *valeur réelle* » des biens.

Plusieurs investisseurs étrangers ont d'ailleurs déjà écrit aux autorités françaises pour refuser de reconnaître comme « juste » toute indemnisation fondée sur la seule valeur boursière. On comprend dès lors les tergiversations du gouver*nement* — et la fuite du projet de projet de loi de nationalisation — *entre une indemnisation fondée sur* la seule moyenne des cours de *Bourse sur une certaine période* et la prise en compte, outre des cours de Bourse, d'autres critères classiques (actif net réévalué, rentabilité). La seconde solution coûterait certes plus cher initialement à l'Etat français, mais réduirait le contentieux et n'effacterait pas l'image de la France à l'étranger. Sait-on, par *exemple*, que Rhône-Poulenc, dont la capitalisation bour*sière est de l'ordre de 1,5 milliard* de francs a tiré 500 millions de *francs de la seule vente* à des intérêts arabes de son siège de l'avenue Montaigne ? Il restera alors à évaluer les actifs, rude bataille en perspective.

Les nationalisations pourraient se heurter à *l'étranger*, à ce que l'on nomme l'effet *extraterritorial* de *la nationalisation*. Le *principe de la* souveraineté des Etats a pour conséquence qu'une mesure de nationalisation — des actifs ou du capital — « *ne peut avoir d'effet que sur le territoire de l'Etat qui la prend* ». La *doctrine* et la jurisprudence, tant françaises qu'étrangères, considèrent *que la loi de* nationalisation ne permet pas à l'Etat nationalisateur d'appréhender les biens situés à l'étranger de la société ayant fait l'objet d'une nationalisation. Il est donc probable — c'est ce que laisse penser le *rapport préparé par* le cabinet d'avocats internationaux Gide, Loyrette et Nouel *à l'usage de ses* clients nationalisables — que, au moment de la promulgation des lois de nationalisation, les syndicats d'actionnaires des sociétés nationalisées qui se seront constitués essaieront de faire procéder dans les *différents pays à la mise* sous séquestre des biens de ces sociétés qui sont situés à l'étranger.

*On ne doute pas à la chancel*lerie d'avoir à faire face — dans les *années à venir — à de multiples* contentieux devant des tribunaux étrangers nationaux ou devant la Commission européenne des droits de l'homme. Mais on refuse d'assimiler les nationalisations en cours à la jurisprudence établie à l'occa*sion, par exemple*, de la nationalisation, par l'Egypte, de la Compagnie du canal de Suez ou, par l'Algérie, de la société d'Ouenza. Il s'agissait alors, dit-on, d'une véritable spoliation, ce qui n'est pas le cas en France. Dès lors que l'indemnisation sera, comme l'affirme M. Mauroy, « *juridiquement incontestable et financièrement équitable* », les tribunaux seraient mal *venus, estime-t-on à Paris, d'entraver* le fonctionnement des entreprises industrielles et financières nationalisées par d'intempestives mises sous séquestre ou blocages de comptes. Le juge, pourtant, sera souverain.

BRUNO DETHOMAS.

Dans le cadre de sa collection
« ANALYSES DE SECTEUR »

DAFSA vient de publier un ouvrage intitulé :

L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE DANS LE MONDE

Dans le monde occidental, l'industrie aérospatiale est largement *dominée par les producteurs* américains (60 à 65 % de l'activité), mais les constructeurs des pays de la C.E.E. y occupent une place non négligeable : 30 % environ (avec notamment la France, le Royaume-Uni et la récente percée de la R.F.A.).

Les particularités de l'industrie aérospatiale au sein des industries *manufacturières tiennent à l'importance* de ses débouchés militaires (2/3 du C.A. de l'industrie aux Etats-Unis et 3/4 en Europe).

L'influence exercée par les Etats dans le développement des industries nationales est fondamentale quel que soit le type d'appropriation du capital. Elle s'exerce techniquement et économiquement :

— par le biais des achats pour la Défense,
— par les choix souvent orientés des compagnies aériennes ;
— par leur rôle déterminant dans les ventes à l'exportation qui représentent 40 % des débouchés des industries européennes et plus du quart de ceux des *industries américaines*, ou *même plus* activement dans la restructuration des industries nationales.
— enfin, par le *financement* quasi exclusif (en Europe) ou dominant (aux Etats-Unis) de la Recherche et Développement. Le montant du financement par l'Etat de la Recherche et Développement représente 15 à 17 % du C.A. des industries aérospatiales américaines et européennes.

Ceci permet de comprendre que, *malgré* la faible *rentabilité* de la plupart des programmes lancés, les résultats des sociétés soient néanmoins assez favorables.

Dans cette industrie faiblement capitalistique (les investissements ne représentent en moyenne que 10 % de la valeur ajoutée), l'emploi s'est maintenu car ni la longueur des séries ni les méthodes de production ne rendent économiquement nécessaires un développement poussé de *l'automatisation*. La *comparaison internationale* des coûts salariaux met en relief la stabilité en termes réels et le niveau relativement modéré du coût de la main-d'œuvre aux Etats-Unis par rapport à certains pays européens. Cependant, malgré ce handicap, la valeur ajoutée par unité de frais de personnel est — dans l'industrie française et très récemment dans l'industrie allemande — plus élevée que dans l'industrie américaine.

Au cours de la seconde moitié de la décennie, l'industrie européenne, renforcée par la coopération entre firmes, a pu accroître *sa part de marché* dans la *flotte* des *court et moyen-courriers* et sur les marchés du tiers-monde dont les dépenses militaires se sont fortement accrues. Ainsi, malgré le fort déficit avec les Etats-Unis (entre 2 et 3 milliards d'unités de compte), la balance commerciale de la C.E.E. en matériels aérospatiaux est-elle équilibrée.

L'analyse de vingt sociétés américaines et européennes permet de *constater que dans le classement des dix premières sociétés* — établi sur la base d'une batterie de ratios de gestion, de croissance et de financement — figurent huit sociétés européennes et que la première société américaine n'arrive qu'en huitième position.

La récente expansion de l'industrie allemande se traduit par l'amélioration sensible des résultats de deux sociétés (Dornier et M.B.B.) et est accompagnée par la restructuration autour de l'une d'elles d'une *partie importante* de l'activité du *secteur*.

Cette étude est disponible en anglais et en français auprès du bureau de vente de : DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 PARIS au prix de 6 000 F H.T. (6 420 F T.T.C.) - Tel. : 233-21-23

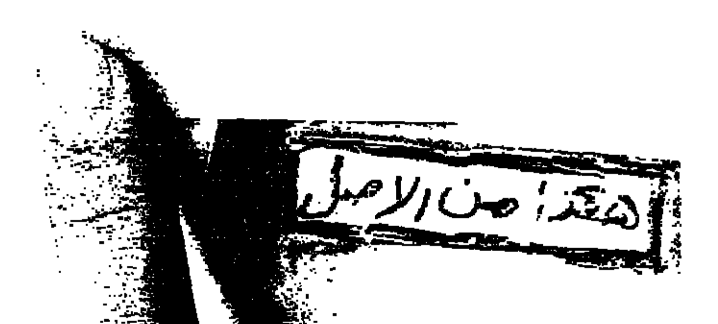


IAE FORMATION PERMANENTE — **D.E.S.S. « FINANCE »**

- DIPLOME NATIONAL DE 3e CYCLE
- FORMATION FINANCIERE APPROFONDIE
- FORMULE D'ENSEIGNEMENT COMPATIBLE AVEC VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES.

- Formation spécialisée de haut niveau destinée aux cadres de la fonction finance.
- 3 jours par mois pendant 2 années civiles.
- Inscriptions : Dernier délai 20 Octobre 1981
- Test d'entrée : Octobre 1981.
- Début des cours : Janvier 1982.
- Renseignements : Patricia BORGES 557.28.41
  Béatrice FLOCH 557.28.41
  Thérèse CHABLAT 554.97.24 p. 309

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162, rue Saint Charles 75740 PARIS CEDEX 15



USINOR : une des aciéries les plus modernes d'Europe

L'UNION sidérurgique du nord de la France (Usinor) a été créée très tôt après la seconde guerre mondiale, avec la fusion, en 1948, des sociétés Denain-Anzin et Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. En 1966, une seconde étape est franchie avec l'absorption de la société Lorraine-Escaut, qui lui apporte des installations, assez vétustes, il faut le dire, notamment en Lorraine, à Longwy et Thionville. En 1979, c'est la troisième étape avec l'absorption de la Compagnie industrielle Chiers-Châtillon, déjà issue de fusion antérieure, qui lui apporte une production de 1,3 million de tonnes, avec onze mille personnes et des usines situées en Lorraine, à Longwy, à Neuves-Maisons, et dans le Nord, à Biache-Saint-Vaast et Isbergues. Du coup, Usinor devient le premier producteur français d'acier. Mais dès le lendemain de la guerre, sa constitution très rapide — contrastant avec la lenteur qui a présidé à celle de Sacilor, retardée par des questions de personnes et des oppositions d'intérêt — lui a permis d'amorcer très tôt la modernisation de ses installations. Dès 1948, le groupe entreprend, à Denain, d'un des deux grands trains français de laminage à chaud, importé des Etats-Unis (l'autre étant construit par la coopérative Sollac en Lorraine).

Mais, surtout, à partir de 1959, le groupe édifie à Dunkerque une très puissante aciérie « sur l'eau », avec une batterie de quatre hauts fourneaux ultramodernes, dont un géant, alimentés en minerai à haute teneur (plus de 60 %) importé de l'étranger par voie maritime. De plus, Usinor développe sa production de produits plats (tôles minces), laminés à froid à Dunkerque et à Montataire, près de Creil, ce qui lui assure une expansion continue.

En 1972, à contrecœur, Usinor accepte de prendre une participation *de 50 % dans l'aciérie de* Fos, initialement propriété de Sacilor, qui faute de moyens financiers, doit rechercher une association. Mais cette prise de participation assure à Usinor une production supplémentaire de tôles plates à chaud, cheval de bataille du début des années 1970.

Mais, après un « boom » de trois ans, qui avait succédé à près de huit ans de « vaches maigres », un renversement de tendance se produit à l'automne 1974, qui va déboucher sur une crise durable. Cette crise, malgré plusieurs rémissions temporaires, ruine Usinor, qui accumule les pertes et succombe sous le poids écrasant des dettes contractées pour financer d'énormes investissements.

A l'automne 1978, l'Etat sauve Usinor ainsi que Sacilor, l'autre grand, de la faillite en prenant en charge le plus clair de son endettement et acquiert, par compensation de créances, près de 64 % de son capital. A la *différence de Sacilor, c'est un* homme de la maison, M. Pierre *Etchegaray, P.-D G du* groupe sidérurgique Châtillon-Neuves-*Maisons, très proche d'Usinor* et bientôt partenaire, qui prend la tête du groupe. Il lui incombera de mener à bien un douloureux plan de restructuration, avec la suppression de plus de onze mille emplois, et la fermeture d'installations vétustes à Longwy, Valenciennes et Denain, ce qui provoquera de graves incidents en 1979.

Bien que la situation financière d'Usinor soit, intrinsèquement, moins défavorable que celle de Sacilor, avec un retour à l'équilibre d'exploitation au premier semestre 1980, la réapparition d'une crise européenne de l'acier a provoqué une perte de 1,25 milliard de francs en 1980 (3 milliards de francs de 1973 à 1981). L'endettement reste très *lourd : 19 milliars de francs* pour un chiffre d'affaires de près de 22 *milliards de francs,* avec, il est vrai, plus de 12,5 milliards de francs de prêts participatifs à caractéristiques spéciales. Le capital devra être reconstitué, l'Etat convertissant une partie de ses créances pour devenir l'actionnaire quasi unique.

Actuellement, la *production* totale d'acier d'Usinor est voisine de 11 millions de francs (sur 22 millions pour la France entière), dont une grande partie est élaborée à l'usine de Dunkerque, l'une des plus modernes d'Europe. La gamme des produits vient d'être étendue avec l'apport, en avril dernier, des activités de Creusot-Loire dans les aciers spéciaux, notamment les produits longs fabriqués dans l'usine *de Dunes, près de Dun*kerque.

M. C. ETCHEGARAY

M. Claude Etchegaray (sans aucune parenté avec l'archevêque de Marseille) est un polytechnicien diplômé de la Harvard Business School qui a fait la plus grande partie de sa carrière dans l'une des filiales françaises *du géant américain I.T.T., le Matériel téléphonique* (L.M.T.), dont *il devint P.-D.G. en 1972.* Après le rachat de cette société par *Thomson-C.S.F., il* se reconvertit en prenant la barre de la société sidérurgique Chiers-Châtillon, filiale du groupe Paribas, qui fut absorbé ultérieurement par Usinor dont il remplaça le président, M. de la Colomba, au début de 1979, après le sauvetage de la société. Formé à la rude école d'I.T.T., où le contrôle de gestion a été élevé à la hau*teur d'un art, ce Basque froid* et précis a éprouvé quelques *surprises en pénétrant dans* le monde de la sidérurgie, où le particularisme sévissait, et dont le souci de la rentabilité à tout prix n'était pas le souci dominant. Contraint de prendre des mesures pénibles, il a su, le plus souvent, doser l'amertume des licenciements dans une conjoncture absolument épouvantable.

EPEC FORMATION
RÉVISION
PROBATOIRE
Dernière session : déc. 1981
3 Formules
JOUR - SOIR - SAMEDI
Rens., inscriptions :
246-59-14

SACILOR : la première place pour les produits longs et la tréfilerie

LE groupe Sacilor Aciéries et laminoirs de Lorraine est issue d'une série de rapprochements entre sociétés sidérurgiques effectués depuis une trentaine d'années. Après la guerre, face à la dispersion de ces sociétés en Lorraine, un premier regroupement aboutit à la constitution, en commun, par neuf sociétés, de la Société lorraine de laminage continu *(Sollac), coopérative de transfor*mation pour la fabrication des produits plats, qui construit l'un des deux grands trains français de tôles à chaud, le second étant implanté à Denain par Usinor. En 1950, le groupe de Wendel se réorganise. En 1951, Pont-à-Mousson et Marine Firminy regroupent leurs actifs lorrains dans Sidélor. En 1964, Sidélor et de Wendel et compagnie créent, en commun, la Société des aciéries de Lorraine, *chargée de réaliser* la nouvelle usine de Gan*drange pour la fabrication* des produits longs.

Mais la grande étape, tant attendue et tant retardée par des particularismes locaux est, en 1968, la création de Wendel-Sidélor, par apport des mines et usines de la société mosellane, de Sidélor et de Wendel et compagnie. En 1973, Wendel-Sidélor prend la dénomination actuelle de Sacilor, Aciéries et laminoirs de Lorraine, et, en 1975, ultime *péripétie, fusionne avec Marine* Firminy, les intérêts sidérurgiques des deux groupes étant réunis au sein d'une même société de portefeuille Marine Wendel, elle-même contrôlée par la Société lorraine de participations sidérurgiques, émanation de la famille de Wendel.

A l'automne 1973, conséquence logique d'une crise formidable qui *a ravagé* la sidérurgie française depuis 1974 et causé d'énormes pertes à la société croulant sous le poids d'un endettement pharamineux, la puissance publique procède à son sauvetage, prend en charge le plus gros de son endettement et en saisit, pratiquement le contrôle (76,9 %). En même temps, le *gouvernement* nomme à la tête du groupe un *grand commis,* M. *Jacques* Mayoux, banquier de profession au *lieu et place* de M. Charles Celier, de la famille de Wendel.

Ce sauvetage financier s'accompagne d'un plan de restructuration comportant la fermeture d'installations et la suppression de plus de dix mille emplois, intervenant après plusieurs vagues de compression d'effectifs, (1971-1973, 1977) *qui vont affecter* cruellement la Lorraine, essen*tiellement dans la région de* Metz.

A l'heure actuelle, par suite d'une réapparition de la crise de la sidérurgie et d'un avilissement *des prix européens,* la société n'a pas pu redresser sa situation fi*nancière, déjà obérée par le coût* des compressions d'effectifs, et a perdu plus de 4 milliards de francs en trois ans, la puissance publique ayant dû à la fois combler le déficit et financer les investissements de modernisation. Son capital doit être reconstitué, et c'est l'Etat qui, en *transformant en actions ses* énormes créances, deviendra actionnaire quasi unique, ce qui ne fera qu'officialiser une situation de fait.

Son chiffre d'affaires a atteint 16,8 milliards de francs en 1980, *ses pertes,* 1,98 *milliard de* francs, et son endettement *14,4 milliards de francs.*

Sur le plan industriel, Sacilor est l'un des deux grands français de l'acier avec une production dépassant légèrement le milliard de tonnes, et vingt-quatre mille cinq cents personnes environ (contre trente-cinq mille à la fin de 1978). La société a pour particularité *d'utiliser du minerai* phosphorique à basse teneur *(32 %), la « minette » lorraine,* extrait des mines lui appartenant.

Le groupe commercialise environ 30 % de la production française d'acier, avec une prédominance pour les produits longs, *sa spécialité de toujours, pour* laquelle il occupe la première place en France. Il détient 50 % de l'aciérie méditerranéenne de Fos, usine coopérative construite à grand frais de 1971 à 1975, qui produit 4 milliards de tonnes de produits plats (bobines à chaud).

Le groupe est également le premier tréfileur français par sa filiale Tréfilunion, et assure 60 % des livraisons françaises de fer-blanc pour la conserve et l'emballage, *occupant le premier rang* européen dans cette spécialité.

Il a enfin étendu sa gamme dans les aciers spéciaux, absorbant en 1979 les aciéries de Pompey, et négociant avec Pechiney Ugine Kuhlmann l'acquisition d'Ugine-Aciers, l'un des grands spécialistes français de *l'acier inoxydable.*

M. JACQUES MAYOUX

C'est une étrange carrière que celle de M. Jacques Mayoux H.E.C., ENA *et* inspecteur des finances de formation, banquier de profession, *et entré à cinquante-quatre ans en sidérurgie* comme en religion. Impression*nante mécanique intellectuelle,* doué d'une extraordinaire apti*tude à analyser les situations* avec lucidité et *cruauté,* il saura, cependant, se concilier *le monde* méfiant des paysans, et faire, en onze ans, du Crédit agricole le premier établissement bancaire de France et d'Europe. Souvent peu conciliant avec les ministres, ses tuteurs, et les banquiers, ses concurrents, il se met à dos une foule de gens et se fera proprement limoger en 1975 pour entamer *jusqu'à l'automne 1978 une traversée du* désert coupée de missions di*verses. Il avait, en 1971, refusé* la présidence de la B.N.P., puis, *en 1975,* celle de la *SNIAS,* estimant insuffisantes les garanties d'indépendance qu'on lui donnait. Depuis trois ans, il a dû se colleter avec la pire crise qu'ait connu sa société, combattant en retraite pour sauver la *sidérurgie française.*

«Contrôle de Gestion et Audit»
IAE
DESS
• DIPLOME NATIONAL DE 3è CYCLE
- Forme des Contrôleurs de Gestion, Contrôleurs Budgétaires, Cadres des services de planification, Auditeurs.
- S'adresse aux cadres en reconversion ou aux cadres en congé-formation, titulaires d'un diplôme national de 2ème cycle.
- Inscriptions jusqu'au 2 Octobre 1981.
- Test d'entrée : le 8 Octobre 1981.
- Enseignements de Novembre 1981 à Juillet 1982.

Renseignements : Patricia BORGES 557.28.41 - Béatrice FLOCH 557.28.41
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Département Formation Continue
162, rue Saint Charles 75740 PARIS CEDEX 15

ALLEZ L'ORGANISATION DU BUREAU!
SICOB 81
CNIT PARIS LA DEFENSE DE 9H30 A 18H. FERME DIMANCHE 27.
DU 26 SEPT. AU 2 OCT.

(Publicité)
ISSEC
La formation continue créative
(Groupe ESSEC)
Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement privé de formation continue

Des formules sans cesse renouvelées adaptées aux besoins des cadres

PROGRAMMES INTENSIFS DE PERFECTIONNEMENT
A UNE FONCTION DE L'ENTREPRISE
Personnel et formation
Marketing Commerce - International
Marketing des produits agro-alimentaires
Comptabilité contrôle de gestion
Finance
Production - Organisation
Informatique de gestion
sans absence prolongée hors de l'entreprise
(9 journées réparties sur 4 mois)

SÉMINAIRES ET JOURNÉES D'ÉTUDES CHAQUE FOIS
QUE L'ÉCONOMIE L'EXIGE
— GESTION DE PROJETS (N° 1) : 13-14-15 octobre 1981.
— DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE ET GESTION DE PORTEFEUILLES D'ACTIVITÉS NOUVELLES (N° 2) : 20 novembre 1981.
— PLAN COMPTABLE RÉVISÉ (N° 3) : 20-21 octobre 1981.

Un corps enseignant de haut niveau

Professeurs de l'ESSEC, l'une des toutes premières écoles de gestion françaises, et experts internationaux intervenant dans le cadre de coopération du groupe ESSEC avec les universités et centres de formation étrangers (Columbia University, M.I.T., UCLA, University of California).

ISSEC - DEMANDE D'INFORMATIONS - SESSION D'AUTOMNE 1981
M., Mme .... Fonction ....
Société ....
Adresse personnelle/professionnelle ....
.... Tél. ....
☐ Je désire recevoir un programme de perfectionnement ISSEC
☐ Je désire un rendez-vous avec le centre d'orientation de l'ISSEC.
☐ Je désire un programme des séminaires et journées d'études n° ....
☐ *Je désire un programme du Centre de langues ISSEC.*
A retourner : ISSEC, 35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS - Tél. 233-21-88

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

JOB OPPORTUNITIES IN UNITED ARAB EMIRATES ABU DHABI MARINE OPERATING COMPANY (ADMA-OPCO)

ADMA-OPCO whose shareholders are Abu Dhabi National Oil Company, BP, CFP and Jodco is a leading oil producing company in the world, operating in offshore areas of Abu Dhabi - the Capital of U.A.E. - offers the following challenging opportunities for competent and dynamic oil industry professional with attractive terms and conditions of service :

Senior Fields Supervisor (completion)

X 2 Vacancies Abu Dhabi Based - Ref. No OPS/79/S/A/72

Rig site supervision. Planning and ordering for required equipment for completion. Requests and witnesses tests carried by service companies on completion equipment. Reports on completion problems, suggesting solutions. Develops and records ideas to improve efficiency of completion.
Qualification - Completion of Secondary education + 2 years formal training in mechanical engineering or equivalent.
Good knowledge of English.
He should have had 9 years experience in drilling as Tool pusher or Drilling Supervisor, 3 of which in a supervisory level.

Drilling Representative

X 10 Vacancies Abu Dhabi/Offshore Based
Ref. No OPS/81/S/N/6

Inspects and controls drilling and workover operations carried by Contractors at well sites. Plans and orders service/contractors and materials needed for the progress of the appropriate programme.
He should have had completed Technical Secondary School + 2 years full-time training in Mechanical Engineering or equivalent. Good knowledge of English. He should have had 9 years field experience.

Well Engineer

X 4 Vacancies Abu Dhabi Based - Ref. No OPS/81/S/N/8

Plans detailed programme for drilling testing, workover and completion work. Monitors the work of contractors on rig site regarding engineering aspects of drilling, well killing, testing, logging, stimulation, completion and wireline work.
Advise Drilling Representative on procedural changes.
He should have a BSc in Petroleum or Mechanical Engineering.
Good knowledge of English. Arabic is desirable.
He should have had 5 years experience in drilling, workover, well testing and completion work.

Salaries :

Dependant on qualifications, age and experience but not less than :

1) *Salary at equivalent of US$ - 32420/- per annum for posts Ref. No OPS/79/S/A/72*
2) *Salary at equivalent of US$ - 33805/- per annum for posts Ref. No OPS/81/S/N/6*
3) *Salary at equivalent of US$ - 30292/- per annum for posts Ref. No OPS/81/S/N/8*

Salaries paid are Free of Local Taxation.

Other Benefits :
Abu Dhabi Based :

The company provides free of charge fully furnished married and bachelor airconditioned accommodation, and air passage to home country with annual leave of 49 days.

Offshore Based :

On the rigs the company provides adequate recreational facilities and offers free messing and airconditioned bachelor accommodation to a high standard with a very generous leave scheme of 29 days of work offshore followed by 27 days leave with passage paid to home country.

In addition to the attractive salaries, the company extends financial education assistance to schooling children up to the completion of secondary school (age 19 years).

Also free medical treatment is extended to married staff and their families as well as bachelors or unaccompanied staff.

The climate in the Area is hot and humid in summer, temperate in Autumn but moderate and pleasant during the rest of the year.

Abu Dhabi is a modern city with good shopping, communication and recreational facilities. Primary and Secondary Schools (French, English, American Systems) are available.

Clear handwritten applications giving full details of qualifications, training and experience as well as membership of professional association and supported by copies of relevant testimonials should be submitted to :
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION - Service Recrutement - 39/43, Quai André Citroën - 75739 Paris Cedex 15

CONTESSE & Cie

ELAN

Spécialiste en Ingénierie du Bâtiment

BOUYGUES réalise la construction de l'UNIVERSITE DE RIYADH en Arabie Saoudite. Ce chantier exceptionnel de 650.000 m2 de bâtiments sera livré dans moins de trois ans. L'équipe d'Ingénierie prend en charge la direction et la coordination des études d'exécution effectuées par les entreprises sous-traitantes et elle assure le support technique de la Direction de travaux, ainsi que les relations techniques avec le maître d'œuvre. Le projet, en langue anglaise, est réalisé suivant les normes américaines.
ELAN, société filiale d'Ingénierie et de pilotage, met ses moyens à la disposition de l'opération et recherche pour compléter l'équipe *des gens en place :*

- **ingénieur électricien confirmé, (electrical manager)**
Diplôme d'une Grande Ecole : SUPELEC, AM, CENTRALE . . . . bénéficiant d'une importante expérience, de préférence internationale, ce collaborateur de haut niveau dirige l'Ingénierie des installations électriques. (Réf. 01)
- **ingénieur électromécanicien**
Ingénieur de formation, ayant une dizaine d'années d'expérience sur de grandes réalisations, il est intégré à l'équipe des installations électromécaniques spécifiques. (Réf. 02)
- **ingénieur en organisation et planification**
Issu d'une Grande Ecole, il est l'Adjoint du Responsable de l'organisation et de la planification de l'ensemble de l'Ingénierie. (Réf. 03)
- **ingénieurs en contrôle assurance de la qualité**
Ingénieurs diplômes, ayant une dizaine d'années d'expérience, si possible dans l'assurance - qualité, ils doivent prouver leur compétence en installations techniques de Bâtiment. (Réf. 04)
- **ingénieur en conditionnement d'air et réseau de fluides**
Ingénieur diplômé ayant au moins ans de pratique opérationnelle. (Réf. 05)
- **2 jeunes ingénieurs**
- électricien (Réf. 06) - électromécanicien (Réf. 07)
débutants ou presque.

Pour tous ces postes, la première affectation est donc notre chantier de RIYADH. Nos collaborateurs y bénéficient d'importants avantages d'expatriation. En fin de mission, vous rejoindrez nos equipes permanentes d'Ingénierie, en France ou à l'Etranger. La connaissance de l'ANGLAIS est donc necessaire, ainsi que celle des normes américaines.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence correspondante à :
ELAN - Ingénierie du Groupe BOUYGUES - 381, avenue du Général de Gaulle - 92142 CLAMART.

Directeur de filiale - Egypte

48.000 US $

Spécialités pour bâtiment et travaux publics - - Une société française, précurseur et leader dans le domaine de la formulation de résines destinées au bâtiment et aux travaux publics, s'associe à une importante entreprise de construction égyptienne pour créer une petite filiale qui assurera une production locale et la diffusion des produits sur le marché égyptien. Elle recherche le directeur qui, après six mois de formation en France, en assumera la responsabilité en privilégiant, dans un premier temps, la fonction commerciale. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, d'un niveau de formation supérieure, disposant d'une solide expérience de la vente de produits bâtiment travaux publics et sensibilisé aux pays arabes. La connaissance parfaite de l'anglais et de bonnes notions d'arabe sont nécessaires. La rémunération, qui pourra atteindre 48.000 US $ par an, dépendra essentiellement de l'expérience du candidat. Une voiture de fonction est fournie. Le poste est situé à Alexandrie qui présente des conditions de résidence agréables. Ecrire à J.A. DENNINGER, Réf. A/2108MI

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

PA

A member of PA International



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES
POUR LES TRAVAUX PUBLICS ET INDUSTRIELS
19, rue du Pont-des-Halles, 94536 RUNGIS CEDEX

Dans le cadre du développement de son activité à l'étranger SGE-TPI recherche

DES INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU
en Études - Méthodes - Projets et travaux

Ces Ingénieurs devront posséder :
— une expérience de 4 à 5 ans avec séjour à l'étranger ;
— la langue anglaise et si possible espagnole
et être disponibles pour effectuer des missions et séjours à l'étranger.

Adresser curriculum vitae et photo à SGE-TPI
19, rue du Pont-des-Halles,
94536 RUNGIS CEDEX.

Réponse assurée à chaque candidature.

GROUPE FRANÇAIS recherche pour ses FILIALES AFRICAINES

JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.

Langue anglaise exigée. Connaissance transit/transport souhaitable. Formation assurée avant affectation en Afrique. Perspectives d'avenir.

Adresser C.V., photo et prétent. s/nº 6909, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er).

Pr intervention Afrique du Nord, société internationale

recherche

HYDRAULICIEN
spécialisé en hydraulique urbaine et

INGÉNIEUR VRD
ayant au moins 5 ans d'expérience. Ecrire avec C.V. sous la réf. 1.719/948 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Ingénieurs Débutants

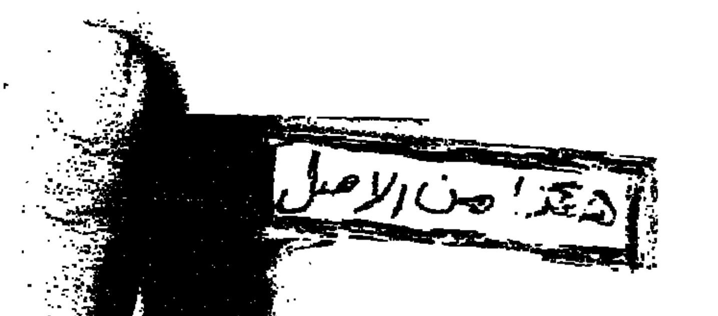
Dans le cadre de son expansion, le **Groupe FOUGEROLLE** (5,5 milliards de C.A., 25 000 personnes, 50 filiales et participations) recherche des **INGENIEURS DEBUTANTS.**

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieur (X, P.C., Mines, Centrale, ESTP, etc.). Ils recevront une formation d'environ un an dans les différents services du groupe avant d'être affectés sur des chantiers situés tant en France qu'à l'étranger.

Pour ces postes, il faut un profil orienté vers l'exploitation, avoir une bonne disponibilité géographique et posséder une bonne connaissance d'une langue étrangère (Anglais, Espagnol), les candidats intéressés doivent adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. FO 91 à **FOUGEROLLE** - Service recrutement - 3, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

Communiqué

FOUGEROLLE





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours pour le recrutement de

traducteurs(trices)

Fonctions: *traduction en langue française à partir du grec et d'une ou plusieurs des langues communautaires suivantes: allemand, anglais, danois, italien, néerlandais.*
Conditions d'admission: ☐ être né(e) après le 30.12.1941 ☐ avoir une formation universitaire complète sanctionnée par un diplôme, de préférence en langues, droit ou sciences économiques ou formation spécialisée en langues d'un niveau comparable ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent.
Les informations complémentaires et le formulaire de candidature sont repris dans le Journal Officiel des Communautés européennes n° C 229 du 10.9.1981 *qui peut être obtenu auprès du:*
☐ Bureau de Presse et d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris,
☐ Comité économique et social, Division du Personnel, Rue Ravenstein 2, 1000 Bruxelles, Belgique.
Les candidatures doivent être expédiées au plus tard le 10.10.1981.

Le Comité économique et social est un organe consultatif des Communautés européennes dont le secrétariat se trouve à Bruxelles.



La Commission des Communautés Européennes

organise des concours sur titres et épreuves en vue de pourvoir à des emplois

d'administrateurs

(m/f)

pour accomplir des tâches de conception, d'études ou de contrôle dans les domaines *suivants:*
- ÉCONOMIE
- DROIT
- ADMINISTRATION GÉNÉRALE, FINANCES PUBLIQUES, RELATIONS EXTÉRIEURES, PRESSE ET TECHNIQUES D'INFORMATION
- LÉGISLATION DOUANIÈRE ET TARIF DOUANIER COMMUN
- AGRONOMIE.

CONDITIONS D'ADMISSION:
☐ être ressortissant d'un des États membres des Communautés Européennes,
☐ être né après le 1er octobre 1949,
☐ posséder un diplôme universitaire et une expérience post-universitaire d'au *moins deux ans en rapport avec un des* domaines mis aux concours.
☐ *avoir une connaissance approfondie* d'une des langues des Communautés et *une connaissance satisfaisante* d'une deuxième de ces langues.

Le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE peut être obtenu, en rappelant la référence COM/A/313-349, auprès de:
☐ Bureau d'Information de la Commission des C.E., 61, rue des Belles-Feuilles, F-75782 Paris Cedex 16.
☐ Commission des Communautés Européennes, Division "recrutement", 200, *rue de la Loi*, B-1049 Bruxelles.
DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 31 octobre 1981.

Data processing professional

Geneva-based

Our Information Systems Department provides services to Industrial and Staff Departments in Geneva and in many other European locations. To cope with the increased activities *in Systems Development*, we are looking for an experienced data processing professional.

If you have the following qualifications
- 3-5 years of experience in ANS COBOL and systems analysis;
- experience on IBM or Hewlett Packard systems;
- very good command of English;
- excellent commercial, accounting, and/or marketing background plus a degree in computer science, engineering, economics, or business administration.

Experience in data base and/or on-line systems *applications would be an asset.*

We offer you
- challenging assignments in an international *business atmosphere;*
- personal growth and career opportunities;
- *attractive salary and social benefits;*
- competitive employment conditions with 13th month salary, pension, free accident and subsidised health insurance, and initial relocation expenses paid.

If you want to find out more about this job and Du Pont, write – or send your career details – *to:* Hans Wehrli.
Du Pont de Nemours International SA,
Personnel Services Division
50, route des Acacias, Ch 1211 Geneva 24.

Local interview can be arranged.

DU PONT

HAVAS CONTACT



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES
POUR LES TRAVAUX PUBLICS ET INDUSTRIELS
19, rue du Pont-des-Halles, 94536 RUNGIS CEDEX

Dans le cadre du développement de son activité à l'étranger SGE-TPI recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

(A et M, ou similaire)

Il devra posséder :
- quelques années d'expérience et avoir fait au moins un séjour à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient) ;
- une très bonne connaissance du gros matériel de Travaux Publics (Terrassement, Génie Civil) ;
- *un sens aigu de l'organisation et de la gestion ;*
- la langue anglaise

et être disponible pour effectuer des missions et séjours à l'étranger.

Adresser curriculum vitae et photo à SGE-TPI
19, rue du Pont-des-Halles,
94536 RUNGIS CEDEX.

Réponse assurée à chaque candidature.

Cabinet international d'AUDIT et de CONSEIL recherche pour
POINTE NOIRE (CONGO)
SON CONSULTANT

JURISTE FISCALISTE

En relation directe avec les clients, il assurera un rôle de conseil.
Licencié en Droit, le candidat a 2/3 ans d'expérience acquise de préférence au sein d'un cabinet.
Bonne connaissance de l'anglais appréciée.
Statut et avantages de l'expatrié.

Adresser lettre manuscrite et CV
à Jeannine EMERIAU
FIDUCIAIRE FRANCE AFRIQUE
7, rue de Chaillot - 75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

Comptables confirmés pour France et Etranger.

Notre C.A., qui se situe à l'Etranger à 85 %, progresse très rapidement et nous recherchons *pour des affaires nouvelles (chantiers et filiales) ainsi que pour notre siège* social, plusieurs comptables confirmés.

Si vous disposez d'une bonne formation (type D.E.C.S.) et d'une première expérience, *de préférence à l'Etranger, si vous parlez couramment Anglais et éventuellement* Espagnol, envoyez-nous rapidement votre C.V. avec photo et prétentions sous référence *5319 CC* à :

P. Thomasson - BOUYGUES OFFSHORE
La Boursidière
92357 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX.

BOUYGUES OFFSHORE

Importante Société d'Ingénierie
recherche, pour superviser en

ARABIE SAOUDITE
(expatriation en famille possible)

la construction de centrales électriques (Diesel, gaz), *de réseaux de transport et de* distribution et des systèmes de communication afférents.

• INGÉNIEURS *(réf. 5330 IN)*
– ELECTRICITÉ, GÉNIE CIVIL, MECANIQUE, LIGNES AÉRIENNES.
– Diplômés de l'enseignement supérieur.
– 10 années d'expérience.

• INSPECTEURS (Réf. 5330 IP)
– ÉLECTRICITÉ, GÉNIE CIVIL, MÉCANIQUE, LIGNES AÉRIENNES.
– *10 années d'expérience minimum.*

• COMPTABLE (Réf. 5330 C)
– Comptabilité projet et filiale, gestion du personnel (local et expatrié), logistique, liaisons avec le siège.
– Diplômé de l'enseignement supérieur.
– Bonne connaissance de la LANGUE ARABE.
– 10 années d'expérience dont 5 à l'Etranger.

Pour tous ces postes, une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V., date de disponibilité, copies des diplômes, photo et prétentions, en rappelant la référence du poste choisi, à

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS.OO1 TRANS.

Cadre Administratif

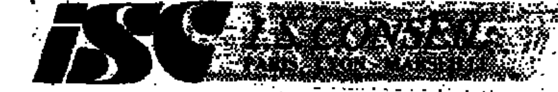
Importante société française de prospection minière recherche pour l'étranger (Afrique, pays anglo-saxons, Amérique du Sud) un CADRE ADMINISTRATIF.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (Sup de CO, licence en droit) ayant 8 à 10 ans d'expérience de gestion dont une partie acquise outre-mer. Sous la responsabilité d'un chef de mission, il assure le suivi des opérations administratives comptables et financières ainsi que la gestion du personnel local et expatrié.

Il est responsable en outre, des services généraux. Anglais indispensable, espagnol souhaité. Rémunération importante. Avantages expatriés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. + prétentions + photo sous réf. 808/81 à Claire MOREAU I.S. Conseil - 116, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS.

MEDIA PA



POUR ARABIE SAOUDITE
SODEXHO
Société Française de Restauration Collective
offre poste à

INTENDANT

Pour gérer une « base-vie » de 4 000 personnes (restauration, hébergement, buanderie, etc.).
- Anglais courant indispensable.
- Expérience souhaitée de 3 ans dans la fonction ou *dans une direction de restaurant/hôtel/F et B* - diplôme école hôtelière apprécié.
- Contrat d'expatrié à *durée indéterminée.* Séjours en célibataire de 3 mois suivis d'un mois de congés payés - salaires motivants nets d'impôts + voyages payés.
- Réponse assurée à toute candidature (C.V. détaillé + photo) envoyée sous réf. 8197 à :

SODEXHO
Recrutement International
3, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY

RC 099999

Chefs de chantiers pour la R.F.A.

Importante Société région Est, recherche pour *ses* chantiers en R.F.A., chefs de chantier ayant une expérience en tuyauterie industrielle et parlant couramment l'allemand.

Ces fonctions nécessitent l'acceptation de déplacement de longue durée sur chantiers.

Adresser curriculum vitae avec prétentions et photo 104.189 M. Régie Presse 8500 Réaumur 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier *l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité »* ou d'une agence.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GRENOBLE

Notre division européenne d'informatique industrielle connait un développement très rapide : son taux d'expansion se situe en moyenne autour de 40 % par an. Nous étions moins de 200 en 1975, nous sommes aujourd'hui plus de 700. Cette croissance d'effectif supérieure à 25 % par an nous amène à recruter un ou une :

responsable de recrutement

Dans un premier temps, il prendra en charge l'ensemble du recrutement des techniciens, ouvriers et employés administratifs non cadres, en liaison avec les services et responsables concernés. A court terme il prendra la responsabilité du recrutement de certains cadres.

Au-delà de cette fonction, son champ d'action s'étendra, suivant ses goûts et ses capacités, vers des interventions ponctuelles, dans d'autres domaines de la gestion du personnel, ceci devant lui permettre de se préparer à prendre en charge à moyen terme (2 à 4 ans), des responsabilités plus larges, toujours dans le cadre de la fonction personnel.

Ce poste, dont l'évolution peut donc être très rapide, conviendrait à un ou une diplômé (e) de l'enseignement supérieur ayant acquis, de préférence en milieu industriel, une solide expérience du recrutement (2 à 3 ans minimum), et maîtrisant l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CP 09 à Claire BACHELARD, Service du Personnel, HEWLETT-PACKARD, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



HEWLETT PACKARD

---

elf aquitaine

recherche pour son

usine de LACQ (64)

INGENIEUR ELECTRICIEN

PROFIL :
- Diplômé grande école avec spécialité souhaitée en électricité
- Une expérience professionnelle de 2 à 3 ans serait souhaitée
- Goût pour le commandement et le travail en équipe.

MISSION :
sera chargé de seconder le Chef de la Centrale énergie de l'usine et aura plus particulièrement en charge la responsabilité du traitement des eaux.

INTERET :
Situation d'avenir pour élément dynamique souhaitant faire carrière dans un Groupe National à vocation d'activité internationale.

Ecrire avec C.V. et photo à No 07920 S.N.E.A.P.
D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas - Tour 12.04
68014 PAU CEDEX.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE, REGION BORDELAISE

recherche des

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

(X, Centrale, Sup. Aéro, Mines, ENSTA, Sup'Elec, A & M, ENSMA, ENSICA)

pour postes :

• adjoints à chef de projet

Cet emploi requiert 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction d'engineering (direction technique, maîtrise des délais et des coûts) au niveau d'un programme dont le développement s'échelonne sur plusieurs années et utilisant des technologies de pointe.

• ingénieur fonctionnel d'essai et de contrôle

Profil souhaité :
- débutant ou première expérience
- Electronicien ou Automaticien de formation ayant des bases dans l'utilisation de l'informatique pour une conduite de système
- aimant le travail en équipe
- assumant la responsabilité de son travail avec esprit d'initiative
- admettant des horaires souples et des déplacements de moyenne durée.

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo à No 7856, CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

THOMSON-BRANDT

Diplomés d'une école supérieure de commerce

Une voie royale : la vente...

...Et commencez par où nos dirigeants ont commencé.

Inspecteur commercial chez Thomson Brandt, cela veut dire :
- promouvoir l'une de nos marques sur un secteur géographique défini (1 à 6 départements)
- appliquer la politique commerciale du Groupe en participant au choix des moyens à mettre en œuvre sur votre région. (Il faut donc être créatif)
- animer une équipe de démonstrateurs.
- et puis bien sûr, le B.A BA de la vente : entretenir et développer une clientèle existante, diversifiée (grandes surfaces, grossistes, chaines de magasins spécialisés, détaillants).

Position Cadre. Après une 1ère période de formation et de rôdage, votre salaire devrait se situer autour de 115 000F/an + frais.
Votre réussite vous permettra d'évoluer, soit à l'export, soit vers une direction régionale, puis vers une direction des ventes.
Les régions à pourvoir sont les suivantes : Nord, Normandie, Bretagne, Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes.
Vous êtes invités à adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 81167, en précisant la région de votre choix à

Selecom 225 rue du fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

THOMSON VEDETTE

Brandt Continental Edison PATHE MARCONI



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Dans le cadre d'un chantier
CLEF EN MAIN AU MOYEN-ORIENT
Un important Groupement d'Entreprises
recherche

UN CHEF DE PERSONNEL

(réf. 3070)

Rattaché au Directeur Administratif du chantier, il sera responsable de tous les aspects de la gestion et relations humaines du personnel expatrié (400 personnes), paye, relations avec les autorités, les administrations et les syndicats locaux, déclarations sociales, gestion quotidienne du personnel (congés, maladie, absences).

Pour tenir ce poste, il faut un Cadre de formation supérieure (ou autodidacte confirmé), possédant une bonne expérience de la fonction sur des chantiers à l'étranger.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

UN CHEF DE PERSONNEL

(réf. 3071)

Rattaché au Directeur Administratif du chantier, ce Cadre sera également chargé de la gestion du personnel local (3.000 personnes).

Pour ce poste une expérience des relations et de la gestion avec le personnel local est très souhaitable.
La connaissance de l'anglais est aussi indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente en précisant la référence du poste choisi à :

PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

ENTREPRISE DE BATIMENT ET DE T.P. PREMIER PLAN
recherche
pour l'ASIE DU SUD EST

UN CHARGE DE RECRUTEMENT

Technicien de formation (BTS Génie Civil - école Eyrolles, DUT).

Il a une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite des travaux et parle l'anglais couramment.

Les conditions de travail sont celles des agents expatriés, les contrats sont à durée indeterminée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 8114 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opera
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra

Groupe Français C.A. 160 M.F.
Leader national dans sa branche
(matériel électrique)
recherche pour l'une de ses unités de production
250 personnes Région ROUEN
fabrications moyenne série :
découpage, assemblage, peinture

DIRECTEUR D'USINE

35 ans minimum

De formation E.C.P., A.M. ou similaire
Il devra justifier d'une expérience réussie (Gestion et commandement) dans un domaine comparable.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 5428 à :
PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

Pour compléter son équipe de conseils auprès des entreprises industrielles de sa circonscription,

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

recherche

assistant en informatique industrielle (robotique) HF

(poste à contrat à durée déterminée, pouvant déboucher sur un poste permanent).

Mission : sensibiliser, par des actions individuelles ou collectives, les entreprises de la branche mécanique aux possibilités de l'automatique et de l'informatique pour la conception et la fabrication industrielles.

Ce poste requiert une formation ingénieur impliquant de bonnes connaissances générales en mecanique et électricité et des connaissances complémentaires en automatique et informatique. Une expérience d'environ 5 ans en industrialisation, méthodes et/ou production automatisée est indispensable. Des qualités de contacts et d'animation seront exigées.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel et des Relations Sociales. CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON, 20, rue de la Bourse 69002 LYON.

HAVAS CONTACT

SOCIETE D'EQUIPEMENT DE MANUTENTION AUTOMATIQUE
recherche pour LYON

Directeur de Département Opérationnel

Le poste susceptible d'une importante évolution sera confié à un Homme de 35 ans minimum (INGENIEUR GRANDE ECOLE) ayant une forte personnalité.

IL DEVRA :
— définir les objectifs et développer l'activité du département en liaison avec B.E., ateliers et service montage
— animer une équipe qui devra négocier et réaliser les affaires du département sur un marché très porteur.

Il aura acquis chez un constructeur ou un engineering une solide expérience d'Ingénieur d'Affaires dans le domaine de l'étude et l'installation de BIENS D'EQUIPEMENT SUR DEVIS.

Envoyer CV, photo et prétentions, sous référence 11 246, à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

j.r.p.

METRAP RECONSTRUCTION MACHINES - OUTILS

Jeune ingénieur électricien :

Prenez la Direction d'un Département
LYON

Jeune ingénieur (ENSIEG, EENI, ENSEM ou équivalent), 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction d'études, d'essais ou de service après - vente chez un constructeur de machines - outils, nous vous confierons la responsabilité du Département Electricité - Commande Numérique.

Votre fonction : animer, organiser, coordonner l'activité du Département, depuis les devis et études jusqu'à la fabrication et le suivi des chantiers extérieurs. Pour démarrer, une équipe de 5 techniciens directement rattachés à vous.

Notre Société, petite par sa taille (90 personnes), solide par son implantation sur le marché de la reconstruction, transformation et construction de machines - outils : au premier rang de sa spécialité. En pleine croissance, nous attendons un homme à fort potentiel, prêt à poursuivre notre développement, en particulier dans la commande numérique.

Si vous vous en sentez la carrure, adressez sans tarder votre candidature (avec rémunération actuelle) à notre Conseil ALGOE, chargé d'effectuer pour nous cette recherche - P. GEHIN - réf. 633M



ALGOE — 9 bis route de Champagne 69130 - ECULLY-

Membre de SYNTEC



chef comptable HF

120 000 +

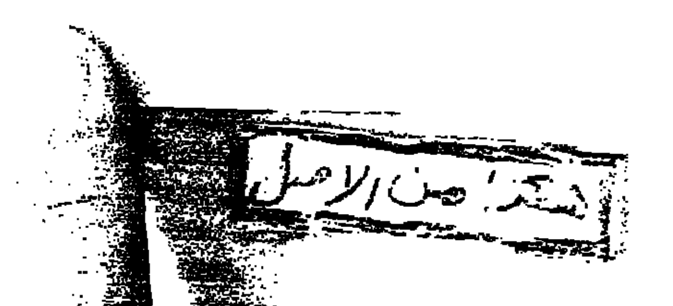
Pour PMI en forte expansion région LA FLECHE (72).

Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il (elle) sera responsable des comptabilités générale, analytique et budgétaire, de la gestion de la trésorerie ainsi que de l'animation d'une équipe de 5 personnes.

Ce poste conviendrait à un (e) candidat (e) de formation supérieure DECS ou équivalent, ayant acquis une expérience adaptée en cabinet ou en entreprise, possédant une bonne pratique des questions Fiscales, Sociales et d'Administration générale ainsi que des relations avec un Service Informatique.

L'Anglais serait apprécié.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 81.93-M à
ouest recrutement Le Tertre au Jau - Route de Cantenay Epinard 49000 Angers, qui le traitera confidentiellement.









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Les Services Internationaux d'un Groupe Pharmaceutique français en forte expansion, en particulier dans son implantation à l'étranger, recherchent jeune

PHARMACIEN ou MÉDECIN

trilingue (français, allemand, anglais)

Ayant obligatoirement une première expérience de l'industrie pharmaceutique, de préférence dans le marketing ou les services médicaux.

Le siège de son activité sera Lyon d'où – après une période de mise au courant – il exercera les fonctions suivantes :

1) En Suisse :
- Mise en route et suivi des expérimentations cliniques de nos produits ;
- Public-relations aux échelons médicaux élevés (réunions, congrès, symposiums, workshops) ;
- D'une manière plus large : logistique technico-médicale de nos services marketing.
(La parfaite connaissance de la langue allemande est indispensable.)

2) Licensing-in :
Contacts à l'échelon international – en particulier en Extrême-Orient – pour la recherche de molécules nouvelles *(une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable).*

Ultérieurement le candidat pourra être appelé à poursuivre sa carrière à l'étranger en prenant en charge la direction d'une de nos filiales européennes.

Le profil de ce collaborateur est celui d'un homme de contact aimant la vie active, à l'aise dans un environnement international et disponible pour des déplacements fréquents.

Envoyer candidature avec curriculum vitae manuscrit sous référence 930 à GAMA Publicité, 24, rue de la Part-Dieu, 69003 LYON.

POLYCLINIQUE - 150 lits

RÉGION CENTRE OUEST

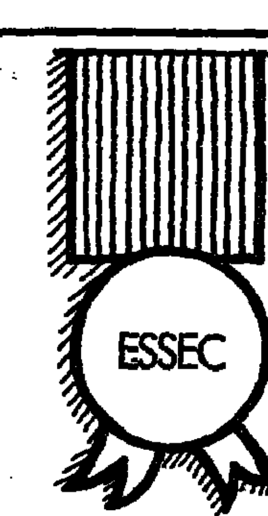
Ouverture début 1982

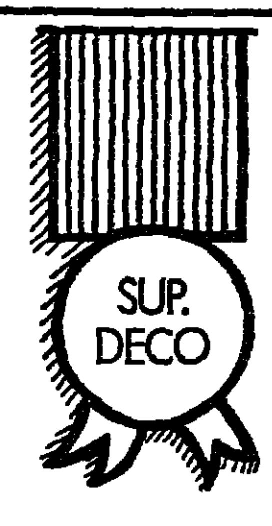
recrute son

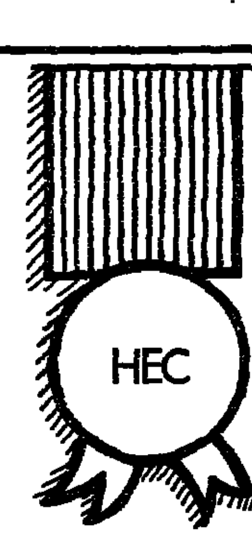
DIRECTEUR

- 40 ans environ.
- *Expérience poste similaire dans établissements privés ou publics indispensables.*
- *RÉFÉRENCES EXIGÉES.*

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite à : SOCIÉTÉ FINANCEMENTS ET INVESTISSEMENTS MÉDICAUX - « F.I.M. S.A. », 22, place Vendôme, 75001 PARIS.







Pour franchir le pas, faites confiance à un leader.

Un important groupe industriel international vous propose des postes en province pour prendre la responsabilité d'un secteur de vente (2/3 ans) et devenir

CADRE COMMERCIAL

Evolution vers les activités du groupe en France et à l'étranger selon motivations.

Salaire annuel brut : 100.000 F à 120.000 F + accessoires + frais professionnels + voiture.

Adressez votre candidature sous le n° 8445 à CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Dans le cadre de l'expansion de son réseau d'hypermarchés, supermarchés, superettes, *magasins affiliés des régions* Rhône-Alpes et Provence-Côte-d'Azur

Genty

recherche pour son siège social de Grenoble un

Chef de service juridique

Ce juriste d'entreprise, diplômé d'études supérieures, devra posséder une dizaine d'années d'expérience et notamment de pratique du droit commercial, du droit des sociétés et du droit de *la consommation.*

sélé CEGOS Rhône-Alpes

Envoyer lettre man. C.V. sous réf. 81600/M à Jean GUYOT Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 76, bd du 11 Novembre, 69100 VILLEURBANNE

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Groupe CEGOS

Ingénieur conseil

Cet ingénieur sera chargé, dans le cadre d'une large délégation, de mener des actions de conseil, en matière d'assurance et de gestion de la qualité, de concevoir et d'animer des séminaires de perfectionnement intra et interentreprises.

Ces missions comportent de fréquents déplacements de courte durée, à partir de Paris. 5 à 8 années d'expérience industrielle sont nécessaires, dont au moins 2 impérativement *dans la gestion de la qualité. Une expérience de Chef de projet serait appréciée. Anglais* lu nécessaire.

La taille du Groupe CEGOS, *le développement* de ses activités et son implantation internationale offrent d'attrayantes perspectives d'enrichissement professionnel et d'évolution de carrière.

sélé CEGOS Rhône-Alpes

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, sous réf.81550/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS—Rhône-Alpes, 76,Boulevard du 11 Novembre, 69100 VILLEURBANNE

Membre de SYNTEC

Nous sommes un grand groupe industriel français et nous recherchons pour l'une de nos filiales, située en ALSACE, le

Patron Etudes et Développement Produits

200 000 +

Nous fabriquons et/ou commercialisons des CAPTEURS, ACTIONNEURS et autres *produits analogues.*

Ils jouissent d'une excellente réputation sur leur marché, mais peuvent encore être *perfectionnés. A partir de cette solide base de départ, nous voulons développer une* nouvelle génération de produits après avoir choisi les créneaux les plus intéressants *commercialement.*

Vous dirigerez une équipe d'études comprenant plusieurs ingénieurs. Vous vous *appuierez sur notre réseau commercial et vous aurez le soutien total de la Direction* Générale dont vous dépendrez directement.

Grâce à votre formation d'ingénieur et à votre expérience, vous êtes capable de concevoir des produits comportant mécanique, électronique, fluides.

Vous aurez le champ libre pour votre créativité et votre besoin d'action dans le marketing comme dans la technique. Anglais indispensable, allemand utile.

Téléphoner au 783.30.82 ou envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 388 LM à notre conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants

57, avenue de Suffren 75007 PARIS

INSTITUT DE MÉCANIQUE DES FLUIDES DE LILLE

Groupe de mécanique du vol

recherche

UN INGÉNIEUR D'ESSAIS EN SOUFFLERIE

Formation Arts et Métiers ou équivalent.
Bonnes connaissances en mécanique des fluides. Mesures et instrumentation. Expérience appréciée.

Adresser dossier de candidatures à I.M.F.L., Service du Personnel, 5, bd Painlevé, 59000 LILLE.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL RECHERCHE POUR SUD-OUEST

futur

DIRECTEUR GÉNÉRAL

D'une filiale spécialisée en mécanique et métallurgie fines de grande série. C'est un INGÉNIEUR diplômé de 35 ans minimum.
Ayant l'expérience d'une unité autonome (100 personnes).
Connaissant les outillages et les traitements thermiques.
Connaissance Anglais, Allemand souhaitée.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + prétentions. Annick Baumann, 19, rue V.-Hugo, 92120 Montrouge.

Pour compléter son équipe de conseils auprès des entreprises industrielles de sa circonscription,

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

recherche

assistant en diversification technologique

HF

Le titulaire aura pour mission principale de susciter et favoriser l'innovation et la diversification au sein des PMI.

De formation école d'ingénieur, les *candidats devront justifier d'une* expérience professionnelle d'au moins 3 ans *dans une fonction technico-*commerciale.
Une bonne maîtrise de l'anglais sera exigée. Une motivation pour la vente *des services et une capacité* d'adaptation à des situations variées *seront appréciées.*

Merci d'envoyer une lettre manuscrite de candidature. CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel et des Relations Sociales - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON. 20, rue de la Bourse. 69002 LYON.

HAVAS CONTACT

EXPERT-COMPTABLE

est recherché par Société d'Expertise Comptable, implantation DAUPHINÉ-PROVENCE. *Le poste à pourvoir rapidement, peut déboucher sur une association.*

Ecr. à CHABAS, 12, rue de l'Eglise, 38700 La Tronche.



USINE DE NOTRE DAME DE GRAVENCHON SEINE MARITIME

DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ATTIRES PAR LES RELATIONS HUMAINES

Vous pouvez commencer une carrière chez Esso Chimie en intégrant le département des relations sociales de notre complexe pétrochimique de Notre Dame de Gravenchon (1100 personnes. 200 cadres).
Plusieurs postes vous sont offerts. soit en gestion technique du personnel et des salaires. soit aux relations industrielles (rapports avec les partenaires sociaux). soit à la formation (budget de plus de 6500 journées par an) et au recrutement.
Nous souhaitons rencontrer des candidats (homme ou femme) ayant déjà la connaissance de la vie d'entreprise (2 à 3 ans) soit avec une *expérience adaptée.* soit possédant de réelles motivations pour les fonctions de communication et de gestion des ressources humaines.
Que vous soyez de formation scientifique. économique ou littéraire. issus d'une *Grande Ecole ou de l'Université. ces postes doivent vous permettre à moyen terme* (2/3 ans) de poursuivre une carrière au sein de notre Groupe. dans les relations *sociales ou dans toutes autres fonctions opérationnelles ou fonctionnelles. en France* ou à l'étranger.
Merci d'adresser lettre de motivation. CV complet. photo et prétentions sous réf. M 11507 B. à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

HAUTE NORMANDIE

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

(USINE)

Avec 2100 personnes. cette usine est la plus importante de cette filiale de l'un des premiers groupes industriels français.
Dans un Etablissement de cette taille qui travaille à « feu continu » la fonction « personnel » est particulièrement importante.
Rattaché au Chef du Personnel de l'usine. ce jeune adjoint se verra. au départ. confier des responsabilités au niveau des conditions et de l'organisation du travail. Il sera également chargé de l'ensemble de la formation (définition des besoins. proposition et mise en place et suivi des actions).
Progressivement. il secondera le Chef de Personnel dans l'ensemble de la fonction.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 25 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur. Il a acquis. en milieu industriel impérativement. une *première expérience* (2 ans environ) dans la fonction personnel.
Particulièrement mobile et disponible. le titulaire de ce poste pourra. à moyen terme (3 ans environ) *évoluer* dans une autre *unité industrielle* du Groupe pour y prendre un poste de Chef du Personnel.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M 4197 R à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

RESPONSABLE FISCAL EUROPE

Cette société internationale. dont le siège européen est à GRENOBLE. fabrique et distribue toute une gamme de matériel médical.
Son développement régulier la conduit à renforcer ses structures et à créer le poste de responsable fiscal Europe.
Il est chargé par le Trésorier Europe de prévoir la charge fiscale des différentes unités (25 dans 10 pays) de mettre en place des règles et des stratégies. d'assister les responsables financiers locaux en matière d'obligation fiscale. de négocier avec l'administration. etc...
Nous souhaitons rencontrer un européen d'environ 30 ans. de formation *supérieure justifiant* d'une *réelle expérience* acquise *en entreprise* ou en cabinet d'audit.
La pratique de *l'anglais est indispensable.*

Pour recevoir informations complémentaires. écrire sous réf. M 13001 Y. à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais 129 rue Servient
69431 LYON

egor — PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GRENOBLE

Nous sommes la filiale française de l' un des plus importants constructeurs mondiaux de matériel informatique. Notre très rapide développement, 30 à 40 % par an, nous amène à renforcer les structures existantes, pour cela, nous recrutons un :

contrôleur de gestion

Il aura la charge de la comptabilité analytique, des prévisions, de l' analyse des résultats et du contrôle interne de l' une de nos activités.
Il sera assisté dans cette tâche par une petite équipe de professionnels et par un outil informatique très performant.
Le candidat idéal, 28 à 32 ans,(HEC - ESSEC - INSEAD - ISA) aura trois à quatre ans d' expérience en gestion ou finance dans une entreprise administrée sur le mode anglo-saxon et faisant partie du secteur industriel de préférence. Il parlera couramment l' anglais, aura de bonnes aptitudes au management ainsi que l' expérience de la gestion informatisée et un esprit ouvert aux autres domaines de la finance et de l' administration.

Si vous souhaitez participer à l' expansion d' une société jeune, dont la moyenne d' âge est inférieure à 30 ans, qui offre à ses cadres des perspectives d' évolution nombreuses et variées en fonction de leurs performances et de leurs motivations, leur permettant de changer fréquemment de poste et de service, qui leur propose rapidement des responsabilités importantes, si vous attachez de l' importance aux relations informelles et à la direction par objectifs, écrivez à :

Claire BACHELARD, Responsable du recrutement - HEWLETT PACKARD, 5 avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



---

un jeune ingénieur, courants faibles et régulation, à Lyon-Ouest

Affaire d'ingénierie de tout premier plan, nous étudions et réalisons dans le monde entier des usines clef en main (pétrochimie, chimie, métallurgie, agro-alimentaire, textile...).

Nous assurons votre formation à nos techniques et méthodes de travail, puis vous proposons d'etudier et de suivre le montage et l'installation des équipements d'automatisme et de régulation de nos usines. Vos déplacements, en France et ailleurs, sont donc nombreux mais de courte durée.

Ingénieur électricien diplômé, vous êtes débutant ou avez une première expérience dans un BE. Vous pratiquez l'anglais.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 676 LM).



MEMBRE DE SYNTEC

Jeune cadre juridique (H ou F)

100.000 F

Nantes - Un important groupe industriel français (3500 personnes ; 1,2 milliard de chiffre d'affaires) recherche pour son siège social basé à Nantes, un jeune juriste d'entreprise. Rattaché au secrétaire général, il aura pour tâche principale la gestion du secrétariat général des différentes sociétés du groupe (préparation des assemblées et conseils, procès-verbaux, publicité légale, etc...), en liaison avec le Président et le secrétaire général. Il sera par ailleurs chargé de conseiller les différentes hiérarchies sur l'aspect juridique de leur fonction, et de coordonner le suivi des dossiers d'assurances et de contentieux. Ce poste, nouvellement créé, s'adresse à un jeune candidat, homme ou femme, possédant une bonne formation juridique (minimum 2ème cycle juriste d'entreprise) et ayant acquis, au cours d'une première expérience, une certaine maîtrise du droit des sociétés et des problèmes de contentieux. Une grande rigueur et une réelle compétence en matière de droit des sociétés sont nécessaires pour une parfaite réussite dans la fonction. La rémunération annuelle de départ pourra être supérieure à 100.000 francs si l'expérience et la valeur du candidat le justifient. Ecrire à G. MINS à PS CONSEIL - 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Réf. A/174M

PS Conseil

Cii Honeywell Bull

Dans le contexte de développement important que connait actuellement l'établissement industriel de Belfort (2300 personnes), nous recherchons un cadre expérimenté pour la

GESTION DE PERSONNEL

Après une phase de familiarisation à nos méthodes de gestion individuelle et globale de personnel, il devra être en mesure d'assurer avec autonomie l'assistance à la gestion de personnels de spécialistes et de niveaux divers.
Notre choix se portera sur un cadre diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur ou d'une formation universitaire de haut niveau, pouvant présenter une expérience réussie de plusieurs années dans la fonction personnel en milieu industriel de préférence.
Adresser candidature à Cii Honeywell Bull - Service Recrutement - 6, avenue des Usines 90001 BELFORT
Tél. (84) 22.82.00

Jeunes ingénieurs

débutez votre carrière chez un leader de sa profession
- Biens d'équipements - 5 000p. - C.A.> milliard de F.

Vous recevrez une FORMATION à nos produits pendant 6 mois, puis vous apprendrez sur le TERRAIN le métier passionnant et riche de contacts humains de l'

Ingénieur chantier

Il est responsable de la conduite, de l'organisation et de la gestion technique et humaine de travaux d'installation, de modernisation et maintenance de nos produits dans les immeubles et bâtiments.

Des postes sont à pourvoir dans nos agences de PARIS et PROVINCE
Une certaine disponibilité géographique est souhaitable pour une évolution de carrière.
Formation : Ingénieur diplômé : Mécanique et Electricité.
Salaire : 90 000

Réponse rapide assurée.

Ecrire s/réf. 116M
SODERHU
11, rue La Boétie
75008 PARIS

Soderhu

Chef du Service Comptabilité Analytique

± 130 000/an

Groupe international aux activités diversifiées notamment dans le secteur de la chimie fine, recherche pour sa filiale de production située dans l'Est de la France (grande ville universitaire) CHEF DU SERVICE COMPTABILITE ANALYTIQUE.

Diplômé grandes écoles de commerce et justifiant d'une expérience confirmée du « Cost Accounting » et des systèmes de gestion anglo-saxons.

Il apportera son savoir-faire méthodologique dans le perfectionnement des outils de gestion à forte dominante informatique.

Par ailleurs, il saura faire jouer son influence personnelle dans la qualité des contacts à développer avec les différentes divisions, ainsi que dans l'animation de son groupe de collaborateurs (7 personnes).

La taille et le développement de l'organisation (600 MF - 600 personnes) devrait assurer au titulaire une évolution de carrière conforme à ses attentes.

L'Anglais écrit et parlé parait indispensable.

Aide au déménagement prévue.

Prière d'adresser votre dossier complet sous réf. 942 LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

SOCIETE IMMOBILIERE
D'IMPORTANCE NATIONALE
(spécialisée dans la construction à caractère social), recherche

Cadres confirmés

Possédant une expérience de 5 à 10 ans, capables d'assurer le montage et le suivi d'opérations d'habitation et susceptibles de prendre rapidement la Direction d'une Agence Régionale.

Responsables de programmes

Capables d'assurer la gestion administrative et financière des programmes qui leur seront confiés et possédant de bonnes connaissances juridiques et fiscales.

Vendeurs

Pouvant justifier de résultats significatifs dans le domaine immobilier.

Ces postes sont à pourvoir à :
LILLE, RENNES, STRASBOURG, LYON, BORDEAUX, TOULOUSE, MARSEILLE

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à No 17853 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.
Discrétion assurée.

Jeune Chef de produits TEFAL: INCOLLABLE!

... Vous l'êtes déjà pour tout ce qui concerne la gestion complète d'une gamme de produits.
Vous êtes taillé (e) pour ça : une bonne formation commerciale (HEC, ESSEC, Sup de Co), plus un passage au Marketing d'une société de produits grand public. Deux ou trois ans au moins, le temps de vous faire les dents sans entamer enthousiasme et sens créatif.
TEFAL (1 000 personnes, 440 millions de CA, progression de 20% en 81) : nous sommes les premiers sur le marché des ustensiles anti-adhésifs.
A vous d'assurer la gestion d'une gamme de produits déjà très implantée sur le marché, en travaillant au coude à coude avec les techniciens, la force de vente, le service export.
Il s'agit d'un marketing offensif et très opérationnel.
Nous vous attendons à RUMILLY, près d'ANNECY.
Amenez toute votre batterie de connaissances, d'expériences et d'idées neuves. Auparavant, dressez - en un inventaire aussi complet que possible à notre conseil en recrutement ALGOE. Ecrivez sous référence 634 M à Carole de CHILLY, en précisant votre rémunération actuelle.

ALGOE 9 bis Route de Champagne - 69130 ECULLY
Membre de SYNTEC

ORGANISME FINANCIER REGIONAL MIDI - SUD-EST
développant son service ORGANISATION recherche

organisateur confirmé

Diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO. ou grande école d'ingénieur, 32-35 ans environ, ayant quelques années d'expérience de l'organisation dans les domaines : Gestion, Economie, Marketing.

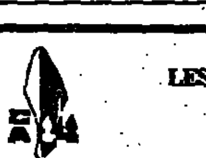
Le candidat devra s'intégrer à une petite équipe (4/5 personnes) et assumer les contacts avec les utilisateurs auprès desquels il aura un rôle de conseil, apportant des solutions nouvelles à leurs problèmes d'organisation.

La fonction implique des déplacements fréquents dans la région.

Un développement de carrière à l'intérieur du groupe peut être envisagé.

Toute candidature adressée sous réf. 7001 à notre conseil sera traitée avec discrétion.

mab — marie-alix bordes
conseil en recrutement
3 place de valois 75001 paris.



LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
SAINT-NAZAIRE



recherchent un

INGÉNIEUR ANALYSTE
TITULAIRE DE LA MAITRISE INFORMATIQUE (ou équivalent)

Environ 3 ans de pratique. Ayant réalisé et mis en œuvre des logiciels sous O.S. VS1 ou MVS. La pratique du télétraitement, temps réel et base de données serait appréciée en vue d'applications sur configuration importante comportant 2 CPU, 6 MEGS et 100 terminaux.

Discrétion assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à Chantiers de l'Atlantique, Service de recrutement, B.P. 400 - 44608 SAINT-NAZAIRE.

IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR METALLURGIQUE (3000 personnes)
Filiale d'un des Premiers Groupes Industriels Français, recherche

UN INGENIEUR DIPLOME
(ESE, AM, ICAM, ECAM, INSA ou équivalent)

pour en faire au sein de son Service Entretien - Travaux Neufs le

responsable plate forme technique

Il aura à prendre en charge :
- l'établissement des gammes d'entretien préventif
- la standardisation des pièces de rechange
- l'assistance technique du service entretien
- la gestion des fluides
- la fonction travaux neufs (études, devis, suivi et réception des travaux).

Pour atteindre ces objectifs, il animera une équipe d'une vingtaine de techniciens dont il saura rapidement devenir le leader.

Nous recherchons un candidat jeune mais ayant une première expérience industrielle (3 ans minimum), des connaissances en électronique, automatisme, *hydraulique, motivé* par l'animation des hommes et le goût du travail en usine.

De larges possibilités d'évolution existent tant au sein de notre société que dans le cadre du groupe industriel dont nous faisons partie.

Poste : VILLE NORD FRANCE.

Merci de faire parvenir votre candidature à no 08291
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
RÉGION NORD-EST

Très importante société recherche jeune ingénieur, débutant ou ayant quelques années d'expérience avec formation MINES - AM ou similaire. Fonction : technico-commercial dans département tuyauterie industrielle. Anglais et/ou Allemand.

Situation stable et d'avenir.

Lieu d'attachement : NANCY.

Adresser C.V. avec prétentions et photo s/n° 102.723 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Organisme d'Aménagement régional recherche

1 CHARGÉ D'ÉTUDES

expérimenté, capable de contribuer au développement d'une politique régionale dans le domaine social. Niveau d'études supérieures. Très fort dynamisme. Motivation personnelle certaine. Si possible connaissances de l'administration.

Env. C.V., photo et prét. à l'A.N.P.E., Mme DECONINCK, Section spécialisée Cadres, 12, place de la Croix-de-Bourgogne, 54000 NANCY

POUR NICE

Organisme de contrôle technique recherche ingénieur diplômé en électrotechnique, 30 ans min., pour un poste d'encadrement impliquant une bonne connaissance des installations électriques industrielles. Adresser lettre manuscrite et C.V.
Ecrire Havas 06072 NICE Cedex, B.P. 348, référ. 0886.

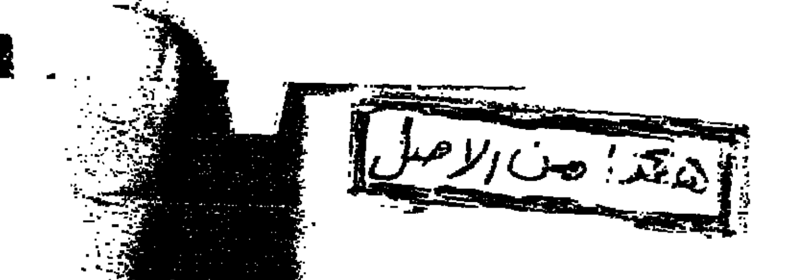
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ou D.E.A. GÉNIE MÉCANIQUE

Pour études et recherches en génie mécanique et calcul de structures.
Grande ville de province.

Ecrire avec C.V. détaillé sous n° 8.507, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Organisme agricole Ouest Paris, cherche :
MAITRISE OU DOCTEUR EN DROIT
pour poste
CHEF DE SERVICE JURIDIQUE
spéc. droit rural, origine agricole, aimant contacts, travail d'équipe, autorité.
Ecr. av. C.V. et photo :
F.D.S.E.A., MAISON DE L'AGRICULTURE, 28024 CHARTRES CEDEX.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

TÉLÉINFORMATIQUE ET RÉSEAUX
une banque française de renommée mondiale
recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE TRÈS HAUT NIVEAU

PARIS

Cette banque prépare la mise en place d'une nouvelle génération de son architecture informatique. Elle souhaite renforcer l'équipe chargée de la conception ainsi que de la coordination de la réalisation de ce très vaste projet (10 centres informatiques, 12.000 postes de travail). Le champ des responsabilités couvrira les *domaines suivants : définition des normes, répartition* des traitements et des fichiers, sécurité des données. documentation, logistique, mise en place, formation des utilisateurs.

Elle est, à ce titre, à la recherche de plusieurs INGÉNIEURS ayant déjà participé à la conception, à la réalisation et à l'installation sur le terrain d'un grand réseau de terminaux et d'ordinateurs.

Les candidats retenus, de formation grande école scientifique, âgés de 30 ans au moins, devront justifier d'une expérience de ce type réussie, maîtriser complètement leur technique et avoir la volonté d'élargir leur champ d'activité.

Capables d'appréhender des problèmes complexes, d'y apporter des solutions simples, ils devront être également des hommes de contact sachant s'imposer.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Ecrire sous référence nº 222 M à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche

DES ANALYSTES INFORMATICIENS

PARIS

Dans le cadre de la réorganisation des traitements de ses opérations sur l'étranger, cette banque est à la recherche de plusieurs ANALYSTES INFORMATICIENS.

Ils seront chargés, dans un premier temps, de participer à la transition entre l'ancien système, implanté sur matériel I.B.M., et le nouveau qui sera implanté sur matériel CII-HB DPS 8.

Les candidats retenus pourront avoir jusqu'à 3 ans d'expérience, ils maîtriseront parfaitement le langage COBOL et auront une expérience en informatique de gestion classique (traitement par lots, fichiers).

Ils souhaiteront élargir leur compétence vers des domaines de pointe (systèmes transactionnels et SGBD).

La rémunération sera fonction de la formation initiale et de l'expérience acquise.

Écrire sous référence 223 M, à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

ÉLECTROMAGNÉTISME

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et réalise des systèmes de mesure utilisés pour la recherche, l'évaluation et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

Ces systèmes intègrent des technologies avancées dans les différents domaines de la Physique.

Pour renforcer notre potentiel de développement de nouveaux outils, nous recrutons, au sein de la Direction des Etudes, deux

Ingénieurs ou scientifiques de haut niveau

MODÉLISATION MATHÉMATIQUE

Il sera chargé de la modélisation mathématique d'outils existants et de l'évaluation de nouveaux dispositifs. Le candidat aura acquis environ 5 ans d'expérience dans la résolution des problèmes d'électromagnétisme par la méthode des éléments finis.
Réf. 8121-1/LM

ANTENNES HAUTES FRÉQUENCES

Il sera chargé de la recherche et de la conception de nouvelles sondes. Ayant des connaissances sur les antennes et un goût pour l'expérimentation, le candidat devra concevoir les capteurs d'outils destinés à l'exploration haute fréquence des formations géologiques.
Réf. 8121-2/LM

Ces postes nécessitent plusieurs années d'expérience, une bonne connaissance de l'anglais et ouvrent des perspectives de carrière dans le Groupe SCHLUMBERGER, notamment aux U.S.A.

Les lettres de candidature sont à adresser sous la référence correspondante à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER Schlumberger **26, rue de la Cavée 92142 CLAMART.**

HAVAS CONTACT

télécommunications

IBM FRANCE

recherche pour PARIS un Ingénieur ENST, possédant *5 à 10 années d'expérience dans les techniques* de Télécommunications acquises dans l'Industrie ou l'Administration.

Ce poste implique de nombreux contacts tant au *niveau international que national. Il peut conduire* à des détachements à l'Etranger et déboucher sur *un intéressant développement de carrière.*

Une bonne connaissance de l'Anglais est nécessaire *et des compétences en informatique seraient* appréciées.

Adresser votre candidature sous référence T/09 à :
Compagnie IBM France - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

IBM



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



La filiale française d'un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux, recherche pour son unité de fabrication située en proche banlieue de STRASBOURG (600 personnes - *600 MF*) un

Jeune Contrôleur de Gestion
HF

De formation supérieure (ESC) et justifiant d'une pratique concrète d'environ 2 ans, en environnement multinational, il participera à l'élaboration et au suivi des plans-budget et tableaux de bord, ainsi qu'à la réalisation d'études financières ponctuelles.

Homme de communication autant que de systèmes, il développera les meilleures relations avec *l'informatique,* la hiérarchie supérieure ainsi qu'avec les autres filiales du groupe (Anglais nécessaire).

Nous vous suggérons de faire parvenir votre dossier complet au département Ressources Humaines, Société **ELI LILLY** - Z.I. - 67640 FEGERSHEIM qui vous garantit la plus grande discrétion.

MEDIA BA

Entreprise industrielle de la vallée du RHÔNE (CA : 350 millions) filiale THOMSON, crée dans le cadre *de ses fabrications de machines automatiques de tri* postal la fonction suivante :

INGENIEURS GESTION DE PRODUCTION

- un premier poste convient à un ingénieur expérimenté connaissant les problèmes de production de préférence dans l'industrie électromécanique *de petites séries.*
- un second poste convient à un jeune ingénieur *intéressé par l'informatisation de production pouvant* apporter une première expérience industrielle de méthodes ou de fabrication.

La réalisation au niveau des programmes informatiques sera effectuée en collaboration avec une *société de services, les 2 candidats ayant pour objectif d'assurer la* cohérence entre la production et l'informatique.

Écrire au Cabinet Gatier - 32, rue Bossuet 69006 Lyon, sous réf. 640.

médiasystem

Cabinet Gatier

MAISON de la CULTURE
recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Collaborateur du Directeur, pour l'élaboration, la préparation, l'exécution des programmes d'activités. Responsable de différents services. Formation de *haut niveau, expérience de* responsabilité ou direction dans les domaines du spectacle, des techniques d'animation, de l'organisation administrative.
Libre rapidement.

ADMINISTRATEUR

Responsable de la gestion administrative et financière. Chef du personnel, *niveau études supérieures, expérience actions culturelles,* gestion informatique, direction du personnel. Libre rapidement.

Adresser candidature et C.V. à M. le Directeur, M.C.H., B.P. 1106 - 76063 LE HAVRE cedex.

IRAM, a Franco-German Institute for Radioastronomy at mm-wavelengths based in Grenoble (France) is interested in employing :

An Electronics Engineer with experience in design and *construction of microwave* phase-lock loops and phase drift monitoring systems of high accuracy.

Candidates with relevant experience should request an application form and return it before October 23, 1981 to :
IRAM
Administration
Boîte Postale 391
38017 GRENOBLE CEDEX
France
Référence VC/17/LW

CENTRE DE MISE EN FORME DES MATÉRIAUX - ÉCOLE DES MINES DE PARIS
recherche pour son laboratoire de SOPHIA-ANTIPOLIS (A.-M.)

CHERCHEURS

débutants, formation grandes écoles d'ingénieurs
- Ils mèneront des recherches sur les procédés de transformation de *métaux* et des polymères (mécanique de la déformation, étude des structures et phénomènes des frottements) ;
- Ils auront la possib. de préparer une thèse de docteur ingénieur.

Env. C.V. à C.E.M.E.F. Ecole des mines *Sophia-Antipolis* 06560 Valbonne. (93) 33-05-58.

IRAM, a Franco-German Institute for Radioastronomy at mm-wavelengths based in *Grenoble* (France) is interested in employing :

An Electronics Engineer with experience in design and *construction of digital frequency* synthesis circuitry involving phase lock techniques.

Candidates with relevant experience should request an application form and return it before October 23, 1981 to :
IRAM
Administration
Boîte Postale 391
38017 GRENOBLE CEDEX
France
Référence VC/16/LW

Rech. pour SOLOGNE (Cher)

INFORMATICIEN

niv. licence, EPREL, EFP, programmation scientifique temps réel sur mini-ordinateur.
Adres. C.V. à Mme PICK, Observatoire de Meudon, 92190 MEUDON.

Importante société immobilière
recherche pour la direction d'une succursale située dans les Bouches-du-Rhône

SON DIRECTEUR D'AGENCE

Ce poste à haute responsabilité nécessite une expérience professionnelle réelle, un esprit de décision et d'initiative, le sens du management et le goût des relations humaines.

En fonction de ces apports, une rémunér. élevée est assurée. Env. lettre manuscr., C.V., photo, prét. à Havas, 101, bd Jean-Jaurès, 92100 Boulogne, avant le 21-9-81 ss réf. DB/MO, q. tr.

OFFICE H.L.M.
de plus de 5.000 logements, ville *moyenne, région* Bourgogne, fortes activités de constructions, de réhabilitation-rénovation centre-ville
recrute

son DIRECTEUR

soit par avancement ou mutation, soit par recrutement direct (niveau : maîtrise, minimum).

Poste disponible le 1er janvier 1982.

Candidatures à adresser avant le 30 octobre 1981, à M. DEL BO, Union des Fédérations d'organismes H.L.M., 14, rue Lord-Byron, Paris-8e.

Etablissement public à Amiens
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Expérience industrielle 1 à 3 ans pour contacts industriels et études techniques et financières de projets innovation.
Ecr. nº *T028106M Régie-Presse* 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

importante entreprise française
cherche

décorateur confirmé

- très sérieuse expérience
- *connaissance contemporain et style,* pour création, projet, perspective,

bureau d'études région Haute-Savoie.

envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

M. Jean Kaufmann
17, rue de l'Annexion
74000 Annecy

CABINET JURIDIQUE NORMANDIE
RECRUTE

COLLABORATEUR

ayant connaiss. JURID. et FISC.
FORMATION ASSURÉE
Env. C.V., s/nº 7038 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Fabricant de materiel d equipement lourd (plus de 100 personnes). leader dans sa specialité en France REGION DE METZ

chef de fabrication

130.000+

Responsable des ateliers et de la préparation du travail, methodes et ordonnancement. il sera le collaborateur direct du directeur de la production et des etudes Homme d autorité et d organisation. il aura la responsabilite de l amelioration des couts de production. *Le candidat devra avoir une forma*tion A M. ou equivalente et une experience de 5 ans minimum dans un poste analogue

Adresser C V . photo et pretentions a :
Monsieur DELAHAYE
149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS

GFE

Société française de contrôle de frais d'énergie - S.A.R.L.
Depuis plus de dix ans, nous sommes actifs dans la gestion de l'énergie.
En dehors de la France, nous avons des bureaux en Allemagne et au Benelux.
Notre C.A. est en augmentation constante de 20 % l'an.
Pour notre extension, nous recherchons :

UN INGÉNIEUR

DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES

Connaissance de la production et de la distribution de l'énergie.
- Le candidat sera chargé des études techniques et économiques, dans le but de réduire le coût de l'énergie de nos clients.
- Le lieu de travail : Paris + déplacements en province.

Ce poste conviendrait à une personne jeune, dynamique, ambitieuse et disponible de suite, avec le sens des responsabilités.

Le candidat aura toute liberté dans son travail.

Ecrire avec curriculum vitae complet à G.F.E., 80, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL
Activités de Services
recherche

COLLABORATEUR JURISTE

Niveau maîtrise droit ayant acquis 4 à 5 ans d'expérience. Des connaissances pratiques en marques et assurances seront appréciées. Le candidat devra s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire. Le poste permettra un développement de carrière au sein de la Direction juridique du groupe. La rémunération compétitive sera fonction du niveau et de l'expérience.

Envoyer curriculum vitae + photo sous nº 028.923 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LIBRAIRIE LAROUSSE
RECHERCHE POUR SON SERVICE MAQUETTES

1 MAQUETTISTE EXPÉRIMENTÉ (ÉE)

(EXPÉRIENCE DE L'ÉDITION SOUHAITÉE)

Pour la mise en pages d'un grand ouvrage.
- Horaire de travail : 13 h. 30 à 21 heures.
- 5 jours par semaine.
- Statut cadre, 13 mois 1/2 - Restaurant d'entreprise.
- Contrat à durée déterminée éventuellement renouvelable.
- Le poste est à pourvoir immédiatement.

Les candidats (es) intéressés (ées) sont priés (ées) de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à LIBRAIRIE LAROUSSE
Direction du Personnel
17, rue du Montparnasse, 75280 PARIS CEDEX 06.

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES (proche Banlieue Sud-Ouest de Paris) d'une Société spécialisée en électronique de pointe recrute des

INGENIEURS GRANDE ECOLE dans le cadre du développement de ses activités en :

INFORMATIQUE POUR SYSTEMES EMBARQUES

dans les domaines :
- des architectures systèmes micro-informatiques - des logiciels et systèmes temps réel - du traitement du signal.

CHEFS DE PROJETS
Réf. P.

possédant 5 à 6 ans d'expérience minimum tant en matériel qu'en logiciel, microprocesseurs ou mini-ordinateurs pour application dans :
- conception et développement de systèmes d'armes
- élaboration d'architectures multiprocesseurs utilisant les fibres optiques.

INGENIEURS MATERIEL
Réf. M.

possédant une expérience de 3 à 4 ans minimum pour participation à la conception et au développement de matériels ou systèmes à base de microprocesseurs.

INGENIEURS LOGICIEL
Réf. LD.

EXPERIMENTES ou DEBUTANTS pour participation à la conception et développement de logiciels temps réel aussi bien sur microprocesseurs que sur mini-ordinateurs.

TELE-INFORMATIQUE ET PERI-INFORMATIQUE

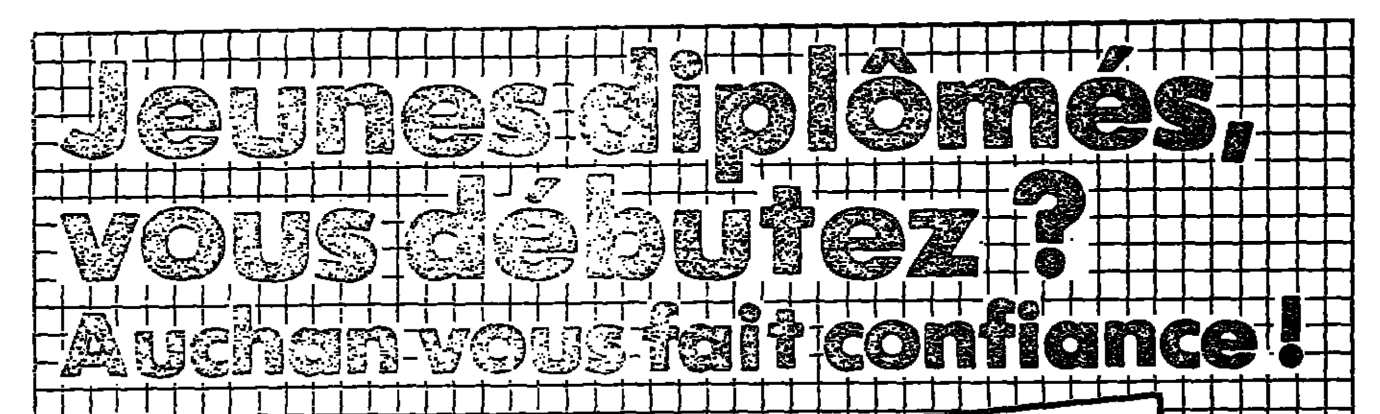
dans les domaines : - réseaux, - terminaux télé-informatiques et graphiques, - logiciels de base sur microprocesseurs.

INGENIEURS LOGICIEL
Réf. LT.

EXPERIMENTES ou DEBUTANTS pour participation à la conception et développement de logiciels temps réel aussi bien sur microprocesseurs que sur mini-ordinateurs.

Les dossiers de candidatures détaillés devront préciser la référence du poste choisi et être adressés sous no 08269 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra dans les meilleurs délais pour étude confidentielle.

Préciser éventuellement sur enveloppe intérieure cachetée contenant le C.V., les sociétés auxquelles CONTESSE ne devra pas transmettre le dossier.



C'EST FAIT, LE DIPLOME EN POCHE qu'il soit **Universitaire ou d'une Ecole de commerce,** vous arrivez à un virage important de votre vie : votre avenir professionnel.

Mais voilà, entre des centaines d'entreprises, des milliers d'annonces, il va falloir faire le bon choix.

Avec des méthodes de gestion basées sur la confiance et la décentralisation à tous les niveaux, **AUCHAN répond certainement à vos attentes en matière d'emploi.**

La réussite d'AUCHAN, c'est avoir su allier les moyens d'une entreprise de 10 000 personnes au dynamisme d'une PME. En effet, découpée en rayons qui sont autant de centres de décisions autonomes, l'entreprise reste à l'échelle humaine.

Pour faire face à son expansion (**3 ouvertures de magasins par an, 1 132 emplois créés en 1980**) AUCHAN vous offre l'opportunité de prendre la responsabilité d'un rayon après un stage de formation de 2 mois.

VERITABLE PATRON DE PME et reconnu comme tel, vous aurez à prendre toutes les décisions concernant la vie courante d'une entreprise :

gérer vos stocks, organiser votre publicité, acheter, calculer vos marges, fixer vos objectifs... et les réaliser, négocier vos promotions, mettre aussi la main à la pâte (manutention, présence sur le terrain afin de mieux «sentir» votre produit) motiver votre personnel...

Bref, vous aurez des journées variées bien remplies, **la satisfaction de vous réaliser dans votre travail,** la sensation d'être **pleinement responsable de toutes vos actions.**

ET VOTRE AVENIR ?

Après avoir fait vos preuves pendant 2 à 3 ans, AUCHAN vous proposera la possibilité de devenir selon vos aspirations, Chef de Secteur, de Personnel, Contrôleur de Gestion, Acheteur...

Et vous ? Quand venez-vous faire les vôtres ?

Adressez rapidement votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence LM 300 à l'une des adresses suivantes :

REGION PARISIENNE et NORMANDIE :
Danial WAILLIEZ,
AUCHAN - C.D. 110 - BUCHELAY
78200 MANTES LA JOLIE.

REGION CENTRE-OUEST et SUD-OUEST
Jean-Paul SAMSON,
AUCHAN - Quartier du Lac
33000 BORDEAUX LE LAC.

REGION NORD
Jean-François DUPREZ,
AUCHAN-200, rue de la Recherche
59650 VILLENEUVE D'ASCQ.

REGION RHONE-ALPES et EST
Maurice FARCY
AUCHAN LYON - BP 341
Z.A.C. du Champ du Pont
69803 SAINT PRIEST CEDEX

AUCHAN

MEDIA PA



notre développement dans le domaine des nouveaux systèmes de transmission nous amène à intégrer à nos équipes d'études, de jeunes diplômés grandes écoles, ENST, ESE...

ingénieurs électroniciens

débutants ou possédant une première expérience, après une formation à nos produits et méthodes, nous leur confierons la responsabilité de l'étude et du développement de nouveaux équipements de transmissions.
La réussite dans cette fonction, dans un environnement technique évolué,

transmissions optiques,
transmissions de données,

doit permettre une évolution rapide au sein de l'entreprise et du groupe.
La connaissance de l'Anglais serait appréciée.
(Lieu de travail : banlieue Ouest).

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V., photo) à :
Monsieur VIGREUX - 1, rue Charles Bourseul
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Adjoint au directeur des ressources humaines

Filiale d'une importante société multinationale recherche un Adjoint au Directeur des ressources humaines. Après la période d'intégration au sein de la Direction des ressources humaines, il sera immédiatement responsable :
- de la totalité des questions juridiques de l'entreprise,
- des assurances.

Il devra pouvoir prendre en charge progressivement, selon son expérience :
- le développement des hommes.
- les relations sociales (siège et usine).

Une réelle compétence technique dans la mise en place d'une gestion informatisée de la fonction personnel sera un atout supplémentaire.

Ce poste présente de réelles possibilités de développement de carrière dans une société qui a décidé de se doter des moyens nécessaires à une gestion dynamique des ressources humaines. Il conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise en Droit) et diplômé de gestion ou grande école) pouvant faire valoir une expérience réussie en milieu industriel et connaissant pour l'avoir pratiqué, la fonction personnel.

Les interventions auront lieu aussi bien au siège social, à Paris qu'en grande banlieue parisienne.

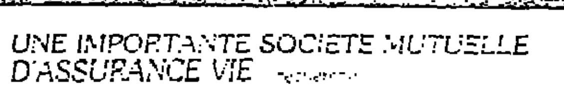
Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 81 200 à CONEXHOM
92080 Paris La Defense 2 - Cedex 05.

MEDIA PA

Conexhom





le responsable de son portefeuille d'assurance groupe

[illegible]
- des tarifications et des études techniques
- de l'assistance auprès du réseau de production dans la négociation et la mise au point des garanties
- de la surveillance technique et commerciale du portefeuille

[illegible]

INTERCARRIÈRES
[illegible] 75009 Paris

DET NORSKE VERITAS (FRANCE), A.S. COMPUTAS
RECHERCHE

MANAGER, TECHNICAL ADVISORY SERVICES, PARIS

Pour développer nos services de conseils techniques
Nous recherchons

Un ingénieur diplômé d'une grande école

Ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine du calcul des structures. Il sera responsable de l'expansion de ces activités dans le cadre de la division Europe à partir de notre bureau de Paris. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

DET NORSKE VERITAS est un organisme indépendant ayant des activités multiples parmi lesquelles les plus importantes sont la classification et la qualification des navires, des installations offshore et des installations industrielles. La compétence de DET NORSKE VERITAS est largement soutenue par sa division de recherches, ainsi que par sa division informatique : A.S. COMPUTAS. L'organisme est présent dans plus de 100 pays et emploie plus de 2.200 personnes. Son siège est basé en Norvège à Oslo

Toute candidature sera adressée avant le 1/10/81 en anglais à DET NORSKE VERITAS,
305, bureaux de la colline Saint-Cloud.
92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

électronique avancée

Nous sommes l'un des leaders en matière de lutte contre le vol et l'incendie. Notre part de marché est très forte et assure à nos équipes techniques des moyens importants de développement de produits nouveaux. Nous recherchons des

INGENIEURS CHEFS DE PRODUITS

pour prendre en charge l'élaboration et la mise au point de nouveaux systèmes de sécurité et de leurs dispositifs de contrôles électroniques. Notre technologie est sophistiquée et fait appel aux dernières nouveautés en matière de micro-processeur, électronique classique et intégrée, transmission de signaux, optique de toutes longueurs d'ondes, antiparasitage électrique. Les candidats devront bien maîtriser ces divers domaines.

Le poste exige aussi de savoir construire et tenir des plannings, de gérer des relations efficaces avec l'usine (fabrication, développement), les sous-traitants (choisis et contrôlés), les universitaires (pour des études spéciales et des tests). L'esprit de décision, la courtoisie, la fermeté, la créativité, le goût de l'autonomie (mais pas de l'autarcie) et la rigueur intellectuelle et scientifique sont absolument nécessaires pour tenir ce poste difficile mais très enrichissant.

Le "profil" le plus approprié est celui d'un Ingénieur grande école (Supélec, ENSI, Télécom...) ayant quatre ou cinq ans de labo et/ou de fabrication de systèmes électroniques derrière lui. L'anglais est plus que souhaité. La capacité à effectuer des déplacements de courte durée en France, voire à l'étranger, est impérative.

Lieu de travail : 15 minutes Nord de Paris.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 4350-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

WABCO FREINAGE DE VEHICULES S.A.

Notre Société, filiale d'un puissant groupe international, est spécialisée dans le domaine du freinage automobile.
Avec plus de 320 millions de C.A. nous sommes leader sur notre marché.
La réalisation de nos projets dans un contexte de développement particulièrement motivant nous conduit à renforcer notre équipe Organisation.
Nous voulons des informaticiens soucieux de l'application, concrets, sensibles au contexte industriel et attirés par des projets du type gestion de production, traitement de commandes...

CHEFS DE PROJETS Réf. M 10391H

Entièrement responsables d'un projet et de son équipe, ils en assurent la mise en œuvre, depuis la définition des spécifications jusqu'à l'installation du système qu'ils ont conçu.
Ingénieurs ou MIAGE, ils ont une solide expérience de conduite de projet en milieu industriel.

ANALYSTES PROGRAMMEURS Réf. M 10391K

Intégrés à une équipe projet, ils développent des applications à prédominance temps réel, sur base de données.
De formation MIAGE ou justifiant d'une première expérience en analyse programmation, ils connaissent nécessairement le matériel IBM sous DOS/VS, VSE, le COBOL/ANS, DLI et CICS.

CHEF D'EXPLOITATION Réf. M 10391J

Directement rattaché au Directeur Organisation et Systèmes, il assume la complète responsabilité du traitement des applications sur l'ordinateur et les périphériques.
Véritable « patron » technique et humain de la production, il prévoit, planifie et contrôle l'ensemble des activités de saisie, préparation, pupitre, traitement des documents, afin d'en optimiser le rendement.
De formation supérieure, c'est un homme rompu aux exigences de l'exploitation en milieu industriel.
Une précédente expérience système serait un atout.

La nature et la variété des applications, le contexte de l'entreprise donnent à ces postes un intérêt tout particulier.
Ces postes sont à pourvoir en Grande Banlieue Parisienne Est.
Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel sous référence choisie à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Analyser, proposer, convaincre : des responsabilités totales

JEUNE CADRE FINANCIER H/F

Cette importante société est l'entreprise pilote dans le domaine de la construction immobilière. Son activité couvre la totalité de la gamme de l'habitat : logements locatifs ou destinés à la vente, collectifs et individuels, habitations principales et résidences de loisirs, etc... Elle gère et anime des sociétés immobilières sur l'ensemble du territoire. Son développement constant la conduit à renforcer son équipe financière.

Sous l'autorité du Directeur du Service Financier, il exerce une triple fonction. Une mission fonctionnelle d'analyse financière portant sur un nombre important de sociétés et sur des montants financiers élevés : il étudie les problèmes et propose des solutions permettant l'optimisation du financement et des résultats à court et long terme. Une mission opérationnelle et décisionnelle dans les conseils d'administrations des sociétés gérées, où il intervient à côté d'administrateurs de haut niveau hiérarchique. Des missions particulières à certaines catégories de problèmes où il assure un suivi attentif à dominante financière en participant à des équipes pluridisciplinaires.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, MBA, IEP...). Ils sont débutants ou possèdent une première expérience acquise au sein d'une Direction Financière ou d'un cabinet d'audit.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel, sous référence M 7515 B à

EGOR PROMOTION
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

INGENIERIE

ADJOINT A LA DIRECTION TECHNIQUE

Ce groupe est l'un des premiers en France dans le domaine de la construction de complexes industriels. Un de ses départements, plus particulièrement axé sur les études et les réalisations d'usines souhaite renforcer sa direction technique en créant le poste d'Adjoint.
Il coordonne l'activité d'un ensemble de 150 ingénieurs et techniciens et assume la complète responsabilité technique et humaine des études et des projets dans le cadre d'une très large délégation.
Il participe à des opérations ponctuelles du type montage d'affaires, participations etc...
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école, d'environ 32 ans justifiant d'une expérience réussie en milieu industriel (E.T.N., installations...) ou dans un poste d'Ingénieur d'Etudes ou de projets.
Rompu à la fonction Etudes/Réalisations il est particulièrement ouvert aux techniques nouvelles (C.A.O.).
Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf M 10457 H. à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

SECRETAIRE GENERAL

Cette Entreprise (500 personnes - 90 millions de CA) est une filiale de l'une des premières Sociétés françaises dans son domaine : la transformation des matières plastiques.
Déjà implantée aux U.S.A., cette société se développe tant sur les marchés intérieur qu'extérieur à un rythme rapide.
Rattaché au Président, membre du Comité de Direction, le Secrétaire Général assure l'ensemble des fonctions financière et administrative. Il supervise les services *achats, comptabilité (générale et analytique) et informatique. Il gère personnellement les* services généraux.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 32 ans minimum. Diplômé de l'enseignement économique supérieur, il justifie d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans ce type de fonction. Il a déjà animé et coordonné l'activité de différents services administratifs et financiers (informatique incluse). La connaissance de la langue anglaise sera appréciée.
La rémunération liée à ce poste, les perspectives de développement de carrière sont de nature à intéresser un excellent professionnel.
Lieu de travail : proche banlieue sud.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4224 K à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

JEUNE CADRE COMMERCIAL

EXPORT

Cette filiale (3 100 personnes - C.A. 800 millions) de l'un des premiers groupes industriels français conçoit, fabrique et vend des conditionnements en verre de haute qualité. Ses produits s'adressent principalement aux industriels de la pharmacie et de la cosmétologie. 40 % de son C.A. est réalisé à l'exportation. l'Afrique est l'un des secteurs les plus performants : C.A. 70 millions de francs.

Rattaché au Chef du Service "Grande Exportation" ce Cadre Commercial, aidé par 3 administratifs a pour mission de "faire vivre" sa zone : étude de marchés, développement de produits, négociations commerciales, animation d'agents et de distributeurs, suivi administratif et économique.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Il justifie d'une première expérience (2 ans environ) acquise dans la vente, à l'exportation de produits industriels.
Parfaitement bilingue français-anglais, il a, si possible, la connaissance d'une autre langue étrangère.

Mobile et disponible, il peut voyager 50 % de son temps sur sa zone.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous Réf. M 4147 S

EGOR S.A.
8, Rue de Berri 75008 PARIS

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

RESPONSABLE SERVICE PRODUITS ET DEVELOPPEMENT

Cette Société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français conçoit, fait réaliser et commercialise auprès d'une clientèle industrielle des articles de conditionnement et d'emballage en plastique et en verre.
Son expansion l'amène à créer un poste d'ingénieur responsable du service produits et développement.
Avec une très large autonomie, il conduit les actions de recherche et de développement des produits. Il établit les liaisons techniques entre la société, les sous-traitants et la clientèle. Il intervient dans l'organisation et l'amélioration de la production en liaison avec les fabricants. Il participe au choix, à l'utilisation et à l'entretien des différents outillages. Il assure la gestion technique et économique du parc existant. Ses fonctions vont jusqu'au contrôle qualité des productions extérieures.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien justifiant d'une expérience industrielle acquise dans un service production, entretien ou développement. La connaissance de la transformation des matières plastiques sera particulièrement appréciée.
Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable pour assurer les contacts techniques avec l'étranger.
Les perspectives d'évolution de carrière dans la société et dans le groupe sont particulièrement intéressantes.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 14485 A à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Monsanto

Division : Produits chimiques

INGENIEUR DES VENTES

Monsanto est un des premiers groupes industriels mondiaux qui exerce ses activités dans différents domaines : agriculture, chimie, électronique, matières plastiques, textile... En Europe et spécialement en France, Monsanto bénéficie d'une forte notoriété.
La Division Produits Chimiques commercialise de nombreuses spécialités techniques dont une gamme de plastifiants qui s'adressent principalement aux industries des *revêtements de sol, de la câblerie, et plus généralement de la transformation du* PVC.
L'Ingénieur des Ventes, responsable de son volume d'affaires sur le marché français, négocie sur les plans commercial et technique avec la clientèle industrielle considérée.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste diplômé. Il justifie d'une première expérience professionnelle (2/3 ans environ) acquise dans la vente, en milieu industriel, de spécialités chimiques élaborées. Il a de très solides connaissances en anglais.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4020 Z à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

INGENIERIE FINANCIERE ET NEGOCIATION

Ce puissant groupe financier connaît le taux d'accroissement le plus élevé de sa branche d'activité. Au sein de sa direction financière, le service investissements et placements immobiliers est particulièrement actif. Il étoffe son équipe légère et efficace et recherche un jeune cadre financier de haut niveau.

Sous l'autorité du Directeur Immobilier, il est responsable d'un certain nombre de missions. D'une part, il assure le suivi financier des filiales et participations rattachées à sa Direction. Mais au-delà de ce rôle de contrôleur de gestion, il assiste leurs responsables pour tout montage financier ou juridique destiné directement et indirectement à valoriser l'actif du Groupe. Et il suit entièrement ces actions dans leur déroulement. D'autre part, il mène toutes études et négociations d'opérations financières concernant le secteur immobilier industriel, commercial et locatif.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ECOFI...) justifiant de quelques années d'expérience dans une direction financière traitant de problèmes de holdings, de négociations d'investissement... L'expérience immobilière n'est pas indispensable, mais il doit en avoir le goût.

Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 7410 C à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Diamant industriel

RESPONSABLE DES VENTES

EUROPE DE L'OUEST

Ce puissant groupe industriel français va commercialiser des produits de haute qualité — dont certains exclusifs — auprès des fabricants européens d'outils diamantés et de produits super abrasifs.
Sa filiale commerciale recherche un responsable des ventes sur l'Europe du Nord (R.F.A., G-B., SCANDINAVIE...).
Au sein d'une équipe légère et efficace, il a pour mission de créer et développer un courant d'affaires. Son action s'inscrit dans une stratégie d'ensemble et est soutenue par un know-how et une infrastructure adaptés (services techniques, administratifs...).
Il a bien sûr les responsabilités et l'autonomie qui conviennent à un créateur de secteur ayant l'esprit d'entreprise.
Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, un professionnel de la vente de produits techniques, ou de matières premières, si possible de haute valeur (diamant, platine, or...) en milieu industriel. De plus, cette situation exige l'anglais et l'allemand courants.
Les conditions offertes sont de nature à intéresser la personnalité de valeur recherchée.

Merci d'adresser CV complet et rémunération actuelle sous réf. M 7416 B

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

PARIS

INGENIEUR ANALYSTE

Cette filiale (4200 personnes - 6 usines - 1.5 milliards de C.A.) de l'un des premiers groupes industriels français a considérablement développé son informatique de gestion. Pour renforcer encore ce service, il est créé un poste d'Ingénieur Analyste.
Le Service auquel il appartient a spécialement développé des chaînes à caractère financier et de gestion en informatique centrale et locale. Il participe à l'élaboration de projets nouveaux tout en assurant la maintenance des chaînes existantes.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école ayant acquis une formation économique complémentaire.
Passionné par l'informatique, il est persuadé que c'est une des clefs de la réussite industrielle. Il pourra, à moyen terme, évoluer vers d'autres fonctions, soit en usine, soit dans des filiales.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence M 4212 Y. à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

PARIS

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Cette Société, filiale d'un important groupe bancaire, est spécialisée dans le négoce, achat, vente et financement de matériel informatique. Elle réalise un C.A. de plus de 300 millions et son développement la conduit à renforcer son service comptabilité.

Ce collaborateur, rattaché directement au Chef Comptable, participe à tous les aspects de la fonction, comptabilité générale, fiscalité, juridique.
Il anime un service composé de 2 comptables (gestion, trésorerie et comptabilité générale). Il intervient depuis les comptes d'exploitation mensuels jusqu'à l'élaboration du bilan.

La comptabilité générale est traitée en partie par service informatique extérieur.

Nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel de la gestion et comptabilité du niveau DECS ou équivalent et possédant une expérience significative de 2 ou 3 ans acquise en Entreprise et/ou en Cabinet.

Les conditions offertes et les perspectives de la Société sont de nature à intéresser une personnalité à fort potentiel.

Merci d'adresser C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 17346 N à

EGOR PROMOTION
8, Rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

PRESSE

GAGNER UN PARI DANS LA P.A.

Celui d'être le jeune « Chef de Pub » qui va développer dans notre journal la rubrique P.A. immobilière sur PARIS.
Sa mission consiste à accroître une clientèle d'agents immobiliers, promoteurs, notaires, à la fidéliser et devenir un interlocuteur privilégié.
Vous avez tous les atouts pour relever le défi, vous êtes un vendeur qui a fait ses preuves dans la publicité : vous savez développer une argumentation astucieuse, vous connaissez parfaitement le monde de l'immobilier. Le challenge vous plait.
Rejoignez notre équipe, nous vous offrons une carte de visite prestigieuse : le nom de notre journal.
Salaire basé sur un fixe plus intéressement lié aux résultats du département.
Evolution possible pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 17529 A. à

EGOR PROMOTION
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

CHAMPS ELYSEES

Cette importante Société de courtage et financement de matériel informatique offre le poste de :

SECRETAIRE BILINGUE

Elle est rattachée au Responsable des opérations de courtage et de négoce dont elle assure le secrétariat classique et le suivi des contrats passés avec une clientèle européenne.
L'Anglais et le Français sont indispensables mais l'Allemand en troisième langue serait un atout *vivement apprécié.*
Nous souhaitons rencontrer une jeune femme maîtrisant parfaitement les techniques du secrétariat et sachant allier rapidité, présence d'esprit, méthode et rigueur.
Nationalité indifférente.
Salaire motivant.

Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 17346 L à

EGOR PROMOTION
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

REPRODUCTION INTERDITE

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

La Direction Développement de
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION,
recherche des

COST-CONTROLLERS

Intégrés dans une équipe de projet de construction d'installations pétrolières ou pétrochimiques à terre ou en mer, leur mission consistera à :
- actualiser en permanence le coût des projets en se fondant sur les données techniques émises par les Sociétés d'ingénierie et les entreprises.
- vérifier l'évolution des coûts des fournisseurs et prestataires de services, analyser les écarts par rapport aux estimations d'origine et proposer des actions correctives quand ils en perçoivent la nécessité.

Ingénieurs de formation, les candidats, âgés de 35 ans minimum, auront de solides notions de planning, d'achats, de contrats et une pratique de quelques années du «Cost Control» de chantier et d'ingénierie dans le domaine pétrolier ou pétrochimique si possible.

La pratique courante de la langue anglaise est indispensable et des connaissances de base en informatique seraient appréciées.

Les *candidats doivent être* disponibles pour des missions à l'étranger et une expatriation éventuelle en famille.

Si ces perspectives vous intéressent adressez lettre manuscrite+C.V.+photo au Service Recrutement de
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION, Tour Mirabeau, 39 à 43 Quai André Citroën
75739 PARIS CEDEX 15, sous la référence 1MO16.

ANALYSTE PROGRAMMEUR (HF)

Nous sommes un laboratoire français filiale du groupe pharmaceutique américain Schering-Plough Corporation.

Notre *département systèmes d'information* est équipé d'un **IBM 4331/2** sous **DOS/VSE** et opère dans un environnement évolué (base de données, temps réel, time sharing, APL).

Vous aurez la responsabilité du développement et du suivi d'applications **batch** et **conversationnelles** au sein du service développement d'applications.

Ce poste nécessite un niveau ingénieur ou MIAGE, une expérience réelle et une connaissance COBOL *de 2 ou 3 ans.* La pratique de l'anglais y est indispensable; la connaissance des bases de données et du télétraitement serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV et rémunération souhaitée sous réf. M 814 à



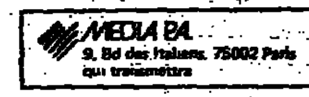
UNILABO
Département Recrutement
92, *rue Baudin*
92307 LEVALLOIS-PERRET

HAVAS CONTACT

Cadre de Personnel

Banque étrangère recherche pour **PARIS** un **Cadre de Personnel** (Classe V).
Il sera chargé d'assister le responsable de la gestion du Personnel dans les domaines du recrutement et de la gestion *des carrières. Ce poste conviendrait à* un **diplômé de l'enseignement supérieur** (gestion - psychologie) ayant quelques années d'expérience de la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant *éventuellement sur l'enveloppe les sociétés auxquelles vous ne voulez pas voir* transmettre votre dossier et la référence 948 à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA BA

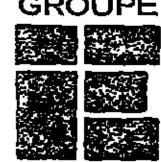
Dans le cadre de son expansion
LE GROUPE I.E.
recrute pour sa filiale CENTRAL INFORMATIQUE plusieurs

Ingénieurs Débutants

n'ayant pas nécessairement une formation informatique.
(prochaine date d'intégration: 9 novembre 81).

Après une formation de 6 mois à l'informatique de gestion, ils seront intégrés à des équipes entraînées et ils travailleront en relation directe avec nos clients. Si vous êtes ingénieurs ou diplômés en Physique - Chimie - Maths - Sciences Économiques - et attirés par un métier d'avenir aux activités diversifiées: si vous souhaitez une carrière motivante: interessement aux resultats et évolution *liée à vos efforts personnels envoyez-nous, dès maintenant,* une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo, sous réference 435 à:

GROUPE



CENTRAL INFORMATIQUE SA
Conseil et services en informatique sur IBM.
et TEXAS INSTRUMENTS
Membre de syntec informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

un chef de projet majeur

pour nos applications financières

Un groupe de sociétés de services: finances et prévoyance (Paris-Ouest) *à l'abri du gigantisme (700 p.) a mis l'accent sur son informatisation* et dispose aujourd'hui d'un 3031 et d'un réseau de 150 terminaux reliés à ses 12 antennes régionales.

Si les anciennes applications reposent sur l'utilisation de COBOL, VSAM et CICS, *les nouveaux projets font appel à MERISE, PAC et ADABAS.*

***Venez les développer de bout en bout en animant une équipe de réalisation* de 3 à 5 analystes et programmeurs. Nous souhaitons que vous ayez une formation supérieure: ingénieur ou maîtrise et acquis en 5 ans, auprès d'entreprise du *secteur tertiaire, l'expérience de la conduite de projet DB/DC en utilisant avec* réalisme une méthodologie sophistiquée.**

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4040 LM) à «Carrières de l'informatique.»



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



g.i.e. semed

Société d'Ingénierie du Groupe DUMEZ

recherche

JEUNES INGENIEURS

GRANDES ECOLES
X, Centrale, Ponts, Arts et Métiers, ETP

Spécialisations BA, BP - Mécanique des sols - Informatique très appréciées.

Au moins une langue étrangère pratiquée couramment (anglais).

GRANDS PROJETS
HAUTE TECHNICITE

SITUATIONS D'AVENIR
REMUNERATIONS ELEVEES.

Ecrire à G.I.E. SEMED - 345, avenue Georges Clemenceau
92022 NANTERRE CEDEX.



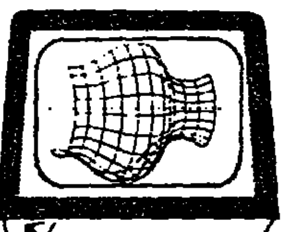
COMPUTERVISION
EUROPE

Computervision Europe, avec ses quinze filiales européennes, fait partie de Computervision Corporation, important groupe américain, leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de l'installation de systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO/FAO).

Computervision apporte aux utilisateurs une technologie de pointe, le soutien de ses services logistiques, et leur permet ainsi d'augmenter leur productivité.

Nous sommes une organisation jeune, dynamique, performante, engagée dans un vaste programme d'expansion répondant à la demande du marché.

Computervision S.A.



Productivity... by Design

Dans le cadre de notre développement continu,
nous recherchons :

spécialistes d'applications

- **Ils sont les interlocuteurs directs de la Société auprès de la clientèle pour les problèmes d'utilisation des logiciels.**
- **Ils possèdent une expérience dans un des domaines suivants : électricité, électronique, schéma de câblage, tuyauterie, génie civil, ingénierie, dessin mécanique.**
- ***Ils sont diplômés de l'enseignement supérieur ou ont acquis des* diplômes en formation professionnelle.**
- **Ils acceptent de se déplacer en France métropolitaine.**
- **Ils connaissent la langue anglaise.**

La connaissance des phénomènes informatiques n'est pas nécessaire pour ces postes. Une formation dans ce domaine sera faite par nos soins.

Veuillez adresser votre curriculum vitae + photo à :
EMMANUEL NICOLAS
DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF
COMPUTERVISION S.A.
36, avenue Galliéni
93175 BAGNOLET CEDEX.



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Le Centre chargé de mettre en œuvre la politique de développement des instruments de paiement recherche

des Chargés d'Etudes

Pour étudier les spécifications fonctionnelles des systèmes de paiement et chargés d'assister le réseau Crédit Agricole dans ses relations avec la distribution.
Les candidats auront une expérience de 3 à 4 ans dans les domaines commerciaux et juridiques et si possible des connaissances en informatique et en techniques bancaires.

Adr. CV, phot., sal. et prét. s/réf. RDV à CNCA
Recrutement Carrières Cedex 26 - 75300 Paris Brune

GRANDE BANQUE NATIONALE

recherche
pour son service d'études économiques
à Paris

ÉCONOMISTE

HF

pour étudier la situation économique et la solvabilité externe de divers pays étrangers.

Il participera également aux études à caractère plus général menées dans le domaine de l'économie internationale.

Le candidat devra posséder une première expérience professionnelle. Une connaissance de l'anglais est exigée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 23445 M à BLEU Publicité 17 rue Lebel - 94300 VINCENNES

SECIM (Groupe Creusot-Loire)

réalise de gros équipements *mécaniques et effectue* 80% de son C.A. à la grande exportation.
Les recherches effectuées pour automatiser ces équipements ont généré des systèmes de conduite et de contrôle de process et des systèmes de régulation qui connaissent un vif succès dans le monde entier.

Nous recherchons

UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience en informatique de process en temps réel faisant appel à l'utilisation de mini-ordinateurs et/ou de micro-processeurs. Il animera une équipe d'ingénieurs et de techniciens en informatique et électronique.
Le poste est basé à *MAUBEUGE (59), mais* une formation préalable d'un an environ est à prévoir à COURBEVOIE (92). D'intéressantes évolutions de carrière seront possibles dans la société.
Prière d'adresser lettre de candidature, CV et rémunération actuelle à l'attention de SECIM - Service Gestion des Cadres - 107, bd de la *Mission Marchand - 92402 COURBEVOIE CEDEX.* (sous la référence 1/2/M).

HAVAS CONTACT



POMPES SALMSON - THOMSON



Société de 800 personnes fabriquant et commercialisant des pompes industrielles et domestiques recherche son

Responsable Organisation

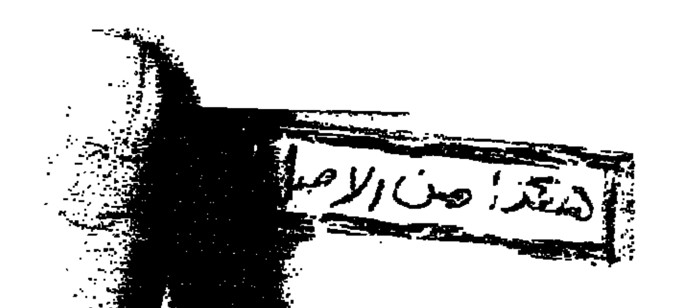
Ce poste serait volontiers confié à un ingénieur confirmé, mais jeune, ayant par *exemple fait ses premières armes dans la production et évolué vers une responsa*bilité élargie dans l'Organisation et/ou l'Informatique.

Un rôle de conseil opérationnel
- ***conception et mise en oeuvre de l'organisation générale de la société***
- ***coordination de l'ensemble des activités de l'informatique***
- ***définition des structures***

serait pour lui l'opportunité d'acquérir une vue globale de l'entreprise (production et domaines commerciaux) permettant d'intéressantes évolutions de carrière.
Une forte personnalité, des qualités de créativité et de contact alliées à une solide expérience lui donneront toutes ses chances.
- **Lieu de travail : SAINT CLOUD (92).**

Claude LAMY vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 109119.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

ORGANISATEUR

Vous êtes ingénieur, ESC, maîtrise...... débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience.

Après formation et en liaison avec les utilisateurs, vous serez chargé d'étudier et de rationaliser nos procédures (traitements administratifs et comptables de nos contrats d'assurances), et d'élaborer de nouvelles applications informatiques «en temps réel» en relation avec les informaticiens. C'est un poste d'études et de contacts. Votre intégration dans le Service Organisation sera facilitée par la jeunesse de ses membres, votre réussite sera un atout pour une évolution au sein du Groupe.
Lieu de travail : PARIS.

Envoyez votre C.V. manuscrit et votre photo à Mme MAUHOURAT
Mutuelles Unies — 3037 X - 76029 Rouen Cedex.

mutuelles unies

ENERTEC
Division Électricité - Contrôle, recherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Le service informatique de la Division est centralisé et utilise deux IBM 4331. Encadrant une équipe de 21 personnes dont 6 ingénieurs, le nouveau responsable informatique aura pour mission de développer et refondre les systèmes comptables et de gestion de production en utilisant les techniques actuelles (bases de données - télétraitement). Il devra envisager l'installation d'ordinateurs IBM 38.

Une formation d'ingénieur diplômé est requise pour ce poste, ainsi qu'une solide expérience informatique sur *matériel IBM, avec, si possible, des responsabilités d'encadrement* d'équipe.
Le candidat devra pouvoir évoluer vers d'autres fonctions au sein du Groupe.
Le poste, basé à MONTROUGE, est à pourvoir rapidement.

Un dossier de candidature est à adresser à B. ROYER - *Direction du* Personnel - Division Électricité-Contrôle,

ENERTEC

ENERTEC
Schlumberger

12, place des Etats-Unis,
92542 MONTROUGE CEDEX.

HAVAS CONTACT

Placez-vous en tête dans la hiérarchie des vendeurs !

«En 1980, 2 de nos vendeurs se sont inscrits parmi les 10 plus hauts salaires de la société et c'est très bien ainsi ! Il faut encourager le dynamisme». Bernard FOURNIER - Vice-Président de RANK XEROX.

C'est vrai, RANK XEROX attache une importance toute particulière à la rémunération de ses vendeurs.

Mais ce n'est pas tout. Vouloir s'attacher les compétences des meilleurs vendeurs c'est aussi leur proposer un environnement humain très porteur, des produits technologiquement en avance, des techniques de vente qui ont fait école, une formation efficace (RANK XEROX y consacre près de 7 % de sa masse salariale).

Intégrés dans des équipes de 7 à 8 personnes, ils bénéficieront d'une large autonomie et seront responsables à part entière d'un secteur géographique. Ils proposeront à des responsables d'entreprise une gamme complète de copieurs-duplicateurs et bénéficieront du service après-vente RANK XEROX.

Vous avez 25/30 ans, vous êtes dynamique, efficace. Vous possédez une bonne formation générale et surtout une expérience réussie de la vente.

Adressez rapidement votre lettre manuscrite, + C.V. sous la réf. LM 300 à Jean-François MAYER - RANK XEROX - 4, rue Nicolas Robert - 93607 AULNAY SOUS BOIS CEDEX, qui traitera confidentiellement votre candidature.

MEDIA PA

RANK XEROX
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

CAP SOGETI LOGICIEL développe fortement son activité «PRODUITS» et recrute des

CHEFS DE PRODUIT

Progiciels et hard + soft

Les candidats auront :
- une formation supérieure scientifique : École d'Ingénieurs - Universitaires de niveau équivalent ;
- une expérience du logiciel de base acquise chez un constructeur ou dans une SSCI ;
- une expérience de la conduite de projets.

Une compétence d'expert dans les domaines du génie logiciel. des SGBD ou des réseaux de télécommunication et une connaissance de la langue anglaise seraient très appréciées.

Nous offrons :
- un environnement technique de pointe ;
- des méthodes de travail éprouvées ;
- une ambiance permettant d'exprimer pleinement son potentiel ;
- de très intéressantes évolutions de carrière au sein d'un groupe international.

Tous les postes sont à pourvoir à notre siège, à MONTROUGE.

Les ingénieurs intéressés peuvent écrire à S. PETEL
CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUGE CEDEX.

CAP SOGETI LOGICIEL

HAVAS CONTACT

CONTROLEUR FINANCIER ET BUDGETAIRE

PARIS
220 - 250.000 F.
Composants Electroniques

Une société importante de composants électroniques (CA supérieur à 500 MF) recherche pour son équipe de Direction, un CONTROLEUR FINANCIER ET BUDGETAIRE. Sous l'autorité du Directeur Général il sera chargé de l'établissement des prévisions budgétaires à court - moyen et long termes et il en contrôlera les réalisations. Il suivra l'établissement des comptes d'exploitation mensuels et du bilan et il rationalisera et harmonisera les procédures comptables des différentes unités de production. Il participera à l'établissement des coûts industriels et contrôlera les investissements. Il suivra les résultats des filiales étrangères et assurera les relations avec les banques. Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure de gestion, *possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire* acquise dans une société industrielle ayant des productions de grande série et mettant en œuvre des services comptables décentralisés et informatisés. Il sera bilingue français-anglais. Déplacements fréquents France et Etranger. Ecrire sous réf. 443/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

IBM

recherche pour son laboratoire d'évaluation de circuits intégrés

jeunes ingénieurs grandes écoles

débutants ou possédant 2 à 3 années d'expérience dans les domaines suivants :
- micro-électronique,
- statistique appliquée,
- physique du semi-conducteur.

Ces postes permettront à des candidats de valeur de réaliser un intéressant développement de carrière. Ils peuvent impliquer des séjours enrichissants aux Etats-Unis.
Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :
Compagnie IBM France - Laboratoire d'évaluation-Recrutement des cadres
224, boulevard John Kennedy - 91102 CORBEIL-ESSONNES CEDEX.

---

winterthur
assurances

Première Société étrangère sur le marché français offre à de

JEUNES DIPLOMES DEBUTANTS

de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(formation Maîtrise Informatique - MIAGE ou équivalent)
des postes d'

• ANALYSTES

dans le cadre du développement de ses applications informatiques.
Formation assurée. Lieu de travail : La Défense.
Adresser C.V. manuscrit détaillé sous référence 5424 à :
Mademoiselle DILHAN - WINTERTHUR ASSURANCES
Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 PARIS-LA-DEFENSE

JEUNE INGENIEUR - ELECTRONICIEN

(ESE - ENSI - IDN)

Centre de recherches d'une Société spécialisée dans la mesure sur forages pétroliers.

Il sera responsable du développement et du suivi d'un appareil de mesure physique et de traitement de données.

Connaissances appréciées en SOFTWARE, HARDWARE, MECANIQUE et MESURE PHYSIQUE.

Anglais obligatoire.

Le poste se situe dans la proche banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à N. 1310
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

JEUNES DIPLOMES ECOLE de COMMERCE

Vous croyez aux énergies classiques :
PETROLE, CHARBON

Confiez-nous votre candidature, notre Groupe offre de réelles possibilités de carrière. Deux évolutions sont possibles, après une période d'intégration d'un an environ : soit le développement et le suivi commercial, soit l'administratif, l'organisation et la gestion. Ces deux types de poste impliquent de nombreuses responsabilités effectives dans un secteur de pointe.

Envoyez votre candidature sous référence 155/120 à :

TRANSELEX
128, boulevard Haussmann
75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE DE VOYAGES

recherche pour ses SERVICES CENTRAUX des INVALIDES à PARIS

L'ADJOINT AU CHEF DU DEPARTEMENT FINANCIER ET COMPTABLE

- Il sera responsable de la comptabilité générale et analytique de la Société.
- Il assurera la production des états analytiques, statistiques et comptables périodiques.
- Il assistera la Direction pour la gestion de trésorerie et pour la résolution de problèmes particuliers.
- Apte à l'encadrement d'une équipe de plus de 10 personnes, il sera impérativement titulaire du DECS complet.
- Une expérience opérationnelle, en comptabilité, de 5 années au moins est demandée.
- Les connaissances informatiques constitueront un atout supplémentaire.

Envoyer C.V., photo salaire actuel et prétentions à No 8.290, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- *célibataires, dégagés des obligations militaires*
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat. avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 6.203 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, *qui transmettra.*

Ingénieurs spécialistes informatique instrumentation

Importante société d'ingénierie (5000 p) *située à la Défense, concevant et réalisant* des ensembles industriels de haute technologie liés à l'énergie, vous propose des développements de carrière au sein de sa Direction Technique :

- Dans le cadre d'une équipe ayant une double activité de conception et d'intervention, vous vous verrez confier selon votre spécialité :

- soit la préparation et l'exécution d'essais spéciaux, le développement de matériels faisant intervenir des centrales d'acquisition de données, d'une manière générale l'outil informatique. (Hewlett Packard - Digital Equipment - Micro processeurs...)
- soit la responsabilité d'actions de Recherche et Développement dans les domaines acoustiques, vibrations, essais mécaniques, ainsi que la coordination d'essais sur réacteurs.

Les postes supposent une disponibilité pour des déplacements de courte durée.
Le dossier de candidature est à adresser sous réf. 6480 à rsoq carrières 48 rue Saint Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

rsoq carrières

REPRODUCTION INTERDITE

International Banking

Le service International de cette Agence Professionnelle du Recrutement du Personnel Bancaire vous propose une large sélection de postes à pourvoir dont les suivants :

COUNTRY CONTROL OFFICER

(Audit) FF.250.000

Vous avez idéalement 35-40 ans, possédez de très bonnes connaissances des concepts et procédures de l'audit bancaire, des contrôles techniques, de la comptabilité et de l'audit de *l'ordinateur, du système bancaire français, du marché des* devises ainsi que des lois et du règlement fiscaux.

Vos tâches principales seront la responsabilité et la supervision du programme d'audit d'une succursale de même que l'évaluation des procédures de la comptabilité et du contrôle.

Vous parlez bien sûr l'anglais couramment.

FINANCIAL CONTROLLER

FF.225.000

Les candidats devront avoir de préférence de 27 à 35 ans et connaître les procédures de comptabilité bancaire.

Les principales responsabilités seront les systèmes d'information du budget et de la gestion ainsi que la production des budgets Zéro et de prévision. *Une connaissance de la pratique* de la comptabilité américaine serait un avantage.

L'anglais courant est indispensable.

Jonathan Wren
Banking Appointments

Si les postes sus-mentionnés vous intéressent ou si vous désirez un changement de lieu de travail, envoyez svp votre candidature (avec c.v.) à Roy Webb, International Division Jonathan Wren & Co., Ltd., 170 Bishopsgate, London EC2M 4LX. Tel. 01-623 1266.

Chantelle
PARIS

Directeur commercial général

CHANTELLE est la première affaire française de Lingerie Corseterie (en effectifs et en C.A.). Ses résultats financiers ont toujours été excellents. La marque réalise plus de 50% de son chiffre à l'exportation.

Le Directeur Commercial Général, responsable de la définition de la stratégie commerciale et de sa réalisation, a sous son autorité l'ensemble des services Marketing (chefs de produits, études commerciales, publicité) et les directeurs de marchés : France, filiales de vente (contrôlées à 100% par la société-mère), en Allemagne, Belgique, Hollande, Suisse ainsi que le directeur de la grande exportation.

Ses responsabilités s'expriment dans le cadre d'une large délégation, notamment en ce qui concerne *les différents aspects de la politique commerciale* (produits, prix, marchés, distribution, publicité et promotion), le développement (nouveaux marchés, nouveaux produits), les hommes. Il rend compte au Président dont il est l'un des plus proches collaborateurs.

Nous souhaitons présenter ce poste de premier plan à des hommes que leur formation (enseignement supérieur commercial), leur expérience professionnelle (produits de grande consommation, gestion de budgets de publicité importants, direction et animation *de réseaux de vente bien structurés*) et leurs capacités personnelles ont préparé à des fonctions importantes. La langue anglaise est indispensable.

Le poste est basé à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (CV, références et prétentions) s/réf. DG 909M.

SEFOP *11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.*

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur études de prix V.R.D.

De formation Grande Ecole, il a quelques années d'expérience en Etudes ou Travaux, acquise de préférence dans une entreprise V.R.D.

Un important Groupe du Bâtiment lui confiera :
- des études techniques V.R.D.,
- des études de prix pour différents chantiers à l'Etranger,
- la coordination des bureaux extérieurs de conception.

Des missions de courte durée à l'Etranger sont à prévoir. Une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5385 à :



Prévisions et contrôle de gestion

Dans le cadre de sa mission de Conseil aux Banques du Groupe, la CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES recherche un collaborateur cadre qui participera :
- à la mise en place et au suivi de programmes de gestion financière,
- au développement de la fonction Contrôle de Gestion dans le Groupe

Les candidats devront avoir :
- une formation supérieure adaptée,
- de solides connaissances en comptabilité bancaire et en informatique,
- une expérience de 4 à 5 ans dans les domaines cités ci-dessus (audit apprécié)

De fréquents déplacements de courte durée en province sont à prévoir.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum - vitae, photo et prétentions sont à adresser sous réf. 20 à Monsieur CASTETS

Banque Populaire
131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17

rscg carrières

Responsable Affaires Internationales

GROUPE DROUOT

Le Groupe Drouot est un des premiers groupes d'assurances français. Son chiffre d'affaires a connu une progression de près de 18 % en 1980 plaçant cette société en tête des entreprises de son secteur.

Le Groupe Drouot recherche aujourd'hui un responsable pour prendre en *charge un secteur de ses Affaires Internationales. Il dépendra du Directeur* de la Branche Groupe. Sa mission principale est d'assurer le développement du CA de son secteur dans le cadre des accords conclus avec le réseau IGP, 1er réseau mondial d'assurances des salariés d'entreprises *multinationales*.

Le candidat que nous recherchons a 28 ans minimum. Il est de formation supérieure commerciale/gestion et parle couramment l'Anglais.

Il est capable de vendre des services aux entreprises et de négocier à haut niveau. Ce poste implique des déplacements occasionnels à l'Etranger.

Son *intégration et sa formation feront l'objet de soins attentifs. La rémunération* sera fonction de l'expérience. Enfin nous souhaitons trouver en lui un potentiel susceptible d'évoluer au sein de la société.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) en *précisant la référence 255 '1 LM* à J.L. MUTTE - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

JL MUTTE & ASSOCIÉS — Conseil International en Recrutement et Développement des Ressources Humaines — Francfort, Londres, Paris.

MEDIA PA

ACCÉDEZ A DES POSTES DE RESPONSABILITÉ

- Chargé d'un secteur de vente, d'une clientèle.
- Ingénieur d'affaires.
- Ingénieur technico-commercial.
- Négociateur dans la vente de Services.

Le stage

MÉTHODES COMMERCIALES et NÉGOCIATION DE VENTE

du 21 septembre au 31 décembre 1981

est organisé à Paris (8e) par

l'Association Nationale pour le Développement des Techniques de Marketing

ADETEM - *Reconnue d'utilité publique*

Ce stage est réservé aux personnes domiciliées dans un *arrondissement* de Paris.

BOURSE COMPLÈTE :
RÉMUNÉRATION ET FRAIS D'ENSEIGNEMENT

Renseignez-vous sans délai à :
l'ADETEM, 30, r. d'Astorg, 75008 PARIS - 266-51-13.

OPPORTUNITE POUR UN INGENIEUR

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école.
Vous vous sentez attiré par la mise en oeuvre des techniques informatiques les plus avancées (téléprocessing, infographie, traitement de textes, bases de données) et vous en avez déjà acquis la pratique.
Vous avez quelques années d'expérience dans la CONSTRUCTION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS.
Vous avez une parfaite connaissance de l'anglais.

Nous sommes une importante société d'Ingénierie de niveau International, basée à Paris.
Nous avons déjà développé des applications très en pointe dans notre domaine d'activité, d'autres sont encore en projet.
Alors, venez vous joindre à notre équipe de développement informatique pour en prendre bientôt la responsabilité.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions s/réf. 8002 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

Vous avez l'habitude de pratiquer

C.I.C.S.

et vous recherchez une *opportunité «système»* au sein d'un groupe disposant d'un parc important d'ordinateurs IBM sous OS et de nombreux réseaux de télétraitement. Notre orientation «temps réel» et le développement constant de nos moyens vous permettront de rejoindre l'une des *plus importantes équipes d'informaticiens en France* et de vous y épanouir pleinement en prenant notamment la responsabilité de C.I.C.S. tout en mettant à profit vos autres atouts professionnels. Il ne s'agit pas d'une mission ponctuelle, mais bien d'une situation vous permettant *de construire une carrière solide, rémunératrice* et passionnante, basée à Paris Ouest.

Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 29 218 B

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

filiale d'un puissant groupe français recherche pour la Direction des Etudes

(EA/I1) – INGÉNIEUR MÉCANICIEN CONFIRMÉ
Formation A.M., E.N.S.E.M., E.N.S.M.M. ou équivalent.
Bonne expérience en étude et développement dans le domaine de la micromécanique.
Connaissances *appréciées en électronique* et en acoustique.

(EA/I2) – INGÉNIEURS DIPLOMÉS
Formation physique chimie + électronique.
Connaissances souhaitées en acoustique et *microélectronique*.
Expérience acquise en étude et développement durant quelques années.

(EA/A1) – AGENTS TECHNIQUES DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS.
Formation électronique, *mesures physiques* appréciées.
Connaissances de l'acoustique et des matériaux composites.

Les postes proposés offrent un large éventail de techniques avancées dans la conception et le développement de sondes de *diagnostic médical* à ultrasons.

Les candidats sélectionnés auront un goût pour les réalisations concrètes et un caractère inventif et rigoureux.

Langue anglaise demandée.

Lieu de travail : région parisienne.

Ecrire s/no 7.014 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Notre Société située à Courbevoie (5000 pers) réalisant des ensembles industriels à haute technologie, liés à l'énergie cherche un

INGÉNIEUR BREVETS

intégré à un service chargé du suivi d'un portefeuille Brevets, il aura la responsabilité de l'interface technique entre les secteurs de conception et les *mandataires* brevets (analyse technique, dossier d'antériorités...).

De formation Ingénieur électricien ou mécanicien il a une pratique des brevets en cabinet ou en entreprise; la connaissance de l'allemand écrit est indispensable dans ce poste, et si possible celle de l'anglais.

Le dossier de candidature est à adresser sous référence 72370 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

SPECIALISTE SYSTEME

Pour une importante société d'Ingénierie (5000 pers.) siège social la Défense, travaillant dans le domaine de l'énergie.

Ayant une bonne expérience SYSTEME IBM OS et VM (CICS), il sera responsable au sein du service informatique, de l'installation, gestion et optimisation de systèmes sur des équipements de niveau IBM 30 31.
Il développera en outre, une activité assistance technique, formation.

Ce poste permet, en fonction des résultats obtenus de réelles évolutions de carrière au sein de la Société.

Le dossier de candidature est à adresser sous réf. 6495 à rscg carrières 48, rue Saint Ferdinand 75017 Paris, qui transmettra.

rscg carrières

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société Leader dans sa branche recherche

CREDITMAN

- Etude de la *solvabilité des entreprises.*
- Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.
Dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.
Aimant les responsabilités.
Disponibles pour postes à pourvoir à PARIS (*quartier* Etoile) et métropoles régionales.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente s/no 8.023 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



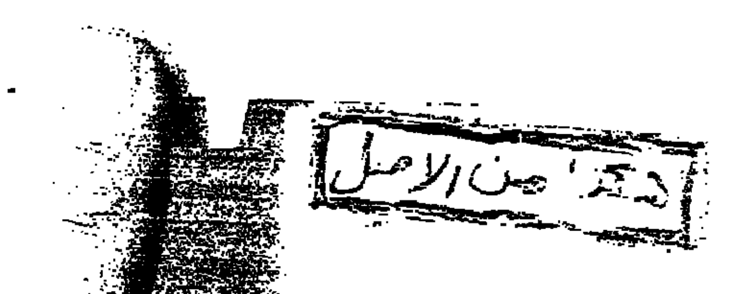
BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES ET DE COOPERATION DE L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

recherche pour sa Division Projets Industriels en expansion :

- INGENIEURS de Conception (process design et process évaluation) pétrole, pétrochimie,
- INGENIEURS *pour conception et spécification des installations générales et* des installations de production d'utilités.
- INGENIEUR *spécialiste de grande expérience.* Connaissance étendue, si possible, aux équipements mécaniques, à la chaudronnerie, à la tuyauterie et au point de vue codes, conception, matériaux, calculs, fabrication.

Le rôle des ces ingénieurs sera de participer avec des responsabilités importantes à la conception et au management des projets industriels. Ceci implique donc de *leur* part de solides compétences, de réelles aptitudes au métier de Conseil et une bonne maîtrise du français *et de l'anglais. Le travail* proposé offre, dans un environnement social et intellectuel attrayant, de véritables possibilités d'enrichissement.

Adresser candidature au chef du département des *relations sociales*
232, avenue Napoléon Bonaparte - BP 213
92505 RUEIL MALMAISON Cédex (sous réf. 01360)



REPRODUCTION INTERDITE

Vous avez environ 35 ans et vous êtes innovateur, curieux et ouvert aux évolutions techniques futures,



groupe français parmi les leaders mondiaux de la sécurité vous propose dans son activité ALARME ET SYSTEMES un poste d'

ingénieur recherches appliquées

chargé d'identifier les technologies et innovations de pointe qui permettront d'orienter les études et développements de produits à moyen et long terme.
Formation universitaire ou écoles supérieures d'Ingénieurs avec spécialisation électronique; bonnes connaissances en physique (optique acoustique, vibrations) et micro et mini informatique.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la
Direction des Relations Humaines
15-17 Avenue Morane-Saulnier
78140 VELIZY.

Ingénieur Méthode et Support Technique

Leader français de la distribution pharmaceutique, notre productivité s'appuie aujourd'hui sur une informatique de haut niveau dont le développement se poursuit au travers de systèmes et de moyens de calcul sans cesse en évolution.

Autour de 2 ordinateurs centraux (IBM 370/158 et 43 41 modèle 2), l'implantation d'un réseau de « MINIS » a été réalisée dans les 65 établissements répartis en province et leur connexion est en cours.

Un système de saisie de commande intégré existe à Paris mettant en relation directe nos clients avec un magasin totalement automatisé. De nombreuses applications se déroulent sur un mode transactionnel et notre Direction exploitation cherche à renforcer son équipe d'assistance technique des systèmes CICS par la présence d'un informaticien ayant un minimum de 2 ans d'expérience et sensibilisé à l'importance des techniques et des méthodologies pouvant être mises en œuvre.

Il aura pour rôle de maintenir la qualité des services rendus aux utilisateurs en exerçant sa compétence dans les domaines suivants :

- En relation avec les équipes d'Etudes, il suivra le développement des applications et les conseillera sur le *plan méthodologique.*
- En relation avec les équipes système et exploitation, il élaborera les procédures permettant d'optimiser les performances et la fiabilité des traitements machine.
- En relation avec les utilisateurs, il définira les dispositions à mettre en place pour répondre aux engagements de services.

L'avenir de cette fonction est ouvert à moyen terme sur des responsabilités au sein des départements système ou projet. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JM7 à

INFRAPLAN *Conseil en Recrutement*
83, bld Raspail - 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIAPA

Nous recherchons pour le DÉPARTEMENT ORGANISATION d'un des plus importants groupes français de DISTRIBUTION un

ORGANISATEUR
170 000 +

- de formation supérieure
- ayant 3 à 5 ans d'expérience en tant que responsable de projet dans une société de conseil.

Mission :

- participer à la définition des systèmes d'informations de l'entreprise (centrale d'achats, entrepôts, magasins);
- diriger et animer des projets d'organisation :
  étude préalable, calculs de la rentabilité économique, détermination des moyens à mettre en oeuvre. réalisation des cahiers des charges pour les services *informatiques, négociation et suivi des* prestations de ces services, formation du personnel et mise en place des procédures administratives.

Écrire avec CV détaillé à Brigitte PRISSARD

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseil en ressources humaines depuis 1959.

RADIOLA

HEC - ESSEC - ESCP - Sc. Po.

Bien implanté sur nos marchés, et disposant d'un important réseau national, nous souhaitons poursuivre notre politique de développement *en recrutant un jeune*

assistant chef de produit

Débutant ou ayant une courte expérience professionnelle, dépendant directement du Chef de Produit, il participe à l'élaboration des gammes de produits non HI-FI (radios, magnétophones, électrophones). Sa mission : élaborer et suivre l'approvisionnement, la communication, les ventes, la rentabilité du produit. En un mot, l'«adapter» *constamment au marché.*

Conçu comme très proche de l'équipe de vente, ce poste, basé à Paris, nécessite de réelles qualités de contact.
Les responsabilités attachées à ces premières fonctions seront appelées à s'élargir rapidement.

Déplacements de courte durée en province.

Les candidatures et CV sont à adresser à RADIOLA - Service DP - 47, rue de Monceau, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT





DECOUPAGE EMBOUTISSAGE

LE DIRIGEANT ET PRINCIPAL ACTIONNAIRE DE L'UN DES LEADERS DE LA S/TRAITANCE
200 pers. - A moins de 100 km de PARIS
Sté très saine et profitable
RECHERCHE POUR LE SECONDER

DIRECTEUR TECHNIQUE
avec vocation à devenir D.G.A.

Totalement RESPONSABLE DE LA PRODUCTION (en *qualité, délais et prix), LA BONNE MARCHE DE* L'USINE et de tous les problèmes PERSONNEL et SOCIAUX.

REMUNERATION TRES INTERESSANTE

Réelle OPPORTUNITE si

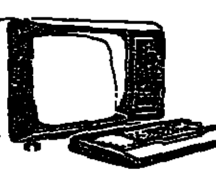
- INGENIEUR ARTS et METIERS ou équiv. *(Anglais parlé très souhait.)*
- EXPERIENCE
  - de l'outillage DECOUPAGE et EMBOUTISSAGE
  - de la direction d'une production et des problèmes sociaux
  - en P.M.I. de préf. ou dans + grosse Entre*prise mais s'y sentant mal à l'aise.*

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4712 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



LEADER DE LA PERI INFORMATIQUE FRANCAISE



recrute pour sa Direction Technique

un ingénieur Grande Ecole spécialiste des réseaux

rattaché directement au Directeur Technique il prendra une responsabilité déterminante au sein de l'équipe avant-projet.
Représentant la Direction Technique auprès de la Direction Marketing Plans Produits, il aura une grande autonomie pour définir les objectifs relatifs aux nouveaux produits et réalisera en liaison avec les chefs de projets les spécifications fonctionnelles des nouveaux produits.
Le candidat retenu, d'un haut niveau technique aura quelques années d'expérience en réseaux et devra être un homme de dialogue, un esprit d'initiatives et une volonté d'ouverture.
Rémunération très motivante pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature complète
(lettre manuscrite, CV et prétentions)
à *Michel* BERNET-ROLLANDE
TRANSAC ALCATEL
91680 BRUYERES-LE-CHATEL.

---

chef de service achats

Implantée en proche banlieue-est de Paris, notre Société leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire, *recherche son Chef de Service Achats.*

Il collaborera avec la Direction Générale *pour la définition de la politique d'achat* et gèrera les approvisionnements stra*tégiques de la Société. Il négociera* et gèrera des achats de matériels et de matières premières selon les plans d'approvisionnement définis avec les responsables de division. Il animera une petite équipe en place et utilisera une informatisation en temps réel. Ce poste *s'adresse à un candidat* de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, justifiant d'une bonne expérience des achats en milieu industriel. Il sera un bon négociateur mais également un gestionnaire organisé et familiarisé avec l'outil informatique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 4640-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Une importante Société
livrant des usines et installations dans le monde entier
et appartenant à *l'un des plus grands groupes industriels français*
recherche pour son *Siège* à PARIS

CHEFS de PROJETS
diplômés grandes écoles ingénieurs

- Expérience industrielle d'au moins 5 années dans un grand service INFORMATIQUE.
- Réalisation EN TANT QUE CHEF DE PROJET d'applications relatives soit aux activités de gestion de production, soit aux domaines comptable et contrôle de gestion.
- Maîtrise de la conception des bases de données et des techniques du temps réel (utilisation de CICS et DL1).
- Connaissance du matériel 4341 IBM.
- Pratique du COBOL structuré et du FORTRAN.
- Acquisition d'une formation complémentaire en gestion d'Entreprise.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous No 8.103, CONTESSE PUBLICITE *20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.*



CREDIT CHIMIQUE
Paris 8e, recherche

ingénieur informaticien

2 à 3 ans d'expérience.
Disponible rapidement.

- **Formation** : INSA, AM, INSEEIHT, IMAG, IDN et MIAGE.
- **Connaissances souhaitées** : matériel IBM, serie 370 ou 3033, OS/MVS, langage Cobol, DL/1, programmation structurée. Une expérience mini-ordinateur serait appréciée.
- **Mission** : participation au développement d'applications :
  - *soit dans un environnement gros systèmes* (IBM, bases de données)
  - soit dans un environnement mini ordinateur.

Ce poste demande des qualités de contact et de *dialogue et offre des possibilités* d'évolution au sein du Service Informatique pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. *152-M au Service du Recrutement.*

CREDIT CHIMIQUE
20, rue Treilhard - 75008 Paris



POMPES SALMSON - THOMSON

En plein essor et renommée sur son marché, cette Société, dont l'effectif est de 800 personnes, réparties entre le Siège Social à St Cloud et l'usine à Laval, fabrique et commercialise - en France et à l'Etranger - des pompes industrielles et domestiques.

Elle recherche

UN CHEF DES VENTES

Responsable de l'ensemble des ventes sur la Région Parisienne, représentant un C.A. de 60 Millions, il gère - sous la dépendance hiérarchique du Directeur Commercial mais dans une très large autonomie - un Centre de Profits de 17 personnes :

- participation à la définition de la politique en fonction des objectifs Budget-Résultats
- développement et suivi de clientèle à haut niveau
- organisation, animation, recrutement, contrôle et formation de son personnel commercial et administratif.

Nous choisirons, parmi les candidats ayant une formation commerciale supérieure, un homme entreprenant, disposant d'incontestables qualités de négociateur et d'animateur.
Expérience nécessaire dans une fonction similaire.

Ce poste est à pourvoir dans les plus brefs délais : Claude LAMY vous remercie de lui adresser (sous réf. 109118) un dossier complet de candidature comprenant : une lettre de motivation manuscrite, un CV détaillé, une photo. Et n'oubliez pas d'indiquer vos prétentions !
Réponse et discrétion assurées.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris



BERTIN & Cie est organisé pour répondre simplement et rapidement aux besoins D'INNOVATION des Grands Groupes Industriels, PMI et Organismes du secteur public
Cette activité, portant sur 1000 contrats et 2000 propositions par an s'accompagne de très nombreuses NEGOCIATIONS de CONTRATS et ACCORDS comportant souvent un transfert de :

PROPRIETE INDUSTRIELLE
pour animer ces fonctions
nous en recherchons :

le responsable

De formation d'origine INGENIEUR, il a une expérience juridique alliée à un sens commercial dans l'appréciation des situations industrielles avec nos partenaires, lors de la conclusion de nouveaux CONTRATS ET ACCORDS.
(Anglais nécessaire, Allemand souhaitable.)
Envoyer CV et rémunération souhaitée à :
C. LE MAIGNAN – BERTIN & Cie
B.P. 3 – 78370 PLAISIR

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE d'importance nationale, filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public recherche pour renforcer son équipe, des

INGÉNIEURS
chargés d'opérations

Dans un premier temps, les titulaires des postes seront affectés au Siège à PARIS et placés en formation auprès d'Ingénieurs-Conseils de la Direction Technique. Au cours de cette période, ils seront appelés à *effectuer des missions ponctuelles* d'assistance auprès des chargés d'opérations des unités opérationnelles décentralisées.

Au terme d'une période de 18 mois à 2 ans, les titulaires de ces postes recevront une affectation de Chargés d'Opérations dans une des implantations régionales de la Société, en France métropolitaine.

Il est demandé un diplôme d'Ecole d'Ingénieurs (PONTS et CHAUSSÉES, MINES, CENTRALE, E.T.P. ou similaire).

Une expérience de 2 à 4 ans environ, dans le Bâtiment est souhaitée, *ainsi que dans le domaine des Etudes de Prix T.C.E.*

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 5369 à :



REPRODUCTION INTERDITE

Nous sommes une
MAISON DE COUTURE
de RENOMMEE MONDIALE
Pour renforcer notre équipe de prêt-à-porter, nous recrutons :

responsable planning-ordonnancement-lancement

Cette fonction comporte également une mission de contrôle qualitatif de toute la production.

Ce poste sera réservé en priorité à une femme.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions à No 8259, CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

De l'entretien à la réhabilitation

Longue est notre expérience de l'entretien de bâtiments et d'espaces verts. Nous y sommes très performants. Mais nous avons décidé de nous diversifier en entrant sur le marché prometteur de la réhabilitation. Notre objectif à moyen terme : y faire jusqu'à 50% de notre chiffre d'affaires (CA 80 : 35 MF). Le lancement puis le développement de cette nouvelle activité nous conduisent à adapter notre organisation.

Le Directeur Technique que nous recherchons, ce sera vous peut-être. Votre qualification d'ingénieur, votre expérience de l'entreprise bâtiment – une dizaine d'années, pas moins mais pas beaucoup plus – vos connaissances TCE, votre pratique des contacts humains ont fait de vous un praticien chevronné de la profession. Apte, bien sûr, à diriger notre activité actuelle d'entretien. Mais apte aussi à étudier et suivre des opérations de réhabilitation parce que vous en avez déjà la pratique. Et apte, pourquoi pas, à introduire demain d'autres diversifications.

Un poste en création, dans la très proche banlieue Sud de Paris, en collaboration directe avec notre DG, qui doit être pour vous un challenge valable. Les consultants de Sirca étudieront sans tarder votre candidature. Ecrivez-leur sous réf. 812 605M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
— MEMBRE DE SYNTEC —

JOURNAL

Filiale TRACTION
d'un important Groupe
Biens d'équipement électriques
recherche

CHEF de CHANTIER
DE MISE EN SERVICE DES MATERIELS

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Electricien ayant, si possible, de bonnes connaissances en électronique de puissance et, obligatoirement, une bonne aptitude à l'organisation et au commandement des chantiers (ou une expérience équivalente en atelier).

Adresser C.V. détaillé, photo et prét. sous no 08439 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



THOMSON-CSF

Chef de projet

La division Radio/Télévision de la Société réalise d'importants chantiers à l'étranger. Son développement nécessite la recherche d'un nouveau Chef de Projet.
Sa mission : définir, à partir du cahier des charges, la configuration optimale en termes techniques et financiers (choix des équipements, options diverses, modes de paiement, etc...). Pour cela il anime et coordonne une équipe de spécialistes dans les disciplines concernées (électronique, énergie, Génie Civil, électricité, etc...). Il est en relation avec le commercial et les services techniques (émission, vidéo, transmission).
Ce poste important peut être confié à un Ingénieur ESE, INPG ou équivalent, joignant à une bonne expérience des études le sens du terrain. C'est un généraliste à dominante électronique ou électrotechnique. La pratique de l'anglais est nécessaire.
La rémunération prendra en compte les compétences acquises.
SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur dossier sous référence CP910M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
— MEMBRE DE SYNTEC —

SOURCES

NIXDORF COMPUTER
recrute
pour son département
LOGICIEL BANQUES

SPECIALISTE D'APPLICATION
(H. ou F.)

- Justifiant de quelques années d'expérience dans le domaine des guichets automatiques bancaires
- Déplacements de courte durée à prévoir sur l'ensemble du territoire national
- Un excellent contact clientèle est également demandé

adresser C.V. et prétentions à l'attention de la Direction du Personnel.

NIXDORF COMPUTER
7-13, bd de Courbevoie
92200 NEUILLY SUR SEINE

Dans le cadre de sa réorganisation, cet important groupe industriel (6.000 P., 8 usines) recherche un

spécialiste organisation administrative

Rattaché au Secrétariat général du siège, il sera chargé, à partir de son analyse critique rigoureuse des états, de proposer, rédiger et mettre en place de nouvelles procédures administratives propres à améliorer, tant quantitativement que qualitativement, la circulation des informations entre le siège, les usines et l'extérieur. Dans ce cadre, il devra gérer et superviser la réalisation des investissements administratifs envisagés (matériel de bureautique notamment). Le candidat retenu, 35 ans environ, sera avant tout un spécialiste opérationnel de l'organisation administrative, spécialité acquise si possible dans un contexte "d'entreprise". Une connaissance ou une expérience de l'informatique serait appréciée.

Poste basé à Paris puis à la Défense, dans un délai d'un an environ.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence 937 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

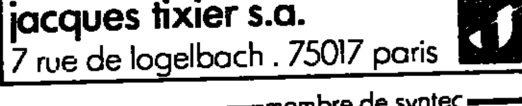
auditeur interne

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL CHERCHE, POUR SON SERVICE AUDIT à PARIS, un auditeur confirmé.
Il est responsable du contrôle des procédures et de la vérification des comptes de nombreuses sociétés, pour permettre à la direction générale de s'assurer du bon fonctionnement des systèmes de gestion.

Ce service dépend, bien entendu, de la direction générale du groupe qui lui donne, sans réserve, son appui.

Ce poste convient à un diplômé grande école HEC, ESSEC, ESC, ayant acquis au moins trois ans d'expérience, par exemple dans un cabinet d'audit anglo-saxon. C'est déjà un auditeur confirmé, désireux d'entreprendre une carrière en entreprise pour parvenir, dans quatre à cinq ans, à un poste de responsabilités dans la gestion. Il a une bonne connaissance de l'anglais. Il est disponible pour voyager environ 50% de son temps en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 230 LM.


jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris

— membre de syntec —

HAVAS CONTACT



Contrôle et Prévention
ORGANISME DE CONTROLE TECHNIQUE AGREE
50 implantations en France et à l'étranger
1500 personnes
recrute
pour son département sécurité à Paris

INGENIEUR GRANDE ECOLE

MISSION :
- représenter la société auprès des pouvoirs publics dans les instances nationales traitant de problèmes d'énergie (des économies en particulier), de fluides et de chaudronnerie
- rédiger tous documents techniques et technico-commerciaux à usage interne traitant des problèmes ci-dessus
- former ou recycler des techniciens vérificateurs dans ces mêmes domaines.

PROFIL SOUHAITE :
- expérience de plusieurs années acquise dans l'industrie ou le bâtiment pour tout ou partie des disciplines indiquées
- grande facilité dans l'expression écrite et la communication.

Adresser dossier de candidature à C.E.P. 34 rue Rennequin 75017 PARIS sous référence D.S.1.

ingénieur automaticien
(ESE, ENSIEG, ENSEEIHT...)

Notre service ELECTRICITE CONTROLE est l'un des plus importants de la société. Il intervient sur toutes les affaires que nous traitons. Souhaitant renforcer notre équipe de spécialistes et nous développer dans le domaine du contrôle de process et des automatismes en général nous recherchons un ingénieur.

Vous avez acquis une expérience d'au moins deux ans en automatismes et conduite de procédés, en entreprise de préférence.

Votre connaissance des équipements et des technologies nouvelles vous permettra d'intervenir comme spécialiste sur des affaires diversifiées (pétrochimie, offshore, énergie, bâtiment...) et comme responsable technique de la part automatismes de projets importants.

Nous vous demanderons une grande autonomie et une curiosité d'esprit permanente.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 567 à Joël OLLIEUZ, SERETE, 86 rue Régnault 75640 Paris cédex.

media system


serete ingénierie
Des équipes intégrées pour d'importants projets en France et à l'étranger

INFORMATICIENS EXPERIMENTES VENEZ ENCADRER NOS PROJETS

- Vous connaissez les matériels IBM ou CII HB 66 ou mini 6,
- Vous maîtrisez les systèmes transactionnels CICS, TDS ou vous avez une expérience d'un ou plusieurs systèmes de gestion de BASES de DONNEES (DL/I, DMIV, IDS...),
- Vous avez conduit avec succès une équipe de réalisation.

Participez à notre expansion (CA +40% par an) et venez encadrer les projets importants que nous avons à entreprendre dans des secteurs aussi variés que la Banque, l'Industrie, la Grande Distribution ou l'Administration.

Nous vous assurons un salaire motivant, une formation renouvelée et toutes les possibilités de développement qu'offre la fonction de conseil.

GIS GROUPE DATAID
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IEM, à GIS, 48 avenue Raymond Poincaré – 75116 Paris.

SOURCES

RESPONSABLE DE PROGRAMME

Une des plus importantes sociétés françaises de promotion et de construction de maisons individuelles en secteur groupé, recherche un RESPONSABLE DE PROGRAMME.

Il aura la responsabilité complète de la gestion financière, administrative et commerciale d'un, puis de plusieurs programmes, en Région Parisienne. Il bénéficiera de l'appui des services techniques de la société et disposera d'une large autonomie du fait de sa forte expérience de la maison individuelle, notamment en secteur aidé.
Le poste offre de larges perspectives d'évolution, une rémunération et des avantages intéressants. (Age minimum requis : 28 ans).

Les candidats intéressés adressent un dossier détaillé sous référence 5420 RP-CD à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

IMPORTANTE BANQUE
(Paris 2e)
recherche pour renforcer son activité dans les domaines de

l'Epargne et des Produits Financiers

Cadre

Il justifiera d'une expérience de 4 à 5 ans minimum dans ce domaine. Il se verra confier, en fonction de ses aptitudes, l'élaboration et le suivi de produits d'épargne, SICAV, fonds communs de placement, intéressement, immobilier... (réf. 946 A)

Jeune Diplômé

Il se montrera intéressé par les problèmes économiques, juridiques et fiscaux et possèdera le goût des responsabilités (réf. 946 B).

Pour ces deux postes, une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit) est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Chef du service comptable groupe

Très important groupe spécialisé dans le Transport Routier (CA : 1 Milliard de F - 2000 personnes - 1200 véhicules), notre expansion nous conduit à rechercher pour notre Direction Financière à Paris et sous son autorité directe, le : RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE GROUPE.
De formation supérieure (DECS minimum), possédant une solide expérience (7 à 10 ans) acquise en cabinet et/ou en entreprise, et celle, approfondie, de l'Informatique, le candidat, après la période nécessaire d'adaptation et de familiarisation au Groupe, aura pour mission :
- d'étudier, proposer et mettre en place les procédures, la coordination, l'organisation et les liaisons, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la comptabilité générale du groupe, en utilisant un outil Informatique décentralisé.
- de participer à l'élaboration et la mise en place d'une comptabilité analytique de gestion.
- d'assurer le suivi des relations administratives.
Compte tenu de l'importance de notre groupe et de son développement rapide, l'évolution de carrière du candidat dépendra de son potentiel. Poste basé à Paris, demandant quelques déplacements.
Adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence 2650 à

daphné samson
Conseil en Recrutement 32 rue de Sablonville 92200 NEUILLY SUR SEINE qui vous assure son absolue discrétion.

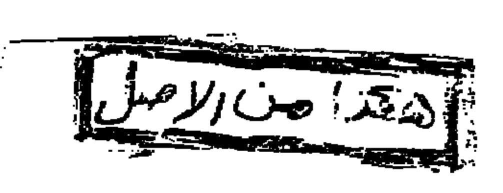
Ingénieurs débutants
X, Mines, Centrale...
Généralistes ou Génie Chimique

Nous représentons une très importante société d'ingénierie spécialisée dans la conception et la construction d'unités chimiques nucléaires de très grandes dimensions, et leader dans ce domaine.

Nous souhaitons étoffer notre Département Procédés en recrutant 5 jeunes ingénieurs que nous formerons tant à nos techniques qu'à nos méthodes de travail : élaboration des données de base du procédé, analyse des spécifications techniques, participation aux choix technologiques et aux études d'implantations.

Si vous souhaitez valoriser votre acquis technique, participer au développement des énergies de pointe, et progresser avec une équipe qui a fait ses preuves, envoyez sans tarder CV + photo et prétentions sous référence 122SM, à :

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)





REPRODUCTION INTERDITE

Un organisme financier parisien de premier plan, recherche son

Spécialiste Réglementation des Changes
en matière de valeurs mobilières

Il analyse les instructions des pouvoirs publics et de la Banque de France et les traduit à l'usage de ses correspondants internes. Il conseille ceux-ci et veille à prévenir toute opération non conforme à la réglementation. Il anime une petite équipe de collaborateurs et il est rattaché directement au niveau Direction. Le poste est permanent, stable et susceptible d'élargissement.

Le cadre supérieur que nous recherchons est de formation probablement juridique. Il a acquis son expérience de préférence dans une banque.

Il maîtrise la législation, la réglementation et la fiscalité des changes en matière de valeurs mobilières étrangères. Il est précis, méthodique, bon rédacteur. En outre, c'est un homme de contact qui aime persuader et conseiller. Anglais souhaité.

Téléphonez au 783.30.82 ou envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et salaire actuel) sous référence 954 LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA BA

---

ingénieur commercial
PARIS

Notre Société d'envergure internationale occupe dans le domaine de la transformation de l'aluminium une place de leader.

Elle lance sur le marché européen un nouveau département constitué d'une gamme de containers, pupitres, racks et de consoles aluminium 19" destinés à l'industrie électronique.

Votre rôle au sein de notre filiale française et à partir de Paris, consistera à lancer ces produits sur le marché français par une action de terrain efficace.

Bénéficiant d'une large autonomie, vous participerez activement au développement de cette activité.

Pour ce faire, vous êtes Ingénieur en Electronique ou équivalent, possédez une expérience de 5 ans environ soit dans une fonction de B.E. soit dans un poste similaire.

Vous avez la trentaine et parlez l'allemand ou à défaut l'anglais.

Votre formation à ces produits sera assurée par la Société.

Veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 81.20- M à Monique GARNIER, M.G.P., 65, avenue des Vosges - 67000 Strasbourg qui assurera les premiers contacts en toute discrétion.

MGP Management Gestion Personnel

DANS LE CADRE D'UN DÉVELOPPEMENT RAPIDE ET D'UNE ÉVOLUTION DE SON MARCHÉ

UN GROUPEMENT DE DISTRIBUTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT

C.A. - H.T. 2 milliards de F.

recherche
au niveau du Groupe à PARIS

SON FUTUR SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Réf. 104

Cadre diplômé d'une Grande Ecole ayant plusieurs années d'expérience

Son rôle :

auprès du Directeur Général, sera évolutif. Il englobera, à terme, la gestion financière et comptable, le contrôle de gestion, la gestion du risque, les aspects juridiques et sociaux, l'organisation administrative, la conduite du projet informatique.

UN CHARGÉ D'ÉTUDES LOGISTIQUE
Réf. 105

Diplômé de l'enseignement supérieur
Grandes Ecoles Commerciales ou Ingénieurs

Auprès du Directeur du Développement, il assurera l'étude et la mise en place de la gestion physique des stocks (appro, stockage, manutention, livraisons, etc.). L'aspect conceptuel du poste ne doit pas faire perdre de vue l'aspect relationnel avec les utilisateurs.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder 75009 PARIS, qui transmettra.

Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de démarrages informatiques en clientèle, recherche des

INGENIEURS D'APPLICATION
DEBUTANTS OU CONFIRMES

De formation Grandes Ecoles (option informatique) ou Universitaire, ils seront capables de prendre la responsabilité de projets. Postes à pourvoir à Paris

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 236 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

SOCIETE D'ELECTRICITE BAGNOLET
recherche

CHEF DE LABORATOIRE ELECTRONIQUE

INGENIEUR, 30 ans minimum, E.S.E. ou similaire.
Expérience de 5 ans minimum en microprocesseurs avec applications dans petits automatismes.
Le poste proposé demande de réelles connaissances théoriques ainsi que des qualités de réalisateur et d'encadrement qui doivent conduire à de plus larges responsabilités au sein d'une division en expansion.

Env. C.V., prétent. et photo à A.M.P. sous réf. 3354/S - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

BANQUE PRIVEE 8ème Arrdt
recherche

GRADE DE CAISSE
Classe III ou IV

- *Fonctions : adjoint chef section des opérations de caisse.*
- *Expérience : plusieurs années dans poste similaire.*

GRADE DE BANQUE
Classe III ou IV

- *Chargé de seconder chef secrétariat bancaire (suivi dossiers bancaires, garanties, actes juridiques ...)*
- *Formation juridique (niveau licence ou capacité en droit), et expérience bancaire dans un premier poste.*

GUICHETIER CONFIRME

- *Titulaire C.A.P. de BANQUE au minimum.*

GARCON DE RECETTES

- *Expérience nécessaire.*

Adresser CV. photo et prétentions à No 17814 - COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

Experts en Logiciel

notamment, en conception de systèmes, software de base, langages évolués, génie logiciel, ayant plusieurs années d'expérience professionnelles acquises, de préférence, soit chez un **CONSTRUCTEUR**, soit dans une **SOCIETE DE SERVICE**.

Poursuivez votre carrière en devenant **CONSULTANTS**, au sein d'une,
SOCIETE DE CONSEIL A VOCATION INTERNATIONALE

Vous y trouverez :

- *Le cadre d'une société à l'échelle humaine (50 consultants) avec la sécurité que lui confère son affiliation à un des premiers groupes industriels français.*
- Un environnement composé d'EXPERTS internationaux en architecture de système.
- Des responsabilités de projets ou d'intervention de haute technicité,
- *Un développement personnel et professionnel propre au métier de consultant.*
- Une rémunération attractive.

Les personnes recherchées ont une formation d'ingénieurs complétée, éventuellement, par un diplôme acquis aux U.S.A.

Elles sont invitées à nous téléphoner au 742.21.11 ou à nous écrire sous la référence AT 19 M à :

CARRIERES SERVICES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS
Groupe EGS
Conseils en recrutement

FILIALE FRANCAISE GROUPE EUROPEEN
recherche

INGENIEUR DIPLOME
(NIVEAU A.M. ou EQUIVALENT)

Expérience 5 ans minimum souhaitée dans applications mécanique, hydraulique et si possible électrique.

Homme de contacts, niveau administrations, constructeurs et utilisateurs. Responsable du développement d'un marché (turbo-transmissions, groupes refroidissement rail, engrenages haut de gamme, ...).

La pratique de l'allemand parlé est indispensable (notions d'anglais souhaitées).
Fréquents déplacements.

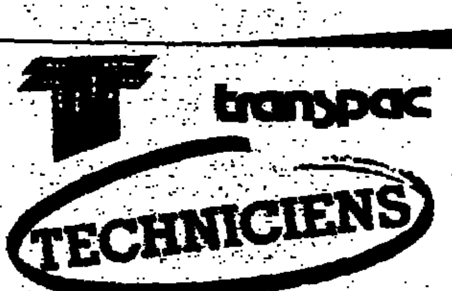
Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions à
VOITH FRANCE - Monsieur FAGUER
BP 19 - 93161 NOISY LE GRAND

SOCIETE
D'INGENIERIE OFFSHORE
recherche

marine superintendant

pour préparation, organisation et conduite d'opérations d'installation et de travaux offshore.
Anglais parlé et écrit indispensable. Références exigées.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions
sous réf. 32620 à *projets publicité*
12 rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra.



TECHNICIENS

La Direction de l'Exploitation de TRANSPAC recrute pour ses centres d'Exploitation de PARIS et de PROVINCE des :

- **TECHNICIENS DE RACCORDEMENT (Paris)** chargés d'assurer le raccordement des abonnés du Centre.
Les candidats devront être titulaires d'un BAC F2/F3 ou équivalent (AFPA 1er degré par exemple). Débutants acceptés.
(réf. 101)

- **TECHNICIENS D'EXPLOITATION (CENTRES DE DIJON, LILLE, NANCY, ORLEANS, ROUEN)** *chargés de la construction et de la maintenance du réseau d'abonnés.*
Les candidats devront être du niveau B.T.S. Electronique ou équivalent (AFPA 2ème degré par exemple). Débutants acceptés.
(réf. 102)

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions (en précisant la référence du poste et la (ou les) ville(s) souhaitée(s) à l'attention de M. TRONCHE

transpac Réseau National de transmission de données par paquets
33, avenue du Maine B.P. 145
75755 PARIS CEDEX 15

Contrôle et Prévention

ORGANISME DE CONTROLE TECHNIQUE AGREE

50 implantations en France et à l'étranger
1 500 personnes, recrute dans le cadre de son développement

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Ayant expérience (2 à 5 ans) informatique de gestion, pour prendre en charge l'informatisation de la société, sous la responsabilité de la direction générale.

Adresser dossier de candidature à
CEP - 34, rue Rennequin
75017 PARIS
Sous référence SG 1.



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES

Débutants ou avec une première expérience
Ils seront intégrés à des équipes en expansion pour y mener des études sur des secteurs de pointe en

TÉLÉCOMMUNICATIONS

- LIAISONS EN VUE DIRECTE.
- LIAISONS TROPOSPHÉRIQUES.
- LIAISONS SPATIALES.

Anglais nécessaire en raison des relations techniques internationales à développer.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions à :
THOMSON C.S.F., Division Faisceaux Hertziens
Liaisons Spatiales, Service Recrutement,
53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

ORGANISME
Quartier OPÉRA, recherche pour service

CONTENTIEUX

Homme 40 ans minimum.
Connaissances droit et expérience procédures exigées.
Salaire × 13 mois 1/2 - Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 7.336 (à préciser sur l'enveloppe) à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.



recrute pour le lancement des
COPIEURS-DUPLICATEURS EKTAPRINT en FRANCE

1 CHEF DE RÉGION VENTE PARIS

diplômé HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO.

pour encadrer une équipe de Représentants et Délégués Service Clients.
Une expérience de 2 ans dans un poste similaire serait appréciée.
Anglais indispensable.
Poste évolutif.

1 CHEF DE RÉGION APRÈS-VENTE PARIS

30 ans minimum, pour encadrer une équipe de Techniciens et pour contrôler la qualité du service après-vente offert à notre clientèle.
Une expérience de 3 ans d'encadrement des hommes est nécessaire.
Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V. et photo (retournée) sous référence 12 à :
KODAK-PATHÉ
Direction Gestion des Cadres
8/26, rue Villiot - 75594 Paris Cedex 12

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société leader dans sa branche
recherche

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

- analyse des dossiers de recouvrement ;
- proposition de solutions amiables ou judiciaires ;
- suivi comptable et juridique.

Niveau bac avec de bonnes connaissances en droit commercial.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous nº 8.022, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

INGENIEUR DIPLOME
SERVICE ETUDES-TUYAUTERIE

recherché par Importante Société Française d'Ingénierie travaillant dans le monde entier.

Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience pour études et calculs de structures et réseaux complexes de tuyauterie ; évolution de carrière vers études et conception d'installations, gestion de contrats secteurs pétrole et chimie.

Cet ingénieur sera chargé de définir, spécifier et commander les équipements correspondants et d'en assurer le suivi d'études et de réalisation.
Basé à Paris, il devra prévoir quelques déplacements à l'étranger.
L'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 7981 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour renforcer son équipe
d'AUDITEURS INTERNES INTERNATIONAUX

DIPLOMÉS (ÉES)

d'H.E.C., de l'E.S.S.E.C. ou de SUP. de CO PARIS

Spécialité Finances-Comptabilité.
Bilingues anglais + par ordre de préférence : espagnol - portugais - allemand.

Deux niveaux d'intégration :

1) DÉBUTANTS (ES)
avec D.E.C.S.

2) CERTIFICATS SUPÉRIEURS COMPTABLES OU MÉMORIALISTES EXPERTS-COMPTABLES

EXPÉRIENCE INFORMATIQUE SOUHAITÉE.

Pour mission d'encadrement après temps d'intégration.
30 ans environ.

Fonction :

Mission de contrôle et éventuellement d'assistance pour s'assurer du fonctionnement convenable et efficace des systèmes de gestion, y compris systèmes comptables des sociétés du groupe.
Bonne préparation pour prendre ensuite responsabilités opérationnelles au sein du groupe.

Salaire selon expérience.
Postes basés à Paris.
Déplacements fréquents en France et dans le monde.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous nº 8.412, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

Jeune cadre commercial

100.000 F

La filiale d'un important groupe industriel français spécialisé dans la fabrication d'emballages carton et plastique recherche un Jeune Cadre Commercial pour son unité de vente parisienne. *Diplômé d'une école supérieure de commerce*, ayant acquis une première expérience de la vente, il sera chargé de créer, sur la Région Parisienne, une clientèle nouvelle dans des secteurs industriels de grande consommation et *d'acquérir une excellente connaissance du marché*. Ce poste peut être envisagé comme la première étape d'une évolution de carrière au sein de la filiale ou du groupe. Il exige de bonnes aptitudes au contact humain à tous les niveaux *et à la négociation commerciale*, le goût d'une vente à caractère technique nécessitant une démarche analytique et rigoureuse et un bon potentiel d'évolution. La rémunération proposée, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de *100.000 francs. Une voiture est fournie. Ecrire à* C. ROUSSEL - PS CONSEIL - 8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Réf. A/246M

PS Conseil

IBM 43.41

Importante société industrielle (1 600 personnes, CA 1 milliard) met en place un IBM 43.41 (base de données, temps réel, 100 terminaux) et recherche un

Chef de projet compta-finance

Rattaché au Directeur Informatique, il aura dans la conception, la mise en place et le développement du nouveau système, à utiliser pleinement sa formation supérieure, ses très bonnes connaissances en comptabilité et son expérience (environ 5 ans, si possible en milieu industriel). Poste sur 78 – MANTES.

Merci d'écrire (ou téléphoner le jeudi 17.09 au 770.59.09) aux consultants de CINOREN chargés de cette recherche.

cinoren *104 rue Lafayette 75010 Paris*

ORGANISME PROFESSIONNEL
Service affaires internationales
recherche
pour assistance aux entreprises et contacts avec Administrations et organismes Professionnels

COLLABORATEUR

- Formation commerciale et fiscale.
- Bonne connaissance des questions financières.

Anglais courant

- Plusieurs années d'expérience dans service contrat exportation d'entreprise bâtiment TP ou dans cabinet d'ingénierie.

Envoyer lettre avec C.V., photo et prétentions sous référence 23591 M à : BLEU Publicité - 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

un Auditeur Interne

Formation *supérieure* (comptable, économique ou bancaire).
Expérience 3 ans de *l'audit indispensable.*
Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence 6282 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

Etablissement Financier de 1er plan
recherche pour un poste d'encadrement

un Spécialiste du Montage et de la Gestion des Crédits à l'Exportation à Moyen Terme

Une expérience dans un poste similaire ainsi que des notions d'informatique et de comptabilité sont exigées.

Adress. CV, phot., sal. et prét. s/réf 6296 à L.T.P.
31 Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02

GROUPE INTERNATIONALE
recherche
pour PARIS

INGENIEUR CIVIL

pour assister le P.D.G. avec perspective d'assumer à court terme importantes responsabilités.

Nos critères de sélection

- Diplôme Grande Ecole
- Expérience 5 ans constructions industrielles (Centrales thermo-électriques - Chimie - Pétrochimie - Sidérurgie - Verrerie - etc ...)
- Bonne connaissance anglais
- Disponibilité pour voyages France et Etranger.

Situation très intéressante pour candidat capable et efficace.

La Société peut prendre en charge l'appartement parisien.

Adresser CV détaillé, prétentions et photo sous référence 028 à
S.F.F.E.C.
B.P. 351-08 - 75365 PARIS CEDEX 08
qui transmettra

réviseur consultant

Coopératives agricoles

Organisme de conseil et d'études dans la branche des coopératives agricoles, nous souhaitons renforcer notre équipe de 10 consultants.
Vous avez une première expérience professionnelle de gestion en entreprise ou dans un cabinet conseil (audit financier, contrôle de gestion, restructuration d'entreprise...).
Vous êtes de formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, Agro, DECS :
- *vous êtes motivé pour travailler dans le secteur* agricole et agro-alimentaire,
- *vous possédez une forte capacité de travail.*
- vous pouvez vous déplacer très fréquemment en province.
- nous vous donnerons la formation complémentaire nécessaire.

Vous serez intégré à une équipe expérimentée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (réf. M 9812, lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à

Département Recrutement
23 rue Cadet
75009 Paris



synercau

Jeune inspecteur contentieux

Paris

Un important établissement financier, disposant d'une implantation nationale, recherche un jeune Inspecteur Contentieux. Rattaché au Directeur du Contentieux, il aura pour mission d'assurer, au cours de visites, les relations avec les correspondants répartis sur toute la France. Ce poste conviendrait à un jeune licencié en Droit, disposant déjà d'une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans, mais pas obligatoirement dans le contentieux. Un très bon contact et une grande *disponibilité pour les déplacements* sont nécessaires. La rémunération sera essentiellement liée à l'expérience. *Une voiture de* fonction est fournie. Envoyer C.V. complet en *précisant* salaire actuel à J.A. DENNINGER - PS CONSEIL - 8 rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - *Réf. A/252M*

PS Conseil

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour la Division
« Crédits Documentaires » de sa Direction
des Affaires Internationales

des Agents Qualifiés

(employés(ées), gradés(ées) ou cadres)
Un minimum de 2 années d'expérience de crédits documentaires est exigé.

Adresser CV, phot., sal. et prét. sous réf. 8297 à CNCA Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune

CONSTRUCTEUR MATERIEL AERAULIQUE
recherche urgent

ingénieur

CENTRALE A. & M., ou équivalent
30 ans minimum
Connaissance de langues étrangères (dont anglais) obligatoire.
Déplacements de courte durée France et Etranger.
pour SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL
(études et ventes sur devis de matériel *thermique*)
pour SERVICE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
(expérience matières plastiques)

technicien supérieur

pour SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL
(vente de matériel thermique standard)

Adresser C.V. et prétentions sous référence 3660, à :
PIERRE MULOT PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE ELECTRO-MECANIQUE
proche banlieue Ouest
travaillant dans secteur militaire
recherche

CHEF DE PROJETS

ingénieur E.S.E. et A.M. ou *équivalent ayant* expérience micro-informatique, automatisme pour poste de responsabilité comportant :
- études d'appareils nouveaux,
- coordination labo études, *bureau de dessin,* atelier prototypes,
- expérimentation,
- définition en vue fabrication de série.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à
N. 1306 PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE
DU PÉTROLE ET DES MOTEURS
recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE + E.N.S.P.M. SI POSSIBLE

pour participer aux actions de formation (enseignement et organisation des séminaires) dans domaine process-production champ.
Bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à :
I.F.P. DIRECTION du PERSONNEL, 1 et 4 avenue de Bois-Préau. 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

Technicien Gérant de Parc

700 Véhicules = engins de manutention + PL et VL

Vous êtes ingénieur, technicien supérieur, ou équivalent par votre connaissance de la gestion des équipements comportant de nombreux véhicules.

Vous aspirez à prendre rapidement des responsabilités d'organisation et d'achat d'un très important parc de matériel servant les 20 usines de la Société et les 10 entrepôts régionaux.

CAPFOR se porte garant de l'exceptionnel intérêt de ce poste basé à Paris Sud Est pour un homme ambitieux, rigoureux, et connaissant la technique PL.

Discrétion absolue et rapidité en écrivant, sous réf. 226, à : CAPFOR - 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE - BREST

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
Siège Social PARIS, recherche

INGENIEUR CIAL

dynamique, âge minimum 32 ans, ayant expérience des ventes par téléphone, pour former et animer représentants et vendeurs.

Fréquents déplacements en France exclusivement.

Ecrire avec C.V. et prétentions à N. 1320
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui trans.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche

CHEF DE PRODUIT SENIOR

La société distribue en France par un réseau très dense de *canaux directs* et *indirects* de vente au détail des produits électro-ménagers.
Elle souhaite diversifier et augmenter la gamme de produits offerts.
Le candidat (te) recherché (ée) est diplômé (ée) d'une grande Ecole Commerciale, a 6 ou 7 ans d'expérience professionnelle au sein d'entreprises réputées pour leurs formations et leurs méthodes modernes de gestion de produits.
Lieu de travail : PARIS. Rémunération à débattre.

Envoyer C.V., photo et références *s/n° T 029.036 M* à RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Jeunes analystes-programmeurs

Paris nord

Un important établissement financier, dispo*sant d'une large implantation nationale* et mettant en œuvre de puissants moyens informatiques (IBM 3031 + IBM 4341 *à venir* - 90 *terminaux*) souhaite renforcer son équipe *d'analystes-programmeurs.* Sous l'autorité d'un Chef de projets, ils participeront au développe*ment* et à la *mise* en place d'applications relatives aux domaines financiers, comptables et administratifs. Ces postes *conviendraient* à des jeunes (débutants ou disposant d'une première expérience) diplômés d'études supérieures (DUT informatique, MIAGE, ESC option informatique...) et possédant de sérieuses aptitudes pour les activités d'organisation. Connaissances en DL1, CMS, CICS appréciées. La *rémunération* annuelle, motivante, sera essentiellement fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à J. HAXAIRE - PS CONSEIL - 8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Réf. A/242M

PS Conseil

Le Syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de CERGY-PONTOISE (Val-d'Oise) recrute :

– 1 ATTACHÉ COMMUNAL

pour son service *foncier*

– 1 ATTACHÉ COMMUNAL

pour son service juridique (contrôle des marchés et rédactions des conventions et textes juridiques).

– 1 RÉDACTEUR

pour seconder l'attaché communal chargé des affaires culturelles.

– 1 ARCHIVISTE de 2e CATÉGORIE

Salaires bruts mensuels de début :

- *Attaché : 5.600 F*
- *Rédacteur : 4.250 F*
- *Archiviste : 5.070 F*

Conditions de recrutement : les candidats aux emplois d'ATTACHÉ et de RÉDACTEUR devront être inscrits sur la liste d'aptitude établie par le C.F.P.C.

Les candidats à l'emploi d'archiviste devront posséder un des diplômes énumérés par l'arrêté ministériel du 22 mai 1969.

Candidatures et C.V. à adresser avant le 30-09-1981 à *M. le Président du S.C.A. - Secrétariat général*
B.P. 309 - 95027 CERGY

Importante Société de Construction de gros matériels thermique et nucléaire située à VÉLIZY (78) *recherche*

UN COMPTABLE NIVEAU B.T.S.

chargé de la gestion comptable et financière de contrats EXPORT.

Connaissances appréciées en :

- Export.
- Crédits documentaires.
- Comptabilité générale et analytique.

Anglais indispensable
Expérience de quelques années souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 2838M, à
SWEERTS - B.P. 269 - 75424 PARIS CEDEX 09

INGÉNIEURS - CADRES

Hommes - Femmes

Rechercher un emploi : c'est déjà un métier.

Réduisez votre temps de recherche et augmentez votre efficacité.
Tél. : 296-64-76 (8 h. à 20 h.)

ÉDITION PARIS

PUBLIANT :
Guides, beaux livres, collection histoire, Atlas, *livres pratiques.*
TOUCHANT :
un marché français et francophone (AFRIQUE et MOYEN-ORIENT)
recherche

son Directeur Commercial adjoint

- Grande expérience des problèmes commerciaux, de la promotion, de l'animation des ventes dans tous les canaux de distribution ou de ventes.
- Responsable, capable de définir une stratégie commerciale, de l'appliquer, de participer à la politique d'édition.

Ecrire avec C.V. *détaillé*, photo, lettre manuscrite et prétentions sous n° 104.365, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Directeur de programme d'innovation

Cette offre s'adresse à un
INGÉNIEUR DE GRANDE ÉCOLE
Ayant obtenu des succès importants sur le plan financier et humain dans des actions de changement.
Le poste requiert l'aptitude à établir, animer, diriger des programmes d'innovation, de développement technique des produits et de développement administratif des organisations.

Base PARIS ou LYON

Adresser *lettre manuscrite*, C.V., *photo et références* à AXIAL Publicité (réf. 8.008), 27, r. Taitbout 75009 Paris, *qui transmettra.*

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE D'INGENIERIE
travaillant dans le monde entier, recherche pour son département Contrôle des Projets

2 jeunes ingénieurs

débutants ou avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des
PROJETS INDUSTRIELS
comme Ingénieur de Projet ou comme Ingénieur de Planning et de Contrôle des Coûts.

Les postes proposés impliquent :
- *formation* : École d'Ingénieurs ou I.U.T.
- une bonne connaissance de l'anglais,
- la mobilité et notamment, l'acceptation de missions de longue durée à l'étranger,
- le goût du travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Ils offrent de sérieuses perspectives d'avenir à des candidats dynamiques et motivés.

Postes basés à Paris.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo, et *prétentions sous réf.* 7992 à *AXIAL Publicité*, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

L'I.D. VENTE-FORMATION S.A.R.L.

pour Paris et la région parisienne

PROPOSE

1°) *UN POSTE D' « ATTACHÉ (E) de DIRECTION COMMERCIALE »*
afin de promouvoir sa méthode de gestion d'entreprise auprès des P.M.E.-P.M.I.
2°) *Un salaire motivant qui devra atteindre très rapidement* (fixe + commission) 8.000 à 12.000 F par mois.
3°) *Une évolution de poste vers des fonctions de « chef de ventes » d'ici 1 à 3 ans.*

DEMANDE

1°) Des qualités incontestables de vendeur (âge indifférent).
2°) Une connaissance initiale et un goût pour la gestion (formation continue par l'entreprise).
3°) Un moyen de locomotion (voiture, moto, etc.).

VENDEZ-VOUS à

L'I.D. VENTE-FORMATION,
23, rue des Clos-Moreaux, 92190 MEUDON.
Il sera répondu à tous ceux qui auront bien voulu nous écrire.

BANQUE D'AFFAIRES

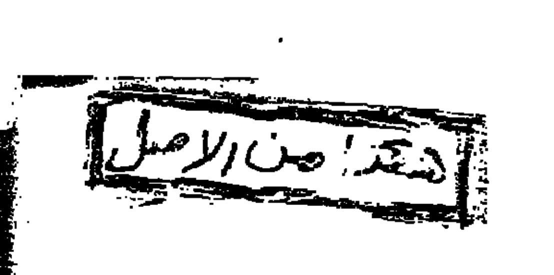
QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES
recherche
pour son agence du 16e arrondissement un

EXPLOITANT CONFIRMÉ

pour gérer et développer une clientèle de particuliers capitalistes, de commerçants et de P.M.I.

Le candidat devra avoir au moins 5 ans d'expérience bancaire et, s'il n'a pas de formation supérieure, un diplôme bancaire de niveau I.T.B.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 7331 à *PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder,* 75009 PARIS, qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE
recherche
UN INGÉNIEUR
CONFIRMÉ
- Formation grandes écoles (X, Centrale, Mines...)
- *Formation ou expérience complémentaire de 5 à 10 ans en* économie dans industrie pétrolière ou secteur énergie pour effectuer études économiques au sein de son département économie.

Envoyer C.V. et prétentions à I.F.P.
DIRECTION DU PERSONNEL, 1 et 4, avenue de Bois-Préau,
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

CABINETS DE BREVETS
PARIS (8e) recherche
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
débutants et confirmés.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous nº 028.871 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANT CABINET FRANÇAIS d'audit et d'expertise comptable
recherche
pour seconder le responsable du bureau de DÜSSELDORF
UN COLLABORATEUR
jeune et dynamique
parlant couramment allemand et possédant une expérience en cabinet d'au moins 4 à 5 ans.
Le candidat retenu effectuera un stage préalable de 3 mois au bureau de Paris.
Envoyer C.V. et prétentions à G.D.V. et Cie, 114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY.

JANUS INFORMATIQUE
recherche
INGÉNIEURS
TR, Réseaux logiciel de base.
D.E.C., MINI 6, D.P.S., SOLAR, micros.
Envoyer C.V., 36, rue de Constantinople, 75008 PARIS.

T. R. T. Développant ses activités à l'Exportation
recherche
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
I – **COORDINATEURS** pour la réalisation d'importants contrats à l'exportation, ils assureront, de Paris, la liaison avec les chefs de projets basés à l'étranger.
Postes proposés à de jeunes ingénieurs ayant acquis une première expérience en télécommunications.

II – **SUPPORTS TECHNICO-COMMERCIAUX** ils seront chargés d'assurer l'interface entre le service commercial d'une part, les départements techniques et clients d'autre part.
Postes proposés à des ingénieurs ayant acquis une expérience en transmissions numériques réseaux de commutation de paquets.

Adresser curriculum vitae à T.R.T., 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

AGENCE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT
recherche pour PARIS
CHEF de PUBLICITÉ
- Avide de responsabilités, capable d'assurer le traitement de budgets, services et industrie de haut niveau (réflexion, conception, recommandation) ;
- Formation souhaitée :
  - Ecole supérieure de commerce (H.E.C., ESSEC...) ;
  - Expérience agence grand public indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº T 028.743 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

URGENT
INGÉNIEUR
Institut de Formation, Normandie, Mairie ALENÇON
recherche
INGÉNIEUR
Diplômé 2 à 5 ans d'expérience pour diriger département formation technique (électronique, informatique, pneumatique), 105.000 à 130.000 F annuel.
Adresser curriculum vitae à M. DOUCET, C.F.C.I.C. *Centre 348, 94586 RUNGIS CEDEX.*

INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE
recherche
UN INGÉNIEUR
FORMATION ARTS et MÉTIERS ou ÉQUIVALENT (MÉCANIQUE - HYDRAULIQUE)
ayant acquis une expérience dans le domaine forage complétion pour études de conception, réalisations et essais sur chantiers équipements nouveaux.
Envoyer C.V. et prétentions à :
I.F.P., DIRECTION du PERSONNEL, 1 et 4 avenue de Bois-Préau, 92506 RUEIL-MALMAISON - Cedex.

GROUPE DE PRESSE
recherche pour compléter son équipe de contrôle de gestion
CONTROLEUR BUDGÉTAIRE
- débutant ou 2 ans d'expérience ;
- diplômé Ecole de Commerce, option finances comptabilité.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :
Mlle VELAY, 67, av. de Wagram, 75017 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE EUROPÉEN
cherche
SCÉNARISTE
confirmé pour créations comiques pouvant donner lieu à une exploitation en bandes dessinées.
Envoyer C.V. s/nº T 104.389 M à RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
recherche
pour sa filiale chargée des instruments de paiements
Ingénieurs Analystes réf. SB/C1
Ils participeront aux études et à la réalisation de *nouveaux projets* dans le domaine des instruments de paiements *nationaux* et internationaux.
Ecoles d'Ingénieurs ou MIAGE et quelques années d'expérience.
Adr. CV, phot., sal. et prét. en précis. la réf. à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

---

BANQUE INTERNATIONALE PARIS-8e
recherche
CADRE COMPTABLE BANQUE
Minimum 5 ans d'expérience.
Parfaite connaissance comptabilité bancaire et situation de la C.C.B.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/nº T 029.101 M à : RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche
SPECIALISTE DES RISQUES
Pour instruire et prendre des garanties. Formation supérieure, expérience pratique du crédit aux entreprises demandée.
Envoyer CV, photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 8293 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

---

Importante Société Transit proche banlieue Nord recherche
CADRE COMMERCIAL
de haut niveau pour recherche clientèle et animation d'un groupe transit.
Ecrire avec C.V., prétentions nº 3.628 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02.

Importante société recherche
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
quelques années d'expérience calculs résistance des matériaux en charpente métallique et grosse chaudronnerie.
Connaissances et pratique de la programmation appréciées (FORTRAN et BASIC) pour études charpente métallique navires.
Anglais courant exigé.
Adresser C.V. sous réf. nº 47 à BUREAU VERITAS
Services Maritimes,
Division Constructions Neuves (C.N.I.), 31, rue Henri-Rochefort, 75017 Paris.

HAMEG
OSCILLOSCOPES
recherche
INGÉNIEURS LABORATOIRE
Etude et Développement oscillo*scopes et autres appareils* mesures électroniques.
Anglais technique indispensable.
Allemand apprécié.
Adresser C.V. et prétentions à : *HAMEG S.A.R.L.*
5-9, avenue de la République, 94800 VILLEJUIF.

Rech. traducteur technique. Anglais, expér. + Dactylo à domicile, av. mach. à *boules.* Ecr. nº T028895 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous sommes
UN GRAND DE L'ÉDITION
Venez vivre et travailler avec nous
4 heures PAR JOUR
Nous vous proposons :
- Un produit de prestige, ouvrages encyclopédiques ;
- *Un outil de vente : le téléphone ;*
- Une rémunération basée sur *fixe* + commission + primes ;
- Un recrutement immédiat ;
- Un cadre agréable : proximité place Clichy.

N'hésitez pas : contactez-nous
au 281-39-66

Ville de 93-Saint-Denis recrute une DIRECTRICE de C.M.S. titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice
Adresser candidature et C.V. à la mairie de Saint-Denis.

INSTITUT TECHNIQUE COMMERCE et DISTRIBUTION
recrute
PROFESSEURS VACATAIRES
en action commerciale, marketing pour B.T.S. action commerciale.
Ecrire (C.V. + photo)
11, rue Viete, 75017 PARIS.

THÉATRE BANLIEUE OUEST cherche GRAPHISTE à mi-temps. Tél. : 914-33-51.

Centre de pré-formation recherche
FORMATEUR (TRICE)
B.T.S. économie familiale et sociale. *Maîtrisant des techniques* manuelles. Expérience professionnelle nécessaire. Envoyer C.V. + lettre + photo à ACEFOP, 54, avenue Jean-Jaurès, 93500 PANTIN.

Nous sommes une P.M.E. leader *du marché de construction et* d'installation de systèmes électroniques de régulation du trafic.
Nous recherchons pour poste évolutif
UN INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE
(120.000 F +)
Ayant de très bonnes connaissances en informatique afin de développer l'utilisation de microprocesseurs.
Le candidat devra :
- avoir 3 à 4 ans d'expérience professionnelle et la parfaite maîtrise des techniques électro ;
- des qualités de « manager » ;
- être jeune, dynamique et très « adaptable » pour étude régulation de système de trafic, la mise en place de microprocesseurs, le conseil auprès de nos clients.

Adresser C.V. + lettre manuscrite et photo récente à
OGIVES CONSEIL
12, r. de Chazelles, 75017 Paris. Tél. : 766-19-20.

Société proche banlieue Ouest recherche *pour son laboratoire d'études* électroniques secteur militaire
INGÉNIEURS
Ayant quelques années d'expér. en circuits vidéo.
Not. micro-informatique appréc.
Envoyer C.V. manuscrit et prét. à nº 1.307 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

ORGAN. DE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL
offre situation stable à
RESPONSABLE DE FORMATION
Ce poste conviendrait de préférence à diplômé d'enseignement supérieur (économique ou juridique), 30 ans minimum, possédant plusieurs années d'expérience dans poste similaire.
Le candidat aura la responsabilité de concevoir, d'organiser *et d'animer les divers stages* proposés par cet organisme.
Il devra également participer au sein du service étude à l'élaboration de dossiers.
Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée c.v. détaillé indiquant derniers émoluments perçus. Adr. sa réf. 8022 à
B.E.O. *3, rue de Téhéran,* 75008 PARIS.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE fabriquant des composants d'automatismes, recherche
CADRE TECHNICO-CIAL
ayant une formation technique *supérieure et un tempérament* commercial jeune pour développer en région parisienne ses ventes *auprès des constructeurs* de biens d'équipement.
Au sein d'une équipe légère et efficace, il aura l'initiative et la responsab. de ces activités.
Envoyer candidature à IVO COMPTEURS, siège Z.I. sud, 67400 Illkirch ou à son agence, 30, rue des Marguerites 94400 Vitry.

P.M.E.
PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE OUATES DE GARNISSAGE ET DE NON TISSÉS rech. pour son siège à Persan (95)
CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
En collaboration avec le chef des ventes :
- Il assurera le développement et le suivi d'une clientèle industrielle très diversifiée.
- Il étudiera toute possibilité de produits nouveaux.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat possédant :
- Niveau Bac technique minimum.
- Expérience *2 à 5 années d'une* fonction similaire.
- Aptitude à la négociation technique à tous niveaux.
- Dynamisme, imagination et esprit d'équipe.

Dép. fréque. en prov. et en rég. paris.
Adr. let. de cand., C.V. et prét. à : S.A. Tinon, B.P. 11, 95340 Persan.

Entreprise travaux publics à vocation internationale rech. pour bureau d'études
INGÉNIEURS
Grande école
Ayant quelques années de pratique.
Connaissance mécanique des sols appréciée.
Anglais et/ou Espagnol souhaité.
Adrss. lettre manuscrite à : E.M.C.C., BP. 501, 94152 RUNGIS PRINCIPAL.

ECOLE LANGUES PARIS, ch.
PROFESSEURS
ANGL., ALLEM., ALGÉRIEN pr enseigner langues maternelles pr l'algérien. Tél. 506-06-50. pr angl. + allemand C.V. + prét. s/nº 8.314 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Cabinet d'avocat, Paris-5e, cherche étudiant (e) pour répondre au téléphone et petits travaux dactylo tous les jours. 17 h 30-19 h 30, 633-43-22.

URGENT
recherche pour l'Yonne
TECHNICIEN (NE)
Chauffage plomberie VMC, *niveau* BAC F6.
Tél. : (86) 40-75-72.

Société de composants et systèmes électroniques recherche *pour son siège à VANVES 92* UN JEUNE
INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONICIEN
pour études et développement. Quelques années d'expérience *analogique, logique et/ou micro-* processeurs souhaitées.
Disponible de suite ou très rapidement.
Envoyer C.V., lettre man., photo. à nº T 28.948 M, Régie-Presse, 85 *bis*, r. *Réaumur*, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ A PARIS, recherche
JURISTE
Même débutante avec Maîtrise de Droit pour service actes et formalités.
Envoyer C.V. + photo à Mme LOCHIN, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

CABINET COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche
COLLABORATEURS
ayant minimum D.E.C.S. et bonne *expérience révision.*
Adresser C.V. et prétentions à nº T 28.949 M, Régie-Presse, *85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.*

Grands Travaux *de Marseille Bâtiments* et Travaux Publics activité France et étranger recherche
INGÉNIEUR A.M.
ou similaire, 30 ans, pour poste *haut service* matériel à Nanterre. Relations avec les chantiers et les fournisseurs, gestion du parc de *la société, expérience dans poste* comparable ou de direction de service mécanique sur chantiers.
Anglais lu et écrit.
Rémunération à débattre.
Adresser C.V. à G.T.M.B.P.T. Service matériel, *61, av. Jules-*Quentin, 92000 Nanterre.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES CENTRES PACT
recrute
pour son *nouveau service d'assis*tance à la gestion financière du mouvement (150 associations)
UN CONTROLEUR DE GESTION
D.E.S. *Doctorat de Gestion ou* équivalent + 5 à 10 ans d'expérience professionnelle.
UN ASSISTANT
(B.T.S. + 5 ans d'expérience). nombreux déplacements à prévoir en France.
Fédération Nationale des Centres PACT, 4, place de Vénétie, 75013 Paris. Tél. 583-80-21.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES NON-SALARIÉS
recherche pour sa DIVISION INSPECTION :
UN CADRE
chargé du contrôle d'organismes *régionaux*
Le candidat sera titulaire d'une maîtrise en droit ou équivalent.
Déplacements en métropole et D.O.M.
Salaire annuel : 80.000 F.
Adresser curriculum vitae et photo sous la référence 9.301 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris cedex 02, qui transmettra.

Nos produits *sont les plus* performants du marché. Nous sommes un groupe à forme mutuelle d'importance internationale. Notre expansion nous *amène à recruter des*
CONSEILLERS-FINANCIERS
à Paris, région parisienne ayant une grande expérience de la vente (âge minimum 25 ans).
Nous offrons :
- une formation complète,
- un soutien technique et *commercial permanent,*
- un salaire fixe de départ et des commissions élevées.
- *possibilités imp. d'évolution* de carrière.

Merci d'adresser votre C.V. *et photo à M. Cabra,*
11, pl. Gabriel-Péri, 75008 Paris.

Importante société informatique en développement rapide recherche pour poste ANALYSE DE GESTION ET ÉTUDES FINANCIÈRES
JEUNE DIPLOMÉ (E)
Débutant ou 1 ou 2 ans expér. maximum
Ecole de commerce ou ingénieur + formation économique.
Adresser C.V. et prétentions sous réf. 050 LM (mentionnée sur *l'enveloppe*) à SESA
Direction du personnel
30, quai De Dion-Bouton
92806 PUTEAUX.

Industrie Aéronautique Région Parisienne recherche
INGÉNIEUR CONCEPTION ET DESSIN
Responsable du bureau d'études, il dirige, contrôle les projets.
Expérience prototypes en mécanique aéronautique petite et moyenne série.
Connaissances en robotique appréciées.
Formation Ingénieur
Anglais souhaitable.
180.000 F
Ecrire s/référ. 302 à SWEERTS B.-P. 269, 75424 Paris Ced. 09 qui transmettra.

Centre de calcul du C.N.R.S. (I.B.M.370/168 & V7, *MVS, TSO*) recherche
JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS (H.F.)
pour s'intégrer au groupe de services aux utilisateurs (assistance, formation, *documentation*)
INGÉNIEUR SYSTÈME I.B.M. - MVS (H.F.)
*débutant pour maint., adapt. me*sures de perf. sur réseau conversat. sous TSO et WYLBUR, *VTAM et TCAM*
Diplômes : ingénieur ou maîtrise informatique, dég. O.M., nat. fr.
Adr. C.V. + *prét. secr. du CIRCE.* bât. 506, 91405 ORSAY Cedex.

Cie d'Assurances Américaine établie à Paris cherche
COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ en INCENDIES ET IARD
Agé de 30 ans environ, connaissant français et anglais pour s'occuper de gestion, coor*dination portefeuille* affaires multinationales américaines établies en France et en Europe.
Env. C.V., photo et prét. s/nº 6453 PARFRANCE
Ann. 4, r. Robert-Estienne
75008 Paris.
qui transmettra.

ASSOCIATION DE FORMATION LOGEMENT SOCIAL recherche
ANIMATEURS CONFIRMÉS
Relations humaines, droit social et administratif, gestion du personnel, construction promotion, surveillance de travaux.
Envoyer c.v. + thèmes d'interventions à : AFPOLS, *2, rue Lord-Byron, 75008 PARIS.*

MUTUELLES UNIES
recherchent pour Paris et banlieue
1 COLLABORATEUR
pour son service contentieux. Formation de Droit souhaitée. Avantages sociaux. Fixe + intéressement + frais.
Situation stable et d'avenir. Ecrire avec C.V. à M. DUCREUX. *153, rue de Rome, 75017 Paris* ou tél. 764-99-66 - 227-83-79.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PORTE DE BAGNOLET *recherche*
ASSISTANT
CONFIRMÉ
D.E.C.S. COMPLET
Diplôme d'Etudes supérieures et expérience cabinet appréciée.
Poste évolutif pour élément dynamique.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prét. à A.M.P., nº 3.402/S, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris-15e, qui transmettra.

URGENT
Collège banlieue sud (35 km de Paris) recherche
PROFESSEUR H. DE FRANCAIS
SECOND CYCLE
Grande expérience pédagogique exigée.
Véhicule indispensable.
MAITRE D'INTERNAT
pour surveillance études + activités, de 17 h. à 9 h. le matin les lundi, mardi, mercredi et jeudi.
Expérience souhaitée.
Véhicule indispensable.
Tél. : 041-34-38.

Recherche urgent calorifugeurs plâtriers 866-45-89.

SOPRA
68, rue Pierre-Joigneaux
BOIS-COLOMBES 92270
recherche
INGÉNIEUR-PHYSICIEN
pour développement de laser. Expérience laboratoire souhaitée.

ENQUÊTEURS ET CHARGÉS D'ÉTUDES PROFESSIONNELS VACATAIRES
pour enquêtes/études en milieu industriel.
Ecrire S.U.M.S. - B.P. 2 94230 CACHAN.

UNITÉ DE RECHERCHES MÉDICALES propose emploi
TECHNICIEN(NE) STATISTIQUES
Formation **I.U.T.**
Envoyer C.V. (poste technicien) 16 bis, av. P.-Vaillant-Couturier, 94800 Villejuif.

ÉCONOMAT ORGANISATION INTERNATIONALE PARIS recherche
GESTIONNAIRE
Capable assurer gestion génér., achats, ventes et direct. personnel, ayant formation commerciale supér. et expérience polyval. moyennes surfaces ou similaires. Bonnes connaissances anglais souhaitables.
Ecr. avec curric. vitae à E.C.U., 1, rue Miollis, 75015 Paris.

INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU
Ayant des connaissances étendues en électricité, mécanique et métallurgie 35 ans minimum
TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN
Ayant 5 à 10 ans d'expérience dans l'étude et la mise au point des systèmes dans un laboratoire industriel pour seconder un *ingénieur dans le développement* de haute technicité.
Rech. par une P.M.I. d'ANNECY, *spécialisée dans le soudage par* faisceaux d'électrons.
Ecrire ou prendre rendez-vous à
TECHMÉTA.
Tessy 74370 Pringy
Téléphone : (50) 57-74-21.

PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS
Société de distribution de matériels électro-optique recrute
UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Adjoint au directeur commercial. *Il aura rapidement* la responsabilité de la promotion, vente et installation des produits des départements :
- Lasers ;
- Traitement de faisceau et détection ;
- Systèmes industriels.

Ce poste demande des compétences scientifiques indiscutables, mais peut convenir à un ingénieur débutant.
Env. C.V., photos et prétent. à
P.S.I. *65-67, av. Jean-Jaurès,* 91120 PALAISEAU.

Recherche urgent CALORIFUGEURS-PLATRIERS 866-48-89.

Sté équipement radiologique recherche
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Exp. radiologique indispensable
Poste basé à Paris
Tél. pour R.-V. au 255-99-31.

BANQUE INTERNATIONALE *PARIS*
recherche
EXPLOITANT (Classe IV/V)
pour assurer prospection et gestion clientèle PME-PMI
Expérience 5 ans nécessaire
Anglais courant indispensable
Adr. C.V., photo et prétentions s/nº T029001M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté d'Etudes touristiques recherche
CHARGÉ D'ÉTUDES
Formation sup., connaissance anglais indispensable. 2 à 3 ans d'expérience similaire France ou étranger.
Domaine programmation, marché, faisabilité.
Ec. nº T028996 M, Régie-Presse, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MATÉRIEL MÉDICAL *recherche*
POUR SUIVI DE STOCK *ET PRÉVISIONS* VIA INFORMATIQUE
COLLABORATEUR
EXPÉRIMENTÉ
Ecr. avec c.v. et prétentions à nº 23.965 M BLEU
17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

---

capitaux propositions commerciales

INVESTISSEZ
Rentabilisez votre épargne + 20 % - Sécurité totale *par garantie bancaire*
Une P.M.E. en position exceptionnelle sur un marché porteur et prise en main par des spécialistes de la gestion et du commerce international.
Objectif contrôlé = profit
TÉL. : 562-44-12.

cours et leçons

Prof. diplômé ang. Américaine donne COURS D'ANGLAIS
Prix intéressant. Tél. 707-51-95

AMÉRICAINE Prof. d'Anglais *donne cours de langue.*
Tél. : 736-08-05.

Dame trilingue Français-Anglais PROF. LIC. D'ARABE donne cours d'Arabe classique tous niveaux. • Tél. : *503-09-91.*

secrétaires

Société Paris 9e recherche
STÉNO-DACTYLO, BTS COMPTABLE
Env. C.V. au nº 5174 le Monde 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOLT LLOYD S.A.
recherche pour son service
EXPORT
ASSISTANTE TRILINGUE
allemand, anglais, français
- Elle gère son secteur ;
- Elle assure la correspondance *et les contacts agents.*
- Elle suit les commandes, les prix.

Env. C.V., prét. à Mlle KANAKY
HOLT LLOYD S.A.
14, av. *Hoche,* 75008 PARIS.

BUREAU D'ÉTUDES BATIMENT *94 SAINT-MANDÉ* recherche
SECRÉTAIRE
qualifiée, expérience exigée.
Envoyer C.V., prétentions à M. BERGER, 29, rue Faidherbe. 94160 SAINT-MANDÉ.

Quartier ÉTOILE
société internationale de conseil *mondialement renommée* cherche
COLLABORATRICE CADRE
Sous l'autorité d'un de nos Partners, elle suivra l'organisation du recrutement *des consultants de notre bureau* (70 personnes).
Ce poste inclut à la fois l'exécution du secrétariat afférent au recrutement et de multiples relations personnelles avec des candidats de haut niveau et l'ensemble de nos bureaux dans le monde.
Il ne peut convenir qu'à une jeune femme évoluée *de 30 ans environ,* parfaitement bilingue anglais et qui allie maturité, *capacités réelles d'autonomie* et aisance de contacts.
Il sera répondu à toutes lettres de candidature adressées avec c.v. détaillé, photo récente et salaire actuel sous référence 17.840 à
Marie GILMERT
CONSEIL EN RECRUTEMENT
47, rue de Prony.
75017 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITÉ FRANCO-ALLEMANDE cherche
SECRÉTAIRE ASSISTANTE BILINGUE
Poste à responsabilités.
Expérience en agence exigée.
Env. c.v. ou contacter Mlle DENIS INTENSIV, 41, rue Ybry. 92552 NEUILLY.
Tél. : 758-12-40.

Agence de voyages rech. secrét. excellente dact., anglais et télex indisp. Expérience minimum 5 ans, méthodique. Libre de suite. travail varié. Tél. pour R.-VS 742-47-04 Mme BOUCHÉ.

Directrice, rédactrice en chef revue musique classique cherche sa
SECRÉTAIRE
Maîtrise technique secrétariat.
Disponible, responsable.
Libre rapidement.
Ecrire avec C.V. réf. 350 à
HARMONIE 216, bd St-Germain 75007 Paris.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- *Graphologie et ses pièges.*
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

LE GUIDE DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES 81
352 pages pour les diplômés de l'enseignement sup. :
- les entreprises qui recrutent,
- les méthodes de *recherche* d'emploi,
- 2000 adresses utiles.

En vente dans les librairies ou contre 48 F + 10 F. à E.F.C., 9, rue Ambroise-Thomas, 75009 PARIS.

propositions diverses

Pr connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Amériques, Asie), demandez la revue spécial *MIGRATIONS* (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques Asie) demandez la revue spécial. *Migrations* (L.M.), 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

travail à domicile

Traitement textes frappés et prix imbattables. Courriers thèse. Rapports. Tél. 574-07-68.

automobiles

divers

MERCEDES-BENZ
COMO CONCESSIONNAIRE
82, bd Voltaire - Paris (11e)
356-39-17

280 SL 14.000 km	81
280 SE toutes options	81
280 SE toutes options	80
280 SE toutes options	78
280 SEL toutes options	77
280 SEL options	78
280 S options	78
280 SE toutes options	74
280 E 40.000 km	79
200 LUXE	78-80

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS — DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE HAUT NIVEAU

43 ans, 15 ans expérience internationale : administration, finances, personnel, études économiques, lancement et suivi projets. Parfaitement trilingue anglais, arabe, français.

DIPLOME HARVARD BUSINESS SCHOOL

cherche poste à responsabilités France et étranger.
Libre immédiatement.

Ecrire sous nº T 029060 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGÉNIEUR EN AGRICULTURE

35 ans, 10 ans expér. France et Afrique francophone. Expér. cult. maraîchère, cult. tropicale, cult. industrielle, culture irriguée. Etudie toutes propositions France et étranger.
Ecr. s/nº 029.090 M à R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 34 ans, excell. présent. Licence + maîtrise lettres modernes + doctorat en cours. Exp. enseig. et doc. littéraire et culturel. Etudie ttes propos. sérieuses à Paris, édition, attaché presse, relations, publ., rédac., publ., format., enseig., etc. Ecr. s/nº T 029.049 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BRITANNIQUE CHARCERED ACCOUNTANT Cadre 3 ans, expérience 10 ans. Actuellement en fonction dans un cabinet d'expertise comptable français. Recherche Poste contrôle gestion ou finance auprès de Société industrielle.
Ecr. s/nº T029041M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR

58 ans, spécialiste marketing organisation et développement systèmes distribution sur tous pays européens et direction vente, licencié motif économique, recherche situation en rapport. Ecr. s/nº T029045M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. parfaitement bilingue, anglais + LICENCE de droit privé, dynamique, très adaptable, cherche employeur ouvert pensant que l'inexpérience professionnelle n'est pas une tare.
Tél. : 992-17-26

H. 35 ans, DEUG de droit, niv. licence, recouvr., prise de garantie, ch. situation en rapport. Ec. nº T029102M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION (calibrage, mise en pages, rewritting) QUOTIDIEN PÉRIODIQUE bonne connaissance techniques d'impression. Étudie toutes propositions. Libre de suite. Ecr. s/no T029.056 M R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 37 a., LICENCE EN DROIT PRIVÉ + DES de DROIT PRIVÉ de SCIENCES CRIMINELLES exp. enseig. sup. Et. ttes propos. sérieuses à Paris et à l'étranger (Moyen-Orient, Afrique du Nord, etc.). Enseig. format. docum., etc. Ecrire à M. BORRELLI, 10, bd des Filles-du-Calvaire, 75011 Paris. Tél. 700-02-61.

DIRECTEUR CCIAL E.S.C.

– Sté produits de luxe non industr., 29 ans, célib., anglais, allemand, russe :
– Expér. vente (France + export), achats matières prem. (textile) :
– Marketing, relat. publiques :
– Animation pers. vente.
Etudie tte propos., responsab. Tél. : 757-41-45.

J.F. 30 ans, licence lettres, exp. rédactrice publicitaire et documentaliste, étudierait tte proposition. Tél. 263-31-99.

H. 35 a., licence maîtrise lettres tr. diplôme études cinéma, portugais, conn.. anglais, ch. emploi lib. de voyag. Ecr. CORREIA, 86, r. Jeanne-d'Arc, Paris-13e.

J.H. 30 ans, Institut de gestion et management. B.T.S. COMMERCE INTERNATIONAL, Anglais, 6 ans expérience, cherche poste. MOURIER, 27, rue Saint-Amand, 75015 Paris. Tél. : 531-39-22.

CADRE EXPERT TRANSPORT

38 ans, B.T.S. commerce international, expér. 15 ans import-export adminis., vente transit transp. internationaux. Bilingue anglais, fréqu. mission étranger. Facil. U.S.A.
Ecr. s/nº T 029.091 R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans lettres relat. inter. exp. attachée de presse relat. pub. org. inter. et synd. de communes direct. d'un service gest. budg. biling. anglais. conn. Amérique du Nord, libre voyage, désire poste collab. dans entrepr. ou organis. dynam. Et. toutes proposit. libre début novembre. Ecr. s/nº T029.095M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

46 ans, maîtrisant tous les aspects de la fonction, recrutement, formation, suivi, animation de commissions, relations paritaires, paie, contentieux Prud'hommes, convention métallurgie, C.E., etc. actuellement dans groupe 2.200 personnes, cherche situation région SUD DE LA FRANCE ou ÉTRANGER. Libre sous 3 mois. Ecr. nº 8.521 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CADRE SUPÉRIEUR, 37 ANS Docteur ès lettres, russe, arabe, anglais, 15 ans expérience direction organisme universitaire, étudierait toutes propositions dans les domaines : commerce international, presse, édition et tourisme.
Ecr. s/nº T029062M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCUMENTALISTE voyageant, B.C.P., I.N.T.D., C.A.F.B., maîtr. lettres, angl., esp., 12 ans expér., ch. poste de organisme concerné par pays en voie de développement : domaine éco, santé, social, archi, ens., France et étranger.
Ecrire s/nº 1653, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ACHATS INTERNATIONAUX MATIÈRES PREMIÈRES ACHETEUR (E.S.A.)

Anglais et espagnol courants. Expér. marchés terme, finances internation., affrètements, étudie offres France-étranger.
Ecrire s/nº 1651, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. CHEF de SERV. JURID. exp., form. sup. (DES dt privé, Inst. Droit des aff., IAE, CAPA), angl. cour., niv. DECS, gde exp. gest. des assur., problèmes transports, vie sociale et jurid. des aff., ch. sit. simil. ou secrétariat général. Ecrire s/nº 1622, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CAMBISTE cpt

33 ans
références intéressantes.
Ecr. s/nº 7.010 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE COMPTABLE, 35 a., CERT. rév. comptable, DECS, expérience Afrique, Moyen-Orient, cherche situation dans cab. ou société. Libre de suite. Etudierai toutes propositions. Ecr. s/nº 1.660 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

JEUNE FEMME 26 ans

EMPLOYÉE DE BUREAU

dactylo, bilingue allemand, notions informatique, cherche

TRAVAIL A MI-TEMPS

le matin
Ecr. s/nº 6.162 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

Dame 50 ans sténodactylo, notions comptabilité, cherche place secrétariat.
Ecr. s/nº 6.171 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

J. F. 26 ans, maîtrise des sciences et techniques de la communication (option édition), exp. profess. (stages et remplacements), bonne connaissance anglais et allemand, ch. emploi ASSISTANTE ou SECRÉTAIRE d'ÉDITION.
Ecr. s/nº 6.172 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

J. 21 ans, niv. B.T.S. secrét. (stage agence de publicité) ch. emploi stable Paris ou banl. Est. Ecr. s/nº 6.170 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009. Paris.

BRÉSIL

43 ans, ancien directeur banque privée, actuellement D.G. P.M.E. (en expansion) souhaite installation définitive avec famille au nord Brésil.
Relations locales exceptionnelles. Etudie toute proposition en industrie, finance, immobilier.
Ecr. s/nº 1.661 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009. Paris.

J.H. 28 ans, nombreuses expériences professionnelles, diplôme d'État aux fonctions d'animateur, dynamique, polyvalent, recherche profession cinéaste avec qui travailler. Ecrire SIMON, B.P. 3 ALET 11300 (68) 69-90-42.

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

(43 ans), 10 ans d'expérience sur chantiers extérieurs. Actuellement responsable S.A.V. T.V. et ménager dans Sté nationale, cherche situation dans société offrant des possibil. de recyclage. Région indifférente
Ecr. s/nº 7.035 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009. Paris.

CALCULATEUR ACTUARIAT agent de maîtrise 39 a., 10 a. exp. assurances vie, groupe ch. poste PARIS ou BANL. OUEST. Lib. imméd. Ecr. s/nº 6.159 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

E.S.S.E.C. 39 ans, ht niv.

gestion, comptabilité, fisc., tous travaux administratifs. Etudie toutes propositions dans un rayon 100 km Ouest notamment temps partiel ou missions ponctuelles. Tél. 478-51-16.

HAITIEN 33 a., maît. DEA, Sc. Eco., doct. en cours expér 4 a. ens. Et. ttes prop. Ecr. CADET, 37, bd Jourdan, Paris-14e.

H. 36 ans, CADRE SUPÉR., dipl. IDA, 12 ans expér. Direct. administr. et financier. Secrétaire général, P.M.E. ou filiale multi anglo-saxonne. Anglais courant. Connaiss. approfondie, gestion informatisée, recherche poste similaire, région Paris, préférence section tertiaire. Libre très rapidement.
Ecrire s/réf. 675 s/envel., à HOCHE PUBLICITÉ 26, rue Vernet 75008 PARIS, qui transmettra.

ARCHITECTE BELGE, 42 ans, marié, 3 enfants. Grande expérience à tous les stades des conception et exécution. Souhaite s'établir en Ardèche ou Lozère et apporterait son concours à confrère, agence ou entreprise. Ecrire sous le nº 104169, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75081 PARIS CEDEX 02.

Ingénieur généraliste + I.A.E. 30 ans, 8 ans expérience société multinationale. Connaissance Proche-Orient et Maghreb. Anglais courant. Polonais, notions arabe. Recherche poste responsab.

INTERNATIONAL

(Ingénierie, Ass. techn., Gestion contrats, Achats).
Ecrire s/nº 8984, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 24 ans, libre O.M. Bac. Prépare B.T.S. com. int., ch. empl. transit, transport. 358-34-87.

DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE SOCIALE

35 ans, 10 ans d'expérience techniques promotionnelles et relations publiques, spécialiste des problèmes de stratégie et de communication au niveau théorique mais ne craignant nullement l'épreuve de la réalité. Libre tous déplacements, cherche emploi dans fonction commerciale ou dans l'animation de séminaires ou de psychologue d'entreprise. Ecr. s/nº 1.662 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

ING. TECH. COMMERCIAL, 53 ans, spécial. fours équip. thermiques, pratique import., anglais, italien usuels, ch. poste actif base PARIS. – Accepte déplacements. J. MAHIEUX, 107, r. Dr-Guionis, 92500 RUEIL-MALMAISON.

J.F. 28 ans, excellente présentation MAITRISE de PHYSIQUE, MAITRISE de PHILO, cherche emploi responsabilité, initiative dans presse ou édition.
Ecr. s/nº T029000M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE D.P.L.G.

28 ans, cherche tous travaux assistance, création, collaboration. Tél. : 340-54-78.

MAITRISE HISTOIRE DE L'ART J.F., 26 ans, Licence d'Histoire École du Louvre, recherche emploi dans domaine artistique ou culturel. Tél. 874-38-95. Mlle DELIMA, 71, rue de Rochechouart, 75009 Paris.

CADRE EXPORT, expérience ingénierie et export Afrique et Amérique du Sud, 30 ans, ch. poste dans P.M.E. GRAPINET, 26, av. Carlier, 95880 ENGHIEN.

PSYCHOLOGUE

13 ans d'expérience diverse (clinique et sociale)
Examinerait toutes propositions. Tél. : 906-01-59.

ARCHITECTE DESA

30 ans
Solide formation, 3 langues : français, anglais, arabe, très bonnes connaissances de l'Arabie (5 ans) et du Golfe en général cherche
Poste ou missions dans la presqu'île arabique et le Moyen-Orient, étudiera toutes propositions et tous secteurs. Réponse assurée. Libre rapidement.
Ecr. s/nº 028.691 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur informaticien, 28 ans, exp. Moyen-Orient, anglais courant, étudie toute proposition technique ou commerciale, sur l'étranger.
Ec. nº T029065M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 27 ans, Auditeur, 3 ans expérience audit et contrôle sociétés dans cabinet C.A.C. Licence droit + D.U.T. comptable + D.E.C.S. Pratique audit anglo-saxon. Stages expertises comptables et C.A.C. terminés. Cherche place dans service audit ou financier de sociétés.
Ecr. s/nº T028956M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ancien agent impôt participerait action formation professionnelle, région sud-sud.
Ecrire s/nº T 4.115 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DEA d'économie rurale et agro-alimentaire, maîtrise de sciences politiques, trilingue français, anglais, arabe, âgé de 28 ans, cherche travail dans service exportation agro-alimentaire vers le Moyen-Orient.
Ecr. s/nº T 029.069 M R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE FRANÇAISE parlant hébreu et anglais, télexiste, cherche place stable. Tél. : 228-35-01

SECRÉTAIRE TRILINGUE Allemand, anglais, français, 28 ans, diplômée E.S.S.T. Lyon, 4 ans d'expérience Allemagne, 2 ans expérience U.S.A., cherche place stable. Téléphone : 950-98-87.

J.F. FRANÇAISE BAC SERIE B

Trilingue Anglais-Espagnol DUT de GESTION option finance

Enseignement informatique (langage Basic sur mini-ordinat. Wang) rech. poste comptab. analytique ou poste Serv. Gestion. Ecrire s/nº 6.168 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sér. référ. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, décorat., coordinat. tous corps d'État. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE RELATIONS HUMAINES – F. 33 ans, dynamique, forte personnalité, formation supérieure lettres, sciences humaines, espagnol, anglais courants, gestion et suivi, recrutement de personnel de tous niveaux au sein d'importantes entreprises.
RECHERCHE : poste similaire ou à caractère commercial, Paris, déplacements acceptés. (Section BCO/DK 85).
CADRE COMMERCIAL – H. 46 ans, ingénieur électromécanicien, DESS de gestion, anglais courant, notions d'allemand, grande expérience biens industriels : commerciale, animation d'équipes, publicité.
RECHERCHE : poste correspondant à expérience R.P., province. (Section BCO/DK 86).
CADRE SUPÉRIEUR – 43 ans, formation supérieure, 10 ans expérience direction d'études économiques, animation régionale dans le cadre de la DATAR, habitude contacts haut niveau, homme de dialogue et relations publiques.
RECHERCHE : situation dans jeune entreprise performante désirant structurer direction commerciale et enrichir équipe dirigeante de son potentiel propre, Paris R.P. (Section BCO/JCB 87).
H. 33 ans SECRÉTAIRE DE RÉDACTION MAQUETTISTE – Journaliste professionnel, formation supérieure + C.P.J., expérience direction importante, service information, travaux pour quotidien, hebdomadaire et mensuel nationaux.
RECHERCHE : emploi plein temps ou collaborations presse édition Paris ou banlieue. (Section BCO/JCB 88).

ANPE

s'adresser à:
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-X - NANTERRE

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
STAGES RÉMUNÉRÉS PAR L'ÉTAT

Analystes-programmeurs de gestion P.M.E.-P.M.I.

Durée : 840 heures.
Publics : jeunes de moins de 26 ans, femmes chef de famille.
Niveau : Bac + 2.

Rentrée à partir du 2 novembre 1981. Inscriptions à partir du 15 septembre 1981.

I.E.P., 92001 NANTERRE CEDEX, Bâtiment G, Salle R 30,
Tél. : 725-92-34, postes 864 - 865 - 866.

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS

CITI Centre International de Traitement Informatique

205-24-63 + 241-83-83 + 238-14-55 + Tous langages Scientifiques et gestion

LYCÉE MONTAIGNE

CAP et B.P. de COMPTABILITÉ regroupements hebdomadaires par les stagiaires inscrits à la préparation par correspondance du C.N.E.C. de Lyon. Service promotion continue. Tél. : 354-72-80.

enseignement

APPRENDRE L'AMÉRICAIN à

L'AMERICAN CENTER

261, bd Raspail, PARIS 75014

633-67-28

Cours de conversation dans la journée et le soir. Pour avancés, conversat. à partir de cassettes vidéo sur l'actualité diffusées par ABC TV News (matériel fourni par center for Media Art).

Lycéens à partir de 15 ans. Inscriptions immédiates. Début 5 octobre. Cours privés, préparation au TOEFL. Cours pour enfants : début 30 septembre.

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL

Restauration petit imm. Asc. Appts 2 P. aménagés, charme. Téléphone : 261-27-46

4e arrdt

Prox. Vosges. 354-86-10. Sol.

MAISON - JARDIN

150 m². Triplex. TERRASSE.

NOTRE-DAME
62 m², 3e étage, bel immeuble ancien. GARBI, tél. 567-22-88.

7e arrdt

RUE SAINT-SIMON

DUPLEX 100 m². Bains + douche. 1.150.000 F - 562-18-40.

9e arrdt

DOUAI, pptaire vend ds imm. p.-de-t. 2 app. liv. + 2 chbres, rénovés et équipés, grand standing, placement de hte qualité. Location garantie net d'impôts 5 ans. EUROVIM, 723-41-00.

11e arrdt

VOLTAIRE, 8e étage, 50 m², tt cft. TERRASSE. 450.000 F. 766-80-45.

RICHARD-LENOIR

POUR INVESTISSEUR. 2 pces. 37 m², location, gestion assurées. 300.000 F. 322-70-12.

12e arrdt

NATION - Récent, beau 5 P., cuis. équipée, 2 sanitaires, balc.-terrasse. 2 park. Etage élevé. 1.320.000. - 346-82-72.

13e arrdt

GOBELINS Gd 2 P, entrée, w.-c., s. de bs. 380.000 F. 325-97-16.

14e arrdt

CŒUR MONTPARNASSE, DUPLEX 6 PIÈCES. CHARME, CARACTÈRE. JARDIN 136 m². Prix 1.360.000 F. 322-69-10.

Montparnasse, 18, r. Delambre STUDIO tout équipé + grande terrasse, immeuble récent. Standing. Prix : 380.000 F. S/pl. mardi 16 à 19 heures.

15e arrdt

BIR-HAKEIM, pr. de la SEINE, TRÈS BEAU 4 pièces. confort. Parfait état, 3e, ascens. 98 m² Px 940.000 F. 577-96-86.

AV. BRETEUIL, pptaire vend 3 p., tout confort, refait neuf, 68 m². Téléphone : 500-54-00.

16e arrdt

PASSY
petit hôtel particulier 130 m² utiles, à rénover. GARDI. - téléphone 567-22-88.

17e arrdt

Limite Neuilly, près Mº et 17e, studio tt cft dans imm. rénové, placement net d'impôts 5 ans. EUROVIM, téléph. 723-41-00.

18e arrdt

Montmartre, r.-de-ch., pl. soleil, vue verd., spl. 2/3 p. tt cft. Poss. prof. Propriétaire, 878-41-65.

138.000 av. 30.000 F.

Studio, cuis. équipée, s. d'eau, w.-c., chff. Parf. état, moquette

78.000 avec 16.000 F

Studio identique mais à aménager, bel imm. raval. à nf. Voir pptaire, mardi, mercr., 14h 30/19 h, 50 bis, rue M.-Dormoy.

RUE LAMARCK

GD 2 P. Entrée, cuis., bains, w.-c., imm. pierre, ascenseur. 360.000 F. - 526-99-04

20e arrdt

APPT 5 P., 110 m², 360.000 F et MAISON à rénover, 220 m², jardin, garage, 820.000 F. Propriétaire. Tél. 543-81-47.

78-Yvelines

VERSAILLES - CHATEAU

9 P. 350 m². Luxueuses prest. 2.500.000 F. 950-48-99.

92 Hauts-de-Seine

Suresnes, Mont-Valérien. Bel appartement vue except. sur Paris et parc. 105 m², 6 P. tt conft. 2 caves. 760.000 F. 506-38-98.

NEUILLY-SABLONS

Mod. Séjour, 3 chbres, 2 bains, 2e étage, 115 m², impeccable. MICHEL & REYL, 265-90-05.

93 Seine-Saint-Denis

NICE. Immeuble LUXE, magnifique appartement-villa, 3 pièces, cuisine, salle de bains, toilettes, ttes baies sur terrasse et jardin d'agrément 250 m², piscine et tennis, vue sur mer, park. sous-sol, charges 500 F mensuel. Prix 300.000 F. Tél. (93) 83-76-72. - 20-22 h.

94 Val-de-Marne

NOGENT, près R.E.R., récent, vaste 2 P., cuis., balc., park. 398.000 F. 345-82-72.

Province

Haute-Savoie, PRAZ-DE-LYS, station été-hiver, près des Gets. Studios à partir de 150.000 F. Location assurée. ERIGE, B.P. 18, 74240 GAILLARD. (50) 38-52-89.

A vendre F3 TENNIS-VILLAGE 34400 CAP-D'AGDE. T. (61) 82-78-55. 330.000 F.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeubles. Paiement comptant.

ACHÈTE Studio/2 pièces Compt. Paris. Mme LEULIER : 281-39-78, ou le soir : 900-84-25.

ETUDE RIVE GAUCHE
Client. sélection, à satisfaire. 122, boulevard Raspail (6e) 222-70-63 - 20e année.

RECHERCHE 1 à 3 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-55, même le soir.

constructions neuves

JOINVILLE

NEUF
Sur quai de la Marne

4 P. TERRASSE
R.E.R. 200 mètres
563-57-56

locations non meublées offres

Paris

PARIS (19e)

Métro : Place-des-Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 PCES 45 m² 1.520 F. **LOYER**
Ch. : 404 F. parking : 184 F.
S'adresser au Régisseur, 29, rue des Lilas, Paris. Tél. : 202-05-88, de 9 à 12 h. et de 14 heures à 17 heures.

locations non meublées demandes

Paris

Association Apil recherche chambre pour étudiants. 33, place Maubert, Paris-5e. 326-77-51.

PROPRIÉTAIRES, LOUEZ

vos appartements sous 24 h. Nous garantissons vos loyers. Serv. GRATUIT. - 233-71-14.

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

Journal rech. mini-studio, coquet, prox. Ch.-Élysées. Micheline : 359-10-38, à part. 18 h.

LOCATIONS CHÈRES ET GARANTIES HABITAT - 551-66-99

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction, beaux appts de standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

bureaux

Locations

8e et CHAMPS-ÉLYSÉES

Domiciliation R.M., R.C., SARL. A partir de 150 F CONSTITUTION SOCIÉTÉS Tél., télex. ttes démarches. C2E - 562-42-12.

SIÈGE SOCIAL
BUREAUX meublés - TELEX
CONSTITUTION STÉS
Prix compét., délais rapides
ASPAC 293 : 60 : 50
C P A 355 . 17 . 50

SIÈGES DE STÉS

av. secrétariat, tél., télex. CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. - 261-80-88 +

Av. FRANKLIN-ROOSEVELT
BUREAUX MEUBLÉS
av. secrétariat, tél., télex. ACTE S.A. - 261-80-88 +

PANTIN, près MÉTRO A LOUER, 500 m² dont 250 m² bureaux, accès camions, parkings. Ecrire sous le nº 76.698 à I.P.F., 12, rue de l'Isly, Paris-8e.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat, tél. Formalités.
CONSTITUTION de sociétés - TELEX
S.M.P. - 268-08-90

locaux commerciaux

ÉMILE-ZOLA
900 m², en 3 plans
Prix : 2.800.000 F.
JEAN FEUILLADE : 566-00-75.

locaux industriels

CHERCHE LOCAL 150 à 300 m². RÉGION PARIS-RAMBOUILLET. TÉL. : 052-17-60, M. SEGOT.

boutiques

RUE DE LILLE

MURS BOUTIQUE
vide + beau sous-sol.
JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

SOCIÉTÉ DE TEXTILE recherche dans Paris et porte de Paris BOUTIQUE OU LOCAL A LOUER pour la vente de vêtements de 300 m² à 1.500 m² ou 2.000 m² avec BELLE FAÇADE. Ecrire Société NEW TIME, 182, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

LEVALLOIS, 50 m NEUILLY et MÉTRO, rue commerçante, mur rest., rapp. 46.000/l'an. LOYER NET D'IMPÔTS 5 ANS. EUROVIM, 723-41-00.

maisons individuelles

Maison Franche-Comté à vendre dans village entre Dôle et Besançon. Confort, 8 grandes pièces, 2 w.-c., salle de bains, cuisine aménagée, cour et jardin clos. Téléphoner à Mº Brun au : (16) 84-71-72-01.

A VENDRE : MAISONS à 25 km de St-Tropez, altit. 400 m. Dans petit hameau : 2 maisons habitables, 3 à restaurer + 180 ha (chênes-lièges, châtaig., pins), à vendre en bloc ou par parcelles. Téléphone (16-94) 43-64-90.

fonds de commerce

A VENDRE MAGNIFIQUE RESTAURANT

de spécialités italiennes

Shopping Center COSTA MESA SUD CALIFORNIE entre Los Angeles et San Diego. 2 salles, 200 places + bar avec licence et terrasse. CA annuel 1.300.000 dollars, prévisions 1982 1.800.000 dollars. FORTE Rentabilité, prix intéressant, conditions exceptionnelles.

Téléphoner : GENÈVE 41 (0) 22-31-09-49.

A VENDRE MAGNIFIQUE RESTAURANT

de spécialités italiennes

dans le plus luxueux shopping Center de MIAMI FLORIDE, shopping Center COCONUT GROVE, quartier résidentiel face au port de plaisance, bar avec licence, 2 salles de restaurant + terrasse à la lumière du jour, 200 places. CA annuel 1 million de dollars, très grosse possibilité d'augmentation rapide, forte rentabilité, conditions exceptionnelles.

Téléphoner : GENÈVE 41 (0) 22-31-09-49.

villas

GRANDE VILLA PÉRIGOURDINE NEUVE. – Parc de 8.000 m². 630.000 F. Agence DESPLAT, 19, rue Libération, 24400 MUSSIDAN. T. (53) 81-21-56.

DROME, PARTICULIER VEND villa provençale, prox. village sud Montélimar, 100 m² habitables. Terrain 4.200 m² clos. Prix 600.000 F. Tél. heures bureau (75) 01-29-44 (poste 392).

10 KM DE VERSAILLES

Belle villa 1974 pl.-pd, 135 m², séjour 35 m², 3 chbres, 2 bains, jdin 2.035 m². Prix 790.000 F. Téléphone : 954-69-00.

domaines

TERRAIN
Ferme en Amérique
Placement de sécurité et de rapport dans une ferme à grains ou élevages dans l'État de Virginie (U.S.A.). Aussi propriété historique qui offre solitude et tranquillité.
Pour renseignements, écrire :
M. Robert GUÉRIN
4bis, rue J.-Potier
4060 Sprimont - BELGIQUE
Tél. : Liège, Belgique, 82-17-39.

hôtels particuliers

VILLA MONTMORENCY
Très bel hôtel particulier, rez + 3 à rénover. Prix exceptionnel. Téléphone : 563-91-45.

propriétés

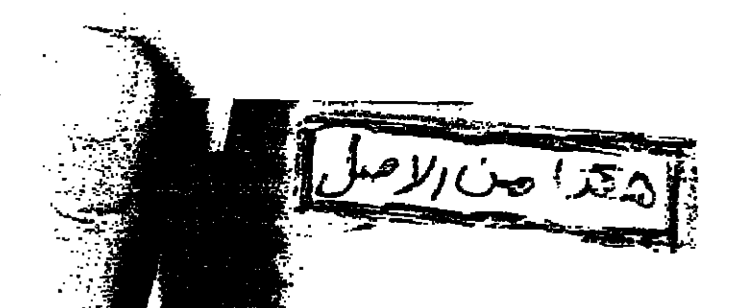
AVIGNON Particulier vend propriété
habit. 330 m², parc 13.000 m² Dépendances, piscine, tennis. Facilité paiem. conv. à hôteliers. Tél. (90) 39-21-57, h. bureau.

NOISY-LE-ROI

Belle mais., 280 m² habitables, séjour 60 m², cheminée, grande cuisine équipée, bureau, lingerie, 5/6 chambres, beau jardin 1.700 m² clos murs. Parf. état, 1.350.000 F. Tél. 864-59-00.

viagers

Société spécialiste viagers
F. CRUZ, 8, rue La Boétie. Tél. 266-19-00.
Prix indexation et garantie.
Etude gratuite discrète.



Le Monde

économie

CONJONCTURE

POINT DE VUE

L'introuvable statut du travail à temps partiel

par
J.-J. DUPEYROUX

EN élaborant ses projets sur les nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise, projets dont on devrait connaître incessamment la teneur, le gouvernement a fatalement rencontré et tenté de résoudre les problèmes soulevés par le statut qu'il convient de reconnaître à ceux qui ne travaillent dans l'entreprise que de façon partielle ou occasionnelle. Trois arrêts rendus le 18 juin par la Cour de cassation mettent en lumière l'extrême difficulté que revêtent ces problèmes aussitôt que l'on s'éloigne des hypothèses types les plus simples.

Hier encore, un modèle d'emploi éclipsait tous les autres : l'emploi total. Dans la relation de travail, l'un se plaçait corps et âme au service de l'autre. Etre salarié, c'était être salarié à part entière, à vie entière. Et le droit du travail s'est spontanément construit par référence à ce modèle. Le reste, emploi à durée déterminée, travail intérimaire, travail à temps partiel, travail occasionnel, était pratiquement ignoré par le législateur : anecdotes pour les chers professeurs, mots croisés pour les juges...

Il a suffi de quelques années pour que ces diverses formes d'emploi « atypiques » prennent une place considérable (1) : le travail à temps partiel, notamment, pourrait devenir un phénomène de société. Les causes en sont diverses. La crise, bien sûr, qui contraint les chefs d'entreprise à embaucher « au plus près », mais aussi, on l'oublie trop souvent, des lames de fond porteuses d'une demande spécifique de travail compatible avec d'autres exigences : demande émanant de la population féminine, de nouvelles générations d'étudiants de condition modeste, de personnes âgées peu désireuses de « décrocher » totalement. Et demain deux données nouvelles risquent fort de donner un grand coup d'accélérateur à cette promotion du travail à temps partiel.

D'abord, il faudra bien, tôt ou tard, s'inspirer des solutions suédoises pour institutionnaliser le principe d'un passage progressif de la vie pleinement active à l'oisiveté totale de la retraite, aménager des « sas » combinant des tâches allégées et une fraction de pension : question qui sera sans doute posée lors du débat parlementaire sur l'abaissement de l'âge de la retraite.

D'autre part, le nouveau pouvoir fonde les plus grands espoirs sur une réduction de la durée du travail. Par hypothèse, ces espoirs supposent que ladite réduction sera compensée par des embauches complémentaires. Or, dans un grand nombre de cas, ces dernières, ajustées sur les vides à combler, ne pourront être que partielles. En clair, la politique de réduction de la durée du travail sera un échec ou sera génératrice d'une multitude d'emplois bouche-trous...

Une loi très contestée

Deux ans après la loi sur les contrats de travail à durée déterminée, une loi du 28 janvier 1981 a tenté de donner des solutions aux nombreux problèmes juridiques soulevés par une appartenance réduite à la collectivité de travail. Loi très contestée dans la mesure où, en ce qui concerne la représentation du personnel, et plus précisément le calcul des effectifs de l'établissement, elle a posé le principe selon lequel un salarié à temps partiel ne peut être compté comme un salarié à plein temps : on doit rapporter à l'horaire légal ou normal de l'établissement le nombre global d'heures de travail correspondant aux horaires inscrits dans les contrats des salariés à temps partiel pour déterminer le nombre d'emplois qu'ils représentent : en somme, deux salariés à mi-temps compteront normalement pour un seul (2). Dans l'un de ses arrêts du 18 juin, la Cour suprême fait application aux extra d'un traiteur de ce principe nouveau, et sans d'ailleurs se référer aucunement à la loi...

Conséquence : par hypothèse, les divers seuils sont atteints plus difficilement que lorsque les salariés à temps partiel étaient comptés comme salariés à part entière pour le calcul des effectifs, ce qui était le cas jusqu'à cette année. Il y a donc les plus grandes chances pour que les actuels projets gouvernementaux reviennent sur cette « régression », ce qui mettrait fin à une discordance des plus insolites entre l'importance des effectifs et celle du corps électoral... En effet, la Cour de cassation a toujours admis que les salariés à temps partiel étaient électeurs, et la loi du 28 janvier 1981 a confirmé cette jurisprudence : pas question ici de proratiser, une voix en vaut une autre.

Un certain malaise

Ce refus de toute discrimination suscite toutefois un certain malaise. L'électorat suppose une certaine appartenance à l'entreprise. Or le travail à temps partiel peut être un travail à temps extrêmement partiel..., et le vote de salariés n'investissant qu'une part très réduite de leur existance dans l'entreprise envisagée risque d'avoir un poids décisif, éventuellement plus lourd que celui des suffrages des travailleurs à temps complet. Ce qui n'est peut-être pas très normal. Que l'on songe, par exemple, au cas des professeurs donnant quelques heures de cours par semaine ou par mois dans un établissement d'enseignement : sont-ils réellement aussi concernés que les « administratifs » à temps plein par l'organisation de l'entreprise et les conditions de travail qui y règnent ? Question délicate qui se pose chaque fois qu'autour d'un noyau dur constitué par le personnel permanent et à part entière l'entreprise utilise les services d'une nébuleuse de salariés qui, même de façon très régulière, ne mettent qu'un pied chez elle. Pas commode...

Reste encore celui de l'éligibilité ! Il était soumis à la Cour de cassation à propos de salariés employés le samedi seulement par la Samaritaine, en vertu de contrats conclus chaque samedi. Il y a deux ans, la Haute Juridiction avait admis que ces salariés occasionnels étaient bien électeurs et, dans de brillantes conclusions, son avocat général, M. Picca, l'engagea à maintenir son cap et à ne pas dissocier électorat et éligibilité (3). A partir du moment où ces salariés sont régulièrement occupés tous les samedis et ont l'ancienneté voulue, cette dissociation serait d'autant moins admissible que la loi du 28 janvier 1981 a expressément confirmé l'éligibilité des travailleurs à temps partiel, sous une seule réserve : au cas de travail dans plusieurs entreprises, l'intéressé ne peut cumuler les mandats et doit choisir celle dans laquelle il sera éligible.

Puisqu'elles n'ont pas été suivies, ces conclusions ont dû susciter une contre-argumentation dont on devine les nervures.

D'abord, la situation contractuelle de ces travailleurs du samedi est très obscure. Faut-il analyser leurs contrats d'un jour comme des contrats à durée déterminée et invoquer ensuite la loi du 3 janvier 1979 sur ces contrats pour dégager de leur succession une situation à durée indéterminée ? Et surtout, doit-on vraiment leur faire application de la loi sur le travail à temps partiel dont les dispositions semblent s'inspirer de cas de figure plus simples ? Ne faut-il pas tenter une distinction entre travail à temps partiel et travail occasionnel ?

L'éligibilité

D'autre part, l'éligibilité de salariés à temps particulièrement réduit se concilie mal avec certaines règles légales conçues par référence tacite à l'emploi à plein temps. Ainsi les représentants du personnel ont droit à des crédits d'heures payées comme temps de travail et imputables sur ce temps : aucune disposition n'autorisant la proratisation de ces crédits, leur imputation sur un temps de travail très réduit ne risque-t-elle pas d'aboutir à des situations parfaitement incohérentes ?

Après, dit-on, de longs débats, la chambre sociale de la Cour de cassation a finalement estimé qu'elle ne pouvait reconnaître aux intéressés, pourtant électeurs, le droit d'être élus et de représenter le personnel de la Samaritaine. Mais à quel texte se vouer alors que les dispositions légales relatives à l'électorat et celles relatives à l'éligibilité sont rédigées dans les mêmes termes ? Belle impasse dont la Haute Juridiction s'est dégagée en se bornant simplement à affirmer, en trois lignes, que « *les missions et les fonctions permanentes de délégué du personnel ne peuvent être remplies par un travailleur n'ayant que des liens occasionnels intermittents, par des contrats différents, avec l'entreprise* ».

Mais alors, on voit aussitôt les vives critiques qu'une telle formule risque de susciter : ou bien la loi interdit réellement aux salariés d'élire tels d'entre eux parce que trop marginaux et, en ce cas, il faut se référer à ces dispositions légales : ou bien elle est silencieuse et l'on ne voit pas bien, en ce cas, pourquoi les tribunaux limiteraient de leur propre autorité — pour faire leur bonheur malgré eux ? — le libre choix des électeurs. Que certains occasionnels soient bien ou mal placés pour les représenter efficacement, n'est-ce pas aux électeurs seuls qu'il appartient d'en juger ?

En réalité, de tels contentieux font apparaître des atypies « au deuxième degré » devant lesquelles les tribunaux ne peuvent être que désemparés. C'est au législateur que doit revenir la tâche redoutable de préciser les contours du champ d'application des futures dispositions sur le travail à temps partiel et, peut-être, sur le travail occasionnel. Beaux débats en perspective...

(1) V. *Droit social*, juillet 1981, *numéro spécial sur « Le travail atypique »*.
(2) En réalité, la loi du 28 janvier 1981 est, à cet égard, horriblement mal rédigée et, dans certaines hypothèses, pourrait permettre les interprétations les plus farfelues.
(3) V. ces conclusions et les arrêts du 18 juin in *Droit social*, numéro spécial précité.

E.P.E.C. FORMATION
Préparation aux
— EXAMENS D'ETAT.
— C.A.P. - B.P.
— D.E.C.S. (nouveaux programmes).
— CERTIFICATS SUP.
— DEGRES DE COMPTABILITE de l'Union professionnelle.
246-59-14

L'ACCORD SUR LA DURÉE DU TRAVAIL CONTINUE A DIVISER LES P.M.E.

Une signature « globale » par la Confédération générale des P.M.E. (C.G.P.M.E.) de l'accord interprofessionnel du 17 juillet sur la durée du travail « *n'est pas envisageable* » à l'heure actuelle, a déclaré à l'A.F.P., le samedi 12 septembre, M. René Bernasconi, président de la Confédération.

M. Bernasconi ne pense pas qu'il sera possible d'arriver à une décision engageant l'ensemble de la Confédération parce que les trois cents organisations de base qu'elle regroupe sont divisées. Une moitié est favorable à la signature et l'autre pas, a-t-il précisé, ajoutant que les « *opposants* » se trouvent surtout dans le commerce et les services.

Seule à ne pas avoir encore pris de décision, la C.G.P.M.E. se prononcera le jeudi 17 septembre sur la nécessité de signer cet accord national approuvé par le C.N.P.F. et quatre syndicats (C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.). La C.G.T., qui avait refusé de signer le texte, participe cependant aux négociations qui viennent de d'engager dans les branches professionnelles.

Selon la C.G.P.M.E., on dénombre en France un million cinq cent mille P.M.E. qui emploient 60 % des salariés du secteur.

D'autre part, M. Bernasconi, qui a été reçu le samedi 12 septembre à Matignon, a préconisé l'élaboration d'un « *plan d'engagement réciproque* » entre le gouvernement et le patronat.

Ce plan, d'une durée de deux ans, devrait être établi parallèlement avec celui que le gouvernement est en train de préparer.

En ce qui concerne l'emploi, qui sera un des thèmes importants du discours que doit prononcer mardi M. Mauroy, M. Bernasconi a estimé qu'il n'y a « *pas de remède miracle* » avant de préconiser une « *succession de retouches* » pour régler ce problème prioritaire.

Le bureau exécutif du P.S. avait fait part de son hostilité à une contribution des fonctionnaires à l'indemnisation du chômage

Invité du Club de la presse d'Europe N° 1, M. Jospin, premier secrétaire du P.S., a révélé, dimanche 15 septembre, que le bureau exécutif de son parti était hostile à une contribution des fonctionnaires pour indemniser le chômage. « *On avait beaucoup parlé de faire peser certaines mesures sur les fonctionnaires. Le bureau exécutif du P.S. s'est exprimé sur ce point. Je trahis là un petit secret, ce qui m'arrive rarement et ne m'arrivera plus souvent, même si vous me questionnez. Nous avons fait transmettre notre avis très nettement au gouvernement. Je constate qu'il en a tenu compte.* », a déclaré M. Jospin, qui, évoquant ensuite les nationalisations, a affirmé : « *Si l'on regarde le pays qui résiste le mieux à la crise dans le monde, c'est l'Autriche, dirigée par les socialistes, où les grands secteurs sont nationalisés à 80 % et le crédit totalement.* » Le premier secrétaire du P.S. a ensuite abordé la question de l'attitude du patronat : « *Maintenant que nous menons une politique de gauche, parce que le pays nous a élus pour cela, il ne faudrait pas non plus que les milieux économiques, mais moi j'entends par là le patronat et une partie du grand patronat, fassent une sorte de grève de l'investissement ou de l'emploi et qu'ils perdent confiance. (...) Je pense que les grands milieux économiques doivent comprendre qu'ils ont un devoir à exercer vis-à-vis de la nation.* »

En ce qui concerne l'impôt sur la fortune et les raisons pour lesquelles l'outil de travail serait touché, en dépit des engagements de M. Mitterrand, M. Jospin a ajouté : « *Nous avons découvert un certain nombre de dossiers techniques précis, dont nous ne disposions pas effectivement.*

» *(...) Nous avons constaté que des taux qui dépasseraient 2 ou 3 %, en tout cas 8 %, seraient extraordinairement pénalisants. Donc, nous y avons renoncé. Mais, si nous avons renoncé à des taux aussi élevés, il faut bien comprendre qu'il fallait rééquilibrer par ailleurs. Nous avons constaté que, dans la mesure où la fortune, dans un certain nombre de cas, par exemple pour de très grands capitalistes, se confond avec l'outil de travail, cela aurait voulu dire qu'on aurait imposé des petites fortunes non liées à l'outil de travail, et pas du tout imposé de très grands capitalistes propriétaires personnels de leur entreprise. Les abattements sont destinés à protéger les petites et moyennes entreprises. Vous savez que 95 ou 98 % d'entre elles ne seront pas concernées.* »

UNE PRIME A LA CRÉATION D'EMPLOIS

(Suite de la première page.)

Un projet envisagé concernera l'aménagement des seuils fiscaux et sociaux puisqu'on sait qu'à partir de dix salariés la gestion d'une entreprise devient plus lourde et plus compliquée, ce qui dissuade semble-t-il bon nombre de P.M.E. d'embaucher.

Un autre projet retiendra l'attention des travailleurs d'un certain âge, auxquels il sera proposé de prendre une retraite à mi-temps moyennant une certaine perte de salaire (d'environ 20 %). Cette retraite partielle pourrait jouer à partir de cinquante-cinq ans. La condition qui sera mise par l'Etat serait que l'entreprise embauche un jeune et l'affecte même au poste de travail que le salarié ayant accepté de prendre une retraite à temps partiel. Dans ces condi-
jeune et l'affecte au même poste
tions, l'Etat verserait le tiers environ du salaire du travailleur âgé.

Outre les projets de droit à la retraite accordé en fonction du *nombre d'années de cotisations* et non plus en fonction de l'âge, le premier ministre pourrait annoncer d'autres idées. Parmi celle-ci la proposition d'un service civil que les jeunes effectueraient auprès des collectivités locales à la fin de leur service militaire ne semble pas faire l'unanimité au sein du gouvernement, en dépit de l'intérêt qu'y porte M. Mauroy. De même, pour l'idée d'avancer l'âge de la préretraite à cinquante-huit ans.
quante-huit ans est toujours très discutée au sein de l'équipe au pouvoir.

Il semble donc en fin de compte que mise à part l'octroi d'une prime à la création d'emploi, les idées qu'avancera mardi 15 septembre M. Mauroy supposeront de longues négociations entre partenaires sociaux et pouvoirs publics avant d'aboutir à des mesures concrètes dans le cadre de « contrats de solidarité ».

● *Faible hausse des prix de gros et aggravation du chômage aux Etats-Unis, en août.* — Les prix de gros aux Etats-Unis ont enregistré en août une hausse de 0,3 % (contre 0,4 % en juillet et 0,6 % en juin). D'août 1980 à avril 1981 les prix de gros ont augmenté de 7,9 % (contre 11,8 % en 1980).

"Travail en miettes : travailleurs en morceaux."



Dunod : l'économie en clair.

NON AUX ANES !

OUI AU SITEF !

Oui, car il est temps de faire le point sur ce que sera notre technologie demain.

Oui, car un nouveau dialogue doit s'instaurer entre l'industrie et la recherche : 32 colloques et conférences de très haut niveau dans de nombreux domaines et particulièrement biotechnologie, aéronautique, informatique, robotique et énergie.

Oui enfin, parce que des idées de produit ne demandent qu'à être exploitées : vous les trouverez au Forum International du Transfert de Technologie (FITT).



S.I.T.E.F

SALON INTERNATIONAL DES TECHNIQUES ET ENERGIES DU FUTUR
Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse
(direction industrie) - BP 1506 Toulouse - Tél. : (61) 25.21.00

ÉTRANGER

Le gouvernement suédois dévalue la couronne de 10 % pour stimuler les exportations et lutter contre le chômage

Stockholm. — En décidant de dévaluer de 10 % la couronne suédoise, de réduire de 3,46 % la T.V.A. à partir du 1er novembre, en gelant les prix jusqu'à la fin de l'année, le gouvernement de M. Fälldin espère donner un coup de fouet aux exportations et enrayer la montée inquiétante du chômage.

Les Suédois sans emploi sont cent seize mille, soit 2,6 % de la population active, contre 2 % il y a un an à pareille époque (août 1980).

Le premier ministre, M. Thodjörn Fälldin, a également annoncé que 25 % des bénéfices des entreprises en 1982 seront obligatoirement transférés à des comptes spéciaux de la Banque centrale pour relancer les investissements productifs. Le gouvernement veut en outre freiner l'expansion des dépenses publiques et communales qui représentent actuellement en Suède 67 % du P.I.B.

De notre correspondant

Cette crise de l'emploi, inhabituelle pour la Suède, risque de s'aggraver au cours de l'hiver en raison notamment de la politique du gouvernement qui ne veut plus être aussi généreux que par le passé envers les entreprises en difficulté. « *L'état de nos finances*, déclare le ministre de l'industrie, M. Aasling, *ne nous permet plus de renflouer les déficits. Toute aide publique sera désormais liée à l'élaboration d'un programme concret d'amélioration de la productivité.* »

Afin d'atténuer les effets de la dévaluation sur les prix des marchandises importées et sur l'inflation, le gouvernement veut abaisser de 3,4 % le taux de la T.V.A. qui est à présent de 23,46 % sur tous les produits. Une clause spéciale des conventions collectives autorise en effet les syndicats à demander une renégociation partielle des salaires si la hausse des prix, dont le rythme annuel est d'environ 13 %, est supérieure à 8,9 % en 1981 et à 6,5 % en 1982, exception faite du renchérissement des hydrocarbures. Les pouvoirs publics veulent également interdire toute augmentation des prix jusqu'à la fin de l'année.

Le gouvernement a aussi annoncé, ce lundi 14 septembre, une série de mesures d'austérité destinées à freiner l'augmentation permanente du déficit budgétaire qui représente quelque 11 % du produit intérieur brut : le plan d'économie de 12 milliards de couronnes sera mis en route dès janvier, six mois plus tôt que prévu. Le système d'indexation de certaines dépenses publiques sur l'inflation sera en partie révisé, ce qui entraînera probablement des compressions budgétaires dans les régions et les communes.

Le gouvernement minoritaire se devait de passer à l'action pour améliorer la position des entreprises exportatrices sur les marchés étrangers. Les patrons et les responsables de la fédération des industries réclamaient depuis longtemps des mesures énergiques. La centrale ouvrière L.O., consciente de la dégradation de la compétitivité qui, à terme, menace l'emploi, se disait récemment prête à discuter avec les employeurs des modalités d'une réduction de 10 % des charges des entreprises. Les partenaires sociaux étaient donc sur la même longueur d'onde et le premier ministre, M. Fälldin, a profité de cette situation favorable.

Les accords paritaires de deux ans conclus en février par la Confédération générale du travail et le patronat entraîneraient une augmentation des coûts salariaux et annexes des entreprises de 8,3 % en 1981 et de 7 % en 1982. Ces conventions devaient, vu leur modération, favoriser un redressement progressif de l'économie et du pouvoir concurrentiel du secteur exportateur. Mais cette compétitivité n'a cessé de se détériorer en raison de l'ascension du dollar.

La couronne, depuis sa sortie du serpent européen en 1977, est liée à un panier de devises des douze principaux partenaires commerciaux de la Suède, panier dans lequel la monnaie américaine occupe une place prépondérante, sans commune mesure avec le volume des exportations scandinaves vers les États-Unis. La couronne a ainsi suivi la montée du dollar et a été, au cours des derniers mois, réévaluée d'environ 10 % en moyenne par rapport aux autres devises européennes. Cette couronne « forte » et surévaluée a placé l'industrie dans une position de plus en plus inconfortable sur les marchés extérieurs. Il s'agit donc de la ramener à un niveau plus réaliste.

Les prévisions du ministère de l'économie indiquent une stagnation en volume des exportations cette année, et l'excédent de 900 millions de couronnes de la balance commerciale (1), enregistré pendant la période janvier-juillet, est avant tout la conséquence d'une baisse de 7 % des importations. De l'avis général, ce surplus va vite se transformer en déficit.

Le gouvernement prend donc le taureau par les cornes en donnant la priorité au développement de l'industrie. Il veut favoriser la mobilité de la main-d'œuvre, réexaminer les lois sur les congés pour études, la sécurité sociale et la sécurité de l'emploi. Les entreprises pourront engager des employés pour une période d'essai de six mois sans être obligées de conserver ce personnel, comme c'est le cas actuellement.

Les centristes et les libéraux qui gouvernent ensemble depuis mai, ne disposent que de 102 sièges sur 349 au Parlement, et certaines de leurs propositions risquent d'être rejetées par les sociaux-démocrates ou les conservateurs.

De l'avis général, les effets du programme d'action économique et de la dévaluation ne se feront sentir que l'année prochaine. Les partenaires gouvernementaux, accusés de mollesse, voire d'incompétence quelquefois, par l'opposition, espèrent par ces mesures spectaculaires redorer leur blason avant les législatives de septembre 1982. Leur cote de popularité est en effet au plus bas. Selon un sondage publié dimanche dans la presse, les centristes et les libéraux ne jouissent ensemble que de 17 % des sympathies du corps électoral, soit 12 % de moins que lors de la consultation générale de 1979. Cette enquête accorde 49,5 % des intentions de vote aux sociaux-démocrates et 26,5 % aux conservateurs.

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 couronne suédoise = 1,11 F

Le rapport annuel du F.M.I. souligne le caractère inflationniste des déficits budgétaires élevés

Les experts du Fonds monétaire international ne croient pas à une baisse rapide des taux d'intérêt. Dans leur rapport annuel rendu public dimanche, ils écrivent : « *Étant donné la nécessité absolue pour les pays industrialisés de maîtriser l'inflation, il semble bien qu'on doive envisager que les taux d'intérêt réels resteront nettement au-dessus du niveau extrêmement bas, ou négatif, qui était le leur pendant les années 1970.* » Ils estiment que « *des progrès ont été accomplis pour créer du point de vue monétaire des conditions qui devraient conduire à une plus grande stabilité.* »

Cependant, demeure à leurs yeux un gros obstacle à la création de ces conditions moins inflationnistes. Il s'agit de « *la persistance dans beaucoup de pays d'un montant de dépenses gouvernementales allant bien au-delà de ce que le public est disposé à couvrir par des impôts. Les déficits budgétaires qui en résultent ont fait des gouvernements de fortes parties prenantes sur les marchés du crédit, leur concurrence contribuant à accentuer la poussée sur les taux d'intérêt.* »

Les causes de la « stagflation », qui continue d'affecter les pays industrialisés remontent aux politiques suivies pendant les années 60 et 70. Parmi celles qui expliquent la baisse de la croissance des revenus personnels et la montée du chômage, le F.M.I. cite « *en tout premier lieu* » l'augmentation « *excessive* » des services publics et des transferts financés par des taux d'imposition marginaux plus élevés et la création monétaire. Faisant leurs les analyses des « *économistes de l'offre* », les experts estiment que « *l'amélioration et l'extension des systèmes d'indemnisation du chômage, si désirables qu'ils puissent apparaître d'un point de vue politique ou social, ont été un facteur d'aggravation du sous-emploi* ».

Pour rétablir progressivement une meilleure situation, il faut lutter sur plusieurs fronts à la fois. Le F.M.I. préconise une « *politique intégrée* ». Il importe toujours de peser sur la croissance de la « *demande nominale* », mais il convient d'accompagner cette action par des mesures visant à encourager l'offre.

En 1980 et pendant les premiers mois de 1981, le total des réserves mondiales (or non compris) a augmenté à un taux annuel de 19 %, contre 11 % en 1979 et 8 % en 1978. Les avoirs en devises et les avoirs de réserve détenus au Fonds ont augmenté, eux aussi, à peu près au même rythme. La part de chacune des monnaies de réserve (autres que le dollar) dans le total des réserves de change identifiées a continué de s'accroître en 1980, mais à une allure un peu moins rapide que les années précédentes. Bien que les avoirs de réserve détenus au Fonds aient fortement augmenté en 1980 et pendant le premier semestre de 1981, par suite des allocations de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) et de tirages massifs des pays membres, à la fin de mai 1981, la part de ces réserves dans les réserves internationales était de 10 %, soit 3 points de pourcentage de moins qu'à la fin de mars 1973.

Aucun accord n'a pu encore se conclure sur l'opportunité de procéder à une nouvelle émission de D.T.S. (1) à partir de l'an prochain.

Pendant l'exercice clos au 30 juin 1981, l'activité du F.M.I. a atteint un niveau record.

Les ressources mises à la disposition des pays membres ont totalisé 9,5 milliards de D.T.S. (10,7 milliards de dollars), dont 6,6 milliards de D.T.S. (7,5 milliards) sont allés aux pays en développement non producteurs de pétrole.

Les nouveaux engagements pris par le F.M.I. dans le cadre de trente-deux accords de prêt ont atteint également 9,5 milliards de D.T.S., contre 3 milliards (3,4 milliards de dollars) au cours de l'exercice précédent.

La septième révision générale des quote-parts est entrée en vigueur en décembre 1980 et a porté le montant des ressources ordinaires du Fonds de 39 à 60 milliards de D.T.S. Les travaux préparatoires à la huitième révision générale des quotes-parts ont d'ores et déjà commencé. Pour financer ses opérations, le Fonds doit continuer de compter avant tout sur les souscriptions versées par les pays membres au titre de leurs quotes-parts ; il doit, cependant, contracter d'importants emprunts pour suppléer à ses ressources. Le programme d'emprunts porte sur 6 à 7 milliards de D.T.S. par an pendant une période de trois ans.

(1) Un D.T.S. vaut actuellement un peu plus de 1,13 dollar.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE LESIEUR

Les résultats consolidés du groupe pour le premier semestre de l'exercice en cours font apparaître un chiffre d'affaires de 2 682 millions de francs, en augmentation de 32,1 % sur celui de la période correspondante de 1980.

La marge brute d'autofinancement et la part du groupe du bénéfice net après provision pour participation des salariés s'établissent respectivement à 125,8 et 72,3 millions de francs, montant comparable à 84,7 et 49,8 millions de francs pour le premier semestre de l'année précédente.

Ces résultats en forte progression appellent les commentaires suivants :

— Les activités de Koipe S.A., dont le groupe détient désormais 50 % du capital, ont été consolidées pour la première fois en 1981. Ainsi qu'il l'avait précédemment annoncé, l'accord intervenu avec cette société s'est d'ores et déjà traduit par un redressement sensible du résultat d'exploitation des activités espagnoles du groupe qui ont dégagé au cours de la période considérée une marge d'autofinancement positive.

— Les activités françaises du groupe ont enregistré des résultats en progression notable, et ce en dépit du recul des volumes d'huiles alimentaires vendus sur le marché français du fait de la baisse de la consommation, notamment en arachide.

— Il est rappelé que les résultats du premier semestre 1980 avaient été pénalisés par divers facteurs temporaires, le deuxième semestre ayant au contraire bénéficié d'une très forte activité résultant notamment d'une reconstitution des stocks de la clientèle en fin d'année. À ce titre, les taux de progression enregistrés durant le premier semestre 1981 ne peuvent être extrapolés sur une base annuelle.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 SEPTEMBRE

Tassement des valeurs françaises

Vif repli du dollar

L'accalmie du marché parisien, déjà perceptible vendredi dernier, s'est confirmée ce lundi à la Bourse.

Signe de cette détente, le chiffre d'affaires réalisé sur les actions françaises du marché « à terme » devrait avoisiner les 130 millions de francs négociés le vendredi précédent, contre plus de 200 millions de francs au lendemain des suspensions de cotations sur 32 titres à la cote officielle. Récemment favorisées, les valeurs bancaires subissent des prises de bénéfices et quelques titres baissent pavillon, tels U.C.B. (– 7 %), Locafrance (– 4,5 %), Compagnie bancaire et B.C.T. (– 3 %), entraînant dans leur sillage C.I.T.-Alcatel, Esso, Penarroya avec des replis de 4 % à 5 %.

Du coup, l'indicateur instantané affiche un ton identique, en baisse de 0,7 % environ, en dépit des quelques gains réalisés de-ci, de-là sur Saupiquet (+ 6 %), Moteurs Leroy, Talcs de Luzenac et Guyenne (+ 3 %).

Face à cette séance maussade, l'intérêt des opérateurs s'est reporté sur le marché des changes, où la livre sterling chute lourdement, à 10,12 F contre 10,3650 F vendredi, imitée par le dollar. La devise américaine subit en effet le contrecoup d'un certain nombre d'informations en provenance d'outre-Atlantique : alignement du « prime rate » de la Marine Midland Bank à 20 %, légère baisse des fonds fédéraux et, dans un autre contexte, de la masse monétaire. A 5,6950 F contre 5,7600 vendredi, le recul est manifeste et la devise-titre se replie à 7,16/7,19 F, tandis que le cours de l'or grimpe à 456 dollars l'once dans la City.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CASINO. – Pour le premier semestre de 1981, les résultats nets atteignent, pour Casino, 51 millions de francs, contre 49,9, et pour l'épargne 6,4 millions de francs, contre 12,9 en 1980 (dont 10,6 millions de francs de plus-values de cession).

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE. – Un acompte sur coupon de 180 F, plus avoir fiscal de 90 F, sera mis en paiement le 14 septembre 1981, à valoir sur le dividende de l'exercice 1981. En vue de l'introduction en Bourse, chaque action de 100 F nominal sera divisée en actions de 10 F nominal.

SCHLUMBERGER. – Attribution aux ayants droit de 100 711 393 actions nouvelles représentant l'augmentation récente du capital.

LABO-INDUSTRIE. – Le bénéfice avant impôt du premier semestre 1981 revient de 6,2 millions de francs à 2,95 millions de francs pour la maison mère et de 8,77 millions de francs à 1,44 million de francs pour le groupe avec ses filiales françaises. Cette chute résulte de la crise de l'automobile et du commerce des motocycles. La société ne peut apprécier si la distribution d'un dividende sera possible. Au mieux, ce dividende sera réduit.

NATIONALE-NEDERLANDEN. – Pour le premier semestre 1981, le chiffre d'affaires est en hausse de 20 % à 4,7 milliards de florins et le bénéfice a augmenté de 13 % à 173,5 millions de florins, grâce, en particulier, à la hausse du dollar. Le bénéfice par action s'élève à 10,24 florins, contre 9,46 florins, et l'acompte sur dividende a été fixé à 3,40 florins, contre 2,90 florins, mis en paiement à partir du 15 septembre, soit entièrement en espèces soit pour 0,80 florin en espèces et pour 0,25 florin, en valeur nominale en certificats d'actions.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	10 sept.	11 sept.
Valeurs françaises	94,6	93,6
Valeurs étrangères	149,5	149,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général 98

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 11 sept. ...... 17 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10/9	11/9
1 dollar (en yens)	231	232,35

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	4 sept.	11 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	810,8	.....
Valeurs étrangères	1921,7	.....
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	117,0	.....
Assurances	210,4	.....
Banques et soc. fin.	76,2	.....
Sociétés foncières	117,50	.....
Soc. investissem. portef.	112,1	.....
Agriculture	143,5	.....
Aliment., brasser., distil.	180,4	.....
Automob., cycles et leurs équipem.	50,6	.....
Bâtim., mat. constr., trav. publics	198,7	.....
Caoutchouc (industr. et comm.)	69,0	.....
Carrièr. salin., charb.	115,2	.....
Constr. mécan. et navales	96,4	.....
Hôtels, casinos, thermal.	182,7	.....
Imprimeries, papiers, cartons	113,2	.....
Magasins, comptoirs d'exportation	111,9	.....
Matériel électrique	103,2	.....
Métallurgie com. des prod. métal.	30,1	.....
Mines métalliques	158,9	.....
Pétroles et carburants	117,3	.....
Produits chim. et électro-métall.	141,2	.....
Services publics et transp.	110,9	.....
Textiles	77,4	.....
Divers	146,9	.....
Valeurs étrangères	280,0	.....
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	84,5	.....
Sociétés	81,0	.....
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	90,7	.....
Emprunts d'État	90,3	.....
Emprunts garantis et assimilés	90,9	.....
Sociétés	90,5	.....
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	94,3	97,1
Produits de base	76,6	75,9
Construction	172,8	179,5
Biens d'équipement	79,8	82,4
Biens de consomm. durables	64,1	66,0
Biens de consomm. non durables	81,9	81,0
Biens de consomm. alimentaires	128,4	135,5
Services	167,1	173,0
Sociétés financières	94,9	98,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	222,5	229,1
Valeurs industrielles	83,3	86,5
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	116,8	118,2

L'INSEE n'a pas été en mesure de nous fournir le calcul des indices hebdomadaires de la Bourse de Paris. Ainsi que nous l'avons annoncé la semaine dernière, ce calcul se fait désormais sur 40 valeurs au lieu de 58, en raison de la suspension de la cotation d'un certain nombre de valeurs françaises.

BOURSE DE PARIS 14 SEPTEMBRE COMPTANT

Étrangères

HORS-COTE

Compartiment spécial

Autres valeurs hors cote

SICAV

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 765	5 695	5 540	5 800
Allemagne (100 DM)	239 960	239 970	232	244
Belgique (100 F)	14 647	14 662	12 850	13 550
Pays Bas (100 fl.)	216 860	217 250	209	220
Danemark (100 krd)	76 670	76 520	73	78
Norvège (100 k)	96 390	95 630	91	96
Grande-Bretagne (£ 1)	10 365	10 105	9 800	10 400
Grèce (100 drachmes)	9 800	9 790	....	....
Italie (1 000 lires)	4 776	4 759	4 650	5 050
Suisse (100 fr.)	279 600	281 600	276	288
Suède (100 krs)	111 270	100 090	98	101 500
Autriche (100 sch)	34 130	34 160	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	5 921	5 900	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 765	8 620	8	9
Canada ($ can 1)	4 771	4 741	4 650	4 880
Japon (100 yens)	2 480	2 472	2 370	2 500

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/9
Or fin (kilo en barre)	90500	91800
Or fin (en lingot)	90500	91895
Pièce française (20 fr)	920	920
Pièce française (10 fr)	497	505
Pièce suisse (20 fr)	749	755
Pièce latine (20 fr)	748 50	740 10
Souverain	848	855
Pièce de 20 dollars	3990	3899 60
Pièce de 10 dollars	1980	2100
Pièce de 5 dollars	899 90	.....
Pièce de 50 pesos	3770	3800
Pièce de 10 florins	723 50	725

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AFRIQUE : « Changement de climat », par Jacques Raphaël-Leygues ; « Sur la politique à ras de terre », par Jean Copans ; « Ni l'une ni l'autre », par Jean-Claude Pomonti.

ÉTRANGER

3-4. EUROPE
— TURQUIE : *le retour à la vie démocratique demeure un objectif lointain.*
— POLOGNE : *« Il faut tout faire pour le salut national, sur la base d'une entente entre tous », affirme un membre du bureau politique.*

5. ASIE
— CAMBODGE : la Thaïlande accepte que les tentatives de formation d'un gouvernement d'opposition aient lieu sur son territoire.

6-7. DIPLOMATIE
— *La visite en France du président* de la Tanzanie.

POLITIQUE

8. Le comité directeur du P.S.
9. La fête de *l'Humanité.*

SOCIÉTÉ

11. ÉDUCATION : la rentrée scolaire.

RÉGIONS

14. ILE-DE-FRANCE : enfants de la ville.
15. A PROPOS DE : l'arrivée du *Belem à Paris.*

SPORTS

16. TENNIS : la victoire de McEnroe aux Internationaux des États-Unis.
17. SPORTS ÉQUESTRES : déroute des Français aux sauts d'obstacles de Munich.

CULTURE

19. CINÉMA : *Regards et sourires,* de *Kenneth Loach ; les Aventuriers de l'Arche perdue,* au Festival de *Deauville.*

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23. LES NATIONALISATIONS INDUSTRIELLES.
— L'aspect juridique
— C.G.E. . primauté au financier.
24. *Saint-Gobain : une tradition de* plusieurs siècles.
— Rhône-Poulenc : un géant encore malade.
25. Thomson : comment réconcilier la technique et le commercial ?
— PUK : un groupe pas encore parfaitement intégré.
26. Matra : une imbrication de filiales autour d'un noyau militaire.
— Dassau -Breguet : la maîtrise des projets.
27. Usinor : une des aciéries les plus *modernes d'Europe.*
— Sacilor : la première place pour les produits longs et la tréfilerie.

ÉCONOMIE

45. CONJONCTURE. — Point de vue : « L'introuvable statut du travail à temps partiel », par Jean-Jacques Dupeyroux.

RADIO-TELEVISION (21 et 22)
INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Transports ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (28 à 44) ; Carnet (17) ; Programmes spectacles (20-21) ; Bourse (47).

Demain

Le Monde

publiera :

- IDÉES : Psychanalyse.
- SCIENCES : Le 150e anniversaire de la British Association for the Advancement of Science.
- RÉGIONS : Auvergne.

Le numéro du « Monde » daté 13-14 septembre 1981 a été tiré à 543 934 exemplaires.

CHEFS D'ENTREPRISES, DIRECTEURS DE SERVICES...
inscrivez vous ou inscrivez votre personnel à
UN STAGE DE LANGUES
C.I.R.P. Tél:822.20.32
IUT de Saint-Denis
Place du 8 Mai 1945
93206 Saint Denis Cedex 01

Le gouvernement modernisera l'arme nucléaire stratégique et tactique et maintiendra à un an dans l'immédiat, la durée du service militaire

annonce M. Pierre Mauroy à l'I.H.E.D.N.

Fidèle à l'Alliance atlantique et se refusant à l'isolement neutraliste, la France doit moderniser sa dissuasion *stratégique* anti-cités et son armement nucléaire tactique — sans écarter « a priori » la perspective de la bombe à neutrons — *tout en* maintenant, pour l'instant, la durée du service militaire à un an. Elle doit, de surcroît, chercher à convaincre ses partenaires européens de la nécessité de bâtir un ensemble politique disposant d'une défense autonome.

C'est en substance la politique de défense que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a définie, ce lundi matin 14 septembre, à Paris, devant les auditeurs civils et militaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.). M. Mauroy s'est présenté comme le premier ministre du changement, mais, a-t-il ajouté, si l'on en croit le témoignage de plusieurs auditeurs, il y a au *moins* un point — les impératifs de la défense — sur lequel la permanence de l'action gouvernementale doit s'imposer.

« Au-delà du fait que notre force de dissuasion nucléaire ne peut être la seule garantie de notre défense et qu'il importe que nos trois armées traditionnelles disposent d'effectifs suffisants, bien instruits et bien équipés, le service national est l'une des expressions de la solidarité nationale. C'est à travers lui que peut et doit se manifester l'adhésion du peuple français, indispensable à l'efficacité de notre politique de défense », a déclaré M. Mauroy qui a ajouté : *« Au-delà des phénomènes conjoncturels qui nous interdisent, dans l'immédiat, de réduire la durée du service national, demeure la nécessité d'améliorer son efficacité. Cette période, pendant laquelle chaque citoyen remplit certes un devoir mais exerce surtout son droit d'apprendre le métier des armes, doit correspondre à une authentique formation. Et comme il s'agit d'un droit dévolu à chaque citoyen, il n'y a aucune raison que les femmes s'en trouvent exclues au nom d'une tradition historique. Il convient donc d'encourager le volontariat féminin. Un service militaire plus dense et à caractère réellement opérationnel permettrait de poser de manière dynamique le problème de la défense du territoire par le recours à une mobilisation vraiment populaire. »*

Après avoir rappelé que la France entend demeurer fidèle à ses alliés, au premier rang desquels figurent les États-Unis, et à l'ensemble des traités dont est issue l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), M. Mauroy a insisté : *« La politique de la France n'est en rien neutraliste. Le voudrions-nous que la seule situation géographique du pays nous l'interdirait. Compte tenu, en outre, de notre niveau de développement, tout isolement est impraticable. Nous devons en tirer les conséquences, notamment lorsque nous examinons la défense de nos frontières et de leurs approches. L'agression contre la France ne commence pas lorsqu'un ennemi pénètre sur le territoire national. »*

Mais la France, a expliqué le premier ministre, veut conserver le moyen de son autonomie de décision en matière militaire, qui est la dissuasion nucléaire : *« Si le général de Gaulle a pu mener une politique militaire indépendante qui a conduit à faire sortir la France de l'organisation militaire intégrée du traité de l'Atlantique nord, c'est parce qu'il a choisi de doter le pays de l'arme nucléaire. Il est vrai que la recherche, dans ce domaine, avait été engagée bien avant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Le gouvernement prend intégralement en charge cette option. »*

« La stratégie française demeure donc celle de la dissuasion du faible au fort, c'est-à-dire une stratégie qui ne peut qu'être anti-cités », a affirmé M. Mauroy qui rejette la stratégie de dissuasion américaine. *« Selon ce concept* observe le premier ministre, *l'Europe peut très bien n'être, pour les États-Unis, qu'un barreau de l'échelle de la violence et non l'une des fins suprêmes de leur défense. Éventualité inacceptable pour des Français. Éventualité qui devrait faire réfléchir les Européens à la perspective d'un ensemble politique disposant d'une défense autonome. »*

M. Mauroy en vient alors aux armes nucléaires tactiques qui *« valorisent »* les forces classiques et qui ont pour vocation de *« restaurer la dissuasion au niveau stratégique ».*

« Comme pour nos forces stratégiques, il convient de suivre les progrès techniques en adaptant et en modernisant périodiquement les vecteurs et les armes de notre armement nucléaire tactique », affirme le premier ministre qui constate à propos de l'arme neutronique : *« En ce qui nous concerne, il ne serait pas rationnel de renoncer* a priori *à acquérir un armement qui pourrait augmenter notre potentiel dissuasif. Cette capacité reste à approfondir. C'est pourquoi, le gouvernement a décidé de poursuivre les études dans ce domaine.*

» La République française ne prendra jamais l'initiative d'un conflit, initiative qui par définition même appartient à l'agresseur, de même que les modalités de l'attaque. Cela implique que nous devions prendre en compte plusieurs hypothèses. Refuser de se donner les moyens de réagir à une éventuelle agression terrestre serait finalement faire douter de notre résolution à nous défendre et, partant, de notre stratégie de dissuasion », a conclu M. Mauroy avant de considérer que, s'il est le premier ministre du changement, *« il y a au moins un point sur lequel la permanence s'impose : les impératifs de la défense ».*

LA BAISSE DU DOLLAR S'ACCÉLÈRE

Amorcée la semaine dernière, la baisse du dollar, sur les marchés des changes, s'est sensiblement accélérée lundi 14 septembre 1981. Le cours de la monnaie américaine est tombé, à Francfort, de 2,4150 DM à 2,3750 DM, et à Paris, de 5,7650 F à 5,6950 F. Ce repli est provoqué par les signes de détente des taux d'intérêt aux États-Unis, où une autre grande banque, la Marine Midland, a ramené son taux de base de 20 1/2 % à 20 %, tandis que le loyer de l'argent à court terme sur le marché monétaire américain et sur celui des eurodollars fléchissait nettement.

Sur le marché de l'or, enfin, la baisse du dollar a entraîné la hausse du cours de l'once, qui a largement dépassé le niveau des 450 dollars à 456 dollars environ.

L'AFFAIRE D'AURIOL

M. Debizet veut mettre le SAC « réorganisé » au service de la nouvelle opposition

Dans une interview accordée au *Journal du dimanche* qui la publie dans son édition datée du 13 septembre 1981, M. Pierre Debizet, secrétaire général du Service d'action civique (SAC), reprend et précise les déclarations qu'il avait faites, le lundi 7 septembre, à la sortie de la prison des Baumettes, après cinquante-deux jours de détention *(le Monde* du 9 septembre). Toujours inculpé de *complicité d'homicide* volontaire et de séquestration, pour l'affaire d'Auriol, le « patron » du SAC se défend dans la première partie de cette interview de toute complicité personnelle comme il défend l'ensemble de son organisation.

En réponse aux questions de M. Charles Villeneuve, sur ce sujet, M. Debizet déclare notamment : *« Elle* (l'affaire d'Auriol) *ne concerne Pierre Debizet en rien mais du fait que la victime, qui semble avoir été à l'origine de cette effroyable tuerie, était un responsable départemental du Service d'action civique, et que les gens qui ont reconnu leur participation dans ce drame sont des membres du SAC dont je suis le secrétaire général, elle me concerne.* [...]

Pour M. Debizet donc, « on » a voulu, à tort, donner à une affaire crapuleuse une tournure politique : *« Je pense que certains (je l'ai dit d'ailleurs à ma sortie de la prison des Baumettes), je ne dis pas tout le monde et je ne veux pas faire de procès d'intention, mais indiscutablement je suis convaincu que certains ont voulu profiter de cette affaire pour organiser un règlement de comptes.*

» A tort, parce que la direction nationale du SAC et les milliers de braves gens du Service d'action civique n'ont rien à voir dans cette histoire et n'ont aucune responsabilité. [...]

» Je pense que l'argument que je peux avoir, c'est que si je suis aujourd'hui avec vous, malgré cette enquête de police, malgré un certain nombre d'heures d'interrogatoire par le magistrat instructeur, c'est que, à aucun moment, et sous quelque forme que ce soit, on n'a pu trouver contre moi la moindre preuve. »

Sur l'affaire, et sur les dissensions au sein du SAC marseillais qui pourraient l'avoir provoquée, M. Debizet s'explique longuement, notamment sur le déplacement qu'il fit le 5 mai 1981 à Marseille.

Après son retour à Paris le 6 mai, M. Debizet rencontrera l'inspecteur Jacques Massie, mis en cause par ses collègues du SAC, puis décidera selon ses dires de réserver sa décision jusqu'en juillet, sur une éventuelle mise à l'écart du responsable marseillais.

Après avoir réfuté toute responsabilité dans cette affaire, le secrétaire donne quelques informations sur cette organisation et sur son rôle futur : *« Nous avons plus de dix mille adhérents, répartis dans quatre-vingt-six départements. Je ne dirige pas du tout une organisation politique proprement dite. Mais il y a par exemple des gens qui ont adhéré et qui, pour des raisons familiales et professionnelles, prennent un peu de recul.*

» Je ne veux pas faire de cas particuliers, mais il faut quand même bien constater que dans cette région-là (de Marseille à la frontière italienne), quelle que soit l'origine politique du maire, on trouve dans toutes les organisations, qu'elles soient de l'ancienne majorité ou de la majorité actuelle, autour des municipalités, des gens qui n'ont pas leur place, dont l'extrait de casier judiciaire n'est pas vierge, et qui gravitent autour des responsables municipaux et des organisations politiques. (...) Cela étant, comme je ne mets pas fin au SAC, je vais lui donner une nouvelle dimension. Pour trois raisons : premièrement pour ces militants qiu sont des descendants directs de l'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940 ; deuxièmement, par ce que nous sommes vraiment contre l'idéologie au pouvoir... (...)

» Enfin — troisième raison — parce qu'il y a un afflux de nouveaux adhérents. Dans ce nombre, il y a bien sûr des anciens qui reviennent, et à l'heure où le gouvernement veut faire du 19 mars, date de la signature des accords d'Évian, une date nationale, nous voyons se ressouder dans un même élan les nationaux divisés depuis le drame algérien [...]. *Avec mes hommes, avec mon organisation transformée, modernisée, nous nous mettons à la disposition de la nouvelle opposition. Surtout celle qui sert le plus les idées gaullistes. »* [...].

Cette formation est, d'évidence pour M. Debizet le R.P.R. : *« Si je ne me trompe, c'est la formation politique la plus proche des idées du général de Gaulle* [...].

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...
LE CHARME SUBLIME DES IMPRIMÉS D'HIVER DEPUIS 24,50F LE MÈTRE
LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES
LE CLUB CHIC DES LAINAGES, TWEEDS, DRAPS, RÉVERSIBLES, ÉCOSSAIS, JERSEYS, CACHEMIRES, MOHAIRS
LA FAMEUSE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAMÉS, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

● *La rénovation des hospices de vieillards.* — Au journal de 13 heures d'Antenne 2, ce lundi 14 septembre, Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, en réponse à une question sur la rénovation des hospices de vieillards, a indiqué que dans le budget 1982 les crédits consacrés à cette action seraient plus que multipliés par cinq.

● *Marcus Simon Sarjeant,* le jeune Britannique qui, le 13 juin, avait tiré à blanc en direction de la reine d'Angleterre, a été condamné, lundi 14 septembre, à cinq ans de prison.

La fin de la conférence sur les P.M.A.

LES ÉTATS DONATEURS ACCEPTENT D'ACCROITRE SENSIBLEMENT LEUR EFFORT

Une certaine dramatisation a présidé à la phase finale des négociations à la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (P.M.A.) dimanche 13 septembre. Finalement l'accord s'est fait dans la soirée sur la base du compromis canadien présenté pour le compte de l'O.C.D.E. et invitant les pays donateurs, soit à porter le montant de leur Aide publique au développement (A.P.D.) aux P.M.A. à 0,15 % de leur P.N.B., soit à en doubler le montant *(le Monde* des 13-14 septembre).

L'accord jugé *« très constructif »* du côté français, reconnaît que *« seul un accroissement substantiel de l'A.P.D. en termes réels, dans le courant de la décennie, permettra aux P.M.A. d'atteindre les objectifs de leurs programmes nationaux dans le cadre du nouveau programme substantiel d'action ».* Il indique que *« des transferts de ressources accrus devraient être faits de façon urgente et effective afin de faire face aux besoins immédiats et de fournir l'impulsion nécessaire aux efforts de développement des P.M.A. ».* Il poursuit : *« Afin d'atteindre ces résultats, les donateurs ont convenu de faire un effort spécial pour accroître leur contribution. Dans ce sens, tous les pays donateurs réaffirment leur engagement à l'égard de l'objectif de 0,7 % du P.N.B. pour l'ensemble de l'A.P.D...*

Dans le cadre de *« cet accroissement général, les fiux d'A.P.D. seront dirigés de façon croissante vers les P.M.A. De façon spécifique, la plupart des donateurs consacreront 0,15 % de l'A.P.D. dans les années qui viennent aux P.M.A. ; d'autres doubleront leur A.P.D. aux P.M.A. dans la même période. Pris ensemble, ces efforts aboutiront vraisemblablement d'ici 1985 à un doublement de l'A.P.D. allant aux P.M.A. par comparaison aux transferts effectués à leur endroit dans les cinq dernières années ».*

Ce compromis avait reçu l'approbation du groupe asiatique et celle, mitigée, du groupe africain qui compte le plus de P.M.A. et des « soixante-dix-sept » (groupe de pression des cent vingt-deux pays en voie de développement). Il a été rédigé de telle sorte qu'il puisse rallier d'une façon ou d'une autre tous les donateurs et en particulier les États-Unis qui feront sans doute une déclaration interprétative lors de la séance de clôture, ce lundi après-midi.

G. V.

FORMATION PEDAGOGIQUE

Durée : 7 jours
7/8/9 et 20/21/22
23 Octobre
Prix H.T. 4.800F
Pour avoir un programme détaillé des stages organisés, ou inscrire des personnes à ces stages, il suffit d'écrire ou de téléphoner à


66 RUE LAFAYETTE 75009
PARIS - Tél.246.89.99/57.37

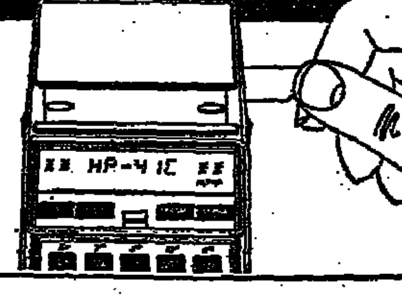
CRÉATEURS D'ENTREPRISE, EXPORTATEURS, INVESTISSEURS
Votre siège à Paris, Londres, Jérusalem
de 150 à 350 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 86 bis, rue du Louvre 75002 PARIS Tél. 296-41-12 +

du 15 au 30 septembre
promotion d'avant saison
NICOLL
COSTUME 1320 F
mesure industrielle [...]
avec gilet 1490 F
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

ILC Soyez efficace avec l'anglais
ILC enseigne l'anglais international
Pour votre prochaine session : 325.41.37
ILC : International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris


CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
LECTURE RAPIDE
Stages intensifs (3 jours + 1) soit • mardi 6, 13, 20 octobre 81 et 27 avril 82, soit • jeudi 19, 26 novembre, 3 décembre 81 et 6 mai 82, soit • mercr. 2, 9, 16 décembre 81 et 2 juin 82.
Stages progressifs (10 séances de 3h15 + 1 jour) • chaque jeudi de 9h à 12h15 du 8 octobre au 17 décembre 81 et le 6 mai 82.
GROUPE ESCP - CENTRE DE FORMATION PERMANENTE
79, avenue de la République 75011 PARIS - Tél. 355.39.08

LATREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Coupe "CRÉATION", 3 essayages
Costumes et pardessus de 3250 à 3850F
62 r. St-André-des-Arts, 6e
Tél. 329.44.10
Parking attenant à nos magasins

la Règle à Calcul
8 HEURES D'INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD.
8 heures peuvent être capitales pour maîtriser votre approche de la micro-informatique.
Aujourd'hui, la Règle à Calcul vous offre la possibilité de suivre un cours gratuit d'initiation à la programmation, pour tout achat d'un système personnel HP-41. Chaque cours, regroupant 12 participants, sera assuré par "INTRALUDE", organisme spécialisé, agréé par l'État pour la formation continue en informatique.
A la Règle à Calcul, l'équipe de vente se charge de vous expliquer le fonctionnement de votre système HP-41. Vous êtes alors en mesure de profiter pleinement de votre initiation à la programmation.
Pourquoi attendre plus longtemps pour aborder l'informatique de demain !
La Règle à Calcul
1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.
65-67, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, tél. : 325.68.88, télex : ETRAV 220064F/1303 RAC.
Stock permanent : micro-ordinateurs calculateurs - accessoires HP.
Sicob boutique Stand 135-137

HEWLETT PACKARD

A B C D E F G

